

هناك من الاموال

PORTRA



Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15578 - 7 F

SAMEDI 25 FÉVRIER 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Mesures d'austérité en Italie

Alors que Silvio Berlusconi réclame des élections législatives pour « mettre fin au chaos économique », le président du conseil italien, Lamberto Dini, a annoncé, jeudi 23 février, un plan d'austérité... p. 4

Record historique à Wall Street

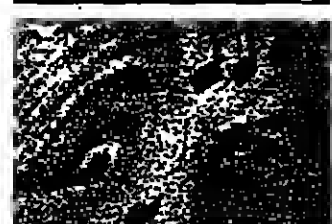
La Bourse de New York a franchi, jeudi 23 février, le seuil des 4 000 points de l'indice Dow Jones et battu un record historique. Les investisseurs parient sur un « atterrissage en douceur » de l'économie américaine. p. 20

Une trêve fragile à Kaboul

Si la vie a repris timidement ses droits dans la capitale afghane, les perspectives de paix restent lointaines en raison des nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les initiatives de l'ONU. p. 6

Querelles de famille au procès Botton-Noir

Les deux premières semaines du procès Botton-Noir, au tribunal correctionnel de Lyon, ont été dominées par les querelles de famille entre le maire de Lyon, Michel Noir et son gendre. p. 11



Les mille violons volés

La brigade de répression du banditisme a découvert, à la fin de l'année dernière, dans un appartement parisien, plus de mille violons volés et « maquillés » pour être revendus. p. 15

Un autre statut pour les fédérations sportives

Dans un projet de décret, le ministère de la jeunesse et des sports préconise une nouvelle manière de diriger les fédérations sportives, afin de mieux définir la répartition des pouvoirs et des responsabilités. p. 23

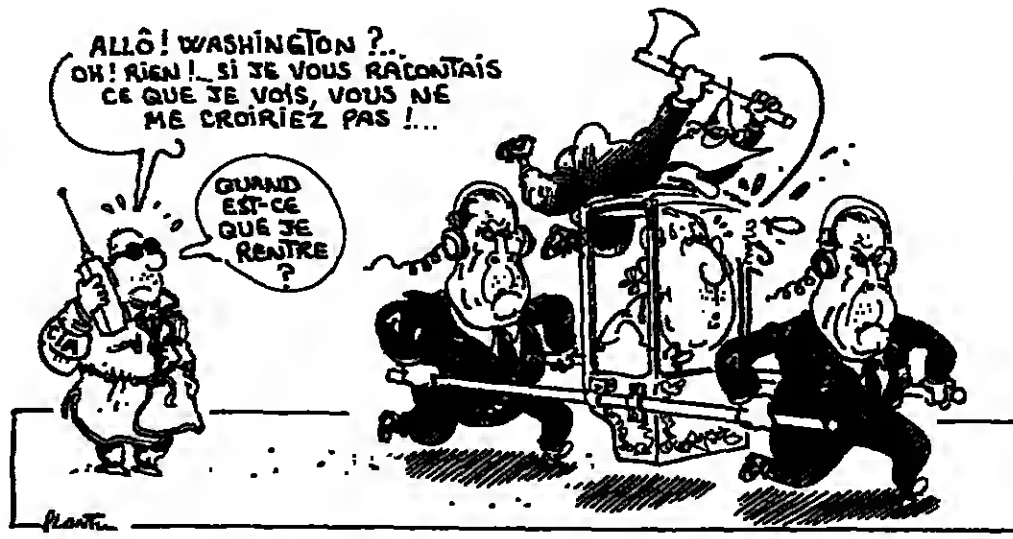
Les éditoriaux du « Monde »

Israël et l'arme nucléaire; Revirement p. 17

Charles Pasqua juge « très grave » l'affaire d'espionnage américain

Le ministre de l'intérieur impute aux Etats-Unis la responsabilité des fuites

EN VOYAGE en Afrique, Charles Pasqua, a déclaré à l'envoyé spécial du Monde à Dakar que l'affaire des espions américains en France est « grave, très grave ». Selon le ministre de l'intérieur, qui précise que ses démarches auprès de l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris ont été effectuées « en accord avec le premier ministre et le ministre des affaires étrangères », « il y a eu beaucoup de fuites du côté américain ». « Il n'y a eu de notre part aucune volonté de publicité, ajoute-t-il. Tout cela est imputable au retard que les Etats-Unis ont mis à régler cette affaire. » Le ministre d'Etat nous a précisé qu'il avait chargé son directeur de cabinet de chercher l'origine des fuites, plusieurs ministères étant au courant du dossier « depuis un certain temps ».



Unis et ne paraissait nullement surpris par la publicité donnée à cette affaire, M. Juppé s'en est indigné, jeudi 23 février, demandant l'ouverture d'une enquête sur les « fuites » dont avait bénéficié la presse. Jacques Chirac, dont M. Juppé est l'un des principaux soutiens, s'est lui-même ému, jeudi soir, sur TF1, des risques que la divulgation de cette affaire faisait courir aux relations franco-américaines. Les partisans d'Edouard Balladur ont multiplié, de leur côté, les attaques contre Philippe Séguin, l'un des principaux soutiens du maire de Paris, au motif que dans un entretien accordé au *Nouvel Observateur*, le président de l'Assemblée nationale se refusait à envisager l'hypothèse où son candidat ne serait pas présent au second tour et à indiquer ce que serait, alors, son vote.

Un écrivain, des minorités ethniques et du pétrole

LAGOS de notre correspondant. Ecrivain, président du Mouvement pour la survie du peuple ogoni et porte-drapeau des minorités des régions pétrolières, l'écrivain Ken Saro-Wiwa est accusé de meurtre. Son procès a commencé le 21 février à Port Harcourt, au Nigeria. Aussitôt on a vu quelle en serait la tonalité : un affrontement sans merci entre un Etat fédéral résolu à mater la contestation et une défense armée de pied en cap pour un grand procès politique.

A la barre se retrouvent les vedettes pour le combat des droits de l'homme au Nigeria et, dans le bataillon des quarante-trois avocats qui assurent la défense de l'écrivain et de ses trente coaccusés, vingt-neuf appartiennent à des minorités ethniques. Le tribunal spécial constitué pour l'occasion (l'un des trois juges est un militaire) siège dans un bâtiment gardé par des centaines de policiers et de soldats qui utilisent volontiers des méthodes musclées. Un des avocats a été giflé et un de ses confrères a vu son veston arraché lorsqu'ils ont voulu pénétrer dans le tribunal sans montrer l'accréditation exigée par la police. La mère de Ken Saro-Wiwa, son épouse et sa belle-sœur ont été repoussées à coups de fouet.

Le climat est plus déchaîné dans la salle d'audience, où dominent les habitudes courtoises d'une justice portant perruque à l'anglaise. Journalistes et observateurs étrangers sont admis, mais le procureur s'est étonné de voir l'opinion internationale manifester un tel intérêt pour une affaire criminelle, alors que les Nigériens « n'éprouvent pas le besoin d'envoyer des observateurs au procès d'O. J. Simpson » (l'ancien champion de baseball actuellement jugé à Los Angeles pour le meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci).

Selon l'accusation, Ken Saro-Wiwa, cinquante-trois ans, porte la responsabilité directe du massacre de quatre notables ogonis qui faisaient partie de ses adversaires politiques, le 21 mai 1994 à Oloko, près de Port Harcourt. Le pouvoir militaire avait alors déclenché une répression de grande envergure contre la population ogonie (*Le Monde* du 15 octobre 1994). Mais l'un des défenseurs a réussi un coup de théâtre en exhibant d'em-

bée la confession d'un des principaux témoins à charge contre Ken Saro-Wiwa, qui affirme avoir été « acheté » par la Shell et le gouvernement nigérian. C'est une accusation grave contre la compagnie pétrolière anglo-hollandaise, qui a dû fermer tous ses puits en territoire ogoni, mais s'est récemment efforcée de corriger son image en annonçant le financement, avec Chevron, Elf et Agip, d'un programme de recherches de 2 millions de dollars sur l'écologie du Delta. Cette version, dont le procureur a aussitôt contesté l'authenticité, a quelque peu perturbé les magistrats. Jeudi, la défense a sorti une autre carte en contestant la compétence du tribunal spécial chargé de juger les Ogonis. Elle a rappelé qu'au terme de la loi une telle instance ne pouvait être constituée que sur la recommandation d'une commission d'enquête mise sur pied par le chef de l'Etat. Or, cette procédure n'a pas été respectée. Le procès a été suspendu pour que le tribunal puisse se prononcer sur sa propre compétence.

Michèle Marignies

Penser « l'après G 7 »

D'UN G 7 A L'AUTRE. Pour la première fois, les sept grands pays industriels (Etats-Unis, Japon, Canada, Grande-Bretagne, France, Allemagne et Italie) se retrouvent, à Bruxelles, les 25 et 26 février pour un G 7 entièrement consacré aux autoroutes de l'information, ces réseaux de communication sur lesquels circuleront demain simultanément, les sons, les images et les données informatiques. Ministres des sept pays dits « les plus riches du monde » et chefs d'entreprise vont débattre, autour de la Commission européenne, des enjeux économiques, sociaux et réglementaires des industries du futur. Un nouveau G 7 donc : ce cénacle est-il le plus adapté ?

Premier du genre, ce G 7 sur la « société de l'information » est en fait l'un des enfants du « grand G 7 », le traditionnel sommet qui réunit désormais, chaque année depuis vingt ans, les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industriels. A l'origine simple forum au sein duquel ces dirigeants devaient s'entretenir des grands problèmes de l'économie mondiale, ce petit club fermé se comporte, parfois, comme un véritable directoire de la planète. Cette année, le show médiatico-politique aura lieu en juin à Halifax, au Canada. Ce « grand G 7 » a, depuis, fait des pe-

tiés, des G 7 spécialisés, avec, chacun, leur personnalité. Le G 7 de ce week-end est le dernier-né de la famille.

Le plus ancien d'entre eux, le « G 7 financier », se réunit avec une très grande régularité - quatre ou cinq fois l'an. Les grands argentiers de ces sept pays se retrouvent ainsi un jour à Tokyo, un autre à Toronto pour tenter de réorganiser l'ordre mondial des finances de ce club. Il s'appellent par leur prénom. Il y a eu aussi, l'an dernier à Detroit, aux Etats-Unis, un G 7 sur l'emploi. Les ministres du travail des sept pays se sont découverts. Cela a, semble-t-il, suffi.

Cette multiplication des G 7 n'est pas un signe de leur succès. Au contraire. D'abord extérieure aux pays riches, la critique de cette institution informelle - sans statut, ni administration particulière - est désormais de plus en plus générale. « Les G 7 sont inefficaces et peu représentatifs des nouveaux rapports de force économiques », entendait-on beaucoup à Davos en janvier à l'occasion du Forum de l'économie mondiale. Celui de Bruxelles n'échappe pas à cette critique. Certains estiment néanmoins, dans le même temps, que ces « G 7 » successifs et diversifiés traduisent un

besoin réel, celui d'une institution internationale unique répondant à la globalisation de l'économie et à l'interdépendance des nations. Pour avoir participé à des réunions du G 7 depuis quinze ans, Jacques Delors, l'ex-président de la Commission européenne, a, en la matière, un jugement d'expert. Et il est sévère. « Ces rencontres [du grand G 7] ne débouchent généralement sur aucune conclusion positive », explique l'ancien président de la Commission européenne. Le bilan de vingt ans de sommet n'est effectivement guère convaincant. Destinés à débattre des problèmes de l'économie mondiale, ces réunions n'ont, à leur actif, que bien peu de succès. Ils ont fait progresser la coopération en matière de lutte contre le blanchiment de l'argent sale. Ils ont aussi aidé à l'allègement de la dette des pays les plus pauvres. Mais ils n'ont guère été productifs en matière de coordination des politiques économiques, même entre les pays membres du club.

Les G 7 « spécialisés » - finances, emploi, industries de l'information - n'ont pas fait, non plus. Jusqu'à présent la preuve de leur efficacité. En matière monétaire, la coopération y est la plus ancienne. Elle a bien obtenu, dans le passé, quelques succès : les accords de stabili-

sation des monnaies du Plaza (1985), puis du Louvre (1987) notamment. Mais ils furent précaires. Les participants à ces G 7 soulignent la proximité qu'ils contribuent à créer entre les ministres des finances. « Lorsqu'il y a une crise, ils s'appellent régulièrement au téléphone, sans avoir à respecter les contraintes de la diplomatie traditionnelle. Ils peuvent ainsi traiter les problèmes directement, dans l'urgence », explique-t-on à Bercy. La crise mexicaine n'a pourtant pas pu être évitée. Et son traitement a été, pour le moins, laborieux.

Le « G 7 sur l'emploi » de Detroit, le premier du genre, semble aussi devoir être le dernier. Il a certes favorisé une confrontation des expériences en la matière. Mais sans plus. Quant à celui sur les autoroutes de l'information, ce week-end à Bruxelles, Jacques Santer, le président de la Commission européenne, expliquait mardi qu'il espérait parvenir à la définition par les sept pays d'un « petit nombre de principes de base ». Les discussions préparatoires ont été surtout consacrées à écarter tous les sujets qui risquaient de provoquer quelques discordes.

Erik Izraelewicz

Lire la suite page 17

La reprise de l'économie française est plus rapide que prévu

LA REPRISE de l'économie française se confirme. Alors que le gouvernement avait initialement construit son projet de budget pour 1994 sur une hypothèse de croissance de +1,4 %, la hausse du produit intérieur brut a finalement atteint 2,5 %, selon les comptes nationaux trimestriels publiés vendredi 24 février par l'INSEE. Après la grave récession de l'année 1993 (-1 %), la sortie de crise a donc été nettement plus rapide que prévu. Les entreprises y ont fortement contribué, mais beaucoup plus en reconstituant leurs stocks qu'en investissant. En revanche, la consommation est restée faible. Progressant de 1,6 % seulement sur l'ensemble de l'année 1994, elle a même reculé de 0,2 % au cours du dernier trimestre, et la tendance semble s'être prolongée en janvier. Edouard Balladur ne manquera pas de tirer argument de ce retout de la croissance, mais ces statistiques risquent aussi de relancer l'un des principaux débats économiques de la campagne présidentielle, celui de l'opportunité d'une politique salariale un peu plus expansive pour consolider la demande intérieure.

Lire page 8

Les révélations d'un marchand d'art incarcéré



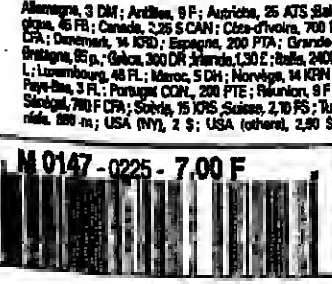
JACQUES MELKI

À LA FIN DES ANNÉES 80, Jacques Melki était un marchand d'art respecté, le spécialiste de Pollock et de Dubuffet. Sa galerie était une des plus somptueuses de la rue de Seine. L'homme, un enfant de Belleville, était respecté, ses confrères vantaient « son œil », comme on dit dans le métier, louaient ses qualités de vendeur hors pair. Les banques, grisées par l'euphorie du marché moderne et contemporain, lui ouvraient des crédits par dizaines de millions de francs. Aujourd'hui, Jacques Melki, cinquante ans, est incarcéré à la prison de la Santé, pour abus de biens sociaux et escroquerie (*Le Monde* du 17 juin 1994 et du 2 janvier 1995). Sa faillite frauduleuse - 343 millions de francs - illustre tous les excès et l'effondrement du marché de l'art après la guerre du Golfe. Ses « victimes » - banques, galeries, collectionneurs - dénoncent un mégalomane qui fréquentait des gens du « milieu », comme François Marcantoni, et avait déjà fait faillite il y a une dizaine d'années. Mais Jacques Melki n'est pas décidé à « tomber » seul et, s'il reconnaît avoir créé des tableaux fictifs et organisé de fausses ventes, il parle beaucoup et accuse des banques et des collectionneurs d'être les complices de ses jongleries douteuses.

Lire page 28

LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINISTÈRE

36 17 LMDOC
36 29 04 56



DÉRÈGLEMENTATION Les représentants des sept grands pays industriels devaient se retrouver pour un sommet consacré à « la société d'information », à Bruxelles, sa-

medi 25 et dimanche 26 février. Les Etats-Unis à l'origine du projet, espèrent faire partager leur modèle d'autoroutes de l'information, ces réseaux à haut débit capables de véhi-

culer les données, la voix et les images. ● SELON les Américains, très optimistes, ces technologies ouvrent un « nouvel âge » qui permet une diffusion libre et à moindre prix des in-

formations. Derrière ces paroles se cachent des ambitions commerciales fortes. ● L'INDUSTRIE américaine veut faire accélérer les dérèglementations des monopoles des télécommu-

nications en Europe et au Japon. Les choix d'infrastructures des autoroutes sont encore flous. Mais beaucoup de sociétés de services veulent investir sur ces domaines nouveaux.

Les Américains vantent au G7 leur modèle d'autoroutes de l'information

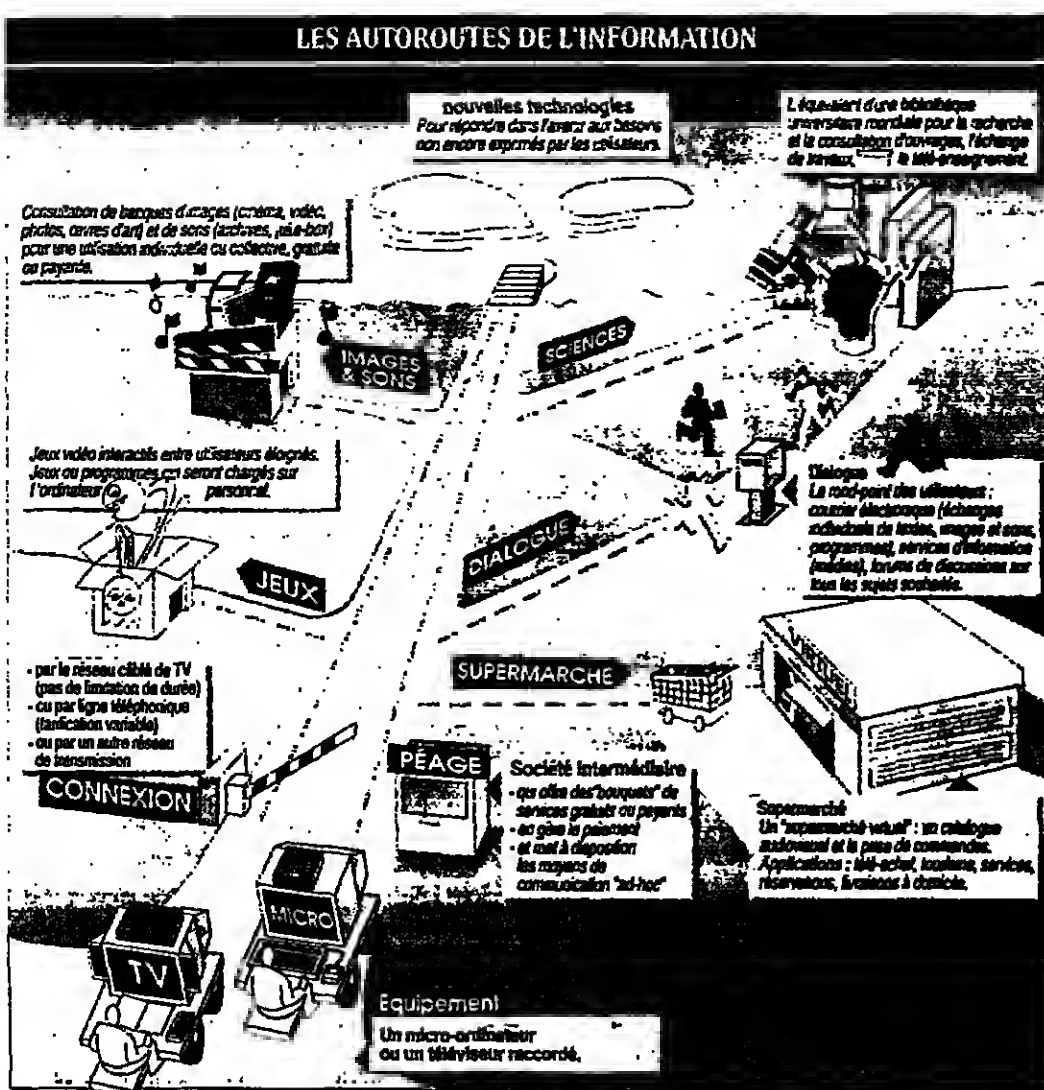
Réunis en sommet à Bruxelles cette fin de semaine, les sept grands pays industriels veulent définir en commun le cadre du développement des nouvelles technologies électroniques

UN SOMMET des sept pays industrialisés inédit : les Grands vont se rencontrer à Bruxelles, samedi 25 et dimanche 26 février, pour parler de la « société d'information » de l'avenir. Un sujet mondial s'il en est puisque les réseaux électroniques, les autoroutes de l'information, n'ont plus de frontière. Un sujet d'importance aussi, puisque l'essentiel des emplois du futur relèveront de près ou de loin du développement des industries et des services de télécommunications, d'informatique, d'audiovisuel et du traitement de l'information en général.

UN SUJET SENSIBLE. Un sujet hautement sensible aussi. L'informatisation peut menacer les cultures d'écrasement. Elle peut accélérer les inégalités entre ceux, pays et populations, qui s'adaptent et les autres. Elle peut, bien entendu, entraîner des guerres commerciales. Les Américains, qui sont à l'origine de cette réunion (le président Clinton l'avait proposé au sommet de Naples l'été dernier), voulaient d'ailleurs l'utiliser pour exiger une ouverture accélérée des marchés des télécommunications et de l'audiovisuel européens et japonais. L'électronique est leur domaine d'excellence et ils entendent affirmer mondialement leur suprématie. Les Européens sont, eux, ébranlés par l'évolution technique qui met à bas les monopoles passés des PTT. Ils se parviennent pas à se doter d'une vision claire et surtout commune de l'avenir dans ces domaines.

Les « sherpas » qui préparent les sommets du G7 ont pu s'entendre pour définir un schéma de développement des futures arrières électroniques. Ils mettent en avant le rôle moteur de l'investissement privé, la nécessité d'interconnecter les réseaux, la concurrence loyale, l'accès libre aux prestataires de services aux futures autoroutes, la nécessité d'assurer un service universel, le respect de la diversité culturelle. « Il s'agit de parler de ce qui nous rapproche, d'essayer de construire une vision commune, d'échanger des idées », explique-t-on à Paris. Et d'ajouter : « Le G7 ne nous liera les mains sur aucun des points critiques ».

La réunion de Bruxelles permet-



La métaphore routière des « autoroutes de l'information » recouvre d'innombrables projets d'organisation. Ces réseaux qui fonctionnent déjà de manière limitée ou expérimentale seraient ainsi capables de transporter des textes, des images et des sons dans un même « tuyau » sur lequel les utilisateurs pourraient se raccorder.

tra de parler de ce qui rapproche, en ignorant temporairement les arrière-pensées commerciales. Souligner les promesses de « nouvelle société » portées par les technologies de l'information, déjà célébrées aux Etats-Unis et reprises en Europe, en particulier dans le rapport Bangemann.

Les réseaux du futur – ces arrières électroniques capables de véhiculer les images, sons, données à haut débit – ont toujours été portés par une « vision messianique ».

Le démocrate Bill Clinton en avait fait l'un des axes majeurs de sa campagne présidentielle de 1992, traçant une sorte de « nouvelle frontière » semblable à ce que fut la conquête spatiale sous l'ère Kennedy. Relier les écoles du pays, les bibliothèques, les hôpitaux, diffuser le savoir, favoriser un enseignement personnalisé et une formation à la carte, créer de nouveaux emplois grâce au développement d'une large infrastructure de télécommunications... Tel est le grand

chantier qu'avait tracé quelques mois plus tard par le vice-président Al Gore qui s'était déjà beaucoup mobilisé sur ce thème alors qu'il n'était que sénateur.

« Le discours américain, qui porte une forte empreinte démocratique, est plutôt sincère », confie un négociateur français. « L'approche intellectuelle est d'une certaine manière plus facile. » Américains et Européens reconnaissent par exemple la nécessité d'assurer un service « universel ». Dans sa contribution

au G7, présentée il y a quelques jours à Washington (Global Information Infrastructure: Agenda for Cooperation), Ron Brown, le secrétaire d'Etat au commerce, réaffirme que « tous les citoyens doivent pouvoir tirer profit de cette infrastructure de télécommunications avancée ».

DISCOURS DE RÊVE. De l'autre côté de l'Atlantique, ce discours fait incontestablement rêver. Les technologies y sont plus familières. Plus de 60 % des micro-ordinateurs y sont désormais branchés en réseaux contre 10 % à peine en 1989. On y parle « cyberculture », de « cyberspace » (l'univers de référence des utilisateurs du réseau Internet), de « digital

ricains, cohabitent sans contradiction, ni malignité apparente. Il s'agit de faire rêver le monde en lui vendant ces produits de rêve fabriqués par une industrie américaine puissante. Le secteur de la communication, au sens large, est aussi l'un des principaux vecteurs de la politique de reconquête commerciale, extrêmement volontariste, engagée par Washington. La délégation américaine au G7 – « soit par souci d'apaisement, soit parce que le temps travaille pour eux » – n'a certes pas retenu les revendications de l'American Electronic Association, qui, depuis plusieurs mois, exige que le communiqué final du sommet prévoit des engagements précis de l'Europe et du Japon en matière d'ouvertures de

L'enjeu culturel et les quotas

C'est avec une perplexité inquiète que les professionnels du cinéma et de la télévision considèrent la grand-messe du G7. Ils redoutent que le « contenu » des autoroutes de l'information soit le parent pauvre d'une manifestation trop axée sur les équipements de télécommunication ou d'informatique. Les Sept évoqueront à satiété les exigences de la diversité culturelle et du multilinguisme, mais avec quelles garanties et pour quels résultats ?

Aussi séduisantes que puissent être les perspectives du multimédia, les réalisateurs européens rappellent qu'au cours des dix dernières années la télévision a généré l'essentiel de l'audience. C'est à ce niveau qu'ils entendent voir protéger la création européenne. Pour réclamer, encore une fois, le maintien de quotas de diffusion dans la nouvelle directive « Télévision sans frontières », quelques-uns des plus illustres d'entre eux sont venus mercredi 22 février à Bruxelles plaider auprès du Parlement européen et de la Commission. Jacques Santier leur a tenu des propos rassurants. Mais la bataille n'est pas gagnée. Les Américains, tout sourire à la réunion du G7, sont bien décidés à s'approprier ce qui reste du marché cinématographique et audiovisuel européen.

world » (monde numérique). L'information, les réseaux, les télécoms fournissent désormais la moitié de la couverture micro-économique des grands journaux. Les revues spécialisées foisonnent. Les livres consacrés au « nouvel âge électronique » deviennent des best-sellers.

Pourquoi dans un monde « high tech », consensuel et libéré, s'inquiéter de « diversité culturelle » ? Pourquoi craindre des inégalités quand ces super-réseaux libéreront les initiatives et généreront tant d'emplois ?

Le discours enthousiaste de l'administration Clinton a en réalité deux faces qui, aux yeux des Amé-

leur marché. Mais la contribution des Etats-Unis au G7 ne dit rien non plus sur les moyens qui permettraient de maintenir la pluralité internationale des opérateurs de ces futurs réseaux de communication.

Les Européens ne sont pas dupes. Mais ils manquent totalement de cohérence et dérèglementent leurs monopoles des PTT dans le désordre et sans schéma européen préalable. Ils sont incapables d'opposer aux Américains un modèle moins « cyberlibéral » dont la réalité est moins rose que les discours.

Caroline Marmot

Quatre messages forts

BRUXELLES

(Union européenne) de notre correspondant

Dans un esprit de coopération, la conférence des Sept ne sera, souligne-t-on à Bruxelles, ni une rencontre de négociations ni un grand rendez-vous technologique. Elle a été conçue par les « sherpas », américains, européens et japonais, pour délivrer quatre messages.

1. Donner au privé un rôle primordial. La société de l'information ne peut être considérée comme relevant du domaine réservé des pouvoirs publics. L'interface avec le secteur privé est essentielle, ne serait-ce qu'en raison des besoins de financement que les gouvernements, empêtrés dans leurs difficultés budgétaires, ne peuvent assurer. Les industriels seront très présents à Bruxelles. Cette primauté reconnue à l'entreprise est illustrée par la table ronde qui rassemblera quarante-cinq dirigeants de grandes entreprises sous la présidence de Jacques Delors.

2. Libéraliser l'accès aux marchés. Le domaine de la société de l'information demeure extrêmement réglementé avec des traditions différentes et, souvent, des monopoles. Si Européens, Américains et japonais veulent aller vers le développement global, il importe que les uns et les autres libéralisent l'accès aux marchés, aux réseaux, mais en même temps adoptent des mesures d'accompa-

gnement nécessaires (protection des données, des droits d'auteur, octroi des licences...). Sur ce thème pourraient apparaître des divergences, notamment de part et d'autre de l'Atlantique.

3. Mieux informer les utilisateurs. Il faut faire connaître aux industriels, collectivités et personnes privées les futures applications de la société de l'information. C'est dans cet esprit qu'a été organisée, principalement autour de thèmes sociétaux, une exposition rassemblant cent quarante expositions.

4. Assurer l'ouverture vers les pays tiers et le tiers-monde. C'est le vice-président sud-africain Thabo Mbeki qui, de manière symbolique, donnera, vendredi 24 février, aux côtés de Jacques Santier, le coup d'envoi de la fête. Ouverture également vers la société civile, avec le souci marqué de réserver une place importante aux gens de culture, créateurs, éditeurs...

Surtout, les principaux protagonis-

tes, au premier rang desquels les gouvernements des pays du G7, mettent en avant leur souci de collaboration. Cela se concrétisera par l'adoption de onze thèmes de projet, à forte composante sociétale, à développer en commun. Histoire de dire que la conférence aura une suite, que les bons sentiments ne laisseront pas la place dès le lendemain à la concurrence la plus agressive.

Philippe Lemaitre

Plusieurs technologies en concurrence

HEUREUX les habitants de l'Hexagone. A l'heure où s'ouvre à Bruxelles le G7 consacré aux autoroutes de l'information, ils sont les seuls à avoir déjà pratiqué à grande échelle ces « nouvelles » voies de la communication. Les autoroutes de l'information ne sont en effet rien d'autres que des réseaux de télécommunications permettant d'acheminer non seulement la parole, ce qui était la vocation originale du réseau téléphonique, mais aussi des données informatiques, des images et du son. Le réseau Minitel et ses millions de postes Minitel mis à la disposition de chaque abonné au téléphone depuis le début des années 80 en ont donc un précurseur, le seul à avoir été déployé à grande échelle par un Etat. Alors que l'exemple américain envahit les médias avec en particulier le développement du réseau Internet, le taux de ménage américains abonnés à un service télématique n'est que de 3 %.

Mais le Minitel a vieilli. En quinze ans les possibilités de la télématique ont progressé à pas de géant. Pour des raisons techniques mais aussi politico-économiques : la télématique française est née dans le cadre d'un monopole d'Etat basé sur le service public du téléphone, alors que le modèle américain, qui s'étend aujourd'hui mondialement, est le fruit d'une économie libérale. Cette différence de contexte induit des divergences impor-

tautes dans la façon de commercialiser les services : à un guichet unique, France Télécom, se substitue une pléiade d'intermédiaires le long des autoroutes.

DES RESEAUX A HAUTS DEBITS. Première différence de base : les images affichées sur un Minitel, mais aussi du réseau téléphonique, dont le débit est trop faible pour transmettre des images à une vitesse acceptable. Or c'est à la fin du siècle, les réseaux de débits supérieurs vont se développer rapidement avec la disparition du monopole des télécommunications en Europe en 1998 qui va démultiplier l'offre et grâce aux progrès réalisés dans l'acheminement de hauts débits d'information (l'invention de l'ATM en particulier, Le Monde du 15 février). Conséquence : les autoroutes de l'information achemineront non seulement des messages et autres informations, mais aussi des images fixes (des reproductions de tableaux par exemple) ou animées (des films, des spots publicitaires).

Plusieurs technologies vont s'affronter pour réaliser ces infrastructures : câble, fibre optique, réseau téléphonique de haut débit (type Numeris), etc. Les choix ne sont pas faits.

Tout aussi imprécis est le type de terminal dont disposeront les publics. Téléviseur doté d'un bo-

tier informatique pour être non seulement capable de recevoir mais aussi d'envoyer des informations ? Micro-ordinateur doté d'un écran de bonne définition pour recevoir des films ? Tous les fabricants de téléviseurs et les constructeurs d'ordinateurs sont sur les rangs.

Mais le matériel n'est pas tout. Les services disponibles sur ces autoroutes joueront un rôle primordial. Ils seront mis à disposition non plus par un interlocuteur unique, mais par un certain nombre de firmes privées servant d'intermédiaires entre les fournisseurs d'information, de films, de jeux, de produits divers, et les utilisateurs et offrant des bouquets de services. Ces firmes assureront le bon acheminement des transactions, soit en utilisant les réseaux existants, soit en créant des réseaux, de façon à couvrir au mieux un territoire qui dépassera largement celui des Etats. Dans le modèle français, un guichet unique, France Télécom permettrait d'accéder à plus de 23 000 services grâce au développement des « kiosques » : les 3615, 3614 etc. A cette joyeuse prolifération va succéder une offre internationale dont la rationalité sera guidée par le marché.

Les sociétés qui ont annoncé vouloir jouer ce rôle mondial d'intermédiaires sont pratiquement toutes d'origine américaine. La

principale, Compuserve, avec un chiffre d'affaires de 430 millions de dollars (2,3 milliards de francs), est en France depuis un an et y connaît une croissance rapide : elle a déjà vendu 12 000 abonnements. Ses concurrents se multiplient : America On Line ou Prodigy. Des firmes d'information ont vu l'opportunité nouvelle : Microsoft va lancer Microsoft Network d'ici à la fin de l'année ; Apple a déjà le sien avec eWorld ; le français Infogrames a annoncé en janvier son projet de lancer son propre bouquet de services interactifs, baptisé « Infonie ». De leur côté les éditeurs se mobilisent : Matra-Hachette, Langlais Pearson et Fallemard Burda se sont associés pour créer « Europe On Line ».

A la différence d'Internet, leur vocation commerciale est clairement affichée. Ces firmes seront jugées non seulement sur la qualité et la variété de leurs bouquets de services, mais aussi sur la facilité d'accès, sur les « logiciels de navigation » qui permettent de repérer rapidement les services les mieux à même de répondre à une demande plus ou moins bien formulée.

Dans ce contexte encore très flou, on ne connaît ni la nature des voies ni celle des véhicules, les industriels sont au moins d'accord sur un point : celui de créer au plus vite un code de la route internationale.

André Kahn

Washington
à propos de

Les Etats-Unis ont

formations. Derrière ces paroles se cachent des ambitions commerciales fortes. L'INDUSTRIE américaine veut faire accélérer le développement des monopoles des télécommu-

autoroutes de l'information

industriels veulent définir en commun règles électroniques

au G7, présentée il y a quelques jours à Washington (Global Information Infrastructure: Agenda for Cooperation), Ron Brown, le secrétaire d'État au Commerce, réaffirme que « nous les citoyens devons tirer profit de cette infrastructure de télécommunications ».

DISCOURS DE RÊVE
De l'autre côté de l'Atlantique, ce discours fait incontestablement rêver. Les technologies y sont plus rapides. Plus de 60 % des micro-ordinateurs y sont désormais branchés en réseau local (10 % à peine en 1989). On y parle « cyberculture », de « cyberspace », l'univers de référence des utilisateurs du réseau Internet, de « digital

L'enjeu culturel et les quotas

C'est avec une perplexité inquiète que les professionnels du cinéma et de la télévision considèrent la grand-messe du G7. Ils doutent que le « contenu » des autoroutes de l'information ne soit qu'une manifestation trop axée sur les aspects technologiques de l'information. Les Sept évoquent les exigences de la diversité culturelle et du multilinguisme, mais avec quelles garanties et pour quels résultats ?

Ainsi, séduisantes que puissent être les perspectives du média, les réalisateurs européens rappellent qu'au moment de venir les chaînes de télévision généralistes, l'audience, c'est à ce niveau qu'ils entendent voir protection européenne. Pour réclamer, encore une fois, le même quotas de diffusion dans la nouvelle directive « Télévision frontalière », quelques-uns des plus illustres d'entre eux ont mercredi 2 février à Bruxelles plaidé auprès du Parlement et de la Commission. Jacques Santer leur a tenu des discours. Mais la bataille n'est pas gagnée. Les Américains assurent à la réunion du G7, sont bien décidés à s'approprier le marché cinématographique et audiovisuel européen.

Leur marché. Mais la Commission européenne ne se laisse pas impressionner. Elle a déjà plusieurs fois refusé de céder aux pressions américaines. Elle a même refusé de signer le traité de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis, car celui-ci ne contenait pas de dispositions suffisantes pour protéger le marché européen du cinéma et de la télévision.

Le G7, cependant, ne se laisse pas impressionner. Elle a déjà plusieurs fois refusé de céder aux pressions américaines. Elle a même refusé de signer le traité de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis, car celui-ci ne contenait pas de dispositions suffisantes pour protéger le marché européen du cinéma et de la télévision.

technologies en concurrence

SE BASANT sur les archives personnelles de Georges Pompidou, qu'il a pu consulter, et sur des documents détenus par les Archives nationales, auxquels il a eu accès, un historien français, Pierre Melandri, établit, dans un ouvrage collectif qui vient de paraître à Bruxelles, que les États-Unis ont secrètement aidé la France, dans les années 1969-1974, à mettre au point son armement nucléaire. Cette assistance a porté principalement sur la miniaturisation des charges, la technologie des têtes multiples à trajectoire indépendante (MIRV) et sur leur résistance à des contre-mesures adverses censées en atténuer les effets, voire les neutraliser.

Valéry Giscard d'Estaing, dans son ouvrage *Le Pouvoir et la Vie*, a eu l'occasion, en 1988, puis en 1992, d'indiquer en quelques lignes qu'il avait appris cette collaboration secrète entre les États-Unis et la France en accédant à l'Elysée en 1974. Il n'en a pas dit davantage. Et, c'est donc la première fois qu'un historien français - M. Me-

Washington et Paris se refusent à une surenchère à propos de l'espionnage américain en France

Aux États-Unis, la presse s'interroge sur l'efficacité des agents de la CIA

Le département d'État a indiqué, jeudi 23 février, que les cinq ressortissants, parmi lesquels figurent quatre employés de l'ambassade des États-Unis, dont la France demande le rappel pour cause d'espionnage, ne quitteraient leur poste « qu'en suivant le rythme normal de rotation » en usage dans l'administration. Au Quai d'Orsay, on rappelle que cette affaire était de la compétence du ministre de l'Intérieur, M. Pasqua ; la seule anomalie dans l'histoire, soulignait-on, serait que la presse en ait eu connaissance.

Clinton souhaite aussi que les « choses retombent », notamment parce que l'expression prévaut, de ce côté-ci de l'Atlantique, que le « dérapage » français est intervenu dans un contexte nettement électoral. Le gouvernement français, a souligné Michael McCurry, porte-parole de la présidence américaine, « semble faire tout ce qui est possible aujourd'hui pour régler la question ». Le temps apaise les cicatrices, y compris diplomatiques. Il faut donc donner du temps à l'administration américaine pour passer son « coup d'éponge », du moins en ce qui concerne la partie émergée des relations franco-américaines.

« GRAND DÉBALLAGE »
Personne, à Paris comme à Washington, ne souhaite entrer « dans une logique de surenchère » à propos d'une affaire d'espionnage, qui a connu une publicité intempestive. Celle-ci, explique un haut responsable de l'administration française, est revenue au niveau qu'elle n'aurait jamais dû quitter, celui des « services » (de contre-espionnage). « Les choses sont de nouveau traitées dans la sérénité, entre services, et pas du tout par le canal diplomatique. Dès lors, ajoutez-il, elles n'ont plus de raison de filtrer sur le fond. La position française est

« sans ambiguïté et les Américains ont compris notre attachement à des relations de qualité et de confiance. »

A bien réfléchir, Washington pourrait même admettre que ce « coup bas » est une « tardive » réponse du berger à la bergerie. En avril 1993, la presse américaine avait longuement fait état d'un document de vingt et une pages attribué au gouvernement français et dont la CIA s'était procuré un exemplaire (Le Monde du 23 février). Ce texte - « obtenu » par les principaux journaux américains - dressait la liste de 49 entreprises américaines travaillant dans le secteur de la défense et de l'aéronautique, dont les technologies pouvaient être utiles à l'industrie française. L'affaire avait fait grand bruit, à tel point que plusieurs élus républicains du Congrès avaient demandé à l'administration de boycotter le Salon aéronautique de Bourget, qui se tenait au mois de juin suivant. La CIA avait recommandé aux firmes américaines la plus grande prudence lors des déplacements de leurs représentants en France. L'une d'entre elles, la société Hughes Aircraft Co., avait préféré ne prendre aucun risque : elle avait déclaré forfait.

Reste que, du point de vue américain, ce nouveau « grand déballage » remet l'accent sur le mode de fonctionnement et l'efficacité de la CIA. C'est cet aspect des choses qu'a surtout retenu la presse américaine. Le Washington Times, quotidien généralement bien informé sur ce type de dossiers, cite un spécialiste qui n'hésite pas à parler de « travail de cochon » effectué par la principale agence de renseignements américaine, ajoutant : « Nous avons été pris la main dans le sac. » Le New York Times, quant à lui, choisit le registre de l'ironie mordante : la querelle franco-américaine « constitue peut-être un progrès pour la CIA », écrit le quotidien : « Au moins l'Agence espionnait pour quelque chose d'important, en particulier les efforts français, en 1993, pour bloquer un accord commercial international [sur le GATT] et s'opposer à la commercialisation de films et de spectacles télévisés américains en France. » Et le New York Times ajoute : « Il est rassurant de voir le pesant appareil du renseignement à Washington se détourner des tâches obsolètes de surveillance des forces militaires russes. »

Quel nouveau rôle pour la CIA ? C'est ce débat que repose aujourd'hui avec acuité le fiasco de l'opération de pénétration de l'administration française tentée par l'agence américaine. Son ancien directeur, James Woolsey, avait confirmé, en février 1993, que le gouvernement de Bill Clinton - dont les priorités diplomatiques sont nettement tournées vers la recherche de nouveaux marchés pour l'industrie américaine - s'interrogeait sur le point de savoir si la « compagnie » pouvait ou non partager avec les entreprises américaines les secrets d'ordre commercial que ses agents sont amenés à récolter dans le cadre de leurs activités.

La question n'a pas été formellement tranchée, bien qu'un nombre croissant d'employés soient devenus des « NOC » (non official cover), c'est-à-dire des espions qui ne disposent plus d'une « couverture » officielle (comme celle des diplomates). Moins repérables par les services de renseignement adverses, les « NOC » peuvent plus facilement infiltrer le monde industriel, mais ils sont aussi plus vulnérables. L'un des cinq ressortissants américains à qui il est demandé de quitter le territoire français était un « NOC ». Ce qui tendrait à prouver que, « officiels » ou officieux, les agents de la CIA n'ont pas achevé leur reconversion professionnelle d'après-guerre froide.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant
La coincidence est pour le moins curieuse. Au moment où Paris accuse la CIA d'avoir tenté de suborner des hauts fonctionnaires français travaillant sur des dossiers économiques, une affaire éclate au Brésil dans laquelle la centrale américaine a le beau rôle et les Français les mauvais. Le New York Times a affirmé, dimanche 19 février, que la CIA avait réussi, à l'été 1994, un très joli « coup » au Brésil en faisant échouer une tentative de corruption de hauts responsables brésiliens par la société française Thomson.

L'enjeu était de taille. Thomson était au printemps 1994 en compétition avec l'entreprise américaine Raytheon pour l'attribution d'un contrat de 7,5 milliards de francs en Amazonie. Le projet consistait à installer sur un territoire de 5 millions de kilomètres carrés, supérieur à la moitié de la superficie du Brésil, un gigantesque réseau de surveillance radar et de communications électroniques, géré par un ordinateur, avec l'aide de satellites et d'avions spécialement équipés. Ce système doit permettre dans les années qui viennent au gouvernement brésilien de mieux contrôler l'immense bassin amazonien, en particulier de détecter les entreprises minières clandestines et les petits avions utilisés par les trafiquants de drogue.

La lutte entre Thomson et Raytheon était devenue fiévreuse lorsque la CIA eut vent, selon le quotidien new-yorkais, des grasses enveloppes que des émissaires français proposaient, littéralement sous la table, à de hauts fonctionnaires brésiliens chargés du dossier. Averti, le président Itamar Franco, qui avait par ailleurs reçu un message personnel de Bill Clinton plaçant en faveur du projet américain, finit par choisir Raytheon en juillet 1994.

POTS-DE-VIN

Cette révélation était un peu perdue dans le long article du New York Times dans laquelle elle figurait à titre d'exemple, parmi d'autres, du nouveau rôle joué par diverses agences fédérales, dont la CIA, pour venir en aide au commerce américain sur les « marchés émergents ». Elle n'a d'abord été reprise que brièvement par quelques journaux brésiliens sans susciter de commentaires officiels. Mais le ton a commencé à changer avec la publication, mercredi 22 février, d'un éditorial dans un quotidien de Brasília. « Ces révélations laissent des doutes sur le gouvernement précédent, sous lequel ont eu lieu les négociations pour l'achat des équipements destinés à la défense de l'Amazonie, mais atteignent également le gouvernement actuel, qui a gardé à son service de nombreux membres de l'administration d'Itamar Franco », écrit le Correio Braziliense. Ce quotidien s'interroge sur les suites que le président Cardoso et le Congrès entendent donner à cette affaire et se demande d'ailleurs si la victoire à l'arraché n'a pas été obtenue par la société qui a offert les pots-de-vin les plus élevés.

Une première réaction officielle est arrivée, jeudi 23 février, avec le télégramme apporté par l'amiral Flores, qui dirigeait le secrétariat des affaires stratégiques de la présidence de la République au moment de la négociation du contrat. Il nie l'existence de pots-de-vin ou de pressions politiques, et affirme que le choix final en faveur de l'entreprise américaine n'a obéi qu'à des critères techniques.

Le représentant de Thomson à Rio de Janeiro s'étonne du moment choisi pour porter des accusations contre sa société, mais a reçu pour consigne de ne pas en dire plus. Coïncidence supplémentaire, les bureaux de Thomson à Rio ont été cambriolés dimanche 19 février par d'étranges voleurs qui se sont appropriés beaucoup d'intéressés à l'appareil de transmission cryptée utilisé par cette entreprise.

Dominique Dhombras

Le Quai d'Orsay stigmatise la divulgation de l'affaire à la presse

Quels ont été les rôles respectifs du ministre des Affaires étrangères et de celui de l'Intérieur, dans l'affaire des « espions » américains dont la France demande le départ, et quels sont, surtout, aujourd'hui le jeu de l'homme d'État, dans le contexte médiatique de l'affaire ?

Après avoir diffusé mercredi 22 février, conjointement avec le ministère de l'Intérieur, un communiqué dans lequel il confirmait que des démarches avaient été faites auprès de l'ambassade des États-Unis pour obtenir le départ de France de ressortissants américains, Alain Juppé a fait jeudi devant la presse une déclaration dans laquelle il se disait « scandalisé » par la publicité donnée à cette affaire et annonçait qu'il demandait l'ouverture d'une enquête sur l'origine de la fuite. Etant donné le caractère notoirement conflictuel qu'ont fréquemment les relations entre M. Pasqua et M. Juppé, cette déclaration du ministre des Affaires étrangères pouvait être interprétée comme une prise de distance, voire une mise en cause implicite de son collègue de l'Intérieur.

Le ministère des Affaires étrangères s'est cependant efforcé jeudi de rectifier cette interprétation, en expliquant que l'intervention de M. Juppé avait pour objectif essentiel d'apaiser les Américains et de faire en sorte que cette affaire n'ait pas de conséquence politique sur les relations entre Paris et Washington. La seule anomalie dans cette affaire, explique-t-on au Quai d'Orsay, est la publicité qui lui a été donnée ; dès lors, ce n'est pas le rôle du ministre de l'Intérieur, sous-jugé dans une large partie de la presse française et américaine, d'avoir organisé la fuite pour tirer bénéfice de cette chasse aux espions dans le contexte électoral. Depuis le début de la campagne électorale, la stratégie d'Alain Juppé a toujours été, jusqu'ici, d'éviter la polémique avec l'autre composante de la majorité.

Quant au fond de l'affaire - de quel cas Américains que l'on dit indésirables se sont-ils rendus coupables ? -, on paraît apprécier différemment son importance dans les deux ministères. Alors que Charles Pasqua la dit « très grave », aux Affaires étrangères on souhaite qu'elle soit ramenée à « ses justes proportions », celle des « échanges d'avertissements » qui ponctuent la petite guerre entre services et qui, lorsque certains de ces services vont trop loin, peuvent remonter jusqu'au ministre compétent pour le contre-espionnage, c'est-à-dire celui de l'Intérieur.

On confirme au Quai d'Orsay que Charles Pasqua avait informé Alain Juppé il y a plusieurs semaines de son intention de renvoyer l'ambassadeur américain en France et que cette démarche « n'était pas anormale ». Dès lors que, comme c'est le cas, aucune expédition de diplomate n'est envisagée, ce type d'affaire reste « de la compétence exclusive » du ministre de l'Intérieur, et le Quai d'Orsay, « considérant que la DST fait son métier », n'en a pas dans le détail des dossiers. La règle est cependant que ces « avertissements » restent discrets, précisément pour que les affaires d'espionnage et de contre-espionnage de cette nature n'interfèrent pas sur le cours des relations politiques entre les deux États, dont on souligne, au Quai d'Orsay, qu'elles sont autrement plus importantes.

Claire Tréan

Les États-Unis ont aidé la France à perfectionner son armement nucléaire

Cette collaboration secrète, prouvée par un universitaire, a eu lieu lorsque Georges Pompidou était à l'Elysée

SE BASANT sur les archives personnelles de Georges Pompidou, qu'il a pu consulter, et sur des documents détenus par les Archives nationales, auxquels il a eu accès, un historien français, Pierre Melandri, établit, dans un ouvrage collectif qui vient de paraître à Bruxelles, que les États-Unis ont secrètement aidé la France, dans les années 1969-1974, à mettre au point son armement nucléaire. Cette assistance a porté principalement sur la miniaturisation des charges, la technologie des têtes multiples à trajectoire indépendante (MIRV) et sur leur résistance à des contre-mesures adverses censées en atténuer les effets, voire les neutraliser.

Valéry Giscard d'Estaing, dans son ouvrage *Le Pouvoir et la Vie*, a eu l'occasion, en 1988, puis en 1992, d'indiquer en quelques lignes qu'il avait appris cette collaboration secrète entre les États-Unis et la France en accédant à l'Elysée en 1974. Il n'en a pas dit davantage. Et, c'est donc la première fois qu'un historien français - M. Me-

landri est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-X Nanterre - peut en donner l'exacte mesure grâce à sa connaissance des notes échangées, après leurs entretiens avec des responsables américains, entre Georges Pompidou, du temps où il était président de la République, et plusieurs de ses collaborateurs, dont Michel Debré, alors ministre d'État chargé de la défense nationale, et plusieurs chefs militaires de haut rang, invités à mettre en application la « filière » franco-américaine.

Cette collaboration, que M. Melandri qualifie de « très neuve », a atteint son apogée entre 1971 et 1973 et elle est « à sens unique », ce qui signifie qu'elle s'est faite sur l'initiative des Américains et qu'elle n'a impliqué « aucune concession » des Français. Elle implique, du côté des États-Unis, Henry Kissinger, conseiller spécial du président Nixon, puis secrétaire d'État, et John Foster, le directeur de l'Office of Research and Engineering, et, pour la France, M. Debré et Jean Blanchard, délégué ministériel à l'armement, à partir d'un document qui proposait des conversations sur la technologie des missiles, la sécurité des armes nucléaires et sur les ordinateurs de grande puissance.

Dans ses instructions à M. Blanchard, Michel Debré avait, avec l'accord de Georges Pompidou, spécifié qu'il n'était pas question de communiquer aux Américains des informations permettant à leurs techniciens de « se faire une idée précise de la valeur opérationnelle » des missiles balistiques stratégiques français.

UN TOURNANT MAJEUR EN 1973
Dans une note, qu'il adresse au chef de l'État en mars 1972, sur l'avancement des discussions, M. Debré écrit notamment : « Nous sommes en droit de considérer que les dirigeants américains entendent nous fournir une aide très précieuse, c'est-à-dire qu'ils estiment de leur intérêt de soutenir et d'améliorer le développement de notre force nucléaire. » La coopération entre Washington et Paris est allée jusqu'à communiquer aux Français, qui en avaient besoin pour déterminer les caractéristiques et les performances de leurs équipements, des informations « sensibles » sur la localisation des radars des réseaux soviétiques d'anti-missiles.

La lecture des archives françaises donne l'impression que les États-Unis avaient estimé « avoir

Jacques Isnard

La France et l'Atome, ouvrage collectif sous la direction du professeur Maurice Vaisse ; édition Emile Bruylant, 67, rue de la Régence, 1000 Bruxelles ; 324 pages ; 2 250 francs belges.

Le conseil des ministres italien adopte un train de mesures d'austérité

La ratification du projet devant le Parlement s'annonce difficile

Destiné à faire rentrer l'équivalent de 70 milliards de francs dans les caisses de l'Etat d'ici à la fin de l'année, le correctif budgétaire présenté

par le chef du gouvernement, Lamberto Dini, doit être approuvé dans les prochains jours par les députés. Silvio Berlusconi a laissé entendre

que son parti pourrait s'abstenir dans ce vote, à condition d'obtenir des garanties sur la tenue d'élections législatives anticipées.

ROME
de notre correspondante
Devant la tournure monétaire qui a entraîné la lire au plus bas de son cours contre la monnaie allemande, mardi 21 février, le nouveau risque d'inflation et surtout la pression politique exercée par les alliés de l'ex-président du conseil Silvio Berlusconi, qui réclament des élections législatives au plus vite pour mettre fin à ce qu'ils appellent le « chaos économique actuel », Lamberto Dini, le chef du gouvernement, qui fait aussi office de ministre du Trésor, avait promis, il y a quelques jours, de mettre les bouchées doubles. Promesse tenue : le conseil des ministres a adopté, jeudi 23 février en fin de matinée, un correctif budgétaire sous la forme d'un décret-loi qui établit un train de mesures d'austérité destiné à faire rentrer quelque 20 800 milliards de lire (70 milliards de francs, 1000 liras valant 3,20 francs) dans les caisses de l'Etat d'ici à la fin de l'année.

« Quand la maison brûle, il ne faut pas attendre, et éteindre le feu tout de suite », a déclaré M. Dini en présentant ces mesures au cours d'une conférence de presse au Palais Chigi. Des mesures, a-t-il expliqué, qui « demandent à tous de faire un sacrifice », mais qui restent dans le cadre d'une décision « forte et égale pour tous ». L'essentiel consiste en 15 600 milliards de recettes complémentaires grâce à une réévaluation de la TVA sur certains produits (elle diminue sur les médicaments, par exemple, mais augmente considérablement sur le prix des communications télépho-

niques domestiques) et en une série d'augmentations de prix. Ainsi, à compter de jeudi soir minuit, l'essence sera plus chère de 110 lire au litre ; de même, les prix du gazole et de l'électricité vont également être relevés. Par ailleurs, la cotisation des travailleurs autonomes, commerçants et artisans aux services de santé sera plus chère. Enfin, l'impôt sur les sociétés augmentera de 1 %, passant de 36 % à 37 %, et certains abattements sur la déclaration de revenus des particuliers seront réduits.

Concernant les économies à réaliser, c'est à l'Etat qu'il reviendra de couper dans ses dépenses, à concurrence de 5 200 milliards de lire. Et ce au moyen d'une diminution des transferts aux collectivités locales, mais aussi d'une rationalisation du fonctionnement de certains ministères, assortie d'un gel des effectifs et d'une diminution des frais de personnel.

TAXES INDIRECTES

En résumé, ce correctif budgétaire, jugé déjà à peine suffisant, surtout depuis que la Banque d'Italie en relevant son taux d'escompte a rendu plus lourd encore le service de la dette, a surtout essayé de recourir le moins possible aux impôts directs, misant sur les taxes indirectes. Et la pression fiscale, plutôt élevée en Italie, devrait se stabiliser, estimant les services de M. Dini, dans une fourchette entre son taux de 1994 et celui, plus haut, de 1993. Le principal objectif de ces nouvelles mesures étant de contenir à 138 600 milliards de lire le déficit public pour cette année, mais

aussi de stabiliser le ratio entre dette publique et PIB, qui dépasse à l'heure actuelle 120 %.

C'est pourquoi, devait insister Lamberto Dini, « le plan d'austérité annoncé n'est pas un plan comptable, mais structurel, et ses effets se feront sentir sur les années à venir ». D'ici, à côté de mesures qualifiées d'extraordinaires, comme le paiement des arriérés de taxes sur les vignettes et les voitures ou le versement anticipé de 35 % du prochain impôt sur le patrimoine des entreprises, l'adoption de normes qui restreignent en vigueur au moins pour les deux prochaines années et constitueront un apport d'environ 23 000 milliards en 1996 et 1997.

M. Dini a, enfin, voulu jouer une dernière carte, celle des privatisations, avec laquelle il espère récupérer au moins 10 000 milliards de lire. Le mouvement, qui avait subi un certain coup d'arrêt durant les sept mois du gouvernement Berlusconi, devrait reprendre et même s'accélérer. La privatisation de l'ENEL (électricité) et d'une première tranche de l'ENI (hydrocarbures d'Etat) est ainsi prévue dans les mois qui viennent.

Le décret-loi adopté en conseil des ministres devra être ratifié par le Parlement dans les prochains jours, sous peine de perdre sa validité. La bataille s'annonce difficile. Mercredi encore, à la veille de l'annonce de ce correctif budgétaire, dont Lamberto Dini, en novembre dernier, alors qu'il était encore ministre du Trésor de Silvio Berlusconi, avait expliqué la nécessité, M. Berlusconi a laissé entendre,

qu'il pourrait sinon le voter, du moins s'abstenir, à la condition d'obtenir des garanties sur une date rapprochée pour les élections législatives. Il a suggéré que celles-ci aient lieu au mois de mai afin de les coupler avec les élections régionales, prévues, pour l'instant, en avril. Et ces déclarations, jugées par beaucoup intempestives au moment où l'Italie traverse une phase économique critique, n'ont pas manqué de soulever des protestations dans le clan des progressistes, dont le leader, Massimo D'Alema, a traité M. Berlusconi de « dangereux irresponsable ».

Dans ce climat de confusion et, déjà, de pré-campagne électorale, qui accentue encore les déboires de la lire, le président du conseil a même donné des gages à son ancien « patron », en précisant que voter le correctif budgétaire n'entraînerait en rien la tenue d'élections rapides. Mais l'appel de Lamberto Dini « à toutes les forces politiques » pour qu'elles adoptent ces mesures sans tarder risque de se heurter une fois de plus aux calculs politiques immédiats. Pour l'instant, les grands syndicats (CGIL, CISL, UIL) se sont déclarés favorables à ces mesures, qui risquent, pourtant, selon eux, de n'être pas assez efficaces pour juguler l'inflation ; si la gauche progressiste se dit prête à les voter, les nostalgiques de Rifondazione comunista ont annoncé, en revanche, leur refus, jugeant ce plan trop « injuste ». Quant aux alliés de M. Berlusconi, ils se déclarent très réticents.

Marie-Claude Decamps

Acquittement des deux chrétiens pakistanais accusés de blasphème

LAHORE. Deux chrétiens pakistanais, qui avaient été condamnés à mort pour blasphème contre l'Islam, ont été acquittés en appel, jeudi 23 février. Au terme d'un procès émaillé de coups de théâtre, la Haute Cour de justice de Lahore a estimé qu'il n'y avait pas de preuve permettant de conclure que Salamat Masih, âgé de quatorze ans, et Rehmat Masih, âgé de quarante-quatre ans, avaient effectivement blasphémé le prophète Mahomet. Bien qu'ayant été eux-mêmes menacés de mort par des islamistes, les juges ont ordonné la libération immédiate des deux chrétiens. Ces derniers étaient accusés d'avoir écrit des propos blasphématoires sur le mur de la mosquée du petit village Raika Dhotran, dans le Punjab. Des témoins leur reprochaient également d'avoir griffonné des blasphèmes sur des bouts de papier puis de les avoir jetés dans l'enceinte de la mosquée. Les arguments de la défense soulignant l'absence de preuves de l'accusation ont emporté la conviction des juges au moins autant, sans doute, que la position très claire du premier ministre, Benazir Bhutto, qui s'était déclarée « choquée » par la condamnation à mort des deux hommes en première instance. L'affaire pourrait toutefois connaître des prolongements car des mouvements islamistes ont demandé l'annulation du verdict et appelé à une marche de protestation, vendredi 24 février. — (AFP)

Des dirigeants de l'ex-FIS ont été tués dans la répression de la mutinerie d'Alger

ALGER. Les autorités algériennes ont confirmé, jeudi 23 février, l'ampleur de la répression de la mutinerie qui a eu lieu dans la prison de haute sécurité de Serkadji à Alger (Le Monde du 23 février). Le parquet général a indiqué, dans un communiqué, que 96 détenus, dont 81 islamistes, avaient été tués, et 10 autres blessés. Quatre gardiens ont été assassinés. L'incertitude continue à régner sur le sort des personnalités islamistes détenues et de l'assassin présumé du président Mohamed Boudiaf, Lembarek Boumaaraouf.

Jeudi, l'Armée islamique du salut (AIS), branche armée de l'ex-Front islamique du salut (FIS) affirmait que des responsables de ce mouvement, Kheif Chérati, Kacem Tadjouri ainsi que Lembarek Boumaaraouf, avaient été tués alors que Abdelkader Hachani, le président du bureau exécutif provisoire du mouvement islamiste, et Abdelhak Layada, l'ancien chef du Groupe islamique armé (GIA), seraient sortis « indemnes » de la tentative d'évasion. Selon une source islamiste à Paris, M. Hachani aurait été grièvement blessé et M. Layada aurait été tué. L'ex-FIS a réclamé une commission d'enquête sur ce « carnage » et l'AIS a promis un redoublement de violence pour les derniers jours du Ramadan. D'autre part, le gouvernement français a décidé de fermer provisoirement ses deux consulats généraux d'Oran et d'Alger pour « des raisons de sécurité ». — (AFP)

AFRIQUE

BURUNDI : Antoine Nduwayo a été nommé premier ministre par le président Sylvestre Ntibunganya, jeudi 23 février. Ce fonctionnaire international, membre de l'Unité pour le progrès national (UPRONA, à dominante tutsie) avait été désigné la veille par les partis d'opposition. Il succède à M. Kanyenkiko, démissionnaire après son exclusion de l'UPRONA qui l'accusait de complaisance envers le Front pour la démocratie au Burundi, principal parti hutu dont est issu le président de la République. — (AFP)

ETHIOPIE : des dizaines d'arrestations ont été opérées, mercredi 22 et jeudi 23 février, par la police après les émeutes entre factions musulmanes qui ont fait 9 morts et 129 blessés à Addis Ababa. Ces affrontements résultent de la rivalité entre deux organisations concurrentes, le Conseil suprême des affaires islamiques et le Comité provisoire pour l'organisation des musulmans. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : le gouvernement est prêt à voler au secours de la Bourse de Tel Aviv, en intervenant directement pour freiner la chute brutale des cours, a affirmé, jeudi 23 février, le ministre israélien des finances, Avraham Shohat. L'indice des principales valeurs a perdu 9,22 % en une semaine, et la capitalisation de l'ensemble des titres et valeurs a reculé de plus de 350 millions de dollars. — (AFP)

LIBAN : le premier ministre israélien Itzhak Rabin a effectué, jeudi 23 février, une visite surprise dans la zone de sécurité occupée par son pays au Liban sud. Il était accompagné de 13 des 17 ministres de son gouvernement et du chef d'état-major, Amnon Shihab. Quelques heures auparavant, un soldat israélien et huit civils libanais avaient été blessés au cours de combats au Liban sud. — (AFP)

AMÉRIQUES

CANADA : le président américain Bill Clinton s'est prononcé, jeudi 23 janvier à Ottawa, en faveur de l'unité du Canada : « Dans un monde obscurci par les conflits ethniques qui déchirent les nations, le Canada est pour le monde entier un modèle de la façon dont des populations de différentes cultures peuvent vivre ensemble dans la paix, la prospérité et le respect mutuel », a déclaré le président américain dans un discours au Parlement. Bill Clinton s'est ainsi démarqué de la stricte neutralité observée jusqu'alors par les Etats-Unis à l'égard des options séparatistes de certains Québécois. — (Reuters)

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AMÉRICAIN, Warren Christopher, soixante-neuf ans, a été hospitalisé jeudi 23 février, à Ottawa pour une hémorragie provoquée par un ulcère à l'estomac. Il pourra reprendre ses fonctions dans quelques jours, mais cet incident relance les spéculations sur son éventuel départ du gouvernement. — (AFP)

PÉROU-ÉQUATEUR : après les violents affrontements de mercredi 22 février, aucun combat n'a été enregistré, jeudi 23, à la frontière entre le Pérou et l'Équateur, où la situation reste toutefois « précaire », a indiqué à Brasília le porte-parole du ministère brésilien des affaires étrangères, Vera Machado. Un rapport du général brésilien Aziel Pereira da Fonseca, qui coordonne les travaux d'une première mission d'observateurs internationaux dans la zone du conflit, avait confirmé mercredi que « des combats de grande intensité » avaient opposé troupes péruviennes et équatoriennes (Le Monde 24 février). Ces combats auraient fait treize morts du côté équatorien. — (AFP)

EUROPE

RUSSE : Boris Eltsine a mis son veto, jeudi 23 février, à un projet de loi adopté par le Parlement tripartite qui augmentait le salaire minimum. Dans le même temps, le président russe a décrété une augmentation de 70 % d'un certain nombre d'aides sociales, notamment les allocations familiales et les bourses pour étudiants. — (AFP)

TURQUIE : neuf étudiants qui n'observaient pas le jeûne du Ramadan ont été blessés, mercredi 22 et jeudi 23 février, à Istanbul. Mercredi, une trentaine de militants d'un groupuscule islamiste de tendance ultra-nationaliste avaient attaqué, à coups de bâtons et de haches, des étudiants qui déjeunaient au restaurant de l'université de Marmara. Cet attentat a fait huit blessés parmi les étudiants. Jeudi, un étudiant avait été poignardé dans le café de l'université d'Istanbul, sur la rive européenne de la ville, par des militants du même groupe. — (AFP)

CHYPRE : un séisme d'une magnitude de 5,7 sur l'échelle de Richter a secoué l'île de Chypre, jeudi 23 février. Un couple est mort enseveli sous les décombres à Milou, et une dizaine de blessés ont été secourus dans les villages situés entre Paphos et Polis. A Paphos, les touristes affolés ont quitté précipitamment les hôtels. La secousse a été ressentie à Nicosie et sur le littoral turc entre Antalya et Mersin. — (AFP)

Les troupes arméniennes accusées de crimes de guerre au Haut-Karabakh

DANS UN RAPPORT publié le 23 février, le Comité de surveillance des droits de l'homme d'Helsinki estime que les troupes arméniennes se sont rendues coupables de la majorité des crimes de guerre constatés en 1993 et 1994 dans la région du Haut-Karabakh. Le Comité Helsinki a mené une enquête en mars et en avril 1994 pour rassembler des témoignages sur les violations des conventions de Genève perpétrées dans la guerre qui oppose, depuis 1988, Bakou et Erevan, dans cette région située en Azerbaïdjan mais peuplée en majorité d'Arméniens.

MANIFESTATION À EREVAN

Si le Comité constate que les exactions sont nombreuses de part et d'autre — prises d'otages, populations déplacées, civils bombardés, maisons pillées et détruites, prisonniers maltraités voire exécutés —, les témoignages les plus nombreux mettent en

cause les troupes de la république auto-proclamée du Haut-Karabakh, soutenues par l'armée arménienne.

Dans ses recommandations, le Comité demande notamment au gouvernement arménien d'autoriser une enquête internationale sur la mort de huit prisonniers de guerre azéris, le 29 janvier 1994, dans une prison d'Erevan, et aux Occidentaux de condamner les violations du droit et d'empêcher le trafic d'armes au profit des belligérants.

Par ailleurs, environ deux cents journalistes ont manifesté, mercredi 22 février, à Erevan pour protester contre la décision du gouvernement d'interdire une partie de la presse d'opposition, notamment celle liée au parti nationaliste Dachnak, dont les activités avaient été suspendues dans la perspective des élections législatives prévues pour le mois de juillet prochain.

Fête de l'armée à Moscou et nouveaux bombardements sur la Tchétchénie

MOSCOU

de notre correspondante

Une semaine après une nouvelle « promesse », faite par le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, à son homologue britannique, Douglas Hurd, que les bombardements aériens ne reprendraient pas (fin décembre, c'était Boris Eltsine qui prenait de tels engagements), l'aviation russe a, pour- suit, jeudi 23 février, la destruction de localités tchétchènes. Principale cible : la ville d'Argoun, à 20 kilomètres à l'est de Grozny, comme a pu le constater un journaliste de Reuters, lors d'un bref passage dans ce bastion de résistance pratiquement vide de sa population civile.

Des tirs d'artillerie et de roquettes ont aussi pris comme objectif les villages, remplis de réfugiés, situés au sud et à l'ouest de Grozny, au troisième jour d'une nouvelle offensive de l'armée russe succédant à la première et courte « trêve » de la guerre. Le village de Goult notamment, célèbre pour abriter des opposants au président Doudeyev qui ne voulaient pas se battre, a subi ses premiers bombardements.

PILLAGE

Selon le communiqué officiel quotidien du gouvernement russe, « plus d'une centaine de combattants » tchétchènes ont été tués durant ces vingt-quatre heures. La précision — sans aucun doute très exagérée — était notée, dans les bulletins télévisés, au milieu d'une longue série d'informations sur l'événement principal du jour : la célébration de ce qui était la grande fête de l'armée rouge, devenue celle de l'armée russe. Le ministère de la défense a eu, ainsi, le plaisir d'annoncer que Boris Eltsine allait signer un oukaze faisant du 23 février un jour officiellement férié dès l'an prochain. « Comme avant » ! Pour cette fois, le président a déposé une gerbe aux pieds du Kremlin, promettant de « trouver de l'argent » afin de réformer l'armée — une affaire « qui ne peut plus attendre », a-t-il dit, en sollicitant l'approbation, apparemment peu enthousiaste, de son premier mi-

nistre, Viktor Tchernomyrdine, debout à ses côtés.

Boris Eltsine a ajouté qu'il allait « personnellement » contrôler le cours de cette réforme en 1995. Ce qui semble confirmer, une fois encore, le peu de poids de ses quelques conseillers libéraux, qui tentent justement, et en vain, d'obliger l'armée, minée par la corruption et les trafics, à se réformer elle-même en lui limitant les subsides. Au grand dam de leurs adversaires, dont le ministre de la défense Pavel Gratchev, qui n'a pas manqué de rappeler jeudi que « sans argent, il n'y aura pas de réforme de l'armée ».

Pour l'instant, les soldats jetés dans l'enfer de la Tchétchénie semblent trouver leur argent eux-mêmes, en pillant les maisons abandonnées de Grozny, en dépouillant les morts et tous les « suspects » arrêtés, voire en passant par le seul marché qui fleurit encore localement, celui des armes, dont une grande partie passe aux résistants tchétchènes : les témoignages à ce sujet abondent dans la presse russe. Les récits d'exécutions sommaires de Tchétchènes, « bandits » ou pas, ne manquent pas non plus. Ce qui n'a pas empêché Boris Eltsine de déclarer, jeudi, que l'armée russe « combat avec honneur » en Tchétchénie. Un monument aux « soldats morts pour la défense de la patrie » a même été inauguré en grande pompe jeudi à Grozny. Dans une ville en ruines où « les civils meurent toujours de faim, de soif et de froid », comme le déclarait, le même jour, le « premier ministre » du gouvernement local prorusse, Salambek Khadjiev, en se plaignant de n'être ni payé ni écouté.

Pendant ce temps, les Tchétchènes, eux, commémoreraient le 57^e anniversaire de leur déportation en Asie centrale, durant laquelle près de la moitié de leur peuple avait péri. Beria, maître d'œuvre de cette opération, avait, en effet, voulu choisir ce jour de fête de l'armée pour tromper plus facilement la population et camoufler les préparatifs du génocide qui se préparait.

Sophie Shihab

LA FRANÇAISE DES JEUX VA-T-ELLE QUITTER MOUSSY-LE-VIEUX

Lorsqu'en 1976 le premier ministre de l'époque, M. Jacques CHIRAC, a pris la décision d'implanter à MOUSSY-LE-VIEUX, une annexe de la Française des jeux, il a appuyé à cette petite commune une usine financière importante, qui représentait, aujourd'hui, 70 % de son budget.

Paul ARGOT, maire de l'époque, réélu en 1993, ne s'y est pas trompé en signant le permis de construire : la Française des jeux allait apporter à MOUSSY-LE-VIEUX, comme aux communes du canton de DAMMARTIN et à celles des départements limitrophes de l'Oise et du Val-d'Oise, recettes fiscales et emplois.

Or une information officielle, explosive, vient d'arriver sur le bureau de Paul ARGOT. Lors d'une réunion extraordinaire du comité d'établissement de la Française des jeux, le 15 février dernier, le président Bertrand de GALLE a annoncé le départ de l'entreprise du site de MOUSSY-LE-VIEUX, en 1997.

Nouveau lieu prévu d'implantation : NEUILLY-SUR-SEINE, commune qui n'attend vraisemblablement pas l'apport en taxe professionnelle de la Française des jeux pour équilibrer son budget !

Avant par téléphone (aucun courrier officiel n'est encore parvenu en mairie), le maire de MOUSSY-LE-VIEUX a eu une réaction immédiate.

Il a réuni, en séance extraordinaire, son conseil municipal afin de déposer une motion auprès du premier ministre, Monsieur BALLADUR, et du ministre du budget, Monsieur SARKOZY, par ailleurs maire de NEUILLY-SUR-SEINE.

Pourquoi un changement de site, après vingt ans de présence à MOUSSY-LE-VIEUX ?

La Française des jeux est propriétaire à MOUSSY-LE-VIEUX d'un terrain de 5 hectares, sur lequel ont été bâtis des locaux superbes, parfaitement desservis par les infrastructures routières et aux portes de ROSSY.

Le démantèlement à NEUILLY impliquerait un lourd investissement de plusieurs milliards de centimes.

De quelle logique relève une décision de ce type, qui, si elle est confirmée officiellement, ne manquera pas de mobiliser les élus des communes concernées, comme sans doute le Conseil général, dont les finances profitent également de la présence de la Française des jeux ?

De plus, qu'adviendra-t-il des salariés depuis longtemps implantés dans la région, qui se verraient obligés de subir plusieurs heures de transport en commun pour suivre leur employeur ?

Les élus de MOUSSY-LE-VIEUX attendent des réponses à ces questions légitimes. Surtout à la veille d'une élection présidentielle.

P. A.

Handwritten signature in Arabic script.

هكذا من اجل

Acquittement des deux chrétiens pakistais accusés de blasphème

LAHORE. Deux chrétiens pakistais, qui avaient été condamnés à mort pour blasphème contre le prophète Mohammed, ont été acquittés en appel jeudi 24 février. Au terme d'un procès d'un an, la Haute Cour de la capitale a estimé qu'ils n'avaient pas de preuve pour la condamnation. Les deux hommes, qui avaient été condamnés à mort par la Haute Cour de Lahore, ont été acquittés. Les deux hommes, qui avaient été condamnés à mort par la Haute Cour de Lahore, ont été acquittés.

Des dirigeants de l'ex-FIS ont été tués dans la répression de la mutinerie d'Alg

ALGER. Les autorités algériennes ont confirmé jeudi 24 février la mort de deux dirigeants de l'ex-FIS, tués dans la répression de la mutinerie d'Alg. Les deux hommes, qui avaient été condamnés à mort par la Haute Cour de Lahore, ont été acquittés.

AFRIQUE

SENEGAL. Antoine Ndiaye a été nommé premier ministre du Sénégal. Les autorités algériennes ont confirmé jeudi 24 février la mort de deux dirigeants de l'ex-FIS, tués dans la répression de la mutinerie d'Alg.

PROCHE ORIENT

ISRAËL. Le gouvernement israélien a annoncé jeudi 24 février la mort de deux dirigeants de l'ex-FIS, tués dans la répression de la mutinerie d'Alg.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS. Le président américain Bill Clinton a annoncé jeudi 24 février la mort de deux dirigeants de l'ex-FIS, tués dans la répression de la mutinerie d'Alg.

EUROPE

ALLEMAGNE. Le gouvernement allemand a annoncé jeudi 24 février la mort de deux dirigeants de l'ex-FIS, tués dans la répression de la mutinerie d'Alg.

ASIE

JAPON. Le gouvernement japonais a annoncé jeudi 24 février la mort de deux dirigeants de l'ex-FIS, tués dans la répression de la mutinerie d'Alg.

Océanie

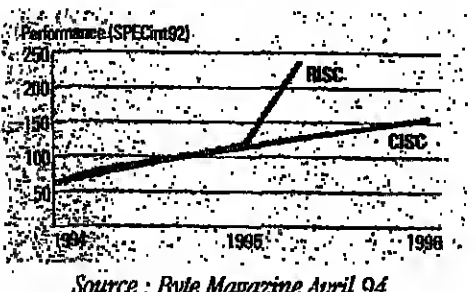
AUSTRALIE. Le gouvernement australien a annoncé jeudi 24 février la mort de deux dirigeants de l'ex-FIS, tués dans la répression de la mutinerie d'Alg.

Entre la technologie CISC et la technologie RISC, vous êtes totalement libre de choisir.

RISC, le standard du futur

Aujourd'hui plus que jamais, chaque acheteur d'ordinateur est confronté aux mêmes questions : Quel est le matériel qui conservera son avance technologique au fil des ans ? Quel sera le matériel qui permettra d'accueillir au mieux les innovations ? Ces questions concernent chacun, que vous soyez cadre, directeur informatique, ingénieur, graphiste, architecte, enseignant, commercial, ou professionnel indépendant...

Y répondre, c'est d'abord choisir la bonne technologie du processeur : Technologie CISC ou technologie RISC ? Les meilleurs analystes et experts en informatique affirment que la technologie RISC est appelée à devenir le standard de demain.



Source : Byte Magazine Avril 94

En voici les raisons : CISC (Complex

Instruction Set Computing) a été la technologie la plus couramment utilisée jusqu'à présent.

A l'époque des premiers ordinateurs, la meilleure façon de rendre les microprocesseurs plus rapides était de les doter du plus grand nombre d'instructions possibles. Mais dans cette course à la puissance, ils sont devenus complexes, gros, dévoreurs d'énergie et très coûteux.

RISC (Reduced Instruction Set Computing) est au contraire une technologie optimisée pour traiter très rapidement les instructions simples les plus fréquemment utilisées. Quand on a besoin d'une instruction plus complexe, le microprocesseur RISC la génère à partir d'une combinaison d'instructions de base.

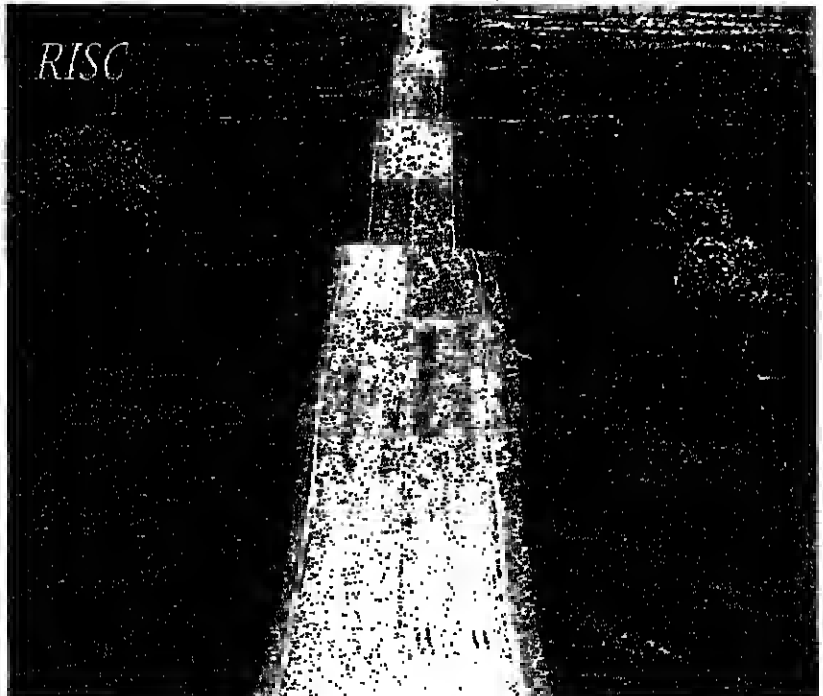
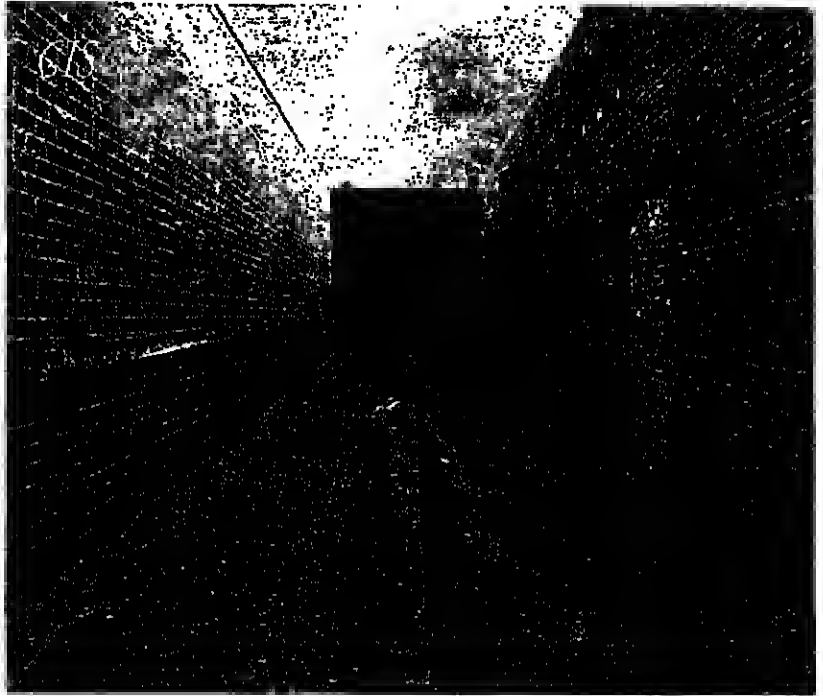
Cette rationalisation permet aux puces RISC d'être plus petites et de consommer moins d'énergie, plus faciles à utiliser, plus efficaces et beaucoup moins chères. En clair, les micro-ordinateurs qui bénéficient d'une puce RISC possèdent un avantage déterminant aussi bien en matière de prix que de performances et un potentiel d'évolution beaucoup plus important.

Aujourd'hui, RISC c'est surtout PowerPC

Conscients des enjeux, Apple, IBM et Motorola, trois acteurs majeurs du monde de l'informatique ont

réuni leurs forces pour créer PowerPC, la première famille de microprocesseurs RISC spécialement conçus pour construire la plate-forme du futur. PowerPC, c'est une gamme complète de microprocesseurs destinée à la fois aux ordinateurs personnels, aux portables et aux serveurs.

Apple a été le premier à lancer une nouvelle génération d'ordinateurs personnels utilisant le microprocesseur PowerPC : Power Macintosh. Et grâce au

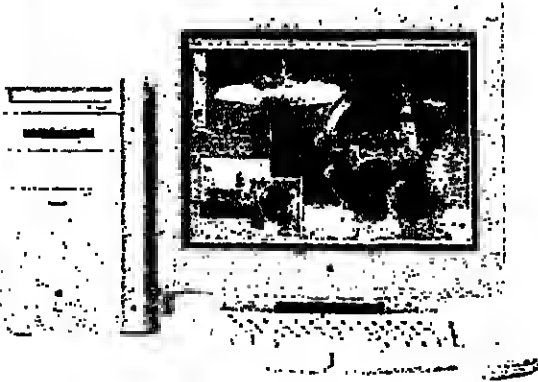


une nouvelle dimension du Multimédia. Avec PowerPC, Macintosh va bouleverser ce que vous attendez d'un ordinateur : la vidéo haute résolution, l'image 3D, la réalité virtuelle, la visioconférence... Aujourd'hui, plus d'un million de Power Macintosh ont déjà été achetés dans le monde et les éditeurs de logiciels s'engagent sur cette plate-forme puisqu'ils ont développé leurs applications pour le PowerPC. Plus de 500 logiciels optimisés pour Power Macintosh sont d'ores

et déjà disponibles (Microsoft Excel, WordPerfect, Adobe Photoshop, QuarkXPress, PageMaker, 4D Serveur, ArchiCAD...).

Une révolution qui intègre les acquis

Pour Apple, cette révolution doit se faire sans rupture. C'est pourquoi, tous les Power Macintosh permettent de travailler avec des disquettes, disques durs et documents créés sous MacOS, DOS, Windows et OS/2. Pour aller plus loin en matière de compatibilité, avec SoftWindows, vous utilisez DOS, Windows et vos applications PC sur votre Power Macintosh. Pour ceux qui ont besoin simultanément de toute la puissance de leur Macintosh et de leur PC, Power Macintosh 6100 DOS Compatible intègre deux processeurs : PowerPC 601 et 486DX2. Ainsi, en appuyant sur une seule touche, vous pouvez passer de Mac OS à Windows ou DOS. Et inversement.



Power Macintosh 6100

Comme vous pouvez le constater, nous avons tout fait pour rompre toutes les barrières : que ce soit entre les univers PC et Macintosh ou que ce soit entre le monde d'aujourd'hui et celui de demain.

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à contacter le revendeur Apple le plus proche de chez vous, ou tapez 36 15 code Apple (1,27 F/mn) ou téléphonez au 16 (1) 69 29 29 29.



Apple, le logo Apple, Power Macintosh, Mac OS sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc. PowerPC et OS/2 sont des marques déposées d'International Business Machines Corp. Microsoft Excel, MS-DOS et Windows sont des marques déposées de Microsoft Corporation. SoftWindows est une marque de la firme de Technologie Solutions, Inc. utilisée sous licence. WordPerfect est une marque déposée par WordPerfect. Photoshop est une marque déposée d'Adobe Systems, Inc. QuarkXPress est une marque déposée de Quark, Inc. Aldus PageMaker est une marque déposée d'Aldus. 4D Server est une marque déposée d'4d. ArchiCAD est une marque déposée de Graphisoft.

Trêve inespérée mais fragile à Kaboul

La vie a repris ses droits dans les ruines de la capitale afghane. Mais le plan de paix de l'ONU est au point mort, alors les « talibs » campent aux portes de la ville

En précipitant le départ des abords de Kaboul du chef du Hezb-e-Islami, Gulbuddin Hekmatyar, la fulgurante progression du mouvement des talibs (étudiants religieux) a allégé la pression militaire sur la

capitale afghane. Les Kaboullis vivent, aujourd'hui, une trêve inespérée il y a encore quelques semaines. Les perspectives de paix restent, toutefois, lointaines en raison des multiples difficultés auxquelles se

heurtent les initiatives des Nations unies. En effet, M. Mahmoud Mestiri, envoyé spécial de l'ONU, vient d'être contraint de reporter d'un mois son plan de paix pour ce pays. Tant qu'un compromis ne sera pas

trouvé entre le « camp présidentiel » de Burhanuddin Rabbani et son allié Ahmad Shah Massoud et les talibs, Kaboul restera exposée au risque d'une reprise des combats.

KABOUL
de notre envoyé spécial
Entre les ruines béantes de l'ancien bazar, dans ce qui fut le cœur de la capitale afghane, une femme, les cheveux dissimulés par un foulard, circule à vélo, un enfant à califourchon sur le guidon. Tirée par un vieillard, une charrette chargée de bois revient d'une colline voisine, hier encore, fief de Gulbuddin Hekmatyar, le chef intégriste du Hezb-e-Islami chassé de ses terres par les talibs. Un bus passe, bondé, en direction de Beney Hessar, un village situé à 15 kilomètres, où passe la nouvelle ligne de front entre talibs et forces gouvernementales.

En ce matin radieux et paisible, on vaque à ses petites occupations dont on a été privé pendant longtemps. Durant douze mois, les partisans de M. Hekmatyar ne cessaient de piller certains quartiers, surtout la nuit. Non loin de là, sur l'immense marché de farine installé à la hâte, des milliers de Kaboullis font leurs provisions d'oranges et de légumes, bavardant entre deux courses. Depuis le 14 février, qui a marqué la chute du redoutable chef intégriste, les prix ont baissé de moitié. Les combats ayant cessé aux abords de Kaboul, toutes

ces marchandises, que seuls les plus aisés pouvaient s'offrir, ont afflué comme par miracle. Alors, on en a profité en se dépêchant de faire le plein de kérosène. Pourvu que ça dure...

« INCH ALLAH ! »
Entre les crevasses énormes qui sont les souvenirs d'un violent passé, la vie a repris. La ligne de front, qui passait ici depuis six mois, dans la solitude glacée de cette grande avenue, s'est déplacée à l'extérieur de la ville. Là, restent plantées quelques carcasses de véhicules. La circulation est dense, jusqu'à l'entrée de Beney Hessar où apparaissent trois tanks, tourelles braquées sur l'horizon des crêtes gardées par des moudjahidins en armes. La ligne de front est là, à une centaine de mètres, juste derrière les maisons de pisé.

Au flanc de la colline rocheuse, sur le bas-côté de la route, le commandant Gul Haidar a dressé son nouveau quartier général de campagne. Proche de Ahmad Shah Massoud, qui dirige les forces gouvernementales et fut le héros de la résistance contre les Soviétiques, ce commandant de trente-trois ans jouit d'une solide réputation. Marié

et père de cinq enfants, il était entré dès 1978 dans la guérilla et il n'a jamais occupé d'autres postes que celui, prioritaire, du contrôle de la ligne de front.

Une cinquantaine de jeunes Afghans, kalachnikov en bandoulière, l'accompagnent, assis près de leur campement ou postés en guetteurs. A l'intérieur d'une tente, Gul Haidar s'installe parmi ses hommes, près d'un tas de roquettes. En ce 22 février, alors que l'envoyé spécial de l'ONU à Kaboul, Mahmoud Mestiri, s'apprête à faire le point des discussions sur le processus de paix, avec toutes les factions du pays, le commandant, lui aussi, fait le point. Entre les forces gouvernementales et les talibs, où en est la situation ?

« Plutôt bonne dans son évolution. » Ces étudiants religieux surgis du sud jusqu'aux quartiers périphériques de la capitale, dans une fulgurante avancée qui a fait fuir M. Hekmatyar, sont-ils les valeureux soldats que la rumeur annonce ? « Ils n'ont guère eu de la bataille. Le peuple redoute que nous ripostions pour garder la ville. Nous avons refusé de sacrifier les civils. » Mais encore... Que veulent les talibs ? Qui sont-ils ? « Nous n'en savons rien pour le moment. » Et si, demain, les nouveaux

venus forcent la porte ? « Nous nous battons avec nos roquettes pour nous protéger. Notre organisation est meilleure que la leur. Leur équipement est fait d'artillerie ordinaire. » Quant à l'espoir d'arrêter la guerre : « Inch Allah ! Il faut que cessent les ingérences étrangères sur notre sol. »

Les femmes, à l'évidence, sont absentes de la guerre afghane. Elles font ce qu'elles veulent. Beaucoup travaillent en dehors. Les talibs, dit-on, imposent aux femmes des territoires qu'ils contrôlent de rentrer chez elles et de n'en ressortir que couvertes du tchador. Gul Haidar « ne sait rien de ce qu'ils font ». Un villageois vient d'arriver pour vendre des bûches. Un soldat le paie en afghani. L'homme rentre chez lui en traversant le checkpoint.

UN LENDemain incertain

A une dizaine de kilomètres, des responsables talibs, dont on ignore le nom, sont eux aussi installés dans l'ancien quartier général de M. Hekmatyar, Charasyab. Ils refusent strictement de parler aux journalistes sans une autorisation venue d'en haut. Non loin d'eux, une femme en tchador se bâte, emmenant son enfant couvert d'eczéma

vers l'hôpital de la capitale. Retour au marché du centre de Kaboul : à cinq jours de la fin du Ramadan, strictement observé dans la capitale, la foule s'empresse de faire de ses premiers jours de paix. Des jeunes femmes circulent en bandes, un léger voile sur leur chevelure. L'une d'entre elles confie : « Ce n'est pas la première fois qu'un nouveau groupe voudrait nous faire rentrer à la maison, au nom du Coran et d'une plus grande pureté. Mais, à Kaboul, beaucoup de femmes sont seules ou vivent avec beaucoup d'enfants. Les hommes se battent. Il faut faire vivre la famille. Demain, les talibs, comme d'autres qui les ont précédés, ne pourront ignorer ce besoin. »

Kaboul respire, mais déjà inquiète d'un lendemain incertain. Trop d'espoirs ont autrefois été déçus. L'apport international vient de rouvrir, le 21 février, pour les voix civiles et commerciales, après être resté fermé pendant un an.

Les commerçants reconstruisent leurs échoppes. De part et d'autre de la ligne de front, séparés parfois de quelques kilomètres, talibs et forces gouvernementales consolident leurs bases.

Danielle Rouard

Les Etats-Unis signent des contrats avec la Chine dans le domaine de l'énergie

LA VISITE en Chine du secrétaire américain à l'énergie, Hazel O'Leary, a permis aux compagnies américaines de décrocher trente-quatre projets d'une valeur totale de plus de 6 milliards de dollars dans le domaine de l'énergie nucléaire, du pétrole, du charbon et de l'énergie éolienne. Le succès de cette mission, à laquelle ont participé soixante-quinze hommes d'affaires américains, survient paradoxalement au beau milieu d'une querelle entre Pékin et Washington sur le contentieux des droits de reproduction, qui pourrait déboucher sur une guerre commerciale si aucun accord n'est conclu d'ici au 26 février.

Vingt-six projets d'investissements mixtes, représentant plus de 4 milliards de dollars, ont été signés, vendredi 24 février, à Pékin. Avec les huit accords conclus, lundi 20 février, à Shanghai, totalisant quelque 2 milliards de dollars, la mission de M. O'Leary en Chine aura donc récolté une moisson de projets de plus de 6 milliards de dollars. Toutefois, douze seulement des trente-quatre textes signés sont des contrats fermes, dix-neuf sont des lettres d'intention et les trois restants sont des accords de coopération et d'échange d'informations dans le secteur de l'énergie.

Le contrat ferme le plus important (500 millions de dollars) a été conclu par Texaco Inc. Alternative Energy Group, qui fournira une licence pour la construction de neuf usines de gazéification du charbon pour la production d'engrais chimiques. Dans le domaine nucléaire, la compagnie Westinghouse Electric Corp. a signé un contrat ferme de 24 millions de dollars pour la fourniture de composants de turbines de la deuxième centrale nucléaire de Qinshan (est).

Au même moment, une autre délégation américaine, conduite par Charles Barthelemy, représentant adjoint au commerce, tentait de convaincre les Chinois de faire un geste sur le dossier du piratage industriel afin de prévenir le déclenchement d'une guerre commerciale. D'autre part, le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, a proposé, jeudi 23 février, que des navires de guerre américains puissent se rendre en visite en Chine. « Nous cherchons des moyens de mieux connaître réciproquement nos hiérarchies militaires », a indiqué M. Bacon. Des visites de navires de guerre américains n'avaient pas eu lieu en Chine depuis le massacre de Tiananmen, en juin 1989. (AFP)

Un soupçon d'adultère trouble la Malaisie musulmane

KUALA LUMPUR

de notre envoyé spécial

Bien qu'il soit habituel et à maints égards justifié de faire état d'un « islam d'extrême-Orient » plus modéré que celui des pays arabes, en Malaisie — un des pays les plus dynamiques au sein de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), à majorité musulmane — la pratique religieuse est ambiguë. Pour le premier ministre, il y a là un moyen d'affirmer une spécificité nationale (les citoyens malais face à une forte minorité chinoise sont obligatoirement musulmans) au regard des « valeurs occidentales » réputées décadentes.

Mohamad Mahatir semble aussi avoir fortement conscience qu'un islam plus radical, aujourd'hui incarné par le Parti islamiste PAS, pourrait, à terme, menacer ses choix en faveur d'une économie de marché. Son parti, l'Union nationale malaise (UMNO) prend d'autant moins à la légère le défi que lui lance le PAS que les prochaines élections législatives seront organisées cette année (Le Monde du 23 février).

Sorti vainqueur de la dernière consultation organisée, en 1990, dans l'Etat de Kelantan, le PAS, allié au pire ennemi de M. Mahatir, le prince Razaleigh, aspire à tailler aussi des coupures à la formation officielle de l'Etat voi-

sin de Trengganu. Aussi le pays suit-il avec intérêt les développements de l'affaire Mohamad Sabu, un député de quarante et un ans, tenu pour le meilleur orateur du PAS, que des brigades spéciales ont surpris, le 31 janvier, dans une chambre d'hôtel, à Kota Bharu, capitale du Kelantan, en situation de « proximité » avec une femme mariée, membre de sa formation.

Magie noire

Au nombre des interdits recensés par l'islam, figurent, outre l'adultère, la magie noire et, bien sûr, le crime. La piense Malaisie est loin d'être sortie d'affaire. Ainsi, la cour d'assises a-t-elle récemment condamné à la pendaison, Mona Fandey, accusée d'avoir assassiné un membre de l'UMNO, le parti au pouvoir, qui était venu demander à cette ravissante *bonnie* (sorcère) un talisman en vue d'assurer sa promotion dans le parti. Elle aurait ainsi promis de procurer à la victime, moyennant quelque 300 000 francs, le contre-chef et la came de l'ancien président indonésien Soekarno, mort en 1970.

Le mari de Mona a assuré que son épouse avait, dans le passé, vendu pour 1 million de francs d'amulettes et autres grigris à plusieurs centaines de députés et autres personnalités importantes. Et ce dans un Etat dont la religion officielle, l'islam, proclame que nul être humain ne peut se prévaloir de « pouvoirs surnaturels... »

Cette affaire sert d'autant mieux l'UMNO et ses alliés chinois et indiens du Front national que M. Sabu était l'un des plus virulents contempteurs de la « corruption » et du caractère, à ses yeux, « non islamique » et

« occidental », de l'équipe au pouvoir, depuis 1981, à Kuala Lumpur, sous la conduite de M. Mahatir. Pour les brigades spéciales, gardiennes de la morale coranique, l'inconduite commence bien avant la fornication hors mariage. Ils se sont fait une spécialité de traquer les jeunes gens qui échangent des baisers dans la relative discrétion des parcs et autres lieux publics.

Leur croisade trouve un écho au sein même du pouvoir : le vice-premier ministre et successeur virtuel de M. Mahatir, Anwar Ibrahim, n'a-t-il pas récemment fustigé des modes occidentales telles que le rap ? Le gouverne-

ment est engagé, en ces temps pré-électorales, dans une campagne de moralisation d'une télévision, surtout privée, qui tend parfois à prendre ses aises avec le vigoureux « code d'éthique » qui la régit.

« Selon toute apparence, les gens du pouvoir ont rendu un pègre à Mohamad Sabu », nous indique, en présence de l'ambassade, Subki Latiff, membre du comité central du PAS. Et d'expliquer que la victime s'était réfugiée dans un hôtel de sa ville afin de s'y reposer entre des rassemblements, de préciser que Norma Hafiza, épouse d'un de ses bons amis, était venue lui apporter des médicaments. Le premier ministre a fait remarquer que les intéressés auraient pu se rencontrer dans le hall de l'hôtel.

CHÂTIMENTS CORPORELS

Quoi qu'il en soit, M. Sabu, dont le cas est examiné tant par l'instance disciplinaire du parti que par le tribunal officiel « tribunal de la Charia » (loi islamique), risque une amende de 5 000 francs et jusqu'à un an de détention. Serait-il condamné à un seul jour de prison, il ne pourrait pas être réélu. Anbanne pour l'UMNO qui a d'autant plus de raisons de se réjouir qu'en août, un de ses membres éminent, Rahim Tamby Chik, alors *chief minister* (premier ministre) de l'Etat de Malacca, avait été surpris en situation compromettante avec une collègue. La rumeur de Kuala Lumpur veut que plusieurs ministres fédéraux soient aussi des amateurs impénitents de plaisirs extraconjugaux.

Pour le PAS, l'affaire Sabu est d'autant plus embarrassante qu'au Kelantan, le *chief minister*, Nik Aziz, un ouléma (docteur de la loi) fort respecté, a lancé une campagne qui vise à imposer, d'abord dans son Etat et ensuite dans toute la Malaisie, le *hudud*, c'est-à-dire un système pénal islamique avec châtiments traditionnels (lapidation, amputation...).

L'équipe au pouvoir, qui contrôle plus des deux tiers du parlement, a réussi sans trop de difficulté, à stopper cette initiative. Aussi, M. Latiff, le membre du comité central du PAS, s'indigne-t-il : « Le pouvoir cherche à nous bloquer par tous les biais. Déjà, il a lancé une offensive pour nous empêcher de garder notre appellation de Parti de l'islam et, après l'affaire de l'indignation du hudud, voici les poursuites contre M. Sabu... »

Jean Héline

Jean-Pierre Clerc

Offensive américaine contre la levée de l'embargo imposé à l'Irak

NEW YORK
(Nations unies)

de notre correspondant

Les Etats-Unis sont déterminés à empêcher une levée de l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak depuis 1990. Pour la première fois, leur ambassadeur à l'ONU a été chargé par le président Bill Clinton de transmettre un message en ce sens aux gouvernements des pays membres du Conseil de sécurité. Madeleine Albright a entamé, jeudi 23 février, une tournée qui la conduira en Grande-Bretagne, dans le sultanat d'Oman, en République tchèque, en Italie, en Argentine et au Honduras. Elle a déjà rencontré le chancelier allemand, Helmut Kohl.

La dernière offensive diplomatique de ce genre avait été entreprise, avant la guerre du Golfe, par James Baker, alors secrétaire d'Etat.

C'est en prévision d'un rapport de la commission chargée du désarmement de l'Irak, prévu pour le 10 avril, que M. Albright entreprend cette mission. Selon les termes du cessez-le-feu fixé après la guerre du Golfe, la levée de l'embargo pétrolier est uniquement liée au désarmement de l'Irak. Le président de la commission spéciale, Rolf Eken, qui vient d'achever une nouvelle mission à Bagdad, a exprimé des réserves sur la coopération des Irakiens quant à leur programme d'armes bactériologiques, mais il a aussi affirmé que Bagdad n'était plus en position de menacer ses voisins et que le système de contrôle à long terme de l'industrie d'armement devrait fonctionner dès le mois d'avril.

« Le seul dossier diplomatique qui fasse l'unanimité à Washington »

Dans ce cas, disent la France et la Russie — qui sont exclues de la tournée de M. Albright — « l'embargo pétrolier devrait être levé », ce que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne refusent, estimant que l'Irak doit être jugé sur son comportement global. Les Américains sont intraitables, affirme un diplomate. « C'est d'ailleurs le seul dossier diplomatique qui fasse l'unanimité à Washington », ajoute-t-il. Mais ils savent aussi que M. Eken ne peut pas éternellement faire des rapports négatifs et qu'à un moment donné il dira que Bagdad coopère avec sa commission.

Les Etats-Unis ont donc le choix entre mettre leur veto à une résolution qui sera certainement présentée par Paris ou Moscou en faveur de l'allègement de l'embargo — « ce qui serait une décision délicate du point de vue politique » —, ou bien exercer une pression sur les membres du Conseil de sécurité.

Ils ont choisi la deuxième solution et leurs chances de succès sont grandes. Néanmoins, pour éviter une crise au sein du Conseil, des compromis sont envisagés, telles une levée progressive des sanctions, leur suspension temporaire, ou encore l'imposition de quotas de ventes pendant un certain temps.

Afsané Bassir Pour

■ Trois cargos ont été arrabonnés en février, dans le golfe Persique, pour avoir enfreint l'embargo imposé à l'Irak, a annoncé, jeudi 23 février, la marine américaine. Deux d'entre eux transportaient un total de 2 231 tonnes de pétrole et le troisième 800 tonnes de gazoil chargées en Irak. (AFP)

السلامة العامة

La croissance de l'économie française a atteint 2,5 % en 1994

Si la demande intérieure s'est consolidée en cours d'année, la chute de la consommation au dernier trimestre a freiné l'ampleur de la reprise

Selon les derniers comptes nationaux trimestriels publiés vendredi 24 février par l'INSEE, la hausse du PIB a atteint 0,6 % au cours des trois derniers mois de l'année 1994. La croissance ressort donc sur l'ensemble de l'année

à 2,5 %. Après la récession de l'année 1993 (-1 %), la plus sévère depuis 1975, la reprise économique s'est avérée beaucoup plus vive qu'on ne le pensait initialement, puisque le gouvernement a construit son projet de loi

de finances pour 1994 sur une hypothèse de croissance de seulement 1,4 %. La principale composante de la croissance a été les stocks. La consommation des ménages, en revanche, a de nouveau chuté, au cours de ce

quatrième trimestre, de -0,2 %. Ce mauvais résultat risque de relancer les controverses sur le cadrage de la politique économique et, en particulier, sur l'opportunité de conduire une politique salariale un peu plus expansive.

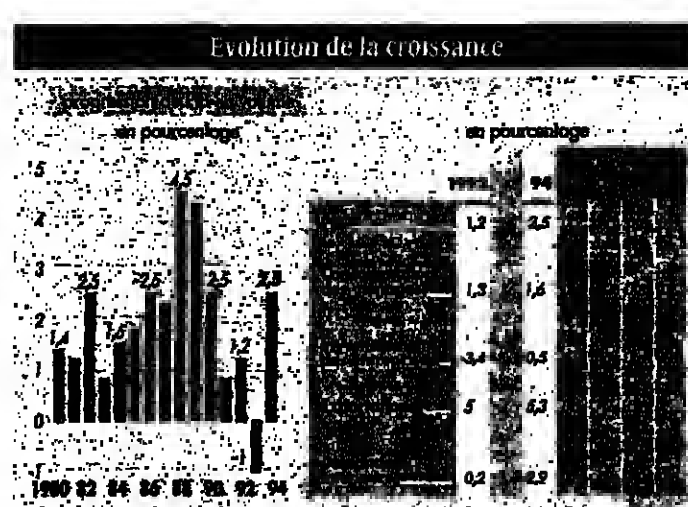
LES CONJONCTURISTES aiment citer Pierre Dac : « L'art de la prévision est difficile, surtout quand il porte sur l'avenir ». L'état de santé de l'économie française en 1994 leur fournira une nouvelle occasion de méditer l'adage. On avait beaucoup dit que le bilan serait, sinon aussi exécrable qu'en 1993, l'année de la récession, du moins franchement médiocre. C'est strictement l'inverse : il témoigne d'un dynamisme inattendu. Les derniers comptes nationaux trimestriels publiés vendredi 24 février par l'INSEE attestent que la sortie de récession a été beaucoup plus rapide que prévu, même si de nombreuses inconnues pèsent encore sur la solidité de la reprise.

Cette erreur de diagnostic est compréhensible. Pour l'année 1993, tous les prévisionnistes se sont lourdement trompés et n'ont pas vu venir la chute brutale de l'activité. Le gouvernement socialiste lui-même n'avait pas senti la bourrasque approcher, construisant son budget sur une hypothèse de croissance de +2,6 %.

1994. Car finalement, le résultat est encore meilleur. Selon l'INSEE, la hausse du PIB a atteint 0,6 % au cours du dernier trimestre de cette année. Sur l'ensemble de 1994, la croissance ressort donc à 2,5 %. S'il n'y avait le chômage qui a encore progressé (+26 700 demandeurs d'emploi), le bilan de l'année écoulée, marquée par un excédent commercial record (87,7 milliards), une inflation (+1,6 %) au plus bas depuis 1956 et une reprise des créations d'emplois (+220 000), apparaîtrait comme remarquable.

CRÉDIBILITÉ

Répétant sans cesse que son ambition est de laisser la France dans un meilleur état que celui dans lequel il l'a trouvée, Edouard Balladur ne manquera évidemment pas d'en tirer argument dans la campagne électorale. Le nouveau chiffre de la croissance lui en fournira l'occasion. Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, a ainsi souligné que ces résultats donnaient « une solide crédibilité à la prévision d'un rythme



Le gouvernement estimait initialement que la croissance du PIB de 1994 serait de 1,4 %.

les reconstruire. Favorable, la tendance ne suffit pas pour garantir une reprise harmonieuse.

Le premier ministre peut donc difficilement s'attribuer les mérites de la croissance retrouvée.

La vraie question, qui sera inévitablement évoquée au cours de la campagne présidentielle, se pose plutôt dans les termes suivants : par sa politique économique, le gouvernement a-t-il, même si ce n'est qu'à la marge, pesé négativement ou positivement sur la reprise ? L'a-t-il légèrement accélérée ou freinée ? On se souvient que ce fut le grand débat économique de la fin de l'année 1993 et de l'année 1994. Arrivé à Matignon, Edouard Balladur a estimé que la récession était alimentée par une « crise de l'offre », c'est-à-dire un manque de compétitivité des entreprises, et non une « crise de la demande », c'est-à-dire une panne de la consommation. Dans un premier temps, il a donc multiplié les prélèvements sur les ménages et les aides en faveur des entreprises, avant d'inflechir pro-

gressivement le cap, d'abord en triplant l'allocation de rentrée scolaire, puis en lançant la prime à la casse pour les vieilles automobiles.

MANQUE DE CLIENTS

Même s'il est évidemment impossible de chiffrer précisément les effets, positifs ou négatifs, du « cadrage » de la politique économique, les statistiques de l'INSEE permettent de tirer un premier bilan de la controverse. Les comptes nationaux autorisent un constat : contrairement à ce qu'a longtemps pensé le gouvernement en apportant aux entreprises près de 95 milliards de francs - une aide d'une ampleur historique - sous la forme du règlement du dossier de décalage d'un mois de la TVA, celles-ci ne manquaient pas de fonds propres, mais de clients.

Conformément au proverbe qu'affectionnent les économistes, selon lequel on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif, les entreprises n'ont donc pas investi en 1994, craignant de ne pas avoir de

débouchés. Selon l'INSEE, leurs dépenses dans ce domaine ont même encore stagné en 1994 (+0,5 %, après, il est vrai, -8,3 % en 1993). Le bilan, sur ce front est donc très sombre, même si une brutale inversion de tendance est prévue pour 1995. On observe d'ailleurs que cette accélération de l'investissement s'est sans doute produite en fin d'année, puisque, pour les entreprises, la hausse est passée de 0,6 % au troisième trimestre à 1,8 au quatrième.

POLITIQUE SALARIALE

A l'autre bout de la chaîne, les consommateurs, eux, ont restreint leurs achats. L'INSEE révèle en effet que la consommation a progressé de seulement 1,6 % en 1994, ce qui constitue un rythme encore très modéré. Plus préoccupant encore, la consommation a reculé de 0,2 % au dernier trimestre de 1994, après +0,8 % au trimestre précédent. Et selon une autre enquête, il s'avère qu'en janvier, la consommation des ménages de produits manufacturés a de nouveau chuté de 1,9 %.

La croissance a donc été incontestablement soutenue au cours de l'année. Mais le moteur de l'économie, avec un investissement déprimé et une consommation très modérée, n'a pas tourné à plein régime. S'il peut satisfaire M. Balladur, le bilan de l'INSEE apporte donc aussi de l'eau au moulin de ses détracteurs. Car il donne des arguments à tous ceux qui plaident pour une politique salariale un peu plus expansive, qu'il s'agisse des socialistes, partisans depuis plusieurs mois d'une politique mesurée de relance par les salaires, de Jacques Chirac, qui, depuis peu, ne veut pas voir « dans la feuille de paie l'ennemi de l'emploi », voire de Raymond Barre, que l'on a connu, sur ce dossier, beaucoup plus rigoureux.

Laurent Mauduit

Trafic maritime en Manche : retour à la normale

BOULOGNE

de notre correspondant
Les marins des armements du trans-Manche ont décidé, vendredi 24 février, de débloquent les ports bretons et normands et de concentrer leur action sur le port de Boulogne. C'est à Boulogne-sur-Mer que l'affaire a éclaté, fin janvier (Le Monde du 21 février). Les marins de la SNAT (filiale de la SNCF), rejointes par ceux de Sally Line (compagnie de fret opérant à Dunkerque) s'opposent aux activités de la compagnie britannique Meridian Ferries. Celle-ci fait naviguer ses bateaux sous pavillon de complaisance des Bahamas et emploie des marins étrangers, notamment polonais, qui sont payés 2 500 francs par mois environ, ce qui provoque, sur ces lignes, une concurrence déloyale.

Judi, près de cinq cents marins grévistes se sont heurtés aux forces de l'ordre sur les terre-pleins de Boulogne, avant de rejoindre Calais (premier port trans-Manche du continent avec 18,4 millions de passagers), où le trafic a été bloqué. Tandis que deux navires de la SNAT restaient à quai à Calais, les compagnies Sealink et P&O ont été contraintes de détourner leurs bateaux vers le port belge de Zeebrugge.

Le transbordeur ferroviaire Nord - Pas-de-Calais, de Sealink, est resté à quai à Dunkerque. Le conflit étant dans l'impasse, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson, avait nommé jeudi soir un médiateur, l'inspecteur général des travaux publics Jean-Yves Hamon.

PAVILLON DE COMPLAISANCE

A la veille de la grève, une ultime négociation entre la direction de Meridian Ferries et les responsables syndicaux des marins avait échoué, et, à Boulogne, chacun campait sur ses positions. Les propositions du directeur de Meridian Ferries, Paul Desgris, qui avait accepté d'embaucher seize marins sous statut français mais à la condition que le remplacement du personnel polonais (en cuisine et restauration) par des Français se fasse par étapes, ont été rejetées par les syndicats.

Du côté de la chambre de commerce et d'industrie de Boulogne, qui gère les installations portuaires, on estime que de nombreuses ouvertures ont été faites, les collectivités territoriales étant même prêtes à aider financièrement Meridian Ferries. L'origine du conflit soulève une polémique. Pour M. Desgris, c'est un conflit franco-français qui a pour point de départ la délocalisation par la SNAT des accords salariaux, fin décembre.

Didier Bonnet, le président du directoire de la SNAT, affirme, au contraire, que « c'est l'annonce de l'arrivée du deuxième navire de Meridian Ferries, sous pavillon de complaisance, qui a mis le feu aux poudres ». Et de préciser, par ailleurs, « qu'il n'y a jamais eu de question pour la SNAT de recourir à des pavillons de complaisance. Notre vocation, assure-t-il, est la défense du pavillon français. L'une des raisons invoquées par la SNAT pour dénoncer les accords d'entreprise a été celle de la différence de coût d'armement entre Français et Britanniques ».

Le recours au pavillon de complaisance par Meridian Ferries n'est certes pas illégal, puisqu'il s'agit d'un trafic international, mais la généralisation du phénomène constituerait un grave danger. C'est un problème de fond qu'il va falloir régler au niveau européen, et M. Bosson fait pression sur son collègue britannique et sur la Commission de Bruxelles pour aboutir, non à un règlement en bonne et due forme, mais à un « code de bonne conduite sociale » s'appliquant aux armateurs qui exploitent des lignes sur la Manche et la mer du Nord. Il faut bien constater que, jusqu'à maintenant, ses démarches n'ont pas abouti.

Yves Jouanin

« Socialement explosif »

Le débat électoral conduit à des divages surprenants. Partisan de Jacques Chirac, Alain Madelin, qui s'était plutôt fait une spécialité jusqu'à présent de prôner une politique de compétitivité renforcée en faveur des entreprises, défend maintenant une position inattendue dans le domaine de la politique salariale.

Dans un entretien publié vendredi 24 février par *Le Figaro*, le ministre des entreprises observe que deux thèses sont en présence. D'une part, dit-il, « on trouve la thèse d'une politique salariale d'austérité, explicitement défendue dans le rapport de la commission présidée par Alain Minc (...), thèse dont on retrouve la trace dans les propositions d'engagement collectif en faveur de l'emploi » d'Edouard Balladur ». D'autre part, il y a la thèse de M. Chirac, qui dit « non au blocage des salaires ». Adepte de cette seconde solution, M. Madelin observe que « la politique des revenus est socialement explosive » et que « le détournement des gains de productivité au détriment des salariés constitue une erreur économique ».

alors que le PIB a finalement chuté - pour la première fois depuis 1975 - de -1 %. Echaudés, tous les experts ont donc versé dans l'excès inverse et unanimement reproché au gouvernement d'Edouard Balladur de pêcher par optimisme quand celui-ci a annoncé qu'il avait construit le projet de loi de finances suivant, celui de 1994, sur une hypothèse de croissance de +1,4 %. A l'aube de cette année-là, la majorité des conjoncturistes tablaient au mieux sur une croissance zéro.

Avec le recul, on mesure à quel point tous les experts ont fait fausse route, même ceux du gouvernement, qui, en cours d'année, ont révisé leur prévision de croissance à seulement +2 % pour

me de croissance supérieur à 3 % en 1995 » et confortaient l'objectif fixé par le premier ministre de « réduire le nombre de chômeurs d'un million d'ici à l'an 2000 ».

L'analyse détaillée des comptes nationaux de l'INSEE souligne, toutefois, les limites de l'exercice. Car les principales composantes de la croissance ont été les suivantes : l'investissement total y a contribué à hauteur de 0,3 %, la consommation pour 1 %, les stocks pour 1,3 %, et les échanges extérieurs ont pesé négativement à hauteur de 0,3 %. La reprise s'est donc confirmée d'abord pour des raisons techniques. Après avoir longtemps puisé dans leurs stocks, pendant la récession, les entreprises ont donc bien été obligées de

L'Unedic table sur 72 000 chômeurs de moins en 1995

Son président est beaucoup moins optimiste qu'Edouard Balladur

DENIS GAUTIER-SAUVAGNAC, président (CNPF) de l'Unedic, a présenté, jeudi 23 février, un bilan de l'assurance-chômage pour 1994 et des perspectives encourageantes pour cette année. Et d'annoncer un net redressement de la situation financière - 8,7 milliards de francs d'excédent en 1994, 16,9 milliards attendus en 1995 -, elle traîne toujours derrière elle une dette qui s'élevait, fin décembre, à 24,8 milliards de francs.

Après une année 1993 catastrophique (+324 000 chômeurs, 9,1 milliards de francs de déficit), la reprise de la croissance a permis de créer 218 000 emplois l'an dernier et de dégager un excédent de 8,7 milliards de francs, dont 3 milliards ont été consacrés au remboursement de la dette. Avec une croissance de 3 % pour 1995, les responsables de l'Unedic estiment que la politique d'embauche des entreprises va « se confirmer » cette année (+220 000 créations d'emplois), mais « sans s'accélérer ». Résultat : la baisse du nombre de chômeurs sera limitée à « environ 70 000 ».

REDRESSEMENT FINANCIER

Où est loin de l'objectif de 200 000 chômeurs de moins que le candidat Edouard Balladur s'est fixé pour la fin de l'année, objectif qui laisse sceptiques de nombreux experts comme les concurrents du premier ministre dans la course à l'Elysée. Ce scepticisme se fonde notamment sur les résultats de l'an dernier : malgré 218 000 emplois nouveaux, 23 500 chômeurs de plus sont venus grossir les rangs de l'ANPE. L'Unedic prend toutefois bien soin de préciser que ses prévisions constituent une hypothèse basse et « ne prennent pas en compte toute mesure qui pourrait accentuer une politique volon-

tariste de création d'emplois et de baisse du chômage ».

L'assurance-chômage revient de loin. Sans une aide de 10 milliards de francs de l'Etat et surtout les trois protocoles signés par le patronat et les syndicats en 1991, 1992 et 1993, son besoin de financement aurait été de 53 milliards sur la période 1992-1994, soit six fois de plus. Ce redressement financier alimente déjà une polémique au sein de l'Unedic. La CGT estime, en effet, que la politique « nocive » de limitation des

le marché du travail atone, et le chômage de longue durée s'est fortement accentué (1 243 000 personnes aujourd'hui).

On comprend, dans ces conditions, que les chômeurs ou fin de droit soient de plus en plus nombreux et que l'exclusion progresse en France. Sur ces 50 000 « fin de droits », en effet, un gros tiers bénéficie de l'allocation de solidarité financée par l'Etat (2 500 francs par mois), un deuxième tiers bascule dans le RMI, le tiers restant ne bénéficiant d'aucune aide en

M. Chirac récuse l'objectif du premier ministre

Interrogé, jeudi 23 février, par TF1, sur son programme en matière de réduction du chômage, Jacques Chirac a été catégorique : « Personne ne peut donner une indication chiffrée crédible » sur une éventuelle réduction du nombre de chômeurs dans les années à venir. Pas même Edouard Balladur. Qui a fixé l'objectif d'une réduction de 200 000 par an du nombre de chômeurs en France ? lui a-t-il été demandé. « Personne », a sobriement répondu le maire de Paris, avant de plaider pour « une politique tout à fait différente de celle de l'actuel gouvernement ». Estimant qu'il faut sortir à tout prix d'une approche fondée sur l'indemnisation du chômage « conçue comme une fatalité », M. Chirac a souligné que, compte tenu du coût de l'indemnisation du chômage, toute mesure alternative privilégiant la création d'activité et d'emploi, grâce à des aides aux entreprises, serait « positive ».

droits des chômeurs, notamment l'instauration de l'allocation unique dégressive en juillet 1992, entraîne « l'exclusion de 50 000 chômeurs chaque mois ».

M. Gautier-Sauvagnac ne conteste pas ce chiffre. Mais il a expliqué, jeudi, que « les sorties actuelles sont mécaniquement liées aux importantes entrées dans le régime à partir de juillet 1990 », au début de la crise du Golfe. Entre cette date et la fin de 1993, 835 000 chômeurs supplémentaires ont bénéficié des Assedic. Durant cette période, la récession a rendu

raison du revenu des conjoints.

Par ailleurs, le bureau de l'Unedic a arrêté la liste des Assedic qui seront autorisées, pendant neuf mois, à partir d'avril, à inscrire les demandeurs d'emploi à la place des ANPE (Amiens, Greooble, Dunkerque, Carpentras, Niort, Poitiers, Argenteuil, Jura). Enfin, il a confirmé que quatorze conventions de coopération avaient été signées avec des entreprises pour l'embauche de personnes au chômage depuis plus de huit mois.

Jean-Michel Bezat

Chaque samedi

France 3 Paris Ile-de-France

à 13 heures

TÉMOINS

Le magazine de Paris - Ile-de-France

Jean-Jacques CROS (France 3)
Serge BOLLOCH (Le Monde)

Interrogent les personnalités de la région Ile-de-France

Samedi 25 février

Bertrand DELANOË

président du groupe socialiste au Conseil de Paris

France 3 Ile-de-France

Le Monde

العدد 1500

500 000 000

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 25 FÉVRIER 1995 / 9

2,5 % en 1994

ommation

au premier trimestre, de -0,2%. Ce mauvais début risque de relancer les controverses sur le cadrage de la politique économique et, en particulier, sur l'opportunité de conduire la politique salariale un peu plus expansive.

Trafic maritime en Manche: retour à la normale

BOULOGNE

Les marins des armements de pêche ont décidé, le 24 février, de débarrasser les côtes de la Manche de la pollution marine. Ils ont lancé une opération de nettoyage sur le littoral, de la baie de Fécamp à la pointe de la Hague. Cette action s'inscrit dans le cadre de la convention de Bâle, qui vise à éliminer les déchets dangereux. Les pêcheurs ont ramassé plus de 10 tonnes de déchets, dont des pneus, des bidons, des sacs, des débris de plastique, etc. Ils ont également nettoyé les rochers et les plages. Cette opération a été menée en collaboration avec les services de la préfecture maritime et les associations locales. Le trafic maritime est maintenant revenu à la normale.

POLITIQUE SALARIALE

À l'autre bout de la chaîne, les consommateurs ont aussi été touchés par la hausse des prix. L'INSEE révèle en effet que la consommation a progressé de seulement 1,7 % en 1994, ce qui constitue un rythme assez faible. Cette situation est due à la hausse des prix, qui a été de 4,2 % au premier trimestre 1995. Les consommateurs ont donc dû faire face à une inflation plus élevée que prévue. Cette situation a conduit le gouvernement à prendre des mesures pour limiter la hausse des prix, notamment en imposant des plafonds pour certains produits de première nécessité.

La consommation a donc été freinée par la hausse des prix. L'INSEE indique que la consommation a progressé de 1,7 % en 1994, ce qui est inférieur aux prévisions. Cette situation est due à la hausse des prix, qui a été de 4,2 % au premier trimestre 1995. Les consommateurs ont donc dû faire face à une inflation plus élevée que prévue. Cette situation a conduit le gouvernement à prendre des mesures pour limiter la hausse des prix, notamment en imposant des plafonds pour certains produits de première nécessité.

Laurent Mauduit

urs de moins en 1995

tre qu'Edouard Balladur

Le président de la République, Jacques Chirac, a annoncé, le 24 février, qu'il ne se représentera pas à l'élection présidentielle de 2000. Cette décision a été prise après une réflexion approfondie. Chirac a déclaré qu'il avait atteint l'âge de la retraite et qu'il souhaitait consacrer son temps à d'autres activités. Cette annonce a été accueillie avec satisfaction par les médias et le public. Elle marque la fin d'une présidence marquée par de nombreuses réalisations.

objectif du premier ministre

Le premier ministre, Jean-Louis Debré, a annoncé, le 24 février, que le gouvernement allait prendre des mesures pour améliorer la situation des entreprises. Ces mesures incluent la réduction de la durée du travail, la mise en place de nouvelles normes de sécurité, etc. Le gouvernement vise à créer un environnement plus favorable pour les entreprises et à favoriser la croissance économique.

Le gouvernement a également annoncé qu'il allait prendre des mesures pour améliorer la situation des salariés. Ces mesures incluent la mise en place de nouvelles normes de sécurité, la réduction de la durée du travail, etc. Le gouvernement vise à améliorer les conditions de travail des salariés et à favoriser la croissance économique.

Bilan mitigé de la grève en Martinique

LA GRÈVE GÉNÉRALE en soutien aux salariés des banques, lancée par les neuf centrales syndicales de Martinique, a été relativement peu suivie, jeudi 23 février, malgré une campagne de mobilisation soutenue. Le défilé dans les rues de Fort-de-France comptait environ 1 500 personnes, ce qui est peu par rapport au mouvement identique mené quinze jours auparavant. Quelques échauffourées sans conséquence ont eu lieu avec la police, qui interdisait les accès à la préfecture. Une délégation a été reçue par le préfet de région, dans le but de favoriser la reprise des négociations entre les employeurs et l'intersyndicat des banques, mais sans succès. Pour autant, les députés Camille Darsières (app. PS) et Pierre Petit (RPR) ont pris l'initiative de discuter avec les banques, de manière séparée, afin de trouver un accord acceptable par tous.

La lassitude commence à gagner, d'autant que les grévistes des banques ont durci un peu plus leur mouvement commencé le 18 janvier, sur la base notamment d'une revalorisation de leurs rémunérations et d'une plus grande implication des banques dans l'économie locale. (Corresp.)

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ SONDAGE : la baisse d'Edouard Balladur est confirmée par une enquête d'IPSOS réalisée auprès de 1 006 personnes les 20 et 21 février, et publiée dans *Le Point* daté du 25 février. Le premier ministre, qui perd quatre points, Jacques Chirac, qui en gagne deux, et Lionel Jospin, qui progresse de trois points, recueillent ainsi le même nombre d'intentions de vote (22 %) au premier tour de l'élection présidentielle. Au second tour, M. Balladur (55 %) triomphe de M. Chirac (45 %), mais les deux hommes obtiennent le même score favorable (53 %) face à M. Jospin (47 %).

■ GAUCHE : après l'annonce de la candidature de Jean-François Hory, président de Radical, à l'élection présidentielle, le secrétaire national du Parti communiste français, Robert Hue, a réaffirmé son souhait de voir la gauche assumer sa pluralité, lors du scrutin du 23 avril. Confronté, jeudi 23 février, aux membres de l'association de la presse étrangère, le candidat du PCF a déclaré : « Je ne pense pas que [cette candidature] soit de nature à empêcher la gauche d'être présente au second tour ».

■ ARTISANS : l'Union professionnelle artisanale (UPA) adresse aux candidats à l'élection présidentielle ses « attentes pour le prochain septennat », soit quarante-six propositions de mesures « à prendre dans les cent premiers jours du septennat » et qui vont de la création d'une prime forfaitaire de 15 000 à 30 000 francs par an et par apprenti versé par l'Etat aux entreprises en remplacement des exonérations sur la taxe d'apprentissage, jusqu'au strict respect de la fermeture hebdomadaire des commerces.

■ DÉPÊCHES : les huit élus communistes du conseil général des Hauts-de-Seine ont exigé, jeudi 23 février, de Charles Pasqua, président du conseil général, la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée départementale. Ils souhaitent obtenir des éclaircissements « sur l'affaire Schuller et la gestion de l'office HLM des Hauts-de-Seine ». (Corresp.)

■ INFLATION : l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,3 % au mois de janvier (+0,2 % en janvier 1994), selon l'INSEE, qui a confirmé, jeudi 24 février, ses premières estimations. Le glissement en un an s'élève à 1,7 % (+1,9 % en janvier 1994). Sur un mois, c'est l'alimentation qui a connu la progression la plus forte avec +1,1 %, en raison d'une poussée de 13,6 % des cours des légumes frais pour cause d'intempéries. Les produits manufacturés du secteur privé sont devenus moins chers, avec un recul des prix de 0,5 %. Sur un an, la palme de l'augmentation revient aux tarifs publics hors énergie, qui progressent de 4,2 %, le prix du tabac ayant crû de 10,2 %.

■ PARTAGE DU TRAVAIL : Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a dénoncé, jeudi 23 février, la « duperie » qui consiste à faire « croire que moins de salaire peut créer plus d'emploi », ainsi que le recours « abusif » aux contrats à temps partiel. « Présenter l'aménagement du temps de travail comme un outil de libération des salariés, dont les femmes, est une contre-vérité », a-t-il ajouté. Ce réquisitoire de M. Blondel intervient au moment même où Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a dressé le bilan de 208 accords sur la réduction du temps de travail (*Le Monde* du 24 février), dont 40 % signés par FO.

■ FONCTION PUBLIQUE : André Rossinot, ministre de la fonction publique, a commémoré le cinquantenaire de la fonction publique, jeudi 23 février, au Sénat. « Confrontée à une société qui souffre, l'administration ne peut plus se contenter d'être seulement consciente des difficultés d'une partie de nos concitoyens. a-t-il notamment déclaré. Elle doit être le vecteur principal de la cohésion sociale. Le fonctionnaire médiateur social : voilà, au-delà des missions régaliennes de l'Etat, une tâche nouvelle à laquelle la fonction publique doit aujourd'hui être préparée ».

■ DOCKERS : accord à Caen. Les trente dockers occasionnels du port de Caen devaient signer avant la fin février un accord avec le syndicat des entreprises de manutention, mettant ainsi fin à un bras de fer qui dure depuis le 22 septembre 1994. Soutenus dans un premier temps par la CFDT, ces dockers avaient signé un premier accord, le 20 décembre, reconnaissant leur existence juridique dans le deuxième port français. Mais ils avaient repris leur mouvement de grève à la mi-janvier, soutenus cette fois par la CGT. L'accord qui paraît acquis prévoit l'appel à des ouvriers occasionnels après l'embauche des cinq dockers professionnels et des quatre salariés des entreprises portuaires. (Corresp.)

Écoutes téléphoniques : vers une mission parlementaire

DANS LE CADRE de l'affaire Schuller-Maréchal, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, avait annoncé, dimanche 19 février, de créer une commission d'enquête parlementaire sur les écoutes téléphoniques. Une telle initiative n'étant pas réalisable en dehors des périodes de session parlementaire - donc pas avant le mois d'avril au mieux -, M. Séguin s'est rabattu sur la création éventuelle d'une mission d'information parlementaire. Une telle mission, en effet, peut être créée hors session, à l'initiative d'une des commissions permanentes de l'Assemblée. La présidence de l'Assemblée nationale a donc annoncé, jeudi 23 février, aux présidents des groupes parlementaires RPR et UDF, Bernard Pons et Charles Millon, que la commission des lois de l'Assemblée se réunira prochainement, à l'initiative de son président, Pierre Mazeaud, pour débattre de l'opportunité de créer une mission d'information parlementaire sur les écoutes téléphoniques.

Cette mission serait chargée de « s'interroger sur les conditions d'application de la législation [sur les écoutes téléphoniques], sur l'efficacité des contrôles et, plus généralement, sur l'efficacité des moyens de concilier les nécessités de l'ordre public et le respect des libertés publiques fondamentales ». Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Martin Malvy, a écrit, jeudi, à M. Séguin pour lui faire savoir qu'il « approuvait » la constitution d'une telle mission d'information parlementaire, à condition qu'il ne s'agisse pas d'une « manœuvre de diversion ».

Lionel Jospin parie sur la dynamique de sa candidature

Le candidat socialiste accueille sans état d'âme l'entrée dans la course à l'Elysée de M. Hory

Lionel Jospin a effectué une visite centrée sur le thème de la politique de la ville, jeudi 23 février à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), la ville

administrée par son ami Jacques Mahéas (PS). Le candidat socialiste s'est à peine laissé distraire par l'annonce de la candidature de Jean-François

Hory, président de Radical. Il a réservé l'essentiel de ses attaques au « discours pseudo-social » de Jacques Chirac.

« J'AVAIS L'IMPRESSION qu'il en avait un peu envie, malgré [mes] efforts pour rassembler le plus large éventail », a déclaré le candidat socialiste, jeudi, du fond d'une salle de sport du quartier des Fauvettes à Neuilly-sur-Marne. « C'est vrai que ce n'est pas la meilleure idée que cette candidature (...) mais je respecte la liberté d'une personnalité ou d'un mouvement de présenter un candidat », a-t-il continué, attentif à ne pas accorder trop d'importance à la candidature de Radical. Tout au plus la présence de M. Hory contribuera-t-elle, selon Lionel Jospin, à « accroître le sentiment qu'il faut créer une dynamique autour de [sa] candidature, et c'est ce qui va se produire ».

À l'hôtel de ville, devant un parterre de sympathisants fournis et chaleureux, M. Jospin a appelé à « se garder du discours démagogique, de traverses politiques, tenu par M. Chirac », comme de « l'approche technocratique qui à l'évidence inspirait le long catalogue de mesures sans ambition présenté par le premier ministre sortant. Dans une ville où les logements so-

ciaux représentent 43 % de l'habitat, il a passé en revue une série d'initiatives destinées à prévenir et guérir le mal de l'exclusion. Sur les bords de la Marne, le restaurant Le Martin-Pêcheur est géré par une entreprise de réinsertion par le travail. La commune a racheté un immeuble à un promoteur privé en difficulté pour y loger des personnes rejetées des filières de logement faute de ressources

suffisantes. Dans le quartier des Fauvettes (4 200 logements construits dans les années 60), le candidat s'est livré, non sans plaisir, à la curiosité fébrile des jeunes et des enfants, dont très peu ignoraient qu'il était.

L'ancien ministre de l'éducation ne manquait pas de se renseigner sur le parcours scolaire de ses jeunes interlocuteurs, tel Faouzi, âgé de vingt ans, qui avait traversé

la patinoire pour demander au candidat « s'il trouverait normal qu'on soit au chômage avec un bac plus deux ». « Vous avez plus de chances de trouver un travail que quelqu'un qui n'a pas fait d'études », l'a encouragé M. Jospin. Chaleureux sans ostentation, M. Jospin a ravi ses sympathisants en s'extirpant à quelques tentatives de paniers sur un terrain de basket. « Il se produit un accueil plus fort que ce que je pensais, c'est agréable, on a l'impression qu'on peut porter quelque chose », dira-t-il, de retour vers Paris. Cette campagne présidentielle lui donne l'occasion et la confiance nécessaires pour « montrer une image plus naturelle, plus véridique, plus détendue qu'on a pu le prétendre ». « En même temps, j'aspire à être président de la République, avec tout ce que cela exige de compétence et de sérieux, il me faut aussi être capable d'exprimer ces qualités. » Sur le thème de la politique de la ville, propice à la démagogie, le candidat a montré qu'il était surtout venu écouter.

Pascal Sauvage

Drogue :

Dans une seringue qu'on prête, il y a le sida qu'on donne.

La toxicomanie est un véritable problème de santé publique.

Chacun d'entre nous peut y être un jour confronté, dans sa famille ou dans son entourage.

C'est de notre responsabilité d'agir car la santé, la vie des usagers de drogues est en danger.

Les dommages provoqués par les drogues sont encore plus graves depuis l'apparition du sida.

Le partage de seringues usagées, pour s'injecter des drogues par voie intra-veineuse, est un vecteur très important de transmission du virus du sida. Mais aussi d'autres maladies graves, telles que certaines hépatites.

Les usagers de drogues peuvent devenir acteurs de leur propre prévention, quand on leur permet de s'informer, de se protéger.

Comment s'informer ? Comment se protéger ?

Les usagers de drogues doivent savoir qu'une seringue sert une seule fois, à une personne, mais pas à deux. Dans les pharmacies, ils trouveront des seringues stériles et des trousses de prévention (telles que Stéribox®). Des associations locales leur permettront d'échanger leurs seringues usagées contre des seringues stériles. Cet échange est aussi

possible grâce à des échangeurs automatiques. Dans les cas où les usagers de drogues ne peuvent se procurer des seringues stériles, des documents disponibles auprès de plusieurs associations expliquent comment désinfecter

une seringue. Ils doivent être informés sur les modes de transmission du virus du sida par voie sexuelle et donc utiliser le préservatif quand c'est nécessaire. Ils doivent savoir s'ils sont séronégatifs ou non : dans chaque département, des Consultations de dépistage anonyme et gratuit sont ouvertes à tous.

Personne n'est seul.

Sortir de sa dépendance passe avant tout par une volonté réelle et personnelle. Mais elle est encore plus forte si elle s'accompagne

de la solidarité de tous. C'est le soutien des médecins, des pharmaciens et des travailleurs sociaux. Ce sont des programmes de prise en charge anonymes et gratuits. C'est la mise à disposition de traitements de substitution (tels que la Méthadone) qui permettent d'éviter l'usage de seringues.

Deux services d'écoute et de renseignement anonymes et gratuits, sont accessibles 24h/24 : Drogues info service au 05 23 13 13 et Sida info service au 05 36 66 36.

SIDA. UNE PRIORITÉ DE SANTÉ PUBLIQUE.



La Haute-Vienne se mobilise contre les fermetures de classes

Syndicats d'enseignants et parents d'élèves devaient organiser, vendredi, une journée de protestation pour défendre l'école, « dernier rempart contre le désert »

LIMOGES
de notre correspondant
La Haute-Vienne devait vivre, vendredi 24 février, une journée « école morte », marquée par un rassemblement devant la préfecture de région à Limoges. Le mouvement, préparé par la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), a obtenu le soutien des syndicats de la FEN, de la FSU, de la CGT, de la CFDT et celui des partis de gauche. Il a été précédé d'une mobilisation qui a étonné les organisateurs eux-mêmes : « Il y a longtemps, constate Pierre Sozeau, secrétaire départemental de la FCPE, que nous n'avions pas senti une réaction aussi vive et aussi générale dans la population. »

A Bellac, le 18 février, un premier rassemblement avait attiré 1 500 manifestants, dans une ville qui ne compte guère plus de 5 000 habitants. Il faut dire que cette ville est aussi la sous-préfecture de l'un des arrondissements limousins les plus frappés par l'exode rural et par le chômage, aggravés depuis trois ans par la fin de l'exploitation uranifère ; et que, dans la manifestation, les parents avaient retrouvé les chemins de leur syndicat, contre les menaces de réduction d'activité sur la ligne SNCF Limoges-Bellac-Poitiers, autre conséquence de la désertification de la région.

Cette désertification se mesure en quelques chiffres. Lors du recensement de 1990, la Haute-Vienne comptait 353 580 habitants. Huit ans plus tôt, en 1982, le recensement en avait dénombré 355 757, soit une perte de plus

de deux mille. Mais dans le même temps, l'agglomération de Limoges a gagné plus de 10 000 habitants. Si l'on y ajoute sa banlieue diffuse, dans une région d'une quinzaine de kilomètres, elle rassemble quelque deux cent cinquante mille habitants, plus de 70 % de la population du département.

Cette concentration s'est faite aux dépens de la périphérie départementale, dont la densité est parfois inférieure aujourd'hui à dix habitants au kilomètre carré.

43 COMMUNES SANS ÉCOLE

Pour la Haute-Vienne, vingt-cinq fermetures de classes sont prévues à la prochaine rentrée, dont onze seulement seront compensées par des créations de postes dans des quartiers urbains en développement. Elles viendront s'ajouter à la centaine de suppressions qui, depuis 1990, ont privé d'école quarante-trois communes sur les deux cent dix-sept que compte le département.

Les pouvoirs publics ont bien décliné, en 1993, le moratoire pour le maintien du service public en milieu rural par lequel Edouard Balladur, à son arrivée aux affaires, a décidé de figer la situation. De fait, des écoles à faible effectif vont rester ouvertes en classes uniques : Thiat et Saint-Sylvestre avec sept élèves, Jonac avec neuf, Eyboulieu avec treize, Darnac avec quinze. Mais pour les syndicats d'enseignants et la FCPE, le gouvernement « récupère ses billes » en supprimant des classes dans les chefs-lieux voisins des cantons ruraux. Le remède se révèle donc pire que le

mal. « Il est maintenant prouvé que la classe unique est une mauvaise solution : d'abord parce qu'elle interdit de prendre des enfants en maternelle ; elle ne dispense plus ni d'émulation ni de convivialité ; ensuite parce qu'elle suscite des difficultés d'adaptation et parfois des retards scolaires lors de l'arrivée au collège. »

Les maires ruraux, bien sûr, ont spontanément tendance à se cramponner à leur école communale. Celle-ci reste avec la bousculade le symbole de survie de la communauté villageoise.

L'école, dit un élu rural, est « le dernier rempart contre le désert ». Raison de plus, estiment également les syndicats d'enseignants et la FCPE, pour militer en faveur des regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI). Deux, trois communes, parfois plus, se répartissent les enfants et les niveaux d'enseignement. Cela fait trois classes uniques, sans doute, mais homogènes. Et cela permet parfois d'ouvrir ou plus une classe maternelle.

En Haute-Vienne, quarante-cinq communes ont ainsi constitué vingt et un RPI, sans lesquels elles seraient probablement aujourd'hui privées d'écoles. Les transports quotidiens sont assurés, avec l'aide du conseil général, par les communes associées, parfois par un paysan, qui trouve là une de ces activités d'appoint dont le ministère de l'Agriculture dit qu'elles seront de plus en plus nécessaires à la survie des exploitations familiales dans les régions défavorisées.

Georges Chatain

En Corse, les conflits sociaux se durcissent dans la fonction publique

Six ans après le grand mouvement de 1989, FO et la CGT appellent à une grève générale lundi. Les syndicats réclament de nouveau une prime de vie chère

AJACCIO

de notre correspondant

La CGT et Force ouvrière ont lancé pour lundi 27 février un mot d'ordre de grève générale de la fonction publique en Corse. Il s'agit de soutenir des revendications mises en avant depuis le 13 février, grève à l'appui, par les mêmes centrales syndicales du Trésor : classement de l'île en zone de résidence « zéro » (zone de coût de la vie élevé, qui donnerait droit à une indemnité compensatrice) et attribution de vingt points d'indice supplémentaires. La suppression des abattements de zone apporterait une augmentation de 2 % du salaire brut. L'attribution des points d'indice 460 francs par mois.

FO et la CGT estiment que ces mesures sont indispensables pour compenser les handicaps spécifiques de la région où, affirmant-elles, le coût de la vie est plus élevé qu'en France continentale. Selon eux, il n'y a pas de raison de « refuser à la Corse ce qui a été accordé à la région parisienne et aux Alpes-Mari-

times », essentiellement en ce qui concerne l'indemnité de résidence, qui varie suivant les régions.

Les syndicats, qui s'indignent de n'avoir obtenu aucune réponse des ministères concernés - le préfet de Corse a toutefois annoncé qu'il recevrait leurs délégués le vendredi 24 février -, voudraient donner à leur mouvement une ampleur analogue à celle du printemps 1989. La grève avait alors été déclenchée par les postiers (15 février) et elle s'était ensuite généralisée (15 mars).

LE SPECTRE DE 1989

Pendant six semaines, toute activité avait cessé dans l'île, où des piquets de grève interdisaient d'ailleurs l'accès des bureaux aux non-grévistes. Ce conflit social a été le plus long qu'ait vécu la Corse.

Comme elle vient de le faire, le 20 février, l'assemblée de Corse avait, le 22 mars 1989, demandé le classement en « zone zéro » de rémunération de la fonction publique, faisant également

siennes la revendication d'une indemnité compensatrice de cherté de vie, dite prime d'insalubrité. Le 11 avril de cette année-là, le gouvernement Rocard avait mis fin, unilatéralement, à des négociations apparemment sans issue en instituant une indemnité annuelle compensatrice de transport, à compter du 1^{er} janvier 1989, variant de 2 400 à 2 800 francs, plus 360 francs par enfant à charge.

Les douanes, les services fiscaux et La Poste se sont joints mercredi 22 et jeudi 23 février à la grève du Trésor. Ce même jour, des cortèges réunissant deux à trois cents personnes ont parcouru les rues principales d'Ajaccio et de Bastia. Il ne faut pas de doute que seule l'ouverture de négociations serait de nature à éviter le risque d'un nouveau conflit généralisé et le développement d'une situation anarchique, à cinq années d'intervalle, d'autant que les salaires des fonctionnaires et les sommes revenant aux entreprises de travaux publics pour les marchés de l'état et des collectivités ne pourraient, en l'état, être versés.

Paul Silvani

■ **ENVIRONNEMENT** : l'Observatoire régional des déchets d'Ile-de-France (Ordif) a désigné mercredi 22 février à sa présidence le préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, Joël Thoraval. Il succède pour deux ans à Didier Julia, vice-président RPR du conseil régional chargé de l'environnement, qui présidait l'Ordif depuis sa création il y a un peu plus de deux ans. Soulignant que « le problème des dé-

chets sera l'un des enjeux majeurs de la décennie à venir », M. Thoraval a insisté sur « la nécessaire solidarité interdépartementale entre Paris, la petite et la grande couronne, qui permettra d'aller encore plus loin dans la gestion des déchets en Ile-de-France ».

■ **RÉGIONS ET MONDIALISATION** : la revue *Sciences humaines* publie un numéro hors série intitulé « Régions et mondialisation ». Cet ensemble de

quinze articles s'organise en trois parties : l'espace régional ; les régions à l'échelle du monde ; développement local, quels modèles ? Les contributions qui composent ce numéro sont issues du Festival international de géographie, qui s'est tenu à Saint-Dié-des-Vosges à l'automne 1994 (*Le Monde* daté 13-14 novembre). (*Sciences humaines* hors série, N° 8, février-mars 1995, 38 F.

Peugeot
vous donne jusqu'à
16 000 F* pour échanger
votre vieille voiture
contre une neuve.

Jusqu'au 28 février, les concessionnaires et agents Peugeot reprennent tout de suite votre ancienne voiture jusqu'à 16 000 F* pour l'achat d'une Peugeot neuve.

* 7 000 F TTC⁽¹⁾ de reprise de votre ancien véhicule pour toute commande d'une Peugeot 106, 205 ou 306 neuve, cumulable avec l'aide de l'état de 5 000 F TTC⁽²⁾, soit 12 000 F TTC d'économie ou 11 000 F TTC⁽¹⁾ de reprise de votre ancien véhicule pour toute commande d'une Peugeot 405, 605 ou 806 neuve, cumulable avec l'aide de l'état de 5 000 F TTC⁽²⁾, soit 16 000 F TTC d'économie.

(1) Offre de reprise proposée dans le Réseau Peugeot affichant l'opération, réservée aux personnes physiques, carte grise à votre nom depuis 6 mois, jusqu'au 28 février 1995 incluse et non cumulable avec les autres offres proposées par le Réseau Peugeot sur la même période.

(2) Pour tout VP ou VUL immatriculés en France, au nom de l'acheteur, roulant et en règle (carte grise, vignette et assurance valides) au jour de la commande.

**RESEAU
PEUGEOT**



دکتر محمد جواد

il faut de
et nerve.

RESEAU
PEUGEOT

LE MONDE / SAMEDI 25 FÉVRIER 1995

président a tenté, depuis le début de l'audience, lundi 13 février, d'éviter que les débats ne glissent dans le mélodrame et le pathétique
● LA LOGIQUE de guerre familiale

où se sont réfugiés Michel Noir et Pierre Botton n'a cependant pas facilité l'examen des faits. Les mécanismes réels du « système Botton » dont ont profité, outre le maire de

Lyon, des personnalités du journalisme ou de la communication, ne sont pas encore apparus. ● LE MAIRE DE CANNES, Michel Mouillot, poursuivi pour *recel d'abus de*

biens sociaux », a eu bien du mal à justifier les sommes qu'il a reçues de sociétés de Pierre Botton et que le magistrat instructeur a qualifiées de « salaires de complaisance ».

Après deux semaines de débats, le tribunal correctionnel de Lyon n'a quère avancé dans l'examen des faits

LYON

de notre entrevue spéciale
j moins sept, j moins six, j moins
cinq... Lyon compte les jours d'un
procès qui s'ternisse. Avant
d'aborder, lundi 27 février, la troi-
sième et dernière semaine d'au-
dience, la curiosité des premiers
temps a cédé la place à une forme
de lassitude, presque d'indiffé-
rence. C'est pourtant bien un
maître, « le » maître, que Ion juge
au palais de justice. C'est pourtant
bien un gendre, « le » gendre, qui
comparaît sous le banc. C'est pour-
tant bien un journaliste, « le »
journaliste, qui est en cause. L'af-
faire ne manque donc pas d'inté-
rêt. Pour l'instant, cependant, les
enquêteuses privées ont occulté
les faits. Dans ce dossier d'appar-
ences et de paillettes, la forme l'a
emporté sur le fond. Amis d'hier,
ennemis d'aujourd'hui, Pierre Bot-
ta et Michel Noir en ont décidé
ainsi. Ils se sont enlisés, parfois
jusqu'à l'indécence, dans une lo-
mique de guerre familiale.

plainte pour vol, atteinte au secret de la correspondance et atteinte au secret de la vie privée. Déballage sans fin exploité avec gourmandise par les avocats des deux camps. Jeudi 23 février, la défense de M. Botton a demandé à Michel Noir de révéler l'origine de ces lettres, contenues dans un « petit carnet rouge ».

Réponse du maître : « Ma fille l'avait déposé en octobre 1992 chez son grand-père... Celui-ci en a fait un lit à son épouse ». Et M. Noiret d'analyser les modalités de sa filiation : « En 1989, j'ai eu une fille et j'en ai eu deux autres, mais elle n'est pas venue au monde, j'ai fait passer mes enfants sous couple. Je n'avais pas le choix, je ne pouvais accepter les exigences abraçadabrantes de Pierre [Bottom]. Anne-Valerie vivait un martyre, je comprends qu'elle ait cherché son mari ». Devant la multiplication des Incidents et la floraison de documents aussi inédits que douteux, le procureur, Thierry Cretin, et le président, Jean-François Perrin, ont été contraints de rappeler tout le monde, avocats en tête, à la « dignité requise dans une affaire de cette nature ».

Dernia^r, débats de Roubaix

Résumons, une fois passée la première escarmouche de procédure par laquelle le maire de Lyon a tenté d'échapper au procès. En réponse aux attaques de son genre qui prétendait avoir financé sa « ascension palitique », M. Nair a juré de son honnêteté et produit des lettres de sa fille Anne-

celle... « J'ignorais que tout cela était facturé sur les sociétés », a répliqué l'ancien ministre du commerce extérieur, sans vraiment convaincre une ville soupçonneuse devant sa naïveté d'homme public, et plutôt choquée par ses errements de chef de famille.

bourse ses dettes et qu'il défend ses collaborateurs, a fini par exaspérer le procureur, Thierry Cretin. « Il faut nous donner des explications M. Battan ! » lui a-t-il lancé, mercredi après-midi. Peine perdue : même en polissant son personnage de grand escogriffe étourdi par les sirènes de la renommée, le « VRP des VIP » s'est avéré incapable de tout expliquer, de tout

l'ustifier, comme égaré dans l'embrouillaillement des controverses.

A défaut de décrypter l'intégralité d'un « système », ce procès entre cœur et portefeuille a au moins permis à l'assistance d'entreprendre un tour du monde à peu de frais et de s'inviter aux meilleures tables. Il a aussi donné lieu à un savoureux défilé de second rôles. Patrick Poivre d'Arvor, le voyageur, peut regarder quant à lui, dans le rétroviseur d'avions, a adopté un profil baissé. Drapé dans sa déontologie de journaliste, il a néanmoins affirmé qu'aucune contrepartie n'avait été accordée à l'antenne. Quant au maître de Cannes Michel Mouillot, l'ami-communicateur, il a perdu de sa superbe de festivalier dès qu'il s'est retrouvé devant un président pugnace (lire ci-contre).

Pour compléter le tableau indigne, d'autres prévenus ont fait office de figurants plutôt décoiffés qui ont réussi à nous convaincre que cette histoire, une fois privée de ses dorures, reprenait apparence ordinaire. Michel Robies, l'entraîneur du club de football de Marly-le-Roi (Yvelines), fut salarié de Pierre Botton en tant que « commercial », pour mieux se consacrer, disons-le, à son jeu de ballon. Son seul tour aura finalement été de suivre les consignes

tactiques du président du club, un autre ami-journaliste, François-Henri de Virieu, auquel le généreux gendre rendait volontiers quelques services en échange, semble-t-il, de strapontins à « L'heure de vérité » pour ses amis-pharmaciens.

Il y eut aussi les très zélés colporteurs de M. Botton, les petites mains du clan. Charles Giscard d'Estaing, l'ami-nouveau, grand-chaveu un peu gauche, genre « c'est pas moi, monsieur ! » s'est défendu à mots trop prudents pour vraiment emporter la conviction du tribunal. Marc Bathier, l'ami-bas-droit, l'homme de confiance, si peu contrariant qu'il semble encore sous l'emprise du « boss », comme du temps où il était chèque à factures. Et puis les autres, Gérard Caro et Albert Chausse, les commissaires aux comptes : professionnels du chiffre, ils n'ont pas vu, ou pas voulu voir, la ligne rouge des bilans. Tous ceux-là, célèbres ou non, reviennent en troisième semaine en sachant que l'attente sera la meilleure des stratégies. En temps de guerre, autant s'abriter dans les tranchées, à bonne distance du front, loin des fusillades familiales.

Philippe Bronssard

LYON

LYON

de notre envoyé spécial

«**De Lyon à Cannes; d'un matin à l'autre. Après Michel Noir, le Lyonais Michel Mouleau, le Cannois (UDF-PR), qui tint la vedette, jeudi 23 février, dans les vieux palais de justice des quais de Saône. Il le fit à sa manière, en homme d'image attentif à sa mise autant qu'à son maintien. Souriant mais crispé — surtout quand il se retrouvait vers les bancs des journalistes, l'ancien « fils de pub » de Pernod-Ricard et de France 3 voulait réussir sa sortie. L'enjeu était d'importance : son avenir politique dépend en partie du jugement que rendra le tribunal. Même dans la tourmente, il lui fallait demeurer zenéon, front haut et regard laser. Reste Mouleau. Point.**

Poursuivi pour recel d'abus de biens sociaux, il allait devoir justifier les sommes perçues en 1990 da trois sociétés de Pierre Botton, pour un montant total d'environ 700 000 francs. « Des salaires de complaisance », avait conclu le magistrat instructeur, Philippe Courtoy. « Des salaires de complaisance », reprit en écho le président Jean-François Perrin avant de réclamer des éclaircissements au prévenu.

Et celui-ci de confier en substance : « Mon métier c'est la communication. J'ai effectivement travaillé pour Pierre Botton qui m'avait aidé au moment de ma campagne électorale de 1990. Il m'a commandé différentes études. Je lui ai conseillé... »

Mais le magistrat, que l'on devinait quelque peu agacé par une plongée de dix jours dans les arcanes des « relations publiques » et de l'« image » généralement rémunérées, voulait du concret, des réponses claires et argumentées. Michel Mouillot n'en avait pas. Ou très peu. Pas de traces des études. Pas le

moindre contrat. Aucun justificatif des travaux réalisés. « C'est fâcheux, cela reste bien impalpable, tant ce la... », constata M. Perrin. « Ça ne se fait pas de garder des documents, je ne conserve rien », répondit le maire, décidément mal en point.

En piètre « dircom » de sa cause presque perdue, il allait même aggraver son cas en esquivant, avec maladresse, une autre question du président tandis que le procureur, là-bas, sur la gauche, tortillait sa moustache de plaisir. Il faut dire que le président Jean François Perrin avait encore des munitions de premier choix : les déclarations de Marc Bathier au juge d'instruction.

L'homme de confiance du « faiseur de maires » vin-
répéter à la barre ce qu'il avait déclaré sur procès-
verbal: M. Botton lui avait ordonné de verser ces
sommés (394 148 francs, 110 405 francs et
189 693 francs) à Michel Mouillat parce que ce der-
nier ne pouvait se contenter de ses indemnités de
maire, à savoir 15 000 francs par mois. « J'ai compris
que c'était une aide financière, pour lui rendre ser-
vice », avait déclaré M. Bathier au moment de l'ins-

A chaque nouvelle intervention, l'état se resserrait autour de M. Mouillot. La rapide comparaison de son ancienne assistante, Hélène Hug, poursuivie pour avoir été salariée de M. Botton, n'y changea rien. Par là-dessus, il y avait le témoignage d'un Pierre Botton solidaire dans l'adversité. Michel Mouillot dut quitter la barre après une tirade de contribuable embarrassé : « Je voudrais dire que je me suis comporté comme tout le monde : j'ai payé mes impôts... »

Ph. B.

Le tribunal de Senlis cherche les raisons de l'accident qui a défiguré un homme de 37 ans

SENLE

Denis Benoit, trente-sept ans, est défiguré. Au sens littéral : il n'a plus de visage. En outre, il n'a plus d'habits. A la barre du tribunal de Saénès (Océan) déclare simplement : « Quand le bombe s'est allumée, trois mois de coma, on m'a appris que la cause de mon accident, c'était une bombe aérienne » l'incident est survenu le 23 février 1990 dans sa maison de Veneuil-Saint-Firmin. Un voisin, ayant entendu une déflagration « comme un pneu qui explose », est parvenu à entrer dans la maison. Les vitres n'étaient pas cassées, « mais plus j'ouvrais, direz-vous, plus il y avait de la chaleur. Dans la pièce où j'ai trouvé Denis, tout avait fondu ».

En attendant de pouvoir interroger Denis Benoit, les premières constatations excluaient l'action d'un engin explosif. De faible importance, l'explosion semblait devoir être attribuée à

l'inflammation d'une petite quantité de gaz d'un fort pouvoir calorifique. Mais Gaz de France ne relevait aucune fuite dans l'installation. Les soupçons se sont donc rapidement portés sur une bombe trouvée sur les lieux. L'aérosol, enroulé à demi plein, était un insecticide dit « fulgurant », de marque Néocide, destiné à lutter contre les insectes volants. En dehors du principe actif, il est constitué à 96 % d'un gaz propulseur composé de 42 % de butane et 36 % de propane.

le 22 septembre 1990 par M. Benoît qui se souvenait confusément avoir utilisé l'insecticide. Aujourd'hui encore, il tente de rassembler ses souvenirs : « Je ne peux pas être précis. C'était pour les fourmis. Le matin, j'ai fait une première pulvérisation. Après, j'en ai fait une deuxième. Là, j'ai peut-être insisté plus que d'habitude. Après,

J'ai allumé cette cigarette. Il y a eu un flash, je me suis senti partir vers le platond... »

Lukas Beyeler, le président de Reckitt & Colman France comparait donc depuis le mercredi 22 février devant le tribunal correctionnel de Senlis pour répondre des délits « de blessures involontaires et destruction d'un bien d'autrui ». Son entreprise, filiale d'une société multinationale, distribue le Néocène depuis 1970. « La formule n'a pas changé pendant vingt ans. Cinquante millions d'unités ont été vendues en France et aucun incident de cette sorte ne m'a été rapporté », plaide M. Beyeler qui ajoute et répète en leitmotiv : « Un usage même erroné, ne peut pas conduire à un tel résultat. Il a dû se passer autre chose, mais je ne sais pas ».

Selon les spécialistes du Centre national de prévention et de protection (CNPP) et de l'Institut national de l'environnement indus-

triel et des risques (Ineris), les turbulences provoquées par la vaporisation ne permettent pas au mélange air-gaz d'atteindre les proportions critiques où il devient explosif. Un film des essais menés en laboratoire montre que l'explosion ne se produit jamais, même si, en se rapprochant des circonstances de l'accident, on voit la moitié de la bombe dans une pièce, ce qui demande trois minutes de pulvérisation avec un odeur devenant vite insupportable.

L'explosion ne se produit que dans un seul cas : la bombe est placée sous un sac en plastique et celui-ci se remplit du gaz qui coule vers le sol et s'étend en nappes dont la couche supérieure se mélange avec l'air pour former le combiné explosif. La disposition du salon de M. Benoliel ne permet pas de retenir une telle hypothèse sauf si l'on admet, comme le sug-

gère M^{onsieur} Henri Leclerc, conseil de la victime, que la cavité située sous un canapé ait pu se remplir de gaz. Mais les spécialistes situent la source de la déflagration dans un angle de la pièce. Aussi M. Geronimi, sous-directeur au laboratoire central de la préfecture de police de Paris soutient : « Quand un vaparise très près d'un paroi, on peut avoir un écoulement du gaz qui favorise la *flamme d'une nappe*. » Cette théorie est combattue par le spécialiste de l'Ineris qui s'est livré à des essais sur un angle de murs munis de capteurs sans jamais parvenir à un mélange critique qui détonne en présence d'une flamme. Mais M. Geronimi rétorque : « La déflagration nécessite la conjonction de nombreux paramètres bien définis qui ne pourraient être réunis qu'à un moment donné et qui sont totalement impossibles à reproduire. » Dès lors, le débat s'enlise dans un

la tâche du tribunal sera bien difficile dans un dossier où demeurent tant d'incertitudes.

était conseillé de procéder par pulvérisation de trois à six secondes dans plusieurs directions. À l'évidence, la pulvérisation effectuée par M. Benoliel s'est prolongée largement au-delà. Mais est-ce une utilisation véritablement anormale ? Par ailleurs, avant cet accident, la loi n'imposait pas la présence de la mention « Ne pas fumer », désormais prévue par l'arrêté du 20 décembre 1991. La situation serait-elle en faveur d'un jugement serait d'en retenir à sa guise un propulseur inoffensif. L'azote est parfois utilisé, mais le président de Reckitt & Colman faisait observer que sa lente dispersion nuisait à l'efficacité des insecticides.

Maurice Peyr

M. Vaïsse dirigera le Centre d'études d'histoire de la défense

FRANÇOIS LÉOTARD A INSTALLÉ, JEUDI 23 FÉVRIER, au château de Vincennes (Val-de-Marne), le centre d'études d'histoire de la défense (CEHD), qui vient d'être créé au sein du ministère de la défense (*Le Monde* du 10 décembre 1994) sans, pour autant, qu'il se substitue aux services historiques de chacune des trois armées. Il sera dirigé par Maurice Vaïsse. Le CEHD est chargé d'encourager la recherche sur l'histoire des doctrines militaires, des institutions de défense et sur les conflits. Il est plus spécialement orienté vers des travaux à vocation universitaire, pour développer les études et les recherches de défense à caractère interarmées. Le CEHD comprend un comité directeur de quinze membres et un conseil scientifique de personnalités choisies pour leurs compétences.

Universitaire lui-même, puisqu'il enseigne l'histoire contemporaine à l'université de Reims, Maurice Vaïsse est l'auteur de nombreux livres sur la politique de désarmement, la politique étrangère de la France et sur l'histoire des relations internationales dont il est un spécialiste. Il a dirigé les travaux du Groupe d'études français d'histoire de l'armement nucléaire qui vient de publier, à Bruxelles, un recueil collectif d'édits consacrés à « La France et l'atome ».

DÉPÊCHES

■ **PRISONS** : la journée d'action des personnels pénitentiaires lancée par l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAF), la CGT et l'Union des syndicats pénitentiaires (USP) a touché, jeudi 23 février, une cinquantaine d'établissements sur 183, selon l'administration pénitentiaire, et environ 80 selon les syndicats. Ces trois organisations n'ont pas signé le protocole du 9 janvier, qui prévoit notamment la création de 900 emplois et l'instauration d'une indemnité dont le taux de base a été fixé à 800 F.

■ **JUSTICE** : Charles Debbasch, ancien doyen de la faculté de droit d'Aix-en-Provence, a repris ses cours, mercredi 23 février, une semaine après avoir été remis en liberté par la chambre d'accusation de la cour d'appel. Le 28 novembre 1994, M. Debbasch avait été écroué pour « abus de confiance » dans le cadre d'une information judiciaire concernant des malversations commises alors qu'il présidait la fondation Vasarely. Il avait été remis en liberté le 15 février et placé sous contrôle judiciaire.

■ **DIFFAMATION** : la cour d'appel de Riom a aggravé, jeudi 23 février, la peine infligée à l'ancien président des Girondins de Bordeaux, Claude Bez, ainsi qu'à un directeur de la publication et à un journaliste du quotidien *Aujourd'hui*, pour diffamation envers Michel Charasse. Outre le versement du franc symbolique, les trois hommes ont été condamnés à acquitter solidairement une amende de 4 000 francs à M. Charasse, et non plus 2 500 francs. Dans un entretien publié par *Aujourd'hui*, Claude Bez s'en était pris vivement à l'ancien ministre du budget.

■ **AFFAIRE GREGORY** : la cour d'assises de la Côte-d'Or, statuant en audience civile, a condamné, vendredi 24 février, Jean-Marie Villemain à payer à Marie-Ange Laroche et à ses deux fils la somme de 440 000 francs au titre du préjudice patrimonial à la suite du décès de son mari Bernard, tué par le père du petit Gregory. Les avocats de Marie-Ange Laroche avaient demandé 2,8 millions de francs pour Marie-Ange et ses enfants.

M. Méhaignerie souhaite qu'un magistrat prenne la tête de la police judiciaire

DANS UN ENTRETIEN PUBLIÉ, VENDREDI 24 FÉVRIER, par le quotidien *Libération*, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, souhaite que le remplaçant du directeur central de la police judiciaire, Jacques Franquet, soit un magistrat. « J'observe qu'actuellement, la gendarmerie, qui mène des enquêtes judiciaires, est dirigée par un magistrat, note le ministre. Mais nous ne pouvons pas le faire contre les hommes, contre la police judiciaire. Je crois que c'est un travail de coopération et de concertation et de rapprochement sur le terrain qui permettra de franchir cette étape ». M. Méhaignerie, qui se déclare opposé à une amnistie visant les faits de corruption, précise qu'il ne souhaite pas réformer la législation sur les abus de biens sociaux. « Il n'est pas question, par une réforme touchant une infraction spécifique, de faire une amnistie qui ne dirait pas son nom ».

Les disparités régionales dans l'enseignement secondaire et supérieur s'estompent

Le ministère de l'éducation publie une étude sur la « Géographie de l'école »

L'édition 1995 de la « Géographie de l'école », étude réalisée par la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation na-

tionale, montre que les inégalités régionales en matière de formation et d'accueil des élèves s'estompent. Dans l'enseignement supérieur, la

suprématie de Paris se réduit. Les auteurs notent aussi un regain d'intérêt pour les formations professionnelles.

ÉVALUER, COMPARER, analyser le rendement du système scolaire, mesurer région par région son niveau de performances, le niveau de formation des élèves et les conditions de leur insertion professionnelle. Cette démarche n'est plus taboue. Depuis trois ans, la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale publie une « Géographie de l'école » qui vient d'être remise à jour. Trente-sept indicateurs, allant du niveau de diplôme à la taille des classes en passant par la scolarisation des filles, les flux d'orientation et l'accès aux 3^e cycle universitaire, permettent d'ausculter le système, d'en constater les faiblesses et d'en mesurer les progrès.

La démocratisation progresse et les inégalités régionales s'estompent progressivement. La géographie de l'école a profondément changé. Même s'ils restent importants, les écarts se resserrent entre la France du Sud et celle du Nord. « Les tendances dominantes dégagées dans les précédentes éditions ne sont pas pour

l'essentiel démenties, peut-on lire dans la présentation de l'ouvrage. La poussée générale de scolarisation qui a gagné les lycées à la fin des années 80, puis l'enseignement supérieur, a touché l'essentiel du territoire ».

Depuis deux ans, se dessine un double mouvement de « regain des formations professionnelles », en particulier par la voie de l'apprentissage, et d'« attractivité des formations universitaires longues » par le biais, notamment, des formations préparant au métier d'enseignant. Cette évolution, soulignent les experts de la DEP, amènera « sans doute » à reconsidérer les perspectives d'évolution du système éducatif à moyen terme. L'afflux d'élèves en lycée général et technologique s'est « nettement stoppé » lors des deux dernières rentrées. Si l'orientation vers la seconde d'enseignement général continue à avoir la faveur des familles, cette demande est passée entre 1991 et 1994 de 73 % à 69 %. Le rattrapage des inégalités est en cours mais des progrès

restent à faire, particulièrement dans l'enseignement supérieur. Le passage du cap des deux millions d'étudiants à la rentrée 1993 (14 % de l'ensemble de la population scolarisée) a simplement atténué les disparités régionales. La suprématie de Paris tend toutefois à se réduire : ses effectifs n'ont augmenté que de 10 % depuis 1989 tandis qu'ils progressaient de plus de 30 % pour l'ensemble du pays.

DU SIMPLE AU DOUBLE

D'une façon générale, les proportions d'étudiants dans la population scolarisée varient encore du simple au double : inférieur à 11 % dans le Nord, proche de la moyenne (14,3 %) en Bretagne, supérieur, voire nettement supérieur dans les académies méridionales et à Strasbourg.

Les capacités d'accueil dans l'enseignement post-baccalauréat, qui déterminent largement l'orientation des étudiants, sont loin d'être proportionnelles à la « production » locale de bacheliers. L'opposition

nord-sud, à l'encre, perdure tout en s'estompant et des académies comme Poitiers ou Besançon rattrapent leur retard. Les formations technologiques courtes, IUT et surtout STS, qui accueillent encore 30 % des nouveaux bacheliers de 1993 (malgré l'arrêt du développement des STS) sont plus fortement implantées dans le Nord et l'Est.

Au niveau de troisième cycle, les disparités académiques restent fortes même si les petits universités de province commencent à relever la tête. Ce rééquilibrage ne profite pas aux gros centres de recherche universitaire de province comme Aix-Marseille, Lyon ou Montpellier. Ce sont Amiens, Dijon, et Rouen qui enregistrent les plus fortes hausses d'effectif (60 %) en troisième cycle.

Christine Garin
« La Géographie de l'école », direction de l'évaluation et de la prospective, ministère de l'éducation nationale, N° 3, février 1995, 150 pages, 135 F.

L'enquête sur le meurtre d'Ibrahim Ali contredit la thèse du FN

Selon la police, aucune trace de coups n'a été relevée sur les auteurs de la fusillade à Marseille

MARSEILLE

La thèse de la légitime défense opposée par le Front national (FN) après le meurtre, par l'un de ses militants, du jeune lycéen Ibrahim Ali à Marseille (*Le Monde* du 24 février) semble formellement contredite par les premiers éléments de l'enquête. Selon la police, aucune trace de coups n'a été relevée ni sur les trois auteurs de la fusillade de la nuit de mardi à mercredi 22 février, ni sur leurs deux voitures.

Deux des trois hommes gardés à vue depuis mercredi après-midi étaient connus des services de police pour des faits antérieurs. L'auteur présumé du coup de feu mortel est un retraité des travaux publics âgé de soixante-trois ans inscrit dans un stand de tir. Il était chargé de surveiller le collage d'affiches de Jean-Marie Le Pen au volant de sa voiture. Il aurait tiré la balle de 22 long rifle qui a atteint dans le dos le jeune François d'origine comorienne.

Les deux autres personnes gardées à vue, âgées respectivement de trente-sept et de quarante et un ans, auraient été récemment recrutées par le Front national pour coller ses affiches. Le soir du drame, elles portaient un revolver 7,65 et un pistolet à grenaille. A l'issue de leur garde à vue qui devait s'achever vendredi après-midi, ces trois personnes devaient être mises en examen, probablement pour ho-

micide volontaire pour la première d'entre elles. Pendant que l'enquête se poursuivait, les spéculations politiques sur la mort du jeune lycéen allaient bon train. Le modeste appartement de sa famille, dans la cité HLM de la Savine, à la périphérie nord de Marseille, ne désemplissait pas.

Depuis l'annonce du meurtre, c'est un défilé permanent des représentants des partis politiques, des associations antiracistes et de la presse, que les parents et les amis effondrés accueillent avec une dignité et une amabilité confondantes. Des élus locaux du PCF, du PS et du RPR sont venus présenter leurs condoléances, tout comme le directeur de cabinet de Robert Vigouroux, maire de Marseille, et le sous-préfet des Bouches-du-Rhône chargé de la politique de la ville.

LES PARENTS ORGANISENT LEUR DÉFENSE

Mercredi soir, Bernard Tapie a confié à la mère du jeune Ibrahim Ali combien le meurtre de son fils le touchait - « car j'ai des enfants comme lui », a-t-il précisé. Le député des Bouches-du-Rhône a ensuite affirmé sur France Info qu'il allait tenter de porter plainte contre Bruno Mégret, « ce sinistre individu qui ose, à peine le gosse est mort, expliquer que c'est de la légitime défense en lui tirant une balle dans le dos ». Vendredi matin, Bruno Mégret annon-

çait son intention de porter plainte « pour diffamation » contre l'ancien patron de l'OM.

Les parents d'Ibrahim Ali ont décidé d'organiser leur défense avec le conseil de leur choix, rejetant toutes les offres d'avocats dirigées par les associations, de SOS-Racisme à France Plus, qui, comme la LICRA, ont annoncé leur intention de se porter partie civile. « Ils nous poussent à entrer dans une polémique, estime Mzèsaid Alibouina, âgé de cinquante ans, père de la victime, employé d'une société de nettoyage. Mais notre problème est que les assassins soient châtiés. Nous ne sommes pas là pour faire leur politique : nous avons perdu notre unique enfant ».

La communauté comorienne de Marseille s'inquiète de voir sa discrétion et sa réputation de modèle d'intégration ternies par toute cette agitation. Ferme encadrée par des associations, elle s'organise pour canaliser la colère. Vendredi après-midi, quatorze autocars étaient prévus pour transporter le public au cimetière Saint-Pierre, au sud de Marseille, où devaient avoir lieu les obsèques. Samedi, une manifestation est prévue sur la Canebière en direction de la préfecture. La famille en a déjà défilé la tonalité : ni banderoles, ni tracts, ni violence, simplement le calme, « qui est la meilleure arme ».

Philippe Bernard

La Cogedim demande l'expulsion de l'« université populaire » de l'association Droit au logement, rue du Dragon

« INVOLABLE ET SACRÉ »

Quatre heures durant, jeudi 23 février, les cent cinquante personnes entassées dans la salle des criées du Palais de justice de Paris ont pu entendre ces mots prononcés à l'envi. Le tribunal des référés y examinait la demande de la Cogedim d'expulser les soixante et une familles de mal-logés et l'association Droits de l'habitant, installées rue du Dragon depuis le 18 décembre 1994. Malgré une autorisation provisoire donnée par la préfecture de police, le promoteur immobilier a bien l'intention de récupérer son bien. De leur côté, les défenseurs de Droit au logement entendaient faire valoir la nécessité, pour les plus démunis, de disposer au moins d'un toit.

« Involable et sacré » M^{re} Christian Pautonnier, l'avocat de la Cogedim, a semblé faire un effort pour ne pas reprendre l'expression plus de deux fois. Il a ensuite préféré la manière douce. « Votre cause est indiscutablement noble, respectable, digne. Mais vous vous trompez de cible. Ce sont les pouvoirs publics vos véritables interlocuteurs ». Victime, la Cogedim allait donc s'adresser à une autre victime. Et lui proposer une solution « équitable, humaine » : « La société que je représente, bien que victime d'une voie de fait caractérisée, est disposée à octroyer un délai aux familles, qui ne sauraient aller au-delà du 1^{er} juin ».

En revanche, elle s'est refusée à accepter une quelconque période de grâce pour l'association Droits de l'habitant, son « espace de solidarité » et son « université populaire », qui sont installés dans l'autre partie de l'immeuble. « Si le droit au savoir est respectable, il ne relève pas des notions d'urgence et de nécessité absolue », a-t-il estimé.

M^{re} GAILLOT À LA BARRE

M^{re} François Breteau ne pouvait pas laisser passer cela. L'avocat de Droit au logement s'est tourné vers un coin de la salle. « Regardez celui-ci ! Lève-toi Abdelaziz ! » Assis par terre, comme beaucoup, l'homme, âgé d'une cinquantaine d'années, s'est redressé. « Il est propre, il est net, il n'a pas de papiers. Mais ne l'arrêtez pas », a-t-il ajouté, le regard tourné cette fois vers les trois gendarmes, debout au premier rang. « Il travaillait depuis trente ans et il n'a pas renouvelé sa carte de séjour. Nous l'avons retrouvé dans une cave. C'était un zombi, un mort-vivant. Il s'est reconstruit rue du Dragon. Non seulement il a retrouvé un toit et la santé, mais aussi la solidarité. C'est ça Droits de l'habitant ».

L'avocat s'est ensuite adressé à la Cogedim. « Vous dites avoir un permis de construire et un permis de démolir. Mais votre projet immobilier est planté. Nous avons donc un propriétaire qui, pour le seul plaisir de voir ses locaux libérés, dit : « Jeter-

moi tout ça à la porte. C'est un abus de droit ». Tour à tour, trois des quatre coprésidents de Droits de l'habitant - le chanteur Jacques Higelin était absent - sont venus plaider leur cause. M^{re} Jacques Gaillot, qui après sa destination par le Vatican entend s'installer rue du Dragon, a souri : « Tant qu'on porte secours à ceux que la société délaisse, tout le monde applaudit. Mais quand on fait en sorte qu'ils se mettent debout, qu'ils deviennent responsables, ça fait peur. » « Nous voulons que ceux qui n'ont rien commencé à avoir quelque chose : le droit à la santé, à l'échange », a murmuré dans le micro le généticien Albert Jacquart. Léon Schwartzberg, de sa place, a fait donner sa puissante voix : « Il

existe des lois plus importantes que les lois écrites. Elles sont non écrites. C'est à ces lois, et contre celles de son pays, qu'en juin 1940 un jeune général de brigade s'est révolté pour sauver l'honneur de la nation ».

La comparaison n'a pas convaincu le substitut Jean-Claude Lantini. Constatant que le droit au logement était « un objectif constitutionnel mais pas un principe », que le droit au savoir n'était « pas reconnu par qui que ce soit » mais que le droit de propriété était, lui, « inviolable et sacré », il a réitéré l'expulsion de tous les occupants. Avec toutefois un délai pour les familles. Jugement le 2 mars.

Nathaniel Herzberg

Présidentielle
Les lobbys dans la campagne.
Intérêts privés, clientèle locale et soucis électoraux
Demain dans les pages « France »

Le Monde

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

ROBERT HUE

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
Jean-Louis SAUX (LE MONDE)
ET
Richard ARZT (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

هنا هو الجاني

suprématie de Paris se réduit. Les notent aussi un regain d'intérêt pour les
Lions professionnelles

" La Géographie de l'Indonésie : la perspective de l'évaluation nationale, ministère de l'éducation nationale, N° 150 pages, 135 F.

a été relevée sur les auteurs de la fusillade à Marseille.



Les échanges épistolaires entre particuliers ne représentent plus que 7 % du trafic postal

tôt, une « campagne de relance de l'écrit » sera lancée autour du nouveau timbre Jean de la Fontaine.

ardement feu du positions, sis, chargée de cours à l'université Paris-VII et passionnée d'art épistolaire, évoque moins le plaisir du

don que les avatars d'une société individualiste. « Un phénomène nouveau est apparu : la forte croissance des lettres adressées à un individu connu, dans le seul but de rompre son isolement. On écrit ainsi énormément aux présentateurs de journaux

«... sans vrai espoir de réponse. » De façon plus générale, selon elle, la

Les courriers à usage familial sont peut-être monnaie moins courante, puisque les liens familiaux se détendent, mais les courriers

distendues, mais les correspondances amicales sont toujours aussi nombreuses, et les difficultés de l'existence génèrent un vrai besoin d'écriture. « Contrairement au télé-

phone, où le discours est instantané, non structuré, nécessairement superficiel, la lettre oblige à une réflexion. On peut y écrire des choses que l'auteur n'aurait osé dire. Et tout ça, ça

pour les nostalgiques si le fax, « qui a l'avantage d'apporter l'instantanéité du téléphone à un support écrit » se substitue peu à peu au courrier postal. Comme dit joyeusement Tzvetan Todorov dans *Pré-*

d'excellence, aux éditions du Musée de la Poste, « Demain, nous continuerons à écrire des lettres, cela est sûr. Mais après-demain ? L'homme a bien pu exister sans lettres dans le passé ; qu'est-ce qui nous dit qu'il n'existera pas demain ? »

pourra le faire dans l'avenir ? En attendant, ne gâchons pas notre plaisir, poursuivons le jeu infini de correspondance. »

Pascale Krémer

ITO

47 90

47/90

propose d'économiser jusqu'à 1
une Fiat Punto à partir de 52 900
ks disponibles pour tout achat d'u

F P A R

duite). Apport personnel : 15 160
usualités de 800F. Coût total du c
réserve d'acceptation du dossier p
re Fiat et aide gouvernementale d

AGENTS FIAT

LA POSTE a annoncé jeudi 23 février le lancement experi-

**FIAT PUNTO.
VOITURE
DE L'ANNÉE
1995**

3615 FIAT
AUTOSTAR

SEI
ACTION OIL

Jusqu'au 31 Mars, pour fêter l'événement «Voiture de l'Année» Fiat vous propose d'économiser jusqu'à 11 000F (offre Fiat de 6 000F + aide gouvernementale de 5 000F) sur toute la gamme Punto. Soit une Fiat Punto à partir de 52 900F ou 47 900F si vous bénéficiez de l'aide gouvernementale. Offre valable dans la limite des stocks disponibles pour tout achat d'une Fiat Punto neuve. Et comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, Fiat vous propose en plus un crédit exceptionnel sur la gamme Punto essence.

FIAT PUNTO : 800 F PAR MOIS

Exemple de crédit pour une Fiat Punto 55 S 3p. : 52 900F (Offre Fiat déduite). Apport personnel : 15 160F ou 10 160F si vous bénéficiez de l'aide gouvernementale. Montant financé : 37 740F. 60 mensualités de 800F. Coût total du crédit : 10 260F hors assurances facultatives. T.E.G. : 9,9 %. Offre valable jusqu'au 31 Mars sous réserve d'acceptation du dossier par Fiat Crédit France.

FIAT

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES FIAT

FIAT

DISPARITIONS

Emmanuel Roblès

Le sens de la fraternité

L'ÉCRIVAIN EMMANUEL ROBLÈS est mort mercredi 22 février à Boulogne (Hauts-de-Seine). Il était âgé de quatre-vingts ans.

Emmanuel Roblès est né le 4 mai 1914, dans un quartier populaire d'Oran. Il n'a pas connu son père, a été élevé par sa mère (à laquelle il rendra hommage, plus tard, dans *Saison violente*), qui travaillait dans une blanchisserie, et par sa grand-mère espagnole, qui lui a légué tout ce qui est brûlant en lui, ou rouge, ou noir.

Sa rage contre l'injustice sociale éclate dans son premier roman, *L'Action* (1938), un récit rouge de paroxysme et de révolte. Les cris de fureur et de désespoir dont vibrent ses premiers écrits ne s'éteignent d'ailleurs jamais. Sa rencontre, à l'Ecole normale d'Alger, avec le futur écrivain algérien, Mouloud Feraoun, qui disparaîtra plus tard au cours des luttes d'indépendance, sera déterminante : grâce à lui, Roblès découvre la réalité musulmane.

Les *Hauts de la ville*, couronné par le prix Femina en 1948, est un grand roman courageux, empli de l'écho des premières explosions qui devaient déchirer l'Algérie. La même année, sa pièce, *Montserrat*, qui conte la révolte du peuple vénézuélien contre l'embarquement espagnol, est représentée à Alger en même temps qu'à Paris : c'est un triomphe, aujourd'hui mondial.

Roblès ne cessera d'affirmer — notamment avec *La vérité est morte* (1952) ou *L'Histoire* (1958) — son attachement pour la technique théâtrale, qui lui paraît être la mieux adaptée pour exposer un conflit avec plusieurs personnages qui « croisent » leur vérité, comme on dit, en escrime, qu'on croise le fer. Roblès n'a jamais cherché l'esquive, n'a pas demandé le moindre secours à quelque fol spirituelle ou politique que ce soit ; il a toujours regardé la mort, le monde en face.

« Je suis de mon époque, de plain-pied avec elle », disait-il avec une fierté meurtrie. Ses principaux romans, *Cela s'appelle l'histoire* (1952), qui sera porté à l'écran par Luis Buñuel, *Les Couteaux* (1956), *La Remontée du fleuve* (1964), *La Croisière* (1968), tendus à l'extrême, soutenus par la beauté coupante de la narration, développent une crise tragique et, du propre aveu de l'écrivain, laissent sa vie aux endroits les plus marqués par la révolte ou l'inquiétude.

C'était parfois, chez lui, une angoisse quasi métaphysique face à l'absurde de l'univers : elle le rendait proche d'Albert Camus, ce « frère de soleil » auquel il a lié une très forte amitié depuis le jour où ils se sont rencontrés aux *Vraies Richesses*, une librairie d'Alger. Mais Roblès était trop avide de bonheur pour céder à la douleur du monde, et le désespoir, qu'il recouvrait parfois sous un masque de stoïcisme méditerranéen, était toujours chez lui corrigé, apaisé par l'amour et surtout par un sens extraordinaire de la fraternité, une solidarité presque physique avec les autres, ses « semblables ».

Les héros de Roblès préfèrent mourir plutôt que de renoncer à leur devoir d'humanité. Ils sont tous à l'image de Rubio, le jeune évadé d'*Un matin de soleil*, qui choisit de demeurer auprès de son ami blessé et de se faire reprendre. Il y avait d'ailleurs, dans le regard de Roblès, un permanent écart de bonté sur le qui-vive, un besoin rayonnant de donner, de partager — ce qu'il faisait toujours avec une dignité rétive.

La Méditerranée n'a jamais cessé de battre dans le cœur de ce grand écrivain humaniste ; elle a maintenu en lui, qui a eu tous les honneurs (il siégeait à l'Académie Goncourt depuis 1973), cet écart solaire, cette marge de lumière, cette capacité d'écouter du monde, cette soif de cosmopolitisme et ce

désir de voyager sans cesse. « Comment expliquer que le monde entier me fascine ? » disait-il avant de partir, avec une curiosité presque enfantine, vers des pays toujours plus lointains.

Ces dernières années, il paraissait avoir renoué avec ses jeunes années, dans des livres comme *L'Herbe des ruines* (1992), ou *Erica* (1994), où la tension tragique se dénouait en lyrisme tranquille, comme s'il avait gagné un sentiment de paix, comme une très obscure et intime confiance dans le destin, les yeux fixés sur cette heure dont il nous a appris, à tous, qu'elle était celle de la réconciliation et de l'assentiment au monde : l'aurore.

Jean-Noël Pancrazi

Robert Bolt

Le scénariste de David Lean

ROBERT BOLT, dramaturge et scénariste anglais, est mort le 20 février à son domicile près de Petersfield (Angleterre). Il était âgé de soixante-dix ans.

David Lean disait de lui qu'il était « un rocher de la côte de Cornouailles, sur lequel les vagues viennent se briser ». La collaboration entre le cinéaste et celui qui allait devenir son scénariste attitré commence en 1961, lorsque le producteur Sam Spiegel confie à Robert Bolt le soin d'écrire le scénario de *Lawrence d'Arabie*.

Bolt, qui est né le 15 août 1924 à Sale, dans le Lancashire, est alors un des auteurs dramatiques les plus en vue d'Angleterre. D'abord professeur d'histoire, il a fait jouer avec succès ses deux premières pièces en 1957, *The Critic* et *the*

Heart, et surtout, *Flowering Cherry*, avec Ralph Richardson. Trois ans plus tard, Michael Redgrave et sa fille Vanessa sont les interprètes de *The Tiger and the Horse*, et Robert Bolt accède à une réputation internationale grâce à *A Man for All Seasons*, évocation de la destinée de Sir Thomas More, chancelier du roi Henry VIII.

Le thème de *A Man for All Seasons* trouve un prolongement inattendu dans la vie de Bolt, lorsque, en septembre 1961, il est arrêté et emprisonné à la suite d'une manifestation contre le danger de guerre nucléaire : à la demande de Sam Spiegel, qui ne peut différer davantage le tournage de *Lawrence d'Arabie*, il revient sur sa position pour obtenir sa libération. Cette décision, qu'il décrit

comme le « grand moment de honte » de sa vie, le conduira à aborder à plusieurs reprises dans ses scénarios ce thème du remède.

Lawrence d'Arabie, qui prouve son exceptionnelle capacité à associer destin individuel et Histoire, est suivi par l'adaptation, toujours pour David Lean, du roman de Boris Pasternak *Docteur Jivago* (1965), puis par le scénario de *La Fille de Ryan* (1970). En 1972, il réalise lui-même *Lady Caroline Lamb*, avec Sarah Miles, son épouse, et Laurence Olivier. Il travaille ensuite, pour David Lean, à un scénario sur la vie de Gandhi, mais le cinéaste renoncera au projet (qui sera repris par Richard Attenborough, sur un scénario de John Briley), de même qu'il ne réalisera pas *The Dombey*, que Bolt a écrit pour lui et que le producteur Dino De Laurentiis confiera à Roger Donaldson (1984).

A la demande du producteur Fernando Gil, il écrit ensuite *The Mission*, inspiré d'un épisode de la colonisation hispano-portugaise de l'Amérique du Sud. Enfin, Robert Bolt travaille avec David Lean à l'adaptation du roman de Joseph Conrad *Notre-Dame*, que le cinéaste reprendra plus tard seul, mais qu'il ne pourra jamais réaliser. L'accident cérébral dont il fut victime en 1979, qui provoqua la paralysie de son côté droit et de graves difficultés d'élocution, ne suffit pas à expliquer que Robert Bolt n'ait écrit que sept scénarios en plus de trente années de carrière. Attribué par des sujets historiques nécessitant de longues recherches et auxquels il parvenait à donner personnalité et originalité, il était également habitué à un rythme d'écriture et à un style de cinéma peu en rapport avec les exigences de la production telles qu'elles se sont dessinées depuis la fin des années 60.

Pascal Mérigeau

NOMINATIONS

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Roland Dumas, Etienne Dailly et Michel Ameller ont été nommés, mercredi 22 février, membres du Conseil constitutionnel (*Le Monde* du 25 février).

(Né le 23 août 1922 à Limoges (Haute-Vienne), Roland Dumas est diplômé d'études supérieures de droit, de l'Ecole libre des sciences politiques et ancien élève de la London School of Economics. Il commence sa carrière d'avocat en 1949 à la cour d'appel de Paris. Journaliste à l'agence économique et financière, il dirige en 1964 l'hebdomadaire *La Courte République* et rejoint, élu député UDR de la Haute-Vienne en 1965, député FGDS de la Loire en 1967, député PS de la Dordogne en 1981, il sera réélu en 1984 et en 1988. En 1983, il est vice-président de l'Assemblée nationale et président de la commission parlementaire spéciale sur l'objectif de l'URF. Membre de la FGDS en 1987 puis de la Convention des institutions républicaines en 1988, il fait partie de la commission exécutive du PS en 1971 et du comité directeur de 1987 à 1990. Il devient, en 1983, ministre des affaires européennes du troisième gouver-

nement de Pierre Mauroy et également, l'année suivante, porte-parole du gouvernement. Il conserve ces deux postes dans le gouvernement de Laurent Fabius (juillet 1984) et devient ministre des relations extérieures lors d'un remaniement le 7 décembre 1984. Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères dans les deux gouvernements de Michel Rocard (1988), il occupe à nouveau cette fonction dans le gouvernement d'Edith Cresson (1991) et dans celui de Pierre Bérégovoy (1992).

(Né le 4 janvier 1918 à Paris, Etienne Dailly est ingénieur de l'Ecole supérieure des travaux publics de Paris. Directeur de société puis entrepreneur agricole à compter de 1952, Etienne Dailly est consultant en études économiques et financières depuis 1953, administrateur de la Compagnie française de sucre depuis 1962 et de la Compagnie générale de sucre depuis 1967. Membre du Parti radical socialiste à compter de 1964, il fait partie du comité exécutif à partir de 1970 (réélu en 1975 et 1983). Il est élu premier vice-président du Parti radical en 1981, avant de devenir membre du bureau national en 1987. Elu sénateur (GDR) de Seine-et-Marne en 1989, il sera réélu en 1993, 1997 (ma) et 1998 (RDE) à partir de 1989. Vice-président de la commission des lois du Sénat

en 1987, il devient vice-président du Sénat en 1994 et est régulièrement réélu depuis. Conseiller municipal en 1953, il est élu, en 1964, conseiller régional d'Ile-de-France jusqu'en 1973, puis de 1976 à 1982. Conseiller général de Seine-et-Marne de 1961 à 1979, président de cette collectivité en 1965, il est élu en 1965 la mairie de Marolles, qu'il conservera pendant deux ans. Il est vice-président de l'Assemblée des présidents de conseils généraux de France de 1970 à 1979.)

(Né le 1^{er} janvier 1926 aux Ateliers (Algérie), Michel Ameller est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en droit. Entré en 1952 à l'Assemblée nationale au service des proches voisins, il devient chef de la division du matériel, puis du secrétariat de la commission des affaires culturelles, directeur de la section. Directeur général des services juridiques en 1978, il est nommé secrétaire général de l'Assemblée nationale en juin 1983. Fonction qu'il occupera jusqu'en 1992. Auteur de nombreuses études sur le fonctionnement de l'Assemblée, il a notamment publié deux ouvrages sur les « questions », ainsi que *L'Assemblée nationale au cœur de la démocratie* (1989) et un « Que sais-je », en 1994, intitulé *L'Assemblée nationale*.)

AU CARNET DU MONDE

Naissances

— Françoise Cayrol et Renaud Bandrillat, ont l'imense bonheur d'annoncer la naissance de leur fille,

Iris,

le 3 février 1995.

13, rue Nicolas-Fortin

75013 Paris

Mariages

A nos familles et amis, nous nous sommes mariés vendredi 17 février 1995, à Paris.

Diane et Philippe BRAMI.

Décès

— M^{me} André Bourgeois, née Simone Gelas, son épouse, M. et M^{me} Michel Durand, M. Thierry Bourgeois-Gelas, ses enfants, M^{me} Cécile Durand, sa petite-fille, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

M. André BOURGEOIS,

survenu dans sa quatre-vingt-unième année.

A la demande de ses proches et selon son souhait, plutôt que des fleurs, des dons peuvent être adressés à l'un des organismes suivants en précisant : — « Dons André Bourgeois », Institut Gustave-Roussy (recherche sur le cancer), 39, rue Camille-Desmoulins, 94805 Villejuif ; — Association Krouss-Thimay (préservation de l'enfance au Cambodge), 10, rue Dussoubs, 75002 Paris.

« La mesure de l'amour, c'est d'aimer sans mesure. » Saint Augustin, *Confessions*.

5, rue Moussemph, 64200 Biarritz.

— Les amis de

Albert DALY, ancien président de l'Association internationale des interprètes de conférence, ont la tristesse d'annoncer son décès, survenu le 16 février 1995, à son domicile à Londres.

— Geney.

M^{me} Louis Chaudenson, née Suzon, Françoise, Pierre, Marie-Noëlle et leur fils Olivier Chaudenson, M. et M^{me} Robert Chaudenson et leurs filles, Les familles Chaudenson, Derolde, Suzon et Pérouse, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Louis CHAUDENSON,

médecin au Médecin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Funérailles en l'église de Geney le samedi 25 février 1995, à 11 h 15.

Condoléances sur registre.

104, rue des Rameaux, 69730 Geney.

— Viergeux Ploq Fichet, son épouse, M^{me} Guy Ploq, Sylvie Ploq, Monique et Yvra Elies, M^{me} Madeleine Aoust-Schwartz, ont la douleur de faire part du décès de

Raymond FICHELET,

psychologue social, le 17 février 1995, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le 24 février, au crématorium du Père-Lachaise, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à Médecins sans frontières.

10, rue Richer, 75009 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Marie-Thérèse KRAFFT,

artiste-peintre, survenue le 22 février 1995, à l'âge de soixante-neuf ans.

De la part de M. et M^{me} Etienne Krafft, son frère et sa belle-sœur, M. et M^{me} Philippe Krafft et leur fille, Victoire, M^{me} Marie-Laure de Geoffroy et ses filles, Marline et Zoé.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 février, à 15 heures, en la basilique Saint-Clément, de Paris (7^e).

— M. Yves Raynouard, Frédéric et Marie Dominique, Olivier et Isabelle, Nanette et Jérôme, Elliot, Lés et Lola, Et toute la famille, font part du décès de

M^{me} Yves RAYNOUARD,

née Christiane Bancelbon, survenue le 23 février 1995, à l'âge de cinquante-sept ans.

Ses mots au moment du départ : temps, histoire et amour.

— M^{me} Jean Delmas, son épouse, M. et M^{me} Bernard Michélin, M. et M^{me} Bernard Delmas, ses enfants, Catherine et Bruno Estampe, Véronique Michélin et Pascal Poilliot, Bruno Michélin, Gérard et Catherine Delmas, Benoît Delmas, ses petits-enfants, Marine, Nicolas et Emmanuël, ses petits-neveux, Et toute leur famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean DELMAS,

agréé de l'Université, le 22 février 1995, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 25 février, à 9 h 15, en l'église de la Rédemption, à Lyon (6^e).

L'inhumation aura lieu en cimetière d'Yzore (Cantal).

72, rue Duguesclin, 69006 Lyon, 22, rue de la Sablière, 75014 Paris, 18, rue Georges-Bizet, 78000 Les Essarts-le-Roi.

— M. Jean Wajsbrot, dit Jean Lesco, son fils, Lélia Dimitria, David Wajsbrot, dit David Lesco, Micha Wajsbrot, dit Micha Lesco, ses petits-fils, Sophie Lesco, Maria Katz en Israël, sa sœur, Ses neveux et nièces, cousins et cousines, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rywka WAJSBROT,

survenue le 23 février 1995, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 27 février.

On se réunira à 10 h 30 à l'entrée principale du cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

— M^{me} Simon Lauras-Dupa, Ses enfants : Raphaël-Dupont, 10 ans, et la grande sœur : de vous annoncer le décès de

Simon LAURAS,

le 23 février 1995.

Les obsèques auront lieu en l'église de Soullans, le samedi 25 février, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Dons au Secours catholique.

Les Cherruys, route du Soullandon, 83300 Soullans.

— Jacqueline et Pavel Macsek, sa fille et son gendre, Thérèse, Marianna, Emmanuelle, ses petits-enfants, Et ses proches, font part du décès de

Emmanuel ROBLÈS,

écrivain, membre de l'Académie Goncourt, le mercredi 22 février 1995, dans sa quatre-vingt-neuvième année, et suspendu à ceux qui les ont connus son fils Paul (décédé en 1958) et son épouse Paulette (décédée en 1974).

L'inhumation aura lieu le mardi 28 février, à 15 h 45, au cimetière paroissien de Boulogne, avenue Pierre-Grenier.

6, rue Edouard-Detaille, 92100 Boulogne, 50, avenue de Nanterre, 87000 Limoges.

— Claude Chechi et les Editions du Seuil font part du décès de

Emmanuel ROBLÈS,

écrivain, membre de l'Académie Goncourt, le mercredi 22 février 1995.

L'inhumation aura lieu le mardi 28 février, à 15 h 45, au cimetière paroissien de Boulogne, avenue Pierre-Grenier.

(Lire ci-dessous.)

— Pour le vingt et unième anniversaire de la disparition de

Michèle CYPKIN,

agréée de l'Université, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Enquête
Le Gard
nouveau département des « affaires »
Demain dans les pages « Société »

Le Monde

La société de l'information au risque des oligopoles

par Patrice d'Oultremont, Riccardo Petrella et Philippe de Woot

LA réunion ministérielle spéciale du G7 sur la société de l'information, ses développements et ses perspectives reflète l'importance que les dirigeants des sept pays les plus industrialisés du monde accordent aux bouleversements économiques, sociaux, culturels et politiques qu'ils attendent de l'avènement de la société de l'information. Ils pensent, à juste titre, que la société de l'information représentera l'une de ces grandes «révolutions» qui changent l'histoire humaine, comme la société industrielle par rapport à la société agricole.

Initiative louable donc. Cependant, au vu des informations officielles et des débats préparatoires (par ailleurs entièrement absents sur le plan public, aussi bien aux États-Unis qu'au Japon, en France qu'en Allemagne fédérale, en Italie ou en Espagne), il est à craindre que cette réunion fasse apparaître l'ampleur du décalage existant entre, d'une part, la reconnaissance (verbale) des transformations profondes liées à la société de l'information et, d'autre part, le caractère réducteur et étié (réel) des visions sociétales et politiques qui inspirent les intentions d'action de ceux qui participeront

à la réunion. Les pouvoirs publics semblent débordés par la nouvelle société de l'information (plutôt locale et mondiale à la fois) et obnubilés par les prouesses de la technologie et les perspectives mirabolantes de nouveaux marchés. Ainsi paraissent-ils incapables d'élaborer et de proposer une vision «politique» globale et à long terme de l'ensemble des opportunités, enjeux et problèmes liés à la société de l'information. Ce vide

priorités de la société de l'information. Ce sont les représentants des grands groupes industriels internationaux qui ouvriront la réunion du G7 à Bruxelles par une table ronde censée, précisément, fixer le cadre du débat sur les tenants et les aboutissants de la société de l'information.

Dans ces conditions, la réunion risque de mettre l'accent uniquement sur les infrastructures, les investissements, les questions

cial, humain, culturel et politique.

Deux erreurs sont à éviter. Réduire tout à des problèmes d'outils, de marchandises, de réseaux, de jeux d'entreprises et de règles marchandes d'accès et d'usage serait la première erreur. Le G7 passerait, ce faisant, à côté de l'essentiel, à côté des grandes questions que soulève la société de l'information et, en particulier, la transition vers cette société : comment mesurer la valeur de l'information et de la connaissance sous-jacente ? Quels nouveaux pouvoirs émergeront ? Comment éviter que la société de l'information ne se traduise par le renforcement des élites ? Quel nouvel État, et à quel niveau, faudra-t-il promouvoir ? La société de l'information mondiale sera-t-elle organisée en l'absence de pouvoirs politiques mondiaux ? Pour qui, par qui et comment changer le système éducatif ? Quel respect assurer des diversités culturelles et de la multiplicité des langues ? Quels nouveaux emplois permettra la société de l'information pour combattre le chômage et l'exclusion sociale ?

Et encore : peut-on empêcher que les personnes deviennent des terminaux « mobiles » pour des réseaux mondiaux d'entreprises

virtuelles ? Quel sera, quelle devra être la place de l'Afrique, de l'Inde, de l'Ouzbékistan, de la Colombie dans la société de l'information ?

La seconde erreur consiste à laisser le développement de la société de l'information entièrement confié au secteur privé et aux forces du marché. Compte tenu de la dynamique et de la puissance des groupes financiers et industriels privés (que l'on songe à ATT, CNN, Time Warner, Matsushita, Bertelsmann, Sony, Microsoft, Philips, Mitsubishi, Toshiba, IBM, Viacom, Murdoch, British Telecom, Ericsson...), on irait tout droit vers la constitution et la domination de quelques oligopoles mondiaux. Les alliances, les fusions, les accords de coopération entre les grands groupes privés cités vont déjà plus vite que l'élaboration des politiques publiques.

Cela n'est pas étonnant car le dynamisme du capitalisme « global » qui est en train d'assurer la direction des affaires économiques mondiales repose sur une capacité stratégique sans commune mesure avec elle des pouvoirs publics nationaux et internationaux.

Or ce sont justement ces acteurs du capitalisme « global » qui ont

besoin des autoroutes et des TGV de l'information et de la communication, cela dans un contexte de croissante libéralisation, dérégulation et privatisation, pour mieux gérer la mondialisation du capital, des finances, du commerce, des marchés.

En face de ces deux erreurs à éviter, la rencontre de Bruxelles doit montrer que les pouvoirs publics sont décidés à remettre la politique (l'intérêt général) au centre de la réflexion et de l'action du développement de la société de l'information. Elle devrait représenter une occasion majeure pour donner un sens social nouveau à l'économie mondiale de l'information en émergeant, et offrir une occasion unique pour réfléchir et proposer la mise en place à l'échelle internationale des dispositifs et mécanismes destinés à faire de la satisfaction de la demande sociale le principal moteur du développement de la société de l'information.

Patrice d'Oultremont est consultant en multimédia. Riccardo Petrella et Philippe de Woot sont professeurs à l'université catholique de Louvain.

Le G7 peut marier autoroutes de l'information et intérêt général... ou livrer cette révolution à quelques groupes planétaires

du « politique » laisse le champ libre aux visions et aux stratégies – fortes – proposées par le secteur privé, surtout les industries de l'information et de la communication.

Depuis plusieurs années, on assiste à une accélération de la prise en main par les industriels (et les financiers) de la direction des événements : c'est à eux qu'on dévolue la définition des enjeux et des

commerciales, la propriété intellectuelle, les normes et les standards, la compétitivité, de débattre de la libéralisation des marchés, de la dérégulation de l'État et de la privatisation des services publics, de célébrer les vertus de la télévision interactive, du télétravail et de la réalité virtuelle ; et de ne payer qu'un tribut formel à la prise en compte des opportunités et des problèmes au plan so-

Infostructure et partenariat

par Lucio Stanca

LES politiques se réunissent cette fin de semaine pour une conférence ministérielle sur la société de l'information. Leur simple présence à Bruxelles adressera un message important au reste du monde : les gouvernements comprennent qu'ils ont un rôle déterminant à jouer pour faciliter le déploiement d'une infrastructure globale d'information (IGI).

De nombreuses manières, les futures autoroutes de l'information sont déjà là. Construire sur cette base technologique nécessite à mon sens que secteur public et secteur privé traitent ensemble une série de défis lors de la première réunion jamais organisée sur la société de l'information. Comment allons-nous devenir une « véritable » société de l'information où chacun puisse bénéficier de la technologie ?

Les bénéfices potentiels de la création d'une IGI sont considérables. Au fur et à mesure qu'évoluera cette « infrastructure », on verra s'accroître le nombre d'emplois, la productivité et la compétitivité. L'élargissement de l'accès aux technologies de l'information entraînera une élévation du niveau de vie.

Pour que nous devenions cette « véritable » société de l'information, il faut que ce qui sortira de la réunion de Bruxelles soit plus qu'un geste symbolique porté par l'air du temps. Les gouvernements doivent accepter de jouer un rôle plus déterminant pour la réduction des barrières qui demeurent à l'expression des forces du marché. Comme le soulignent le rapport Bangeman sur « L'Europe et la société globale de l'information », nous devons « faire confiance aux mécanismes du marché » et « encourager un esprit d'entreprise qui permette l'apparition de nouveaux secteurs dynamiques dans l'économie ».

Hélas, lorsqu'il s'est agi d'envoyer les technologies de l'information, l'Europe, jusqu'ici, a été réticente à faire confiance aux forces du marché. Il est, par exemple, inacceptable que quelques membres de l'Unio européenne n'aient pas respecté les délais fixés pour la libéralisation des télécommunications qui avaient fait l'objet d'un accord à Bruxelles.

Un grand débat s'est ouvert sur les technologies de l'information : sont-elles créatrices ou destructrices d'emplois ? Une comparaison des taux de chômage entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis ne semble pas indiquer que les technologies de l'information entraînent des pertes d'emplois massives. Malgré les énormes investissements en informatique réalisés au cours de la dernière décennie, le taux de chômage est res-

té pratiquement stable aux États-Unis, à environ 5,5 %. En Europe de l'Ouest, où l'investissement a été moins élevé, environ 11 % de la population active est sans emploi.

La conclusion d'une étude récente concernant les effets des technologies de l'information sur l'emploi, réalisée par l'Institut d'études économiques sur l'innovation et les technologies de Maastricht, est que les technologies de l'information créeront dans le monde plus d'emplois qu'elles n'en feront disparaître. Les auteurs indiquent toutefois que, pays par pays, le résultat est moins clair.

Si l'Europe n'agit pas, elle perdra du terrain sur les États-Unis et l'Asie-Pacifique

Ce qui est clair, à mon sens, c'est que les pays les plus lents à réaliser les réformes indispensables et à se préparer pour l'avenir non seulement seront moins gagnants, mais risquent d'être perdants dans la concurrence internationale.

Si l'Europe veut être gagnante sur la scène internationale, elle doit s'en donner les moyens en intégrant les technologies, faute de quoi elle risque de perdre du terrain sur les États-Unis et la région Asie-Pacifique. L'Europe doit agir en prenant davantage la mesure des urgences pour la mise en œuvre de politiques créatrices d'emplois et favorables à un plus large recours aux technologies de l'information. L'Europe doit agir aujourd'hui pour faire progresser : – les modifications du contexte

réglementaire favorables à un renforcement de la concurrence, à un abaissement des coûts des télécommunications et à la protection de la vie privée pour les usagers ;

– les modifications du droit du travail qui permettront des méthodes de travail nouvelles, plus souples, telles que le télétravail, où une personne devient un « producteur individuel » dans une entreprise décentralisée, « virtuelle » ;

– les modifications d'attitudes propres à éviter à ce continent de devenir une société à deux vitesses où seulement une partie de la population aurait accès aux technologies nouvelles et en maîtriserait le maniement.

Devenir une « véritable » société de l'information où tout le monde peut bénéficier des technologies supposera un partenariat sans précédent entre secteur public et secteur privé. Préparer les Européens à l'avènement de la société de l'information suppose que les gouvernements montrent l'exemple et recourent à ces technologies pour l'accomplissement plus efficace du service public.

De même, si nous devons concrétiser les bénéfices de la convergence des technologies, l'industrie doit améliorer sa capacité à mettre au point des normes ouvertes et connectables qui rendent l'utilisation du téléphone et des ordinateurs portables aussi aisée que celle des divers éléments d'une chaîne stéréo. C'est seulement par un travail en partenariat que nous pourrions assurer la concrétisation des principes d'égalité d'accès et de facilité d'emploi.

Lucio Stanca est président-directeur général d'IBM Europe.

Une chance pour la culture française

par Bruno Oudet

LE développement de la communication par les ordinateurs reliés en réseau marque profondément les prochaines années. On le voit déjà aujourd'hui avec la croissance d'Internet, le réseau des réseaux : un million d'utilisateurs nouveaux chaque mois, un doublement des communications chaque année. Demain, sons, images et données numérisées circuleront à très grande vitesse sur les autoroutes de l'information, ignorant les distances et les vitesses, et donnant ainsi une consistance au concept de village global.

Pour en comprendre les implications linguistiques et culturelles, il faut mesurer la puissance et comprendre l'économie des réseaux et des informations numérisées qu'ils véhiculent. La puissance est le résultat de l'insertion d'ordinateurs dans la chaîne de communication. Ils apportent leur capacité de stockage et d'exécution instantanée de tâches répétitives. L'envoi d'un journal d'information à cinq mille personnes ne nécessite que cinq minutes d'intervention. L'économie de ce nouveau support est caractérisée par des coûts fixes ; les coûts de diffusion sont négligeables. Il est presque aussi coûteux de produire l'information que dans le passé (mis à part les coûts de présentation plus réduits grâce aux outils de mise en page), mais on peut la diffuser mondialement avec des budgets réduits, voire nuls. Aucune autre production ne bénéficie d'une structure de coûts comparable qui se traduit par des économies d'échelle très élevées.

On mesure alors les chances de notre langue et de notre culture, mais aussi la nécessité de s'organiser. En effet, il ne faut d'abord pas se cacher que les Américains sont à la pointe de cette technologie de communication. La langue anglaise et la culture américaine sont donc les premières à être diffusées. L'économie des réseaux joue à plein en leur faveur. Une production dont le coût a déjà été amorti sur le public américain peut être alors diffusée à des prix modiques dans le monde entier.

La tentation est alors grande de conclure qu'il faut « jouer au mieux pour défendre sa langue », ou d'essayer de construire d'autres réseaux aux normes françaises ou européennes, un réseau Minitel amélioré par exemple. Ce n'est malheureusement plus possible par rapport à un tel raz de marée. De plus en plus de pays cherchent à se connecter à Internet. On peut par exemple citer la Chine qui, après quelques mois de connexion par une ligne à bas débit, demande l'installation de deux lignes de haut débit. Contrecarrer cette avancée inévitable ne pourrait conduire qu'à un isolement progressif.

La solution serait plutôt d'utiliser au mieux ces nouvelles possibilités pour atteindre par les réseaux un niveau de présence qu'il n'était pas possible d'envisager par les moyens traditionnels. Pour aller au-delà des initiatives ponctuelles encore insuffisantes, il nous faut réfléchir à une stratégie de présence d'atteindre une présence inenvisageable autrement.

Un moyen d'atteindre une présence inenvisageable autrement

La solution serait plutôt d'utiliser au mieux ces nouvelles possibilités pour atteindre par les réseaux un niveau de présence qu'il n'était pas possible d'envisager par les moyens traditionnels. Pour aller au-delà des initiatives ponctuelles encore insuffisantes, il nous faut réfléchir à une stratégie de présence

de la langue et de la culture françaises sur les réseaux. Elle pourrait comporter trois volets : développement d'un espace d'informations gratuites d'intérêt général, soutien aux initiatives commerciales et coordination des actions des administrations.

On a pris l'habitude de trouver sur les réseaux des informations gratuites, libres de tout droit dans le cas d'une utilisation non commerciale. Ces informations sont mises à la disposition du public par les administrations, les universités et leurs bibliothèques, les fondations... Il faut, au risque de ne pas exister sur le réseau, avoir une véritable politique d'informations gratuites, même si cela passe par des subventions accrues (à la Documentation française par exemple). Un budget de bourses pourrait aussi encourager les initiatives individuelles, ces publications « à compte d'auteur » dont la richesse est une des clés du succès d'Internet.

L'entreprise qui désire offrir un produit en français sur le réseau se trouve désavantagée par la taille de son marché vis-à-vis de ses concurrents anglophones. Il en résulte des écarts de prix importants, comme celui entre l'encyclopédie de Microsoft (450 francs aux États-Unis) et celle de Bordas, beaucoup plus complète, mais qui se vend à plus de 7 000 francs ! Il faudra donc bien encourager les entreprises françaises pour qu'elles puissent arriver à des prix compétitifs. Celles-ci devront sans doute multiplier les alliances et tirer le plus grand parti de synergies, en recourant par exemple les informations : une information produite pour un public sur un support est recyclée sur un autre support pour un autre public.

Enfin, il s'agit de coordonner au mieux les actions des différentes institutions publiques actives dans le cadre de la francophonie pour éviter les duplications d'investissements.

Le développement de la communication par les réseaux d'ordinateurs constitue une grande chance pour qui saura la saisir. La langue anglaise, de par son poids, le fait naturellement. Pour la France, cela demande une volonté d'organisation, de redéploiement rapide de budgets. Dans cette optique, on ne peut que se féliciter de deux initiatives récentes : la proposition de mise en place d'un fonds de soutien aux créateurs du multimédia et l'appel à des projets d'expérimentation sur les autoroutes de l'information.

Bruno Oudet est professeur à l'université Joseph-Fourier de Grenoble et détaché à l'ambassade de France à Washington. Il s'exprime ici à titre personnel.

AU COURRIER DU MONDE

LA QUALITÉ DES EURO-FONCTIONNAIRES GRECS

Sous le titre « Babel à Bruxelles », Jean de la Guévière a écrit, dans *Le Monde* du 12 janvier : « L'entrée de la Grèce dans le club, en 1986 (en fait en 1981), fut un peu bâclée. Ses fonctionnaires n'avaient généralement pas le niveau requis par les concours qui, normalement, permettent d'accéder à la fonction publique européenne. » En 1986, pour l'entrée des Espagnols et des Portugais, les consignes furent d'éviter le laxisme qui avait prévalu en faveur des Grecs », raconte un ancien président de jury.

L'Association des fonctionnaires hellènes auprès des organisations internationales compte environ 430 membres qui travaillent au sein d'organisations internationales aussi diverses que la FAO ou

le Conseil de l'Europe. Les fonctionnaires grecs qui sont entrés dans la « fonction publique européenne » ont fait des études universitaires (souvent de troisième cycle) hors de Grèce. Attacher ces fonctionnaires titulaires de diplômes délivrés par diverses universités européennes revient à remettre en cause la validité de tous les jurys qui ont reconnu leur valeur. Il en est, d'ailleurs, de même pour les titulaires diplômés des universités grecques.

N'oublions pas que les candidats, avant d'accéder à leurs fonctions européennes, doivent être sélectionnés par des concours particulièrement rigoureux. Dotter de la validité de l'admission des fonctionnaires grecs, c'est mettre en doute l'intégrité même de ces jurys européens. Or ceux-ci sont pourtant composés de membres

issus de tous les États de l'Union européenne.

Est-il besoin de souligner que, par la suite, la progression hiérarchique des fonctionnaires européens de nationalité grecque n'a nullement été inférieure à celle de leurs autres collègues, loin de là... I Spyridon Efsthathopoulos

UNE RÉPLIQUE SALUTAIRE

Comment ne pas approuver le pertinent article de Jean Préfaut (« Contre la psychanalyse alibi », *Le Monde* du 10 février) contre les élucubrations de Daniel Sibony (« De l'espoir sans Delors », *Le Monde* du 12 janvier) ? Comme vous avez bien fait de publier cette réplique ! Fidèle lecteur du *Monde* depuis un demi-siècle, je vous avouerai que j'étais étonné qu'un pareil journal ouvre ses colonnes à ces pauvretés prétentieuses et

grinchuses de Sibony. Merci et bravo d'avoir fait du toilettage.

Paul Veyne, professeur au Collège de France

SURPRISE-SURPRISE

Lionel Jospin déclare vouloir faire appel, comme premier ministre, à Jacques Delors, qui accepte, ce qui n'est nullement contradictoire avec son refus d'être candidat à la présidence. L'inconcevable rigoriste en tandem avec l'european pragmatique et en plein accord préalable, que pensez-vous qu'il arrivera en mai prochain ? Jacques Chirac et Edouard Balladur seront présents au premier tour, et, à l'issue de ce premier tour de piste, Lionel Jospin ira à l'Elysée et Jacques Delors à Matignon.

Pierre Berrut Maisons-Laffitte

Le Monde

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

« L'arme nucléaire »

sque des oligopoles

Quel sera, quelle sera la place de l'Afrique, de l'Asie, de l'Océanie, de la Corée dans la société de l'information ?

La seconde erreur consiste à croire que le développement de la société de l'information est entièrement confiné au secteur privé et aux marchés du marché. L'omniprésence des entreprises technologiques et de la puissance des entreprises technologiques et industrielles, comme on le voit à l'ère de l'information, ne signifie pas que le secteur public ne joue aucun rôle. Les entreprises technologiques et industrielles, comme on le voit à l'ère de l'information, ne signifie pas que le secteur public ne joue aucun rôle. Les entreprises technologiques et industrielles, comme on le voit à l'ère de l'information, ne signifie pas que le secteur public ne joue aucun rôle.

Le Monde

Israël et l'arme nucléaire

« LES choses ont bougé » entre Israël et l'Égypte à propos de la querelle stérile qui les opposait depuis des mois sur le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Annoncé par le chef de la diplomatie égyptienne, Amr Moussa, dès le début de la semaine, ce premier constat d'un léger progrès a été confirmé, jeudi 23 février, au terme d'une visite au Caire de son homologue israélien, Shimon Pérès. Une négociation s'est donc enfin amorcée entre les deux pays, qui se livraient depuis plusieurs mois à des manœuvres diplomatiques, sur un sujet que l'échec de la reconduction du TNP en avril prochain avait brusquement mis à l'ordre du jour.

Signataire du TNP - en tant que membre non nucléaire, ce qui l'engage à ne pas se doter de l'arme atomique -, l'Égypte affirmait qu'elle ne renouvellerait pas son adhésion au document si l'État juif ne faisait pas de même. Israël, qui n'a jamais signé le TNP, défendait son droit de s'abstenir aussi longtemps que la paix n'aurait pas été conclue au Proche-Orient. Les échanges d'accusations avaient même atteint le sommet des deux États : le premier ministre, Itzhak Rabin, évoquait un « vent malsain » au ministère égyptien des affaires étrangères, et le président égyptien Hosni Moubarak voyait dans ces critiques une preuve de la volonté d'Israël de ne pas négocier.

Qu'est-ce qui a « bougé » dans cette affaire qui concerne, au plus haut point, l'ensemble de la sécurité au Proche-Orient ?

La croissance par Tetsu



Penser « l'après-G 7 »

Suite de la première page

L'autre critique la plus fréquente adressée au G 7 et à ses « aménagements » spécialisés, c'est sa faible représentativité. « Comment peut-on débattre des grands problèmes de l'économie mondiale en l'absence de ceux qui en seront les principaux acteurs demain, le monde asiatique dans son ensemble notamment », s'interrogeait ainsi à Davos Ingvar Carlsson, le premier ministre suédois, coprésident d'une commission internationale à l'origine d'un rapport sur « un gouvernement global ». La présence, régulière désormais, de la Russie aux « grands sommets » est peut-être un premier pas. Celle de la Chine ne devrait pas tarder.

Les 26 et 27 février, les ministres des sept grands pays industriels vont débattre des enjeux et des règles du jeu à envisager autour des autoroutes de l'information. Des pays disposant d'un savoir technologique en la matière, comme Israël, ne sont pas invités à la partie. L'accès de ces réseaux de communication à tous, notamment aux pays en développement, sera un des thèmes à l'ordre du jour, selon Martin Bangemann, le commissaire européen chargé des technologies de l'information. Mais les pays en question ne seront pas présents.

Les sept grands pays industriels continuent à se réunir en directoire comme si l'économie mondiale n'avait pas changé depuis vingt ans

Peu efficaces et peu représentatifs, ces G 7 n'en sont pas moins le signe d'un besoin : celui d'une organisation assurant la « supervision » d'une économie mondiale qui se globalise, qui s'unifie. « La monnaie, les flux financiers, le commerce, l'environnement, la population, les problèmes sociaux, tous ces grandes questions de l'économie mondiale sont de plus en plus liées », explique volontiers Jacques Delors, « elles doivent être traitées ensemble, et non plus par des organismes qui s'ignorent ». Peter Sutherland, le président - intérimaire - de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), approuve : « Nous avons effectivement un monde structuré dans l'économie mondiale, aussi bien en ce qui concerne (dans tous ces domaines) la conception des politiques que leur exécution. »

AU FIL DES PAGES REVUES INTERNATIONALES

Théories des guerres

Le monde de l'après-guerre froide est maintenant celui du chaos, le « nouvel ordre international » que George Bush appelle de ses vœux n'existe pas : ce constat est devenu une telle platitude qu'il convient de saluer les efforts des chercheurs, encore peu nombreux, qui, dans les diverses revues de politique étrangère, tentent de clarifier ce désordre.

Pour l'Américain Stanley Hoffmann, le concept énoncé par George Bush était désuet dès le départ : « Il avait été fait pour un monde de conflits entre États, et l'on se trouve désormais dans un monde où ce qui est en cause, c'est la nature même de l'État (1). » De fait, le dernier conflit véritablement international, la guerre du Golfe, fut atypique. Celui qui oppose Israël et ses voisins s'est nettement atténué depuis dix ans, et l'affrontement Pérou-Équateur semble devoir rester une flambée vite contrôlée sous patronage américain. Les vraies guerres d'aujourd'hui sont nationales : de la Bosnie au Cambodge, de l'Angola à l'Afghanistan, de la Somalie au Libéria en passant par le Rwanda et Haïti, elles mettent aux prises divers dans s'affrontant sur les ruines d'un État ravagé, voire inexistant.

Or le critère ethnique n'est pas la seule motivation. Dans une remarquable étude (2) sur « les économies de guerre dans les conflits de faible intensité », Jean-Christophe Rufin, maître de conférences à Science-Po, analyse ce qu'il faut bien appeler le « retour à la barbarie ». Son point de départ est que la fin de la guerre froide a ramené les guérillas vers l'intérieur des pays en les privant des sanctuaires périphériques autrefois offerts par les voisins (le Nord-Vietnam dans les conflits indochinois) ou par les organisations internationales (les camps de réfugiés afghans au Pakistan). Aujourd'hui, il n'y a plus d'aide communiste, et les États du Sud, tous plus ou moins fragiles, cherchent moi-même à se déstabiliser mutuellement.

Résultat : les guérilleros doivent trouver sur place les ressources qu'ils recevaient auparavant de l'extérieur. Ils le font sur la base de la prédation (en pressurant les paysans) et de la criminalisation, avec le trafic de drogue notamment (l'auteur note au passage qu'en Afghanistan les surfaces plantées en pavot ont doublé depuis la fin de la guerre avec les Soviétiques). Les groupes armés deviennent des « PME de guerre » d'autant moins contrôlées que les chefs nominaux, qui autrefois tenaient leurs troupes en même temps que la clef des magasins, dépendent des petits chefs sur le terrain pour leur propre ravitaillement. Un bon exemple est celui de la Somalie où, selon le chercheur Bishan Torabi, les seigneurs de la guerre ont créé la famine, « se servant de la nourriture comme d'une arme pour se combattre les uns les autres (3) ».

Un autre résultat est que les populations souffrent encore plus que par le passé. La criminalité s'est substituée à l'idéologie, mais ce sont toujours les plus durs qui survivent : Sétier lumineux au Pérou, Khmers rouges au Cambodge, les mouvements analogues au Sri-Lanka et aux Philippines, plus récemment le GIA en Algérie, tous fonctionnent pratiquement en circuit fermé et vivent délibérément un niveau de terreur supérieur à celui de la répression menée par le camp d'en face. En comparaison, « les guérillas idéologiques » des années 60 et 70 ont échoué pour avoir refusé la voie de la « violence totale », bref par « excès d'humanité », conclut Jean-Christophe Rufin.

C'est tout le contraire qui se produit dans les pays développés, où le principe de la « guerre à zéro mort » (dans son camp bien sûr, mais aussi, si possible, chez l'autre) tend à devenir la règle. L'Américain Edward Luttwak voit dans cette volonté nouvelle des armées modernes plus qu'un reflet des structures démocratiques et de la médiatisation des conflits. Pour lui, la vraie raison est démographique, avec la réduction du nombre des enfants par famille et la baisse de la mortalité infantile dans tout le monde blanc, deux phénomènes qui donnent plus de prix à la vie de chacun (4). Il reste que les « grands » ne peuvent se dérober à leurs obligations. Pour le Britannique Lawrence Freedman, spécialiste de la stratégie nucléaire, l'éloignement de toute perspective de guerre mondiale n'enlève rien au fait qu'une seule explosion atomique survient à la faveur de ces conflits nationaux serait quelque chose d'accepté et qu'il est de l'intérêt vital des puissances de l'éviter. Or « le fait de refuser (aux autres États) toute capacité d'auto-défense nucléaire crée une obligation de fournir une garantie de sécurité (5) ». Autrement dit, on peut avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre, la non-prolifération et le désengagement...

Michel Tatu

- (1) *Politique étrangère* (n° 4, hiver 1994-1995). Ce numéro contient un important dossier sur l'Amérique de Clinton.
- (2) *Défense nationale*, décembre 1994 et janvier 1995.
- (3) *Politique internationale*, n° 66, hiver 1994-1995.
- (4) *Europäische Rundschau*, n° 94/4, automne 1994. Cet article est repris de la revue américaine *Foreign Affairs*.
- (5) *Survival*, revue trimestrielle de l'Institut international des études stratégiques de Londres, hiver 1994-1995.

ce pour la culture française

det

La posture de cette technique de communication est une attitude d'humilité et de respect. Elle est une posture de dialogue et de coopération. Elle est une posture de respect et de reconnaissance. Elle est une posture de dialogue et de coopération. Elle est une posture de respect et de reconnaissance. Elle est une posture de dialogue et de coopération. Elle est une posture de respect et de reconnaissance.

Un moyen d'atteindre une présence inenvisageable autrement

La posture de cette technique de communication est une attitude d'humilité et de respect. Elle est une posture de dialogue et de coopération. Elle est une posture de respect et de reconnaissance. Elle est une posture de dialogue et de coopération. Elle est une posture de respect et de reconnaissance.

Revirement

EDOUARD BALLADUR n'avait pas tort d'écrire, en 1990, que la candidature du premier ministre à la présidence de la République nuit à la qualité de la gestion des affaires publiques. Alors même qu'il aura attendu le milieu du mois de janvier pour se déclarer candidat à l'élysée, les cinq semaines écoulées depuis lors sont la démonstration parfaite de son analyse d'il y a cinq ans. La publicité donnée au rapport Laurent sur les universités, la contestation de la circulaire sur les IUT, l'affaire Schiller-Marchal et, maintenant, celle des espions américains en France sont autant d'illustrations des interférences de la compétition présidentielle dans l'action du gouvernement.

Les décisions prises en concertation par les différents lieux de pouvoir concernés - l'Élysée, l'Assemblée nationale, le Quai d'Orsay, le ministère de l'Intérieur et l'Élysée, - informés par la Direction de la surveillance du territoire des « ingérences » de plusieurs ressortissants américains, dont des diplomates, ont été divulguées à un moment où elles étaient à l'origine d'une controverse politique. Pourtant, le ministre des affaires étrangères confirmait, mercredi 22 février, la réalité des soupçons pesant sur ces agents de la CIA et le fait que l'attitude adoptée par le gouvernement français avait été déterminée en commun par l'ensemble des responsables ayant à en connaître.

Le revirement d'Alain Juppé.

Calculez vos impôts.

36 15 LEMONDE

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombetti, président du directoire, directeur de la publication : Dominique Aubry, directeur général : Noël-Jean Bergamaschi, directeur de la rédaction : Éric Fathion, directeur de la gestion : Anne Chassagnon, directeur délégué : Réda Khatib, en chef : Thomas Frenkel, Évelyne Pissel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction : Bruno de Camille, Laurent Grellecq, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig. Mandat Lucbert, directeur du Monde des débats : Alain Rollat, conseiller de la direction : Daniel Vernat, directeur des relations internationales : Alain Roumieu, secrétaire général de la rédaction : Médiateur : André Laurens. Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Berville-Méry (1946-1950), Jacques Pionnet (1950-1952), André Laurens (1952-1953), André Fontaine (1953-1959), Jacques Lemaire (1959-1964). Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 500 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Berville-Méry, Société anonyme des journaux du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombetti, président du directoire. RÉDACTION ET SIEGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 40-45-25-26 Télécopieur : (1) 40-45-25-99 Tél. : 200.8066. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BERVILLE-MÉRY 94852 VRY SUR SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-45-25-23 Télécopieur : (1) 40-45-30-10 Tél. : 26.3117.

TEXTILE Les distributeurs de la filière textile-habillage ont dit leur loi aux industriels, qui ont supprimé la moitié des emplois en dix ans. Les soldes permanents révèlent un dys-

fonctionnement du système. ● LES CHAINES SPÉCIALISÉES utilisent l'informatique pour travailler sans stocks et adapter en temps réel leurs articles à la demande des

clients. Chez Marks & Spencer, l'enregistrement d'un article à une caisse électronique déclenche un processus qui va de la fabrication du même article à son remplacement

dans les rayons. ● LES CIRCUITS de distribution maîtrisent également les importations, empêchant les industriels de décider, comme autrefois, des prix. Ils détiennent mainte-

nant près des deux tiers du marché. ● TROIS MINISTRES ont prévu de se rendre aux états généraux de la profession, qui se tiennent les 24 et 25 février à Paris.

L'industrie de l'habillement est passée sous la coupe de la distribution

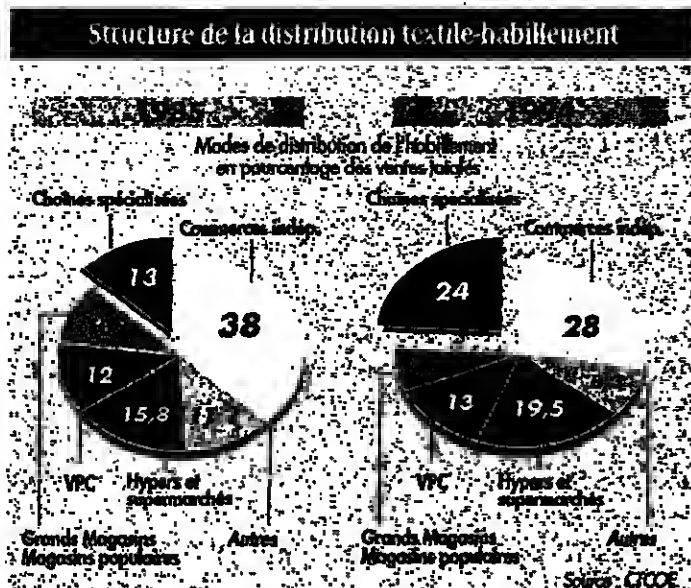
Ouverts, vendredi 24 février, par le ministre de l'industrie, les états généraux textile-habillage-distribution se penchent sur l'avenir d'un secteur industriel que le commerce a vassalisé

DE L'AVEU DE TOUS, c'est une première. Mais c'est aussi un symbole. Les états généraux textile-habillage-distribution, qui devaient ouvrir, vendredi 24 février, le ministère de l'industrie, José Rossi, scelleront la reprise d'un certain dialogue entre industriels et commerçants. Un dialogue que trois années de récession ont mis à mal, mais que chacun souhaite renouer, aujourd'hui, pour débattre, comme le proclame le slogan de la manifestation, des « opportunités et stratégies gagnantes de l'an 2000 ».

C'est qu'il y a urgence. « La manie en puissance des pays en voie de développement, l'ouverture généralisée des frontières, vont changer radicalement les conditions du marché mondial », rappelle Georges Jollès, président de l'Union des industries textiles (UIT). « Nous devons sortir d'une spirale dangereuse », ajoute Henri Weill, président de l'Union française des industries de l'habillement (UFIH), qui sait le prix payé par la profession à une modernisation mal maîtrisée : la perte de la moitié de ses emplois en dix ans.

Même le commerce y voit son intérêt. Il a pris, ces dernières années, la mesure de certains dysfonctionnements du système : 50 % des produits textiles fabriqués sont aujourd'hui vendus soldés. Personne - et surtout pas les commerçants - n'a osé laisser un tel état de fait perdurer. « Les gâchis ne sont pas dans la production ni dans la distribution, mais dans les rapports entre les deux », souligne François Dert, vice-président du cabinet de consultants Solving International. Mais ces états généraux marquent surtout la reconnaissance implicite, par toute une branche industrielle, d'un nouvel état de fait : sa dépendance, sa vassalisation même, par la distribution.

UNE INDUSTRIE SANS USINES
La raison tient en une boutade : « C'est la mode qui se vend qui fait la mode ». Aucune industrie, sans doute, n'est autant soumise à la tyrannie du consommateur. Donc à celle des distributeurs. Comme le note une récente étude d'Eurostat, « le prêt-à-porter est devenu, au fil des décennies (...), une industrie sans usines, dont la priorité est l'axe de la création et de la gestion de marques. Or ces deux fonctions sont principalement l'apanage des distributeurs. Parce que [ces derniers entretiennent] le lien le plus direct avec le consommateur, ils disposent d'un pouvoir incontournable ».



En près de 10 ans le commerce des chaînes spécialisées s'est renforcé au détriment des commerces indépendants.

Perçu depuis quelques années, ce phénomène ne cesse de s'accroître. D'abord, parce que toute la branche vit toujours très largement, malgré l'essor des textiles techniques, des ventes de l'habillement et des textiles de maison, pesant encore 46 % et 36 % des débouchés totaux des producteurs de fibres et de tissus. Ensuite, parce que la distribution s'est profondément concentrée. En dix ans, la part des principaux circuits est passée, en France, de 48 % à 64 %. Parallèlement, le poids du petit commerce indépendant est tombé de 38 % à 28 %. Et l'évolution est loin d'être achevée. Si l'essor des hypermarchés demeure une spécialité de l'Europe du Sud, la poussée des chaînes spécialisées - Burton ou Next en Grande-Bretagne, Camaïeu, Celio, Naf-Naf et autres Promod en France - se renforce dans toute l'Europe.

Cette mutation profonde a bouleversé les rapports industrie-commerce. Le déclin des petites boutiques indépendantes a mis à mal des relations anciennes qui voyaient les industriels présenter leurs collections à autant d'interlocuteurs différents et isolés. Le rapport de forces était favorable à l'industrie, maîtresse du rythme de ses collections et, très largement, de ses prix.

Avec la grande distribution, comme avec les chaînes succursales ou franchisées, le dialogue est tout autre. Les unes et les

autres ont développé leur propre réseau d'approvisionnement, réseau mis au service d'une logique commerciale axée la plupart du temps sur des prix bas. Les importations du tiers-monde en ont bénéficié. « En France, déplore ainsi Martial Videt, secrétaire fédéral CFDT, la distribution gère l'essentiel des échanges d'habillement nationaux et internationaux. C'est donc elle qui engrange l'argent généré par ces flux. Alors que, outre-Rhin, les industriels qui se sont battus pour garder la maîtrise de ces flux n'ont pas été exclus du jeu. » La perte de contrôle des importations - donc des recettes - se fait d'au-

Marks & Spencer automatise la gestion de ses stocks

POUR FÊTER cette année ses dix ans de présence en France, le britannique Marks & Spencer a décidé, au printemps 1994, de se positionner comme un magasin populaire. La gestion des stocks se plaçait au cœur même de cette réflexion, puisqu'elle représentait une source d'économies et doit assurer aux points de vente du groupe des étalages toujours remplis. En 1992, Marks & Spencer s'était doté de l'EDI (échange de données informatisées), un système d'échange avec ses fournisseurs qui, de la commande au règlement, fonctionne par télétransmission. A la fin de l'année dernière, le groupe est allé plus loin en automatisant l'intégralité de la chaîne, de la vente du produit au réassortiment des magasins. Désormais, lorsqu'une caissière encaisse une vente, cette dernière est instantanément notifiée à l'ordinateur central du groupe. Cette information déclenche automatiquement un ordre de commande

du produit à remplacer, qui est transmis en simultané aux fournisseurs grâce à l'EDI. La comptabilisation automatisée des ventes permet en outre au groupe de se rendre rapidement compte du succès d'un produit et d'adapter sa stratégie commerciale en conséquence.

Les délais entre une vente et le réassortiment des magasins se sont considérablement réduits, et les économies escomptées n'ont pas tardé à se faire sentir : dans le textile, les stocks ont d'ores et déjà diminué de près de 45 %. En septembre dernier, Marks & Spencer a pu annoncer une réduction de 15 % de ses prix en France. L'expérience, après avoir été étendue aux Pays-Bas en novembre 1994, doit être renouvelée en Espagne le mois prochain et en Belgique à la fin de l'année.

V. Ma.

Pierre-Angel Gay

ATT renonce à Bull et choisit l'Allemagne

ATT ET QUADRAL, le holding de Yazid Sabeg qui contrôle la Compagnie des signaux (CSEE), quittent la course. A quelques jours de la date limite pour la remise des candidatures définitives, initialement fixée au 22 février puis repoussée à la semaine prochaine, les deux groupes ont annoncé dans un communiqué commun, tombé abruptement jeudi 23 février, « avoir mis un terme aux conversations qu'ils menaient conjointement avec les autorités françaises pour la privatisation de Bull ». Cet abandon laisse la voie libre au schéma proposé par Jean-Marie Descaupentes, l'actuel PDG de Bull, qui, au montage du tandem ATT-Quadral proposant d'être actionnaire de référence à hauteur de 40 %, préférait un tour de table plus élargi, associant pour l'essentiel le management, France Télécom - dont la participation de 17 % devrait rester inchangée - et plusieurs partenaires industriels à hauteur d'environ 10 %. Le japonais NEC, actionnaire incontournable, s'est déjà déclaré candidat à une prise de participation substantielle, qui pourrait aller jusqu'à 15 %. Le singapourien IPC a également fait connaître sa candidature. Les noms de Motorola et de Sequent sont

également fréquemment évoqués. ATT et Quadral, qui envisagent d'autres formes de coopération, justifient en tout cas leur retrait par l'absence d'une perspective d'ouverture du marché des télécommunications avant 1998. Ce préalable, expliquent-ils, était « indispensable » à la mise en œuvre de leur stratégie pour Bull, visant à faire du groupe informatique « un acteur important dans les services de télécommunications ».

UN TROC ÉTAIT POSSIBLE

Il est probable que les pouvoirs publics aient opposé une fin de non recevoir à une telle requête, ATT et Quadral posant ainsi comme condition à leur entrée dans Bull, via une participation importante - puisque fixée selon Yazid Sabeg à 40 % - la délivrance rapide d'une licence d'opérateur au groupe informatique. Dans l'esprit de Quadral, un troc était possible. Puisque l'irruption d'ATT sur le marché français des télécommunications est inéluctable à compter de 1998, pourquoi ne pas négocier cette entrée ? Les deux partenaires n'ont pas manqué de souligner l'effet bénéfique que pourrait avoir aux yeux de l'administration américaine l'octroi d'une

licence d'opérateur téléphonique à ATT - via Bull - au moment où France Télécom, allié à son homologue allemand Deutsche Telekom, cherche à faire avaliser aux États-Unis son alliance avec Sprint.

Le retrait de la candidature ATT-Quadral pourrait compliquer les projets de France Télécom aux États-Unis. L'accélération apparente du processus de dérégulation des télécommunications en Allemagne et la déclaration de multiples alliances outre-Rhin, toutes candidates à une licence d'opérateur, a, sans doute, relativisé quelque peu l'attrait du marché français aux yeux d'ATT. Conservant deux fers au feu, ATT a engagé outre-Rhin des discussions très approfondies avec Mannesmann et la compagnie d'électricité RWE, auquel s'est adjoint la Deutsche Bank, en vue de former un consortium pour se lancer en Allemagne dans l'exploitation d'un réseau de télécommunications. L'allemand a ainsi pu modifier ses priorités et choisir de miser sur l'Allemagne plus que sur la France pour percer sur le marché européen des télécoms.

Caroline Mornot

Le groupe Casino achève sa restructuration

« LE CASINO à un jeu ouvert »

Pour Antoine Guichard, président du directoire du groupe de distribution, l'assommoir n'est pas qu'un jeu de mots. Avec un bénéfice net, part du groupe, de 487 millions de francs l'an dernier, en hausse de 7,5 %, le président du directoire estime avoir accompli, fin 1994, l'essentiel de sa politique de redressement. Et avoir éliminé le gros des restructurations engagées en 1990 avec le rachat de la Ruche méridionale, puis, en 1992, avec la reprise du groupe Rallye. Le bouleversement a été d'importance, pourtant, puisqu'en cinq ans Casino a absorbé 30 milliards de francs de chiffre d'affaires, 59 hypermarchés, 336 supermarchés, 680 000 mètres carrés de surface de vente, 6 nouvelles enseignes et... 20 000 personnes.

« L'intégration des magasins Rallye est achevée. Notre effort pour revenir dans les prix du marché, aussi, il ne nous reste à terminer que le changement d'enseigne d'une quarantaine de nos 101 hypermarchés dénomés. Ce sera fait à la mi-1996. Le groupe générera alors un parc de magasins entièrement renouvelés », a-t-il déclaré au Monde, avant de présenter, vendredi 24 février, les résultats de son groupe.

Antoine Guichard s'estime d'au-

tant plus satisfait que la progression du résultat, l'an dernier, a été obtenue malgré une quasi-stabilité du chiffre d'affaires - celui-ci a légèrement régressé de 0,8 % à 62,5 milliards de francs. Les changements d'assortiments qui ont accompagné l'intégration des magasins Rallye ont en effet fait chuter sensiblement les ventes : de -4,8 % (à structure comparable) pour les hypermarchés et de -9,5 % pour les supermarchés.

BAISSE DES PRIX DE 6 %

La politique de baisse des prix a également contribué à la stagnation du chiffre d'affaires. En mai 1991, les prix pratiqués par les hypermarchés du groupe étaient de 6,5 % supérieurs à ceux affichés, en moyenne, par les groupes concurrents. Fin 1994, ils étaient identiques. Dans le même temps, ceux des supermarchés Casino, qui étaient de 11 % supérieurs, sont revenus à +5 %. « Baisser les prix de 6 %, explique Antoine Guichard, c'est réduire le chiffre d'affaires de 6 %. Et les marges aussi. » Le président estime donc que son groupe a accompli une performance, même si « l'image (qu'il peut en attendre) n'est pas complètement faite ».

Remis à niveau, le groupe - sans

totale dédaigner d'éventuelles opportunités qui pourraient se présenter en France - va accentuer son déploiement à l'étranger. « Nous souhaitons nous implanter dans des pays de taille moyenne, où nous pourrions très vite occuper une part significative du marché », explique Antoine Guichard. Casino-Pologne vient ainsi d'être créé, qui prévoit l'ouverture d'un Géant dans la banlieue de Varsovie avant fin 1996.

L'Amérique, où le groupe contrôle l'enseigne Smart & Final, ne sera pas oubliée, puisque six nouveaux magasins seront ouverts cette année en Floride, aux États-Unis. Le Mexique, où les trois magasins de la filiale ont engrangé des résultats supérieurs aux prévisions en 1994, ne devrait pas être oublié.

Pour se doter des moyens financiers nécessaires à son déploiement international, le groupe a décidé de proposer à ses actionnaires, lors de l'assemblée générale du 11 juin, de réduire le dividende à 4 francs (4,25 francs pour les actions prioritaires) au lieu de 5 francs (5,25 francs) lors de l'exercice précédent. L'austérité pour mieux rebondir.

P.-A. G.

Handwritten signature: JAVICO

L'espagnol Inespal augmente ses capacités industrielles

ché londonien des matières premières craint que le groupe espagnol ne fasse des émules. Au

mentés de 10 % à 12 %. Les cours, qui s'étaient effondrés autour de 1000 dollars la tonne, sont revenus à environ 1 900 dollars. A ce prix, tous les producteurs, même les moins performants, gagnent de l'argent.

DÉCRUE DES STOCKS

Les grands groupes d'aluminium n'ont pas encore réagi à l'entorse du groupe espagnol. Le français Pechiney refuse, pour sa part, de rompre l'accord dans l'immédiat.

« Plus que les cours, ce sont les stocks qui sont déterminants. Ceux-ci

APRÈS DES MOIS de négociations difficiles, la convention sur le statut du personnel de la Caisse nationale de prévoyance (CNP) a été signée jeudi 23 février à Paris par quatre syndicats sur six (Ucal-syndicat autonome, CFDT, CFTE et CGC), FO et la CGT s'abstenant, comme ils l'avaient annoncé. Elle concerne les 1200 salariés de la CNP bénéficiant d'un statut de fonctionnaires (sur les 2200 que compte la Caisse), prévoit notamment le maintien des avantages sociaux, la continuité de la carrière et définit le cadre de la mobilité du

pensable pour valoriser la compagnie d'avoir des certitudes sur ses liens avec les distributeurs. La signature, le 28 novembre dernier, d'une convention de distribution avec La Poste, premier partenaire de la CNP puisqu'elle représente 50 % des primes encaissées - aux côtés notamment des caisses d'épargne, - a clarifié la situation pour les dix années à venir.

Restait le statut du personnel. L'automne a été ponctué par des grèves sporadiques avec, comme point d'orgue, l'occupation le 22 novembre de la salle des mar-

restent beaucoup trop élevés pour
que nous pensions à augmenter nos

onnaie,

t de l'Europe

lectronique, de ses effets sur
économie, des théories melle

personnel. Les salariés fonctionnaires ont la possibilité d'opter pour ce nouveau statut de fonctionnaires détachés jusqu'au 9 décembre 1998. Ceux qui le refusent pourront réintégrer la Caisse des dépôts ou, à défaut, le ministère de l'économie.

Le dernier obstacle à la mise sur le marché du premier assureur-vie français est enfin levé. Les négociations de principe ont été conclues.

chés de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), coactionnaire de la CNP avec l'Etat et La Poste. Les négociations commencées en octobre viennent d'aboutir.

Mais si techniquement la CNP est prête, Edmond Alphandéry n'a pas envisagé de mettre l'assureur sur le marché avant le mois de mai. Il est clair également aujourd'hui qu'il ne s'agit pas d'une privatisa-

... des trésores qu'une a-
sulté, des mécanismes de
contrôle. Deuxième plan d'ana-
lyse : les politiques monétaires en
France, dans les pays de l'OCDE
avec, bien sûr, un chapitre sur l'in-
dépendance des banques cen-
trales. Enfin, des considérations
portent sur le point le plus chau-
de de l'intégration monétaire inter-
nationale, de Bretton Woods à
Maastricht. A garder sous le coude
pour voir plus clair dans un pay-
sage souvent touffu.

— Robt-Achille pour le gouvernement

tion réelle, mais d'un désengagement partiel de l'Etat.

Le contrôle de l'entreprise sera assuré par un groupe d'actionnaires stables formé par la Caisse des dépôts (30 %), La Poste (22,5 %) et les caisses d'épargne (12,5 %), l'Etat abaissant sa part, qui est actuellement de 42,5 %. Du côté de la CNP, on cite la possible entrée au capital de compagnies d'assurances collectives, comme la Mutuelle de la fonction publique, et d'institutions de prévoyance, ainsi que celle de deux étrangers.

★ *Mannale et politique manéttaire*, Sous la direction de Jean-Yves Capul. « Cahiers français ». La Documentation française. 112 pages. 55 F.

Deux hypothèques grevaient en effet le processus : les relations avec La Poste (actionnaire à 17,5 %) et le statut du personnel. Comme la CNP ne commercialise par directement ses produits, il était indis-

Ba. S.

LE CŒUR EN FUSION de l'Europe, c'est la monnaie. L'écu à

part entière, se substituant au franc, au deutschemark, à la lire, etc., représente, pour les uns, une énergie nouvelle, pour les autres, un centre de radiations maléfiques. Le cablier collectif, qui vous est

présente comme un instrument de réflexion et un outil de travail clair et fort bien mis en page sur tous les aspects des phénomènes monétaires.

On nous parle de la création des moyens de paiement, de la monnaie marchandise (essentiellement métallique) à la monnaie

électronique, de ses effets sur l'économie, des théories qu'elle a suscitées, des mécanismes de contrôle. Deuxième plan d'analyse : les politiques monétaires en France, dans les pays de l'OCDE avec, bien sûr, un chapitre sur l'indépendance des banques centrales. Enfin, des considérations portent sur le point le plus chaud de l'intégration monétaire internationale, de Bretton Woods à Maastricht. A garder sous le coude

★ *Mannale et politique manétaire*, Sous la direction de Jean-Yves Capul. « Cahiers français ». La Documentation française. 112 pages. 55 F.

daient d'augmenter à leur tour leur production, certains experts n'expectent pas de voir les prix retomber autour de 1 700 voire 1 600 dollars. Un scénario auquel ne veulent pas croire les producteurs, qui, après trois années de crise, commencent juste à reprendre pied.

-- **Martine Orange**

Deux hypothèques grevaient en effet le processus: les relations avec La Poste (actionnaire à 17,5 %) et le statut du personnel. Comme la CNP ne commercialise par directement ses produits, il était indis-

Mutuelle de la fonction publique, et d'institutions de prévoyance, ainsi que celle de deux étrangers, l'assureur espagnol Arentaria et la Cariplo (caisses d'épargne italiennes), avec laquelle la CNP a créé une compagnie d'assurance-vie à Milan.

Ba, S.

JACQUES SANTER, président de la Commission européenne, a assuré, mercredi 22 février à Bruxelles, devant une délégation d'actrices et de réalisateurs européens (Irène Pápas, Jean-Jacques Beineix, Bernardo Bertolucci, etc.) que les quotas de diffusion d'œuvres européennes figurant dans la directive européenne « Télévision sans frontières » ne sont pas remis en question. « La directive telle qu'elle existe pour l'instant, appartient à l'acquis communautaire », a précisé son porte-parole. Cette déclaration tranche avec celles faites récemment par M. Santer à *Herald Tribune*, selon lesquelles le système des « quotas était protectionniste et artificiel » (*Le Monde* daté 29-30 janvier). M. Santer a indiqué que d'autres moyens de soutien à l'industrie audiovisuelle européenne étaient étudiés par ses services, dont « un fonds de garantie destiné à susciter des investissements privés, grâce à des incitations particulières, par exemple fiscales ».

Pour sa part, le premier ministre Edouard Balladur a réaffirmé, jeudi 23 février, au cours d'un déjeuner à Matignon avec des professionnels du cinéma (Jean-Jacques Beineix, Claude Lelouch, Bertrand Tavernier, Daniel Toscani du Placard, Jean-Claude Fondu, Alain Terzian, Jean-Pierre Brizzi, Régis Férey et Judith Gorbèche), son attachement au maintien de la directive qui a la détermination de la France à obtenir « des avancées substantielles sur l'audiovisuel ». Des propositions de révision de la directive « Télévision sans frontières » de 1989 doivent être faites d'ici à avril.

■ **GRANDE-BRETAGNE :** le groupe de presse The Telegraph, éditeur du *The Daily Telegraph* (1 million d'exemplaires) a annoncé, jeudi 23 février, une baisse de ses résultats de 1994 liée à la guerre des prix entre les journaux britanniques (*Le Monde* du 30 juin et du 27 août 1994), ainsi que son prochain retrait de la Bourse de Londres, orchestré par son propriétaire, le Canadien Conrad Black. The Telegraph a révélé jeudi que le groupe Hollinger, holding de M. Black qui contrôle 58,53 % de son capital, avait l'intention d'acquiescer à toutes les offres de rachats de The Telegraph via sa filiale American Publishing. Dès la publication de ces informations, le titre Telegraph prenait 50 pence (environ 4 francs) à 430 pence, dans la matinée à la Bourse de Londres. Le bénéfice imputable 1994 du groupe a accusé une baisse de 16,2 % à 45 millions de livres (374 millions de francs).

CGV, filiale de la Compagnie générale de télécommunications (CGT), filiale de la Compagnie des eaux, a récemment confirmé l'entrée prochaine, à hauteur de 10 %, de Southwestern Bell, opérateur de télécommunications américain, dans le capital de ses réseaux câblés. Cette opération dont « la concrétisation est la phase finale » concernera les sites concédés, hors plan câble, environ 60 000 prises. A terme, cette prise de participation pourrait monter jusqu'à 20 %. Par ailleurs, la CGV a « formellement démenti » les rumeurs de son désengagement et de la vente de ses activités câble au groupe Chargeurs, présidé par Jean Louis Servoud.

Après le groupe de presse Mirror et les cigarettes Silk Cut, le chocolatier américain quitte le groupe publicitaire britannique

LONDRES
correspondence
départ de l'annonceur Mars
n revers sévère pour Saatchi
Saatchi. Leur filiale améri-
caine, Bates Worldwide, avait été
épargnée par la crise éco-
nomique au sein de l'agence
onienne par l'éviction orga-
nisationnelle, fin décembre, de son pré-
sident-fondateur Maurice par des
directeurs américains.

de l'ancien président, la tête américaine de produits de chocolats dépense 1 milliard de dollars par an en publicisant 400 millions (environ milliards de francs) étaient à Bates Worldwide.

Bates Worldwide - 40 % au tour d'affaires de Saatchi - est une tour frappée par la défiance des annonceurs. Il s'agit d'une belle épreuve pour le directeur général et président par inté-

Charlie Scott, qui s'efforce d'ê-
ter la chute dramatique du
eo Bourse (-9,5 pence mer-
22 février, à Londres). « La
rène gagne le centre névral-
de l'empire Soatchi, c'est-à-
les Etats-Unis, alors que jus-
toute se passait à Londres, qui
représente que 15 % des réalisa-
du groupe dans le monde », a
indiqué Lucy Broke, ana-
auprès du courtier london-
James Carpel.

des défections du groupe de
se Mirror et du fabricant de
cigarettes Gallagher (Silk Cut),
les contrats qui représentent
du chiffre d'affaires de Saat-
rays quant à la reconduction
sien, ainsi que les démissions
erie à Charlotte Street, siège
la compagnie, ont accentué la

tionnels à l'égard de ce groupe publicitaire fondé en 1970 par les deux frères Saatchi. « Les clients restent fidèles tant qu'ils sont satisfaits du service offert. Mais le départ des « grosses pointures », avec lesquelles ils entretenaient depuis longtemps des rapports de confiance, et leur remplacement par des jeunes gens, n'est pas fait pour les rassurer », insiste Bill Britt, expert de Advertising Age, la

« FRAPPER LE PREMIER »

Comme un malheur n'arrive jamais seul, l'autorité chargée du respect des normes publicitaires a contraint Saatchi and Saatchi à arrêter une de ses campagnes réalisées pour le compte d'une agence de voyage et dont le slogan : « Ce n'est pas que du sexe, du sexe, du sexe », a été jugé « provo-

Mais le groupe publicitaire dispose encore de nombreux atouts : la densité de son réseau international, le respect qu'impose son patron, Charlie Scott, et la fidélité de gros annonceurs comme Procter and Gamble. De surcroît, l'agence a récemment gagné trois nouveaux clients - Toyota, Carlsberg et BAT Industries. Enfin, dans l'espoir d'endiguer l'hémorragie de matière

grise, Saatchi a offert à ses cadres supérieurs une nouvelle grille de rémunérations particulièrement alléchante.

Quot au nouveau nom de l'agence, Cordiant, qui doit être proposé à l'assemblée générale extraordinaire du 16 mars, il a plutôt été bien accueilli par la profession. Si un tribunal de commerce a récemment rejeté la

plainte déposée par Charlie Scott contre quatre dirigeants du groupe accusés d'avoir porté atteinte à sa réputation, les autres actions en justice intentées contre Maurice Saatchi ne sont pas, elles, écartées. En outre, les fuites savamment distillées dans la presse sur son train de vie extravagant constituent de sérieux obstacles dans la quête d'investisseurs de l'ancien président

pour lancer sa nouvelle agence, temporairement baptisée The New Saatchi Agency.

« Les Saatchi peuvent réussir leur défi sur le marché britannique grâce à la reprise économique même si leur manque les réseaux internationaux pour avoir la dimension, nécessaire dans ce métier, pour réaliser des bénéfices. » A l'instar de Bill Britt, la plupart des analystes de la City restent prudents quant aux perspectives du

nouveau groupe de Maurice Saatchi. Il dispose toutefois de l'expérience et des contacts nécessaires pour mener à bien son projet, et il a déjà trois clients de poids : Mirror, Gallagher et une compagnie privée d'assurance santé. Son nouveau slogan est d'ailleurs tout un programme : « **Frapper le premier, frapper dur, ne pas cesser de frapper.** »

Marc Roche

**Le guide
de vos sorties**

3615 LEMONDE

Bouygues possède 37,5 % du capital de TF1

LE GROUPE Bouygues a annoncé, jeudi 23 février, détenir 37,5 % du capital de TF 1 contre 36,4 % en octobre 1994. Il y a un an, le groupe du bâtiment et des travaux publics (BTP) détenait seulement 25 % des actions de la chaîne privée. La loi du 1^{er} février 1994 sur la liberté de la communication, dite « loi Caignon », permet à un opérateur « agissant seul ou de concert » de posséder 49 % du capital d'une chaîne de télévision. En 1994, le groupe Bouygues avait

averti le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) « de son intention de poursuivre l'acquisition de titres au-delà de la limite d'un accroissement global de sa participation de 3,7 % du capital de TFI sur la période comprise entre le 23 février 1994 et le 23 février 1995 » (*Le Monde* du 24 février 1994). Bouygues avait tenté de dispenser d'une offre publique d'achat, à condition de ne pas dépasser ce seuil.

Le 24 octobre 1994, un groupe

de repreneurs possédait « *a concert* » 44,2 % de TF1 Bouygues 36,4 %, Société générale 6,6 %, Crédit Lyonnais 0,3 %, Worms et Compagnie 1,5 % et François Dalle, ancien PDG de L'Oréal. Bouygues n'a pas indiqué le montant de la transaction ni l'identité du repreneur qui s'est désengagé son profit, à hauteur de 1,1 %, au cours du dernier trimestre de 1994.

Le groupe de BTP a, en outre, confirmé la nomination de Thier

Miléo, ancien conseiller d'Alain Carignon, au poste de chef du service des affaires extérieures de Bouygues Télécom. M. Miléo avait œuvré pour la modification de la loi sur l'audiovisuel, comme le réclamait alors l'opérateur principal de TF 1, au sein du cabinet du ministre de la communication audiovisuelle. Aujourd'hui mis en examen dans l'affaire de Dauphine Média.

3615 LEMONDE

La Bourse de New York a battu son record en franchissant le seuil des 4 000 points

Les investisseurs parient sur un « atterrissage en douceur » de l'économie

Après avoir déjà battu des records mercredi 15 et jeudi 16 février, la Bourse de New York a franchi, jeudi 23 février, le seuil historique des

4 000 points à l'indice Dow Jones. La Bourse américaine a profité d'un discours rassurant sur les risques inflationnistes du président de la

Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, pour passer une barrière qui lui avait résisté il y a un peu plus d'un an.

APRÈS L'AVOIR franchi en janvier 1994, Wall Street a fini par franchir, jeudi 23 février, le seuil des 4 000 points de l'indice Dow Jones et établir un nouveau record historique. Le Dow Jones s'est inscrit en fin de séance à 4 003,33 points en hausse de 30,28 points, soit 0,76 %. En cours de journée, l'indice a même atteint un plafond sans précédent de 4 020,49 points. Wall Street joue plus que jamais le scénario idéal pour elle de « l'atterrissage en douceur » de l'économie américaine au cours des prochains mois. Un ralentissement progressif qui signifierait à la fois que les tensions inflationnistes resteraient limitées, que le marché obligataire va continuer à se reprendre et, pour finir, que les bénéfices des entreprises resteraient importants.

C'est dans cette logique que la Bourse de New York avait déjà battu deux records consécutifs la semaine dernière, mercredi 15 et jeudi 16 février. Le coup de pouce qui lui a permis de passer au-dessus des 4 000 points est venu de déclarations faites mercredi 22 février devant le Congrès par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale (Fed). Il a notamment souligné que les perspectives en matière d'inflation lui semblaient « fondamentalement favorables ». Il n'a pas écarté non plus la possibilité d'une baisse des taux d'intérêt à court terme au cas où les réductions budgétaires en cours d'examen au Congrès affecteraient la croissance aux États-Unis. Les marchés ont interprété ces propos comme le signe que la banque centrale américaine estime désormais être parvenue, en grande partie, à freiner la croissance à un niveau compatible avec une inflation maîtrisée et renonce à

relever encore ses taux d'intérêt. « Le message semble clair. Il n'y a plus à s'inquiéter du risque que la Fed ne relâche trop ses taux d'intérêt et ne provoque un ralentissement brutal de la croissance, voire une récession », explique Hugh Johnson, de First Albany. En franchissant la barrière des 4 000 points, la Bourse de New York semble vouloir tirer un trait sur une période d'incertitude née le 4 février 1994 avec la remontée des taux à court terme

térêt bas, avait encouragé un nombre sans précédent d'Américains à investir leurs économies à la Bourse. Cet afflux de nouveaux investisseurs et la forte rentabilité des entreprises américaines ont poussé le Dow Jones vers de nouveaux records à la fin de 1993 et au début de 1994. Il avait alors franchi la barre des 3 800 puis des 3 900 en janvier 1994. De nombreux analystes estimaient que le record des 4 000 était une question de jours.

maines », estime Stanton Feeley, de SunAmerica Asset Management. « Mais, au-delà, Wall Street risque d'être victime de prises de bénéfices », ajoute-t-il.

Wall Street bénéficie actuellement d'une situation un peu exceptionnelle, marquée notamment par les rapatriements en catastrophe de capitaux investis au Mexique, dans d'autres pays émergents, et même placés sur les marchés spéculatifs de matières premières. Ensuite, certains analystes estiment que les investisseurs se sont enflammés un peu vite à la suite du discours d'Alan Greenspan et considèrent que les risques de surchauffe n'ont pas totalement disparu.

VOIR ÉTROITE

La tenue de Wall Street est, enfin, étroitement liée aux performances des entreprises. Eric Miller, de Donaldson, Lufkin & Jenrette Securities Corp., estime que, si la Fed s'entend à son objectif de ramener la croissance autour de 2,5 %, « cela se traduira par un fléchissement de la progression des bénéfices ».

Que Wall Street soit l'un des principaux bénéficiaires d'un ralentissement en douceur de l'économie américaine, il n'y a pas de doute. Mais il ne s'agit encore aujourd'hui que d'un scénario et d'une voie étroite entre récession et surchauffe inflationniste. Il est arrivé à plusieurs reprises aux marchés américains de parler, après des périodes de forte expansion, sur des « atterrissages en douceur » de leur économie. Mais, au final, un retournement de conjoncture ne se termine jamais en douceur.

Eric Leser

111 ans d'indice Dow Jones

L'indice des 30 valeurs vedettes de Wall Street a été créé en 1884 par le *Customer's Afternoon Letter*, l'ancêtre du *Wall Street Journal*. Le Dow Jones a franchi pour la première fois de son histoire les 100 points le 12 janvier 1906. Avant le jeudi noir du 28 octobre 1929, au cours duquel il va perdre 38,33 points (13 %), il atteindra son sommet d'avant-guerre le 3 septembre 1929, à 381,17 points. Il faudra attendre le 12 mars 1956 pour qu'il franchisse la barre des 500 points. Les 1 000 points seront atteints le 14 novembre 1972, niveau qui ne sera plus atteint avant 1983.

Le 8 janvier 1987, l'indice franchit la barre des 2 000 points ; le 17 juillet de la même année, il touche les 2 500 points, et le 17 août les 2 700. Mais deux mois plus tard, le 16 octobre 1987, le Dow Jones perd pour la première fois plus de 100 points en une seule séance. Et trois jours après, lors du lundi noir du 19 octobre, il abandonne d'un coup 508 points (22,6 %). Il ne retrouvera son niveau d'avant-krach que le 24 janvier 1989. Victime à nouveau d'un « mini-krach » le 13 octobre 1989 et d'une chute de 190,58 points, il atteint la barre des 3 000 points le 17 avril 1991, et celle des 3 500 points le 19 mai 1993.

américains et la crainte tout au long de l'année d'une surchauffe inflationniste. Le krach obligataire de 1994 et le doublement par la Réserve fédérale en douze mois de son taux au jour le jour (de 3 % à 6 %) ont mis fin à trois années de hausse à Wall Street dans le sillage de la reprise américaine.

La rapide expansion économique, alimentée par des taux d'in-

C'était sans compter avec l'effondrement brutal des marchés obligataires.

Aujourd'hui, Wall Street se voit plus la pression des marchés de taux et bénéficie au contraire de leur remontée. Mais l'enthousiasme pourrait être de courte durée et le record sans lendemain. « Je pense que nous atteindrons 4 100 ou 4 200 dans les deux à trois se-

Le marché obligataire américain connaît une embellie

Le taux de rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans est redescendu sous la barre des 7,5 %

LA BOURSE new-yorkaise a pleinement bénéficié de la très nette détente observée sur les taux d'intérêt à long terme américains. Le taux de rendement de l'emprunt d'Etat de référence à trente ans est redescendu jeudi 23 février sous la barre 7,5 %, soit son plus bas niveau depuis le début du mois de septembre 1994. Ce taux s'inscrivait à 7,77 % il y a un mois et à 7,93 % début janvier.

Le marché obligataire américain a très favorablement accueilli les déclarations faites par le président de la Réserve fédérale (Fed) le mercredi 22 février devant la commission bancaire du Sénat. A cette occasion,

Alan Greenspan a confirmé le ralentissement de l'économie américaine et indiqué que les perspectives d'inflation étaient bonnes à long terme. Les investisseurs ont aussitôt déduit que la banque centrale américaine était disposée à marquer une pause dans le resserrement de sa politique monétaire amorcé il y a un an et qui avait été à l'origine de la chute très brutale des marchés obligataires internationaux. Depuis le 4 février 1994, la Réserve fédérale américaine a relevé à sept reprises ses taux directeurs, faisant passer le taux de ses fonds fédéraux (Fed funds) de 3 % à 6 %.

Les experts sont maintenant per-

suadés que les taux courts américains sont proches de leur plafond. Il n'en allait pas de même au début de l'année. Les économistes prévoyaient encore alors une croissance très soutenue de l'activité cette année aux États-Unis avec, à la clé, des craintes de réurgence inflationniste. Certains d'entre eux allaient même jusqu'à reprocher à la Réserve fédérale de mener une politique trop laxiste et réclamaient un tour de vis monétaire plus important. Les marchés financiers partageaient ce sentiment, anticipant une poursuite de la hausse des taux directeurs de la banque centrale américaine. Au début du mois de

janvier, si l'on en juge par les cours des contrats à terme, les opérateurs prévoyaient pour le milieu de l'année des taux à trois mois proches de 8 %. Ce scénario impliquait que la Réserve fédérale remonte ses taux directeurs d'au moins un demi-point à chacune des réunions de son comité de politique monétaire. En quelques semaines, les marchés ont entièrement changé d'avis et ils parlent désormais pour une quasi-stabilité des taux courts américains au cours des prochains mois (6,5 % pour la fin du mois de juin 1995), soit au total 1,5 % de révision à la baisse.

La récente publication d'indicateurs économiques indiquant un ralentissement de l'activité est à l'origine de ce brutal renversement d'anticipations. Les créations d'emplois se font moins nombreuses, les ventes d'automobiles sont moins élevées, les mises en chantier de logements s'inscrivent en recul, l'indice de confiance des consommateurs se replie (*Le Monde* du mercredi 22 février).

DOLLAR TOUJOURS FAIBLE

Si le scénario d'un « atterrissage en douceur » de l'économie américaine est donc d'une portée monétaire moins restrictive que prévu constitue une très bonne nouvelle pour les investisseurs, elle est en revanche une moins bonne pour le billet vert. Celui-ci reste faible, s'échangeant à 1,4680 deutschemark vendredi 24 février dans la matinée lors des premiers échanges interbancaires.

Aux yeux des opérateurs, l'évolution attendue de l'écart de rendement entre les taux d'intérêt à court terme américains et allemand sera défavorable à la devise américaine, la Réserve fédérale américaine ne relevant plus, voire baissant ses taux alors même que la Bundesbank sera amenée tôt ou tard à relever les siens. Dans ces conditions, il deviendra plus rémunérateur pour un investisseur de détenir des deutschemarks que des billets verts. Ce qui est bon pour Wall Street est mauvais pour le dollar.

Pierre-Antoine Delhommeais

Un bénéfice de 33 milliards de francs pour Royal Dutch Shell

LE GROUPE PÉTROLIER anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a réalisé en 1994 un bénéfice net de 4,07 milliards de livres sterling (environ 33 milliards de francs), en hausse de 35,7 % par rapport à 1993, a annoncé la firme le 23 février à La Haye. Le bénéfice net du dernier trimestre de l'exercice a connu une progression de 145 %. Outre des éléments exceptionnels positifs, qui s'élèvent à 369 millions de livres, l'amélioration des résultats s'explique principalement par le retour au bénéfice du secteur chimie après trois années consécutives de résultats négatifs. Le chiffre d'affaires net du groupe (déjà à 60 % par la société mère néerlandaise Royal Dutch et à 40 % par la société mère britannique Shell Transport and Trading Company P.L.C.) a diminué de 2,2 % à 502,8 milliards de francs livres en 1994. La société mère néerlandaise versera à ses actionnaires, au titre de 1994, un dividende final de 5,05 florins (15,60 francs) par action ordinaire d'une valeur nominale de 5 florins, portant le dividende total à 8,85 florins (8,60 en 1993).

■ **UNION MINIERE** : le groupe belge de métaux non ferreux, filiale de la Société générale de Belgique, a annoncé le 23 février un résultat courant d'environ 1 milliard de FB (environ 170 millions de francs) pour 1994. Le résultat net consolidé 1994 devrait être légèrement positif, contre une perte nette de 2,56 milliards de francs belges en 1993. « L'impact positif de la hausse relative des prix des métaux a été presque totalement annulé par la baisse du cours du dollar US », affirme le groupe belge.

■ **TOYOTA** : le groupe japonais, notamment producteur de chariots élévateurs industriels, et le français Manitou BF (chariots élévateurs tout terrain) ont décidé de créer en commun une nouvelle usine, Toyota Industrial Equipment SA (TIE), implantée en Loire-Atlantique. Cette nouvelle société, détenue à 52,8 % par Toyota Automatic Loom Works Ltd, à 34 % par Manitou (dans lequel Toyota détient 3 %) et 13,2 % par Toyota Motor Corporation Ltd, fabriquera des chariots industriels électriques puis des modèles thermiques, avec intégration maximum de composants européens.

■ **AMERICAN MAIZE** : le conseil d'administration du cinquième amoncelleur américain a accepté l'offre de rachat présentée par le sucrier français Eridania Béghin-Say (EBS). EBS a dû relever son offre de 32 dollars par action faite début janvier à 37 dollars pour finir à 40 dollars, valorisant American Maize à 430 millions de dollars, soit environ 2,2 milliards de francs. Seul le président d'American Maize, William Ziegler a voté contre la proposition d'EBS et a décidé d'intenter une action en justice pour empêcher l'opération.

■ **HANSON** : le conglomérat anglo-saxon a annoncé la finalisation de trente-quatre sociétés industrielles américaines qui seront regroupées dans une nouvelle entité cotée à New-York « US Industries Inc » (USI). Cette dernière prendra à sa charge environ 855 millions de livres de dettes (près de 7 milliards de francs), ce qui permettra à Hanson de réduire son ratio d'endettement de 58 % à 38 %. Cet allègement renforce les rumeurs d'une prochaine acquisition de Hanson en Grande-Bretagne. Cibles possibles : la compagnie régionale d'électricité Yorkshire Electric, United Biscuits ou encore le groupe de construction Costain.

■ **LA LYONNAISE DES EAUX** : le groupe présidé par Jérôme Monod a annoncé le 23 février la création d'une société d'investissement lyonnaise Asia Water au capital de 175 millions de dollars avec des partenaires australiens (le groupe Lend Lease), malaisien (le fonds de pension Employees Provident Fund) et américain (la compagnie d'assurances Allstate Insurance Company) pour investir dans des projets de traitement et de distribution d'eau en Asie. Le groupe français, présent dans cette zone depuis 1952, où il emploie plus de 16 000 personnes, estime qu'il faudrait plus de 70 milliards de dollars de capitaux pour aboutir à une couverture de 95 % des besoins d'eau en Asie.

■ **SEITA** : 79 % des salariés de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes ont souscrit à la privatisation de leur société, a annoncé le ministère de l'économie. Chaque salarié a en moyenne acheté plus de 36 000 francs de titres. Pour 72 % d'entre eux, la demande a porté sur la formule de détention des titres pendant au moins cinq ans, dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, qui offre des conditions très avantageuses. Selon le schéma initial, les salariés et anciens salariés doivent posséder 6 % du capital à l'issue de l'opération.

■ **CONFLIT SOCIAL** : La journée d'action organisée le 23 février à La Poste et France Télécom par l'ensemble des fédérations syndicales des PTT (CGT, SUD, CFTD, FO, CFTC et FNSA) n'a été suivie, selon les directions, que par 8 % des agents à La Poste et 6,5 % à France Télécom. A l'approche de la réunion du G7 à Bruxelles sur les autoroutes de l'information, les syndicats entendaient « sensibiliser » le personnel contre la déréglementation de ce secteur.

■ **THOMSON** : Le groupe d'électronique s'engage à fournir 10 000 heures de travail en 1995 à son ancienne filiale Eprex située à Lunéville (Meurthe-et-Moselle) et employant 180 personnes. Eprex, cédée par Thomson-CSF l'an dernier, a déposé son bilan en janvier. Eprex recevra une aide financière du ministère de l'Industrie ainsi que du conseil régional de Lorraine.

■ **SAINT-GOBAIN** : Le verrier français vient d'acquiescer la société britannique NE Technology, qui fabrique des instruments de contrôle de rayonnements et des scintillateurs organiques. Cette société réalise 14 millions de livres de chiffre d'affaires (environ 115 millions de francs). Elle complète la division cristaux et quartz de sa branche céramiques industrielles et renforce son implantation en Grande-Bretagne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ComptaValor
SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION

GESTION CDC TRESOR
FILIALE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

COMPTAVALOR se range selon la classification de la COB dans la catégorie "monétaire franc". Ses indicateurs de référence sont le taux du marché monétaire et le rendement des bons du Trésor à trois mois.

COMPTAVALOR intéresse les particuliers qui souhaitent faire fructifier leurs disponibilités à court terme dans des conditions intéressantes : en 1994, la performance de COMPTAVALOR s'est établie à 5,24 % (source Europeperformance).

A compter du 1^{er} mars 1995, afin de rendre encore plus accessible le placement, le valeur de l'action de COMPTAVALOR sera divisée par deux ; simultanément le nombre d'actions détenues par chaque porteur sera doublé.

L'échange d'une action ancienne contre deux nouvelles se fera automatiquement.

Du fait de la division, les droits d'entrée s'établiront à :

- 0,15 % pour les souscriptions portant sur moins de 80 actions nouvelles
- 0,05 % pour les souscriptions portant sur 80 actions nouvelles et plus.

Réseau placeur :

Notée AAA
par Standard and Poor's - ADEF

TRÉSOR PUBLIC

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV
UNIVERS ACTIONS

- Orientation : actions internationales
- Durée de placement : plus de 5 ans
- Valeur liquidative au 15.02.1995 : 1 491,97 F

Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Univers Actions sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mercredi 22 mars 1995 à 14 h 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1994.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours de UNIVERS ACTIONS sur SICAVCOTE TA : 34.88.56.25 - Code : 37 01 00 00 00

CA SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

JAV 100 135

RÈGLEMENT

BIENSAISON
VENDEDI 31 FÉVRIER

LIQUIDATION : 24 MARS

Taux de report : 5,88
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40

PARIS

-0,46 %

CAC 40
1918 F

1818,6

Quotité

SECTEURS FRANÇAIS	Cours précéd.	Derniers cours	% +/-	negotiation (T)	Docks France	Docks (Gae Dae)
EDF-Corps	6000	6200	-	10	E.C.P.1	
CFM (T.P.)	8015	8200	+0,49	10	EBB	
CRJ-Guyonnes(T.P.)	900	900	-	10	EBB	
Renault(T.P.)	1840	1896	+0,43	10	EF Aquitaine	
Rhone Poulenc(T.P.)	1959	1938	-0,05	10	EF Aquitaine Béghin	
SAF (T.P.)	1152	1160	-	10	Safer Ind	
Traction SA(T.P.)	1052	1061	+0,09	10	Safer Ind ADP	
Accor	1080	1050	-0,35	25	ESO	
Alf Liquid 1	750	765	+0,78	10	Eurfance 1	
Alcatel 1	425	434	+0,25	10	Eurfance 2	
Alcatel Celis 1	384	387	+0,67	10	Euro RSCG WW	
Alp 1	356,30	359	+0,65	30	Euro 1 - 1	
AGS,Gen.France	119	122,50	+3,63	10	Europace 1	
Asa 1	220	221,25	+0,56	5	Fligair Médiaest	
Asa 1 Inc	815	815	-	1	Finacted 1	
Banc (Cie)	505	508	+0,59	1	Flves-Lite 1	
Beipol 1	565	56,20	-	25	Frangoradio 1	
Bayer Hof. Ville 2	597	597	-	50	Frangoradio 2	
Bayer Hof. 2	1410	1410	-	10	GAM 1	
B.C.P.	699	702	+0,43	25	Geographe (B) 1	
B.C.P. 1	689	687	-0,25	10	Gaz 1	
B.I.P. 1	239,10	238,10	-0,42	10	Geosynthe 1	
Bolton Techno. 1	455	461	+1,32	5	G.F.C.F. 1	
Bongrain 1	2630	2659	+1,10	5	Groupe Anser S.A. 1	
Boussier 1	53	54	+0,19	10	Groupe Da La Chet	
Caio 1	793	790	-0,38	5	GTM-Entropose 1	
Cap Gemini Sogefi	170	170,50	+0,29	10	Galbert 1	
Casimédistribution 1	175,40	174	-0,80	50	Geyette Geyette 1	
Casimédistribution 2	175,40	174	-0,80	50	Geyette Geyette 2	
Casino Guichard 1	138,50	135	-2,61	30	LDJA 1	
Casino Guichard ADP	121,70	118	-3,04	50	Imetel 1	
Casparina DA (U)	725	722	-0,41	10	Imetel-Prance 2	
CEG (Gae) (CMAQ) 1	22,60	22,4	-0,66	10	Imetel-Prance 1	
CEG (Gae) (CMAQ) 2	35,55	35	-0,69	100	Imetel 1	
CEM 1	400	407	+3,10	10	Intersat 1	
Cesura Automobile 1	428	428	-	1,40	Interlegue 1	
Cesura Automobile 2	428	428	-	1,40	Interlegue 2	
Cetelium 1	86,35	86,35	-	10	Interlegue 3	
CCIP 1	905	907	+0,22	10	Interlegue 4	
Changier 1	1067	1076	+0,47	25	Labinal 1	
Changier 2	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 1	
Changier 3	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 2	
Changier 4	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 3	
Changier 5	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 4	
Changier 6	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 5	
Changier 7	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 6	
Changier 8	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 7	
Changier 9	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 8	
Changier 10	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 9	
Changier 11	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 10	
Changier 12	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 11	
Changier 13	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 12	
Changier 14	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 13	
Changier 15	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 14	
Changier 16	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 15	
Changier 17	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 16	
Changier 18	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 17	
Changier 19	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 18	
Changier 20	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 19	
Changier 21	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 20	
Changier 22	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 21	
Changier 23	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 22	
Changier 24	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 23	
Changier 25	1179	1179	-	5	Lafranc Coppee 24	</

763	689	-1.99	10	Marine Wencesl	1	676	689
764	690	-1.99	10	Marine Wencesl	1	1183	690
340.50	396	-1.52	25	Metalnargol	1	340	673
376.50	399	-0.13	10	Metrolite Inter	1	31.05	333
354.91	349.50	-1.41	23	Michelin	1	20.10	207.40
				Michelin	1	10.00	64.50
751	752	-0.13	10	Navigation Maxe	1	1023	1025
405	405	-	10	Nort-Est	1	133	130.10
390	390	-	10	Nordion (Np2)	1	390	
2010	2010	-	10	NPI	1	390	
369.50	369.50	-0.14	10	Oliver	1	7.75	7.75
78	75.50	-3.21	20	Oran	1	1166	1195
79	77.50	-0.41	50	Orlats	1	309.60	307
215	215.60	0.14	50	Orlats	1	34	249.60
126	126.50	0.20	25	Pedestry Int	1	126.20	127.00
473.90	480.90	1.46	10	Permed-Ward	1	32.20	325
956	950.50	-0.65	55	Pezogon	1	719	919
604	611.4	1.46	16	Pezogon	1	108	
770	760	-1.30	10	Phis-Clenn (Lg 1)	1	562	560
300.20	372.80	0.02	1	Poket	1	40.50	30
730	732	-0.27	30	Pringres	1	871	874
730	732	-0.27	30	Pringres	1	871	874
526	537	-0.19	25	Publids	1	358	355
500	646	0.77	59	Radiotechnique	1	56	595
1530	1535	0.25	10	Rene Chabreau	1	178.00	
1235	1238	0.02	10	Rene	1	176.60	177.25
1197	1205	0.25	10	Rene	1	715	719
3430	3430	-	10	Rhone Poulenc A	1	122	125.10
775	771	-0.52	10	Rhone Poulenc A	1	51	51
85	84.20	-0.21	1000	Rue Imperiale (Lg)	1	3640	3640
40	39.99	-2.68	50	Sade (Np 1)	1	177	175
210	210	-	10	Sade (Np 1)	1	260	260
2210	2110	-4.22	1	Saint-Gobain	1	614	614
177	173	-4.26	10	Saint-Louis	1	1394	1394
120	120	0.06	50	Saint-Louis	1	164	164
1790	1790	-	10	Saint-Louis (Np 2)	1	420	
325	329	-	20	Sancol	1	272.20	270
363	369	0.53	10	Sae	1	1790	1824
363	369	0.53	10	Sae	1	118	118
761	758	-0.39	20	Schneider	1	368	35
330	341	2.57	52	SEOR	1	90.60	90
410	408	-2.44	20	SEOR S.A.	1	500	500
1245	1205	-3.21	20	Sefring	1	134	134
141.80	141.80	-	10	Sefring	1	174.00	175.00
150.10	150	-0.07	20	Sefring	1	148	142
496	500	0.07	25	SFM 2	1	970	970
335	335	-	10	SFM 2	1	17.40	17.40
49.90	49.90	-	10	SILTA	1	120	120
82	82.90	0.90	25	SILTA	1	622	625
336	333	-0.89	25	SILTA	1	615	613
535	535	-	10	Solamir	1	300	300
334	319	-1.54	10	Solips	1	395.50	395.50
597	597	-	25	Societe Gae A1	1	512	512
774	777	0.39	25	Societe Gae A1	1	778	778
300	300	-	25	Societe Gae A1	1	300	300
113.90	113.90	-0.44	21	Sophia	1	367.30	366.00
290	290	-	25	Sovex	1	368	368
277.50	277.50	-	25	Sole Reingones	1	107	108
670	670	-	25	Sole Reingones	1	47	47
440	440	-	2.71	Sole Reingones	1	4	
300.10	300.10	-	2.71	Sole Reingones	1	4	
300.10	300.10	-	2.71	Sole Reingones	1	4	
440	440	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	228
670	670	-	0.31	Suzer	1	228	

[illegible]

	20	547	+ 0,30	50
	253,50	250	- 1,50	100
	75,30	75,00	- 0,27	500
01	171,90	172,50	+ 0,23	100
01	217,20	216,70	- 1,01	25
drinking	272,90	275	+ 1,14	90
corp. 1	54,30	—	—	100
rat. 1	444	—	—	100
	334,60	—	—	25
0m.)	4954	4946	- 0,16	5
64	35,20	2,86	100	
159,50	159,50	—	—	100
packer1	131	131	+ 0,66	25
1	305,60	305	- 0,20	50
168	166,00	0,71	100	
inc 1	106	106,40	+ 0,38	100
ble 1	338,80	—	—	25
	221	223	+ 1,81	50
1	31	34,00	+ 1,05	100
1	206,10	206,50	+ 0,19	50
	592	587	- 0,84	25
	60,70	61	+ 0,69	100
ach1	7,70	7,80	+ 1,50	100
1	247	247	- 1,20	10
1	44,40	45,25	+ 2,59	100
1	299,50	299,50	—	100
1	157,40	157	- 0,91	1
Micro	50,70	50,28	- 0,85	500
■ 2389	2395	—	- 0,59	- 10
ation 1	232,60	233	- 1,12	100
ank 1	95	94	- 0,55	- 5,50
	210	—	—	100
	625	616	- 1,40	- 160
	32,70	33	- 2,14	50
	605	604	+ 0,16	50
0logie 1	333,10	340	+ 2,07	50
	378,00	386	+ 0,52	50
AG 1	139	140	+ 2,94	50
	101	101	—	10
ip 1	179	178,50	- 0,28	100
per 1	104	103,50	- 0,48	100
	3,50	3,49	- 0,29	500

COMPTANT			Financier 9h37 C&H			106
Une sélection Cours relevés à 12h30			Banq. Par. 9h38 C&H			106
VENDREDI 24 FÉVRIER			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103
			OAT 5,50/19-27/CA			103
			OAT 5,90/25-31/CA			104
			OAT 5,98/28-38/CA			105
			OAT 5,75/38-55/CA			103
			OAT 5,85/15-35/CA			103

ACTIONS		Cours	Derniers	F.L.P.P.
FRANÇAISES		précéd.		Fondère (Cie)
2.219				Fondère S&P
6.503	Arbel 2	419	412-28	Fonçica 8
6.077	Sains Calmorex 2	661	659-7	Franca L&D
5.882	B&P Intercont. 2	221.10	220.90	Franca S&P 1
5.122	Comanah 10	110	110	Franca S&P 2
2.677	B.T.P (sa Cie) 2	17.50	17.50	Gaumont 1
6.336	Cambridge	885	885	Genefim
6.336	Carlone Lorraine 2	698	698	Gevelot
8.881	COC 1	246	246	G.T.T (Transport)
5.172	Comp. Serv. Public	290	290	Imvotex 2
7.255	Coragen Holding	29	29	Imvotex 2
3.339	Champs (N° 1)	18.10	18.10	Imvotex 2
7.679	CSC EuroCap 1	319.10	319.20	Imvotex 2
2.414	C.T.A. 44-67	267	267	Imvotex 2
2.814	Cet Lyon Alas 1	37.10	37.10	Imvotex 2
2.181	Concorde Air Réez	790	790	Imvotex 2
7.109-05	Gec Vallées ex C.M.P	18	18	Imvotex 2
6.336	Crédit Gen. Ind.	37	37	Imvotex 2
6.336	Dider Botel	648	648	Imvotex 2
	Exco Baselin Wicky	2.000	2.000	Imvotex 2
	Erda 1	740	740	Imvotex 2
	Erda 2	740	740	Imvotex 2
	Erda 3	740	740	Imvotex 2
	Erda 4	740	740	Imvotex 2
	Erda 5	740	740	Imvotex 2
	Erda 6	740	740	Imvotex 2
	Erda 7	740	740	Imvotex 2
	Erda 8	740	740	Imvotex 2
	Erda 9	740	740	Imvotex 2
	Erda 10	740	740	Imvotex 2
	Erda 11	740	740	Imvotex 2
	Erda 12	740	740	Imvotex 2
	Erda 13	740	740	Imvotex 2
	Erda 14	740	740	Imvotex 2
	Erda 15	740	740	Imvotex 2
	Erda 16	740	740	Imvotex 2
	Erda 17	740	740	Imvotex 2
	Erda 18	740	740	Imvotex 2
	Erda 19	740	740	Imvotex 2
	Erda 20	740	740	Imvotex 2
	Erda 21	740	740	Imvotex 2
	Erda 22	740	740	Imvotex 2
	Erda 23	740	740	Imvotex 2
	Erda 24	740	740	Imvotex 2
	Erda 25	740	740	Imvotex 2
	Erda 26	740	740	Imvotex 2
	Erda 27	740	740	Imvotex 2
	Erda 28	740	740	Imvotex 2
	Erda 29	740	740	Imvotex 2
	Erda 30	740	740	Imvotex 2
	Erda 31	740	740	Imvotex 2
	Erda 32	740	740	Imvotex 2
	Erda 33	740	740	Imvotex 2
	Erda 34	740	740	Imvotex 2
	Erda 35	740	740	Imvotex 2
	Erda 36	740	740	Imvotex 2
	Erda 37	740	740	Imvotex 2
	Erda 38	740	740	Imvotex 2
	Erda 39	740	740	Imvotex 2
	Erda 40	740	740	Imvotex 2
	Erda 41	740	740	Imvotex 2
	Erda 42	740	740	Imvotex 2
	Erda 43	740	740	Imvotex 2
	Erda 44	740	740	Imvotex 2
	Erda 45	740	740	Imvotex 2
	Erda 46	740	740	Imvotex 2
	Erda 47	740	740	Imvotex 2
	Erda 48	740	740	Imvotex 2
	Erda 49	740	740	Imvotex 2
	Erda 50	740	740	Imvotex 2
	Erda 51	740	740	Imvotex 2
	Erda 52	740	740	Imvotex 2
	Erda 53	740	740	Imvotex 2

115	115	Paris Orleans	235.50	235.50
520	510	Piper Heidsieck	84	84
181	181	Piercher	730	730
473	473	Promotes (CT)	60	60
599	599	Recherforbize Com.	101.80	101.80
760	760	Rozario 1	209.50	209.50
2054	2054	Rozario 2	209.50	209.50
255.20	245	SA.F.I.C.Alex	268	268
183	180	Saga	360	360
1022	1002	Saint du Mid 2	451.10	451.10
388	388	Saintsienne M.	156	156
300	300	SCLT	730	730
825	825	S.L.P.H.	169	177
5260	5400	Sofal	300	300
1369	1380	Sofia	334	334
436	436	Sofia Acta Reg.	75.16	75.16
420	420	Sofraj	3850	3850
200	190	Southern Autogres	945	945
100.80	96	Sovaball	410	410
22.10	22.10	Tainigep 1	2415	2415
168.00	168.00	Tour Eiffel	295	295
391	391	Eyo 2	265.80	265
16.80	17	Vicat 2	525	525
83	85.80	Viran	132	132
1338	1338			
360	375			
800	800			
177	177			

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
A.E.G. AG.	500	500
Bayern'sche Bank	1447	1442
Commerzbank AG.	1115	1115
Flak Ord.	19,20	19,20
Geowest	255	255
Gold Fields South	118,10	118,10
Johannesburg Cons.	116,50	116,50
Polonia Corp.	31	31
Manchester A.C.P.	46	2,062 d
Olympus Optical	4,80	55
Orinogenne (de Fin.)	178	178
Rotomop	5241	1711
Rochemin P.M.	336,20	18,20
Rollins	336,20	18,20

ABRÉVIATIONS
 B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 c = coté; d = demandé; ♦ = double déduit;
 o = offert; d = demandé; t = offre réduite;
 t = demande réduite; c = contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection d'actions relevées à 12 h 30

VENDEDRE 24 FÉVRIER

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acidul (Nv) #	57,60	56,10
AFE 2 #	45,40	44,35
Alga 2 #	97,20	97,50
Alain Manokoff (Ly) 2#	126	125
Alcatel S.A. (Nv) #	427	407
Altra Techno 1 #	460	428
Asinve (ex Segim)	328	363,50
AT 2 #	42,70	38,70
Banque Picardie (L.)	573	575
Banque Sarre (L.)	475	490,70
Banque Taux (M)	213	220
Banque Vermeil	540	540
Banqueparis #	389	389
B I M P #	95	95
Bolton (Ly) 1 #	449,50	447,50
Boussier (Ly) #	275	275
But SA 1 #	895	895
Canif SA 1	555	555
Carls de la Vieille	144	144
CEGEP #	180	180
Comex 2 # (Ly)	89	89
CPRI (ex CAGM par ex)	257	257
Christ Dufort 2 #	723	723
Change Boursoe (M)	715	715
Cie France Ly 1 #	623	623
Claudio (ex Tech)	162	162
CNIM CA #	243	243
Colporteur	146	146
Com.Euro.Tele-CEI	267	267
Cordis & Co	339	339
C.A. de la Grande B	320	320
C.A. Grénier (B)	499	499
C.A. Saint-Naume	367	367
C.A. de la Vallée	359	359
C.A.Indre et Loire	307	307
C.A. Paris IDF 1	758	758
C.A. de l'Est Ly 1	329	329
C.A. de l'Indre (N)	617	617
C.A. de Loiret CCI	845	845
C.A. de Saint-Denis	431	431
C.A. Nord (L)	433	433

895	C.A.P.S.e Coli2	415	415	Fructu1	
559	C.A. Sonome C21	2230	2230	Gaufer France 28	28
144	C.A.Toulouze C1	337	337	Gd 2000	2
144	Chaine de Trame #	337	337	Industrie 18	18
142,70	C.M.I. CM2 (Cy)	203	203	Girodet 8 (Ly)	8
286	Crest de l'Est	420	420	G.L.M. SA	
92	Credit	127	127	Granonic Photo	
92	Cygnus-MultiJou2	146	146	Guy Gollin 8 (Ly)	8
725	Daniel Espalero97A	45,10	45,10	Kindy	9
280	Dauphin Ota	280	280	Guesb2	2
649	Delta Protol C2 Ly	2750	2750	Hermes Information	
286	Desperance 28 Gr	146	146	Herminet 28	28
425	Devexley 2	1045	1045	ICST Group 2	2
280	Devexley 102	605	605	L.C.C. 2	
133	Devexley 103	406	406	klawna	
359	Duvernay Service 8	305	305	Imessa-Phat 2	2
359	Eco Trn Tempo 1	310	310	Instatux 10	10
305	Editions Bedford	47	47	Int. Computer	2
378	Eyes Im 1	51,20	51,20	Imessa-Phat 1	1
378	Eximo-Liquid (Ly)	310	310	Imessa 2	2
305	Ernest 21	549,10	549,10	J.CalbioPhy	
765	Baron Edouard 10	200	200	Lambert-Service	
359	Baron Propulsion 2	510	510	M4-Metropole TV	
359	Breard 1	349,80	349,80	Martinez 28	28
815	Facemore	226	226	Mamman	
400	Flavely 02	400	400	Marie Brizard 2	2
344	Frabail 2	130	130	Max-Lives/Profil	
416	Fracteur 2	134	134	Mocademy	

564	279	MGI Courier 28	545	545
567	282	Michel Thibault 2	750	745
125	120	Monneret Joëlle 8	97,90	97,90
323	253	Naftali 21	167	167
66	336	Norbert Dentres 29	377	390
377	277	N.S.C. Schakm 1 Ny	1015	1014
412	412	O.C.F. Omer Des Pls. 1	636	1000
125	125	Oms	1050	1050
189,50	198	Paul Product 1	161,50	161
338	338	P.C.W. 2	89,50	89,50
562	564	Pesh Boy 8	101	101
323	323	Pier Import	107	107
125	122	Pochet 2	1090	1090
63	130	Poljansek Eta (H)	210	210
185	180	Radat 28	300	299,50
140	140	Rafael Calabault 1	135	135
310	310	Regard Indust 1,2	850	840
140	140	Robert 8	1000	1000
515	515	Rouline-Galchard 2	511	511
437	437,50	Sacculard 1	103	103
112,10	112,10	Sediver 2	245	242,50
451,20	451,20	Serbo 2	448	448
308	308	Solinas (L) 8	80	80
378	378	Solinas (L) 7,7	945	945
425	425	Sofco (L) 1	147	147
1235	1235	Soflines	1231	1231
607	607	Sogepac 2	127	127
171,20	172	Sogepac (Fla) 1	598	598


[illegible][illegible]

9	1029.23	Indica	1079.41	1064.11	Natio Revires
9	1040.48	Induct.Pac.Court.T	1815.57	1060.54	Natio Securite
9	154.74	Intergas D	10.80	110.35	Natio Sals
9	111.21	Intergalaxy	1009.84	1072.40	Natio Vindict
9	126.26	Interweb	3560.94	5099.21	Natio Web Develop
9	180.62	Interconnection Fo	502.06	493.96	Offide-Magical
9	201.21	Intertel	16.71	128.81	Offide-Magical
9	1070.05	Jeanpierre	33.00	202.57	Offitutor
9	1007.05	Latitude C	271.68	270.29	Offide-Inte.cant
9	2950.04	Latv Association	1074.97	1024.01	Offide-Inte.cant
9	25.02	Lebanon	1022.42	1022.42	Offide-Inte.cant
9	11.95	Lebanon	1150.64	1140.25	Offide-Inte.cant
9	1029.43	Natio Trisor	2289.95	21.847	Oracles
9	110.27	Libertarian	57.01	57.01	Oracles
9	295.40	LivePort	74.26	74.02	Platitudes D
9	188.71	LivePort	21.27	20.15	Prote Crobance
9	91.59	Menaal C	1014.32	1004.20	Prote Crobance C
9	90.66	Menaal C	2942.28	2942.28	Prote Crobance C
9	60.46	Mona-D	1017.70	1017.70	Primative Offide
9	306.77	Mona-D	1084.89	1084.89	Primative Offide
9	467.68	Mona-D	501.573	501.573	Primative Offide
9	20.34	Mona-D	1144.38	1144.38	Primative Offide
9	1381.96	Natio Court Terme	1281.7	1281.7	Reveas Trifur
9	931.64	Natio Court Terme	3403.9	3428.2	Reveas-Trifur
9	114.07	Natio Court Terme	2549.95	2549.95	Reveas-Trifur
9	1167.29	Natio Exp. Capital	13307.64	13735.08	St-Honore Risa
9	742.67	Natio Exp. Crobance	189.24	189.24	Seacurik
9	7417.07	Natio Exp. Obligations	206.36	204.71	Seacurik
9	1786.81	Natio Exp. Obligations	21.3	173.18	Seacurik
9	1235.96	Natio Expansive Tring	191.83	9799.04	Seacurik
9	24.73	Natio Expansive Value	472.56	455.55	SEVEA
9	467.78	Natio France Value	975.27	965.61	SFH-CF Asset
9	100.00	Natio France Value	1199.28	1227.81	SFH-CF Asset
9	108.12	Natio Inter	181.68	165.59	SC France Operat
9	1399.68	Natio Monobrand	949.54	5040.20	SC Monobrand Oper
9	507.81	Natio Opportunites	137.93	134.03	SC Monobrand Oper
9	1299.38	Natio Paraphrase	119.47	130.25	SC Monobrand Oper

1101.57	1001.25	Shirafino	795.54	171.12
11309.83	1000.00	Shivarr	813.38	902.92
886.72	1000.00	Shivarrs	215.00	215.00
628.57	1000.00	Shivarrs	44.73	44.73
1385.48	1000.22	Sigence/Chen	1248.17	1220.64
251.21	1000.00	Sigence	1167.67	1144.77
1051.81	1000.00	Sigence	589.72	589.72
3331.46	1000.04	Sigence	1097.63	1074.15
20.00	1000.00	Sigence	1526.28	1499.80
1647.95	1000.00	Solih	648.21	648.21
10580.12	1000.00	Solih Investments	2223.17	2223.17
519.98	1000.00	State Street Act. Bar	1102.75	1120.64
1394.28	1000.00	State Street Act. France	11828.31	10707.52
130.15	1000.00	State Street Act. Greece	100.00	100.00
143.10	1000.00	State Street Act. Monde	941.31	941.31
328.09	1000.00	State Street Act. Asia	1334.68	1209.01
42684.51	1000.00	State Street Amer. Franc.	99.22	700.38
1000.00	1000.00	State Street Amer. Latin	376.48	376.48
1102.71	1000.00	State Street Emer. Mkts.	1345.55	1209.69
99.07	1000.00	State Street Bond-Intl.	1220.82	1199.83
191.18	1000.00	State Street DAT Plus	1231.207	1238.93
157.97	1000.00	State Street Bond-Intl.	1231.207	1238.93
525.39	1000.00	State Street Splinter#2	1171.69	1142.05
712.51	1000.00	State Street Transpore	1237.03	1232.63
71.32	1000.00	Strategic Assets	723.58	688.64
1077.90	1000.00	Strategic Fundamnt.	1164.64	1164.64
209.37	1000.00	Synthetic	1514.14	1250.57
1232.59	1000.00	Techno Gen	734.48	894.90
160.15	1000.00	Techno Gen	812.79	756.64
32014.14	1000.04	Trident	1500.19	1500.19
103.18	1000.00	Trident Trimestrial	957.58	957.58
711.91	1000.00	Trident	15900.45	15900.45
132.73	1000.00	Trident	5107.54	5041.39
133.05	1000.00	U.S. Util. Innovations	918.28	918.28
955.78	1000.00	Ultracore	217.17	179.38
955.78	1000.00	Ultracore	217.17	179.38
221.31	1000.00	Uni-Gamelle Cn	148.64	159.92

[illegible]

١٠٠٠



AUJOURD'HUI

BÉNÉVOLAT Un décret, préparé par les services du ministère de la jeunesse et des sports, prochainement soumis à l'approbation du Conseil d'Etat, propose une modification des statuts types des fédérations sportives, afin de mieux définir les limites d'exercice du pouvoir et la répartition des responsabilités.

● L'ACCELERATION de la circulation de l'argent dans le sport et la complexité des problèmes que doivent résoudre les fédérations ont rendu difficile la tâche du président. Celui-ci aura désormais le choix

entre deux types de statuts pour asseoir son pouvoir. ● POUR ÉVITER les « confusions d'intérêts », il y aura désormais incompatibilité entre un mandat de président et une pro-

fession ou une prise d'intérêts en rapport avec l'activité de la fédération. ● LE TEXTE reste cependant muet sur un éventuel statut du dirigeant bénévole.

profession ou une prise d'intérêts en rapport avec l'activité de la fédération. ● LE TEXTE reste cependant muet sur un éventuel statut du dirigeant bénévole.

Une refonte des statuts des fédérations sportives est à l'étude

La structure associative n'est plus adaptée aux enjeux financiers et le dévouement ne suffit plus. Un projet de décret du ministère de la jeunesse et des sports préconise une nouvelle manière de diriger les fédérations sportives

LES DÉBOIRES de la Fédération française d'haltérophilie, entraînée dans la spirale d'un déficit chronique (Le Monde du 16 février), sont l'illustration la plus récente des fragilités d'un système. Les fédérations sportives fonctionnent encore sur l'archaïque modèle des associations, alors que l'univers du sport, sous la pression de l'argent, s'est profondément métamorphosé. Le projet de décret, prochainement soumis à l'avis du Conseil d'Etat et que le ministère souhaite voir publié avant l'élection présidentielle, n'a d'autre ambition que de « tolérer » des statuts dont la dernière mouture remonte à dix ans déjà (décret du 13 février 1985).

En une décennie, tout s'est compliqué pour les dirigeants sportifs bénévoles, mal préparés à des responsabilités mal définies, et prisonniers de statuts souvent obsolètes. « On veut qu'ils soient amateurs dans l'âme, mais professionnels dans leur gestion », résume Georges Vanderschmitt, directeur du cabinet de Michèle Alliot-Marie. Les nouveaux statuts types proposés par le ministère offrent la possibilité de « gérer autrement » les fédérations sportives. Ainsi, celles qui le voudront pourront opter pour un mode de gouvernement semi-présidentiel, directement inspiré des sociétés commerciales à directeur et conseil de surveillance. Dans ce système, le président pourra composer son bureau exécutif à sa guise, tandis que le conseil fédéral, organe de contrôle nécessaire, restera le reflet des équilibres électoraux.

Un pouvoir affirmé. Un pouvoir affirmé donc pour les présidents qui choisiront ce type d'organisation, mais pas sans partage. L'expérience de ces dix dernières années a montré en effet, selon la formule d'un fonctionnaire du ministère, « des situations à la limite ». Les statuts types proposés par le décret traduisent une volonté de transparence financière et de maîtrise des ressources. A l'image de ce qui vient de se produire pour le patinage artistique (Le Monde du 22 novembre 1994), l'intrusion d'un partenaire aussi puissant qu'une chaîne de télévision peut rompre des équilibres dans une petite fédération. « Vous étiez trop dans la dépendance de l'Etat, ne tombez pas dans celle d'un sponsor », préface Georges Vanderschmitt.

Le nouveau texte prévoit quelques garde-fous, dont le plus spectaculaire est l'incompatibilité du mandat de président « avec toute profession ou toute prise d'intérêt en relation avec l'activité de la fédération et de nature à compromettre l'indépendance ». Le président de l'haltérophilie, Henri Lagarrigue, serait visé par cet article, car il est salarié de BMS, fournisseur de matériel sportif de la fédération. On se souvient que Bernard Goy, président de la Fédération française des sports de glace, avait été fermement invité à se défaire de ses intérêts dans le commerce de matériels sportifs avant les Jeux olympiques de Lillehammer, où il devait conduire la délégation française. Un tel article, destiné, selon M. Vanderschmitt, à « éviter les confusions d'intérêts », paraît disproportionné à certains juristes. Professeur de droit, spécialisé dans le droit des sociétés, mais aussi ancien président de la Fédération de cyclisme, François Alaphilippe es-

time, par exemple, que l'introduction de clauses prévues pour les entreprises commerciales aurait pu suffire : lorsqu'un administrateur passe une convention avec une société dans laquelle il a, de près ou de loin, des intérêts, le conseil d'administration doit donner son accord préalable. « Il est peut-être excessif d'être plus exigeant avec les dirigeants sportifs qu'avec les autres », suggère M. Alaphilippe, favorable à ce qu'on prenne des précautions, mais sans aller jusqu'à jeter des exclusives. Il est vrai que le mouvement sportif commence à connaître une pénurie de dirigeants. La lourdeur de plus en plus écrasante de la tâche dissuade bien des vocations. Sur les vingt-cinq fédérations olympiques françaises, moins du tiers ont à leur tête un homme issu du secteur privé. La plupart sont retraités (Claude Simonet, football; Bernard Restout, boxe) ou fonctionnaires. Ces derniers sont les plus nombreux. Les uns mis complètement en disponibilité, à l'instar d'Henri Sérandour, président du Comité olympique français (CNOSF) et ancien président

de la Fédération de natation, détaché de la fonction publique territoriale. D'autres bénéficient d'honoraires aménagés, comme Bernard Lapasset (rugby-douane) ou Francis Luyce (natation-fonction publique territoriale). Ils sont de plus en plus rares ceux qui, comme Michel Vial (judo) ou Daniel Baal (cyclisme), président aux destinées de leur sport tout en poursuivant une activité professionnelle normale. Directeur financier d'une entreprise de produits pharmaceutiques située à Riom (Puy-de-Dôme), Michel Vial ne peut concilier ses deux responsabilités qu'au prix d'acrobates d'emploi du temps : « Je ne bénéficie d'aucun aménagement d'horaire, car le président de la société qui m'emploie ne s'intéresse pas au judo, dit-il. Je m'arrange toutefois pour être à Paris une fois par semaine. Je consacre tous mes week-ends et toutes mes vacances au travail fédéral. En deux ans, je n'ai pris qu'un seul jour de congé. »

Daniel Baal, président de la Fédération française de cyclisme « Il faut être retraité, fonctionnaire ou rentier »

PRÉSIDENT depuis deux ans de la Fédération française de cyclisme, Daniel Baal, trentenaire, a conservé ses fonctions de fondé de pouvoir au Crédit mutuel pour le Haut-Rhin et la Franche-Comté. Au prix d'épuisantes acrobaties d'emploi du temps.

« Comment conciliez-vous vos deux activités ? »

« J'ai obtenu de la direction de ma banque de conserver la totalité de mes responsabilités, tout en n'effectuant plus que 80 % de temps de présence, mon salaire étant diminué en conséquence. Sur l'année, cela représente donc environ 180 jours de travail. Il me reste 180 autres jours que je consacre entièrement à la Fédération française, à l'Union européenne de cyclisme dont je suis trésorier, et à l'Union cycliste internationale. Pour l'instant, j'arrive à bien gérer les deux emplois du temps, même si

c'est parfois épuisant physiquement. Mais ceux qui en souffrent le plus, ce sont mes proches. Je n'ai pas pris de vacances depuis deux ans. »

« De telles contraintes ne rendent-elles pas difficile le recrutement de dirigeants de qualité ? »

« Le risque est réel. Actuellement, pour être président, il faut être retraité, fonctionnaire ou rentier. Le critère déterminant pour s'imposer à la tête d'une fédération n'est pas la compétence, mais la disponibilité horaire. Ce n'est pas sain. Il faudrait que les dirigeants du mouvement sportif puissent avoir un statut clair comme les élus politiques. Tout est réglé depuis le moindre adjoint au maire jusqu'au ministre. Pour les responsables de fédérations, la seule solution serait une prise en charge complète pendant la durée du mandat. Nous avons des responsabilités plus lourdes que certains élus locaux, et notre charge représente un gros temps plein. »

« Cela n'empêcherait pas, comme pour les hommes politiques, les difficultés de réinsertion professionnelle... »

« Actuellement, l'image des dirigeants sportifs n'est pas bonne auprès des employeurs, qui ont généralement un préjugé défavorable au sujet de ces activités bénévoles. Pourtant, considérer une fédération est une expérience de management de haut niveau, cela pourrait être valorisant dans un curriculum vitae, et donc faciliter le retour à la vie professionnelle après un ou deux mandats. Toutefois le projet de décret sur les statuts types des fédérations n'apporte aucune réponse sur ce sujet. »

Propos recueillis par Jean-Jacques Bozormet

La justice vient au secours d'une marathonnienne

L'AFFAIRE aura duré près de trois ans, en marge des exploits ou de la vie sportive. Depuis le mois d'avril 1992, Sylvie Bonnet se bat, s'estimant injustement lésée d'une sélection pour les Jeux olympiques de Barcelone. Alors, elle ne comprend pas. Championne de France le 29 mars, lors du Marathon de Paris, elle avait réalisé un temps inférieur au minimum olympique, 2 heures 32 minutes 24 secondes quand la limite s'élevait à 2 heures 35.

Le 7 avril, le directeur technique national (DTN), Serge Bord ne la sélectionne pas. C'est cette décision qu'a annulée le tribunal administratif de Paris le 15 décembre 1994. Si la Fédération française d'athlétisme (FFA) a décidé de faire appel du jugement, Sylvie Bonnet, elle, va demander réparation du préjudice à la FFA, un préjudice financier qu'elle estime à 400 000 francs. « C'est un préjudice moral insupportable », estime-t-elle, au-delà d'une victoire juridique qui est l'une des premières à mettre l'accent sur l'épineuse question des sélections.

Aujourd'hui, les fédérations sélectionnent elles-mêmes leurs athlètes pour les championnats du monde et, plus délicatement, pour les Jeux olympiques. Dans ce dernier cas, elles sont « suivies » par la commission nationale du sport de haut niveau qui est placée sous la présidence du ministre de la jeunesse et des sports. Cette commission a pour fonction de déterminer la valeur des sportifs qui seront sélectionnés aux Jeux. Elle s'assure que ceux-ci correspondent aux quotas de sélections,

tout en veillant à ce que les quotas ne soient pas dépassés, un travers courant de la délégation française, d'ailleurs rappelée à l'ordre par le comité d'organisation des Jeux olympiques de Barcelone en avril 1992.

« En tant que directeur technique national, je revendique la responsabilité de la sélection, estime François Juillard, nouveau DTN de la FFA. En 1992, Serge Bord avait soixante-dix athlètes sélectionnés pour les Jeux quand il disposait d'une cinquantaine de places. Il a fallu trancher. »

DES QUOTAS PLUS DRACONIENS Sylvie Bonnet parle, elle, de procès d'intention : « J'étais indépendante. Je m'entraînais aux Etats-Unis ou en Nouvelle-Zélande et je n'allais pas forcément aux stages de préparation. Je travaillais en freelance et ils n'ont pas été d'accord et c'est pour cela que je ne suis pas partie à Barcelone. » Aujourd'hui, dit François Juillard, nous essayons de ne pas réagir comme cela. A l'avenir, il s'agira d'instaurer des quotas de sélection plus draconiens pour éviter les litiges. »

A la veille des Jeux olympiques d'Atlanta, qui auront lieu en août 1996, la Fédération française d'athlétisme a déjà envisagé les frontières de ses sélections. Pour aller aux championnats du monde qui ont lieu du 4 au 13 août à Göteborg, les marathoniens devront disputer la Coupe du monde de marathon, le 9 avril, à Athènes.

« Il faudra rentrer dans les seize premiers, note François Juillard, en faisant moins de 2 heures 35 minutes pour les femmes et moins de

2 heures 16 minutes pour les hommes. Ici encore, les choses sont un peu floues. Si une athlète rentre dans les seize premiers en plus de 2 heures 35 minutes, où si elle termine dix-septième en dessous de ce minimum, il nous faudra arbitrer. Une chose est sûre. Ceux qui ne seront pas à la Coupe du monde ne disputeront pas les championnats du monde. Pour l'année olympique, nous serons obligés d'adopter des critères beaucoup plus élevés et sévères. Désormais, nous nous devons de peser chaque décision. »

Le cas sportif et juridique de Sylvie Bonnet devrait, en effet, servir d'exemple, du moins de jurisprudence. Et devrait porter un sérieux coup de boutoir au mode de sélection des fédérations : « J'ai déjà reçu un coup de téléphone de l'avocat d'une balthète d'athlète d'élite qui m'a demandé de peser chaque décision. »

Le cas sportif et juridique de Sylvie Bonnet devrait, en effet, servir d'exemple, du moins de jurisprudence. Et devrait porter un sérieux coup de boutoir au mode de sélection des fédérations : « J'ai déjà reçu un coup de téléphone de l'avocat d'une balthète d'athlète d'élite qui m'a demandé de peser chaque décision. »

Avant la non-sélection de Sylvie Bonnet, en mars 1992, Jeannie Longo, elle, avait défrayé la chronique en poursuivant la Fédération française de cyclisme (FFC). La championne refusait de s'équiper du matériel imposé par un règlement de la FFC, elle préférait une autre fixation de pédale automatique. Le 8 juillet 1992, à la veille des Jeux, elle avait obtenu gain de cause auprès du même tribunal administratif de Paris. Par son jugement, celui-ci avait, de fait, annulé le règlement de la FFC. Il constituait, comme la décision de la FFA à l'égard de Sylvie Bonnet, une « erreur de droit ».

Bénédicte Mathieu

L'écurie Larrousse reste en formule 1

GÉRARD LARROUSSE n'en a pas fini avec la formule 1. Grâce à l'accord passé avec le Junior Team, mercredi 22 janvier, l'ancien pilote français a garanti la survie de l'écurie qui porte son nom. Dans la nouvelle structure mise en place sous le nom de Larrousse F1, il n'est plus qu'un actionnaire minoritaire. Le Junior Team, propriété de Jean Messoqui, sera le dirigeant de fait de l'équipe alignée dans les seize grands prix du championnat du monde 1995. Le tribunal de commerce de Toulon, en charge du dossier, a donné son aval, tout en poursuivant l'étude du plan de remboursement. Le « trou » de l'écurie Larrousse était évalué à 32 millions de francs. Mais l'un des plus gros créanciers, une société britannique qui assurait la conception des voitures, a renoncé à d'importantes factures.

Gérard Larrousse précisait, mercredi 22 janvier, que l'un des principaux financiers amené par le Junior Team était une compagnie pétrolière malaisienne. Il manque, encore, selon lui, 15 millions de francs pour le budget 1995. « Nous sommes désormais la seule équipe vraiment française, s'indignait-il, je constate cependant que Ligier est encore sponsorisé par des budgets d'Etat venant de sociétés nationales qui dépassent les 200 millions de francs. Si nous avions simplement un tiers de cette somme, nous pourrions nous engager sans aucun problème. »

Gérard Larrousse s'est rendu, jeudi 23 février, à Matignon en compagnie du président de la Fédération française du sport automobile, Jean-Marie Balestre, pour y rencontrer des collaborateurs du premier ministre. Avec la loi Evin, les marques de tabac ne peuvent plus figurer en France sur les voitures de formule 1, d'où une nette perte d'argent pour les petites écuries. En 1993 et 1994, un fonds de compensation avait été mis en place par l'Etat. La rencontre de Matignon avait pour objet d'évoquer sa reconduction.

Larrousse se contentera d'aligner pour les deux premiers grands prix la voiture de l'an dernier adaptée à la nouvelle réglementation. Un nouveau modèle conçu par l'ingénieur américain Steve Nichols devrait être prêt pour le grand prix d'Imola, le 30 avril. L'identité des deux pilotes n'est pas encore connue.

Six changements dans le XV de France

LE COMITÉ de sélection de la Fédération française de rugby a effectué six changements, jeudi 23 février, dans l'équipe de France qui doit affronter l'Irlande, samedi 4 mars à Dublin, pour son dernier match du Tournoi des cinq nations. En évinçant un joueur par ligne, les sélectionneurs ont visiblement choisi de répartir équitablement les responsabilités dans la défaite face à l'Ecosse (21-23). Sans provoquer de révolution, ils ont ainsi dessiné une équipe davantage destinée au rugby de combat qu'au jeu de mouvement.

Au poste de trois-quarts aile, le remplacement de Philippe Bernat-Salles, souffrant d'une fracture du coude, par Emile NTamack, remis de sa blessure de Twickenham, allait de soi. Le centre Thierry Lacroix et le demi d'ouverture Christophe Deylaud paient par leur sortie leur contre-performance du Parc des Princes, notamment leur faillite dans le jeu au pied. Ils sont respectivement remplacés par un revenant, Franck Mesnel, âgé de trente-trois ans, et par un jeune qui a déjà connu la sélection lors du précédent Tournoi, le Toulonnais Yann Delaigue.

En troisième ligne, l'arrivée en

numéro 8 du vétéran de Bourgoin, Marc Cécillon (trente-cinq ans), fait glisser Philippe Benetton à l'aile et pousse donc Laurent Cabannes vers la sortie. En deuxième ligne, Olivier Merle, écarté après son coup de tête contre un Gallois, revient à la place d'Olivier Roumat. Enfin, en première ligne, le pilier gauche Louis Armayrac remplace Laurent Seigne. L'équipe d'Irlande, qui sort elle aussi d'une défaite (26-13), face à l'Ecosse à Edimbourg, a fait l'objet de trois changements, avec les arrivées de Terry Kingston (talonneur), Eric Elwood (ouvreur) et Jim Staples (arrière).

« Mister George » porte-drapeau du football libérien

George Weah, l'attaquant du PSG, est aussi un « passeur » entre son pays et le monde occidental. Il pratique le « socialisme à l'africaine »

GEORGE WEAH joue au Paris-Saint-Germain, et y joue plutôt bien. Il apprécie ce club, surtout depuis qu'Arthur Jorge, l'ancien entraîneur qui le battait froid, est parti. Il était bien auparavant à Monaco. Mais il se sentait à son aise dans toute autre équipe, pourvu qu'on lui fasse confiance et lui laisse exprimer son talent. Le footballeur a tellement voulu venir en Europe : il ne peut se plaindre de son sort. De toute façon, là où ailleurs, ce sera toujours loin de l'Afrique.

George Opong Weah est né à Monrovia, au Libéria, le 1^{er} octobre 1966. Il sait qu'il y retournera. Il souhaite y finir sa vie et y être enterré. C'est à son désir suprême, et l'homme a jusqu'à présent toujours fait aboutir ses ambitions. Il croit très fort en Dieu et en lui-même. Ce n'est pas là orgueil mal placé, mais simple constat d'une évidence : « J'ai vu que j'étais un bon footballeur et j'ai décidé d'en faire quelque chose. » Quand on naît dans un pays parmi les plus pauvres du continent le plus pauvre, réussir devient une nécessité vitale, exploiter ses qualités un devoir.

Dans la rue, George Weah a vu des bobbies et vu le football. Puis il a commencé à jouer dans une vraie équipe, les Young Survivors de Claretown, un quartier de Monrovia. « Il n'y avait pas d'entraîneur. On arrivait et on tapait dans la balle », se souvient Joe Nagbe, l'avant-centre de l'OGC

Nice. En 1982, lorsqu'ils se rencontrèrent sur le terrain pelé de Claretown, George avait seize ans, Joe quatorze. Petits de taille, les deux adolescents hisserent les Survivors au tout premier plan.

Ils sont repérés et engagés en 1985 par le Onze invincible, l'équipe la plus prestigieuse du pays. Son nouveau club accaparait les meilleurs joueurs et par là même les titres.

Au Libéria, devenir « invincible » était la consécration d'une carrière, le bout du rêve. Le meilleur buteur du championnat n'avait pas vingt ans, mais devenait pourtant que son avenir était ailleurs, plus loin. « Nous regardions les matches européens à la télévision. Je savais que c'était là que je devais aller. » Le jeune prodige n'était pas le premier talent à éclore dans ce coin d'Afrique. Au début des années 60,

le gardien de l'équipe nationale, David Mommo, avait été contacté par de grands clubs anglais comme Arsenal. « Ce monsieur est comme le drapeau du Libéria, on ne donne pas son drapeau », avait déclaré le président Tubman, l'homme politique chef de l'Etat, qui, de 1943 à 1971, avait enflammé le pays dans la routine. Victimes de ce patriotisme casanier, mais surtout de la crainte de l'inconnu, les grands joueurs

n'avaient pas pu ou pas voulu partir. George Weah fut le premier à oser s'expatrier, à le désirer farouchement.

« En 1986, j'ai eu vingt ans et je savais que j'étais prêt à partir. » L'occasion, il l'attendit encore un an. Les chemins de l'Europe passèrent par le Cameroun, où il joua au Tonnerre de Yaoundé. Une étape seulement, et rien de plus, sur le chemin qu'il s'était tracé. Il fut repéré - surtout fit tout pour l'être - par Claude Le Roy, le sélectionneur des Lions indomptables, l'équipe nationale camerounaise. Le Français le recommanda à Arsène Wenger, l'entraîneur de Monaco. George Weah débarqua dans la principauté en 1988.

Un Libérien sur le Rocher. Les premiers temps ont été durs. Il logeait à l'hôtel Terminus, à côté de la gare. « Je ne parlais pas le français. Je n'avais plus mes amis. Il y avait toujours du bruit, des trains tous les matins, tous les soirs. Mais pour moi, c'était un bon test. Ça m'a permis de savoir si j'étais capable de tenir. Et puis j'ai été content quand on m'a trouvé un petit appartement. » L'examen de l'hôtel Terminus, il fit en sorte d'y éviter aux autres Libériens : il les hébergea,

les entassa parfois dans son deux pièces, transformé en sas d'accueil.

Car, à peine arrivé, le joueur n'a eu de cesse de faire venir les amis qui lui manquaient tant. Avec la bienveillance, complice d'Arsène Wenger - « mon deuxième père » -, Monaco vit débouler en rangs serrés la fine fleur du football libérien, ses « petits frères ». Outre Maas Saar qui joue désormais à Alès, le « passeur » a aidé James Debbah, son cousin, mais aussi le joueur dont on faisait son grand rival au Libéria, Joe Nagbe évidemment, également Kelvin Sebwe (Toulouse), Victor Kouwlo (Cannes) et d'autres. L'AS Monaco ne pouvait les garder tous, et ils essaieront avec plus ou moins de bonheur la première et la deuxième division.

Aujourd'hui, le « grand frère » souhaiterait faire venir le jeune Williams Rambollah, à propos de qui il ne tarit pas d'éloges. Arsène est parti chercher fortune au Japon et ne peut plus l'aider. Alors il s'est tourné vers le PSG, qui a décidé d'aller superviser cette huitième merveille vantée par leur vedette.

« Les gens croient en moi. C'est mon pays, je dois l'aider. J'ai du travail à faire là-bas »

On ne refuse rien à un tel joueur. Grâce à ses coups de tête, ses coups de patte et ses coups de reins, Weah était devenu entre-temps « Mister George », bretteur redouté partout en Europe. Mais, à la manière du Portrait de Dorian Gray, à mesure que sa carrière prenait un visage plus lumineux, l'image du Libéria s'abaissait dans une terrible guerre civile. Signe d'un léger mieux, l'équipe nationale, l'Etoile solitaire, est de nouveau inscrite dans les compétitions internationales. George Weah et sa légion étrangère jouent et gagnent pour le Libéria. Dans un pays en guerre avec lui-même, les exploits

des rejets sont devenus un des rares éléments fédérateurs. Le temps d'une trêve, les rebelles traversent la ligne de front pour assister au match. « Le pays a reculé de vingt-cinq ans depuis 1989. Le football est une fenêtre, un espoir pour la population et George Weah est devenu un symbole », explique Aaron J. George, ambassadeur du Libéria en France.

La guerre qui a déshérité son pays, le héros national l'a vécue par procuration, de l'étranger, mais certainement pas de l'extérieur. « Les gens croient en moi. C'est mon pays, je dois l'aider. J'ai du travail à faire là-bas », explique le porte-drapeau.

Peu doué pour la chose publique, il donne ce qu'il a de plus : l'argent. Il participe à ce « socialisme à l'africaine », selon l'expression d'Aaron J. George, tout de morale et de paternalisme imbriqués, et sa main nourrit par capillarité une « famille » aux dimensions sans cesse élargies. En janvier, alors qu'il séjournait au Libéria, une femme inconnue, venue avec plusieurs enfants à charge, se présente à la résidence du footballeur, protégée par la police. Elle fit porter à George Weah une lettre de recommandation. Ce dernier la fit venir et lui donna de l'argent. La femme remercia et repartit.

Il lui faudra donner beaucoup encore pour adoucir le sort de ses compatriotes. La fortune amassée, pourtant coquette et investie essentiellement à New York, n'y suffirait pas. Alors George Weah, immigré de première classe, joue en Europe pour gagner encore plus d'argent et ne s'en cache pas. Esthète, il aime les coups d'éclat, ceux qui marquent les esprits et enflamment le public. Ceux qui font également grimper les enchères : le Milan AC, champion d'Europe en titre, proposerait plus de 40 millions de francs pour s'assurer ses services. Voilà qui est tentant.

« Peut-être que je vais continuer ici, peut-être que je vais partir. Pour le moment, je suis au PSG », dit-il, énigmatique. George Weah et Alaji Sidibay, son ami et agent, espèrent gérer au mieux sa carrière et la pousser jusqu'à quarante ans. Pour lui et pour le Libéria.

Benoit Hopquin



Le saut à la perche, nouvelle aventure pour les femmes

CAROLINE AMMEL s'écroule sur un banc, les yeux dans le vague. Elle vient de rater le butoir. Grièvement blessée au coude gauche lors d'un entraînement il y a trois mois, elle réapprend ses gammes, piétine un peu, la confiance ébranlée. Elle sera pourtant à Liévin, samedi 25 février, lors des championnats de France en salle, pour tenter les sommets. Elle a l'audace de ses vingt et un printemps. Et une idole : Sergueï Bubka.

Elle saute 3,91 mètres. Et cela la grise. Il y a trois ans, la petite pionnière de l'ASPTT Grenoble a abandonné le 400 mètres haies pour prendre de la hauteur dans une discipline jusqu'alors interdite aux femmes : le saut à la perche.

La détermination lui dans le regard noisette de ce poids plume (1,64 mètre pour 50 kilos) a fait flancher Maurice Houvion, l'entraîneur

des perchistes français. La discrète blondinette a intégré sans vagues les rangs d'une équipe strictement masculine. Aujourd'hui penserait-elle à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (Insep), où elle est inscrite en BTS d'action commerciale, elle peut s'entraîner six fois par semaine avec les meilleurs. « Ça s'est passé comme dans la vie de tous les jours, dit-elle, on apprend à se connaître. Ils me protègent et je leur demande conseil. »

Pendant longtemps, elle a sauté sans savoir où ça la menait. Maintenant, elle n'est plus seule. L'IAAF homologue les records depuis la saison passée et propose même des concours exclusivement féminins. La discipline devrait être retenue pour les championnats du monde de 1997 et les Jeux olympiques de l'an 2000 à Sydney. Sa réussite et son obstina-

tion ont suscité des vocations. Au bout de la piste d'élan, trois autres filles se concentrent. Une gamine aux cheveux courts observe Caroline avec l'admiration d'une sœur cadette. Après une poignée d'après-midi passé le mercredi à l'Insep, Amandine Homo, sociétaire du Dynamique Aulnay Club, se propulse déjà jusqu'à 3,50 mètres, le record de France minimes et la deuxième meilleure performance nationale de l'année. A quatorze ans. Samedi, elle sautera avec les « grandes », hors compétition, à Liévin.

« Mon mari est perchiste, et mes gosses, petits, passaient leur temps à courir dans le couloir de l'appartement armés d'un manche à balai pour l'imiter », s'amuse sa mère, Françoise, lanceuse de marteau.

La mère et la fille sont venues trouver Houvion à la rentrée scolaire. Lui n'a pas le temps de pratiquer la détection, mais on se repasse l'information dans la région. On connaît sa méthode : soigner l'expérience humaine autant que les performances « car, après tout, qu'est-ce que ça apporte dans la vie de sauter un mètre de plus que les autres ? ». Avec Amandine, le courant passe. Elle a progressé de 50 centimètres en à peine cinq mois.

LES FILLES DU « PAPE »

Le pape de la perche française accueille à bras ouverts ces nouvelles recrues. Cet homme de soixante ans a tout vu en plus de trente années de « recherche » pour aller toujours plus haut. Et, aujourd'hui, c'est comme s'il découvrait une nouvelle discipline. L'expérience avec « ses » filles constitue le plus beau défi de sa carrière. Il découvre leur approche psychologique, leur sens du courage et leurs inhibitions. Il s'interroge sur l'équilibre des qualités - gymniques ou athlétiques - à cultiver. Il s'investit et explique avec cœur.

L'aventure prime encore sur le résultat. « Même si elles sautent moins haut que les garçons, même si elles risquent d'être vite dépassées par des filles plus grandes et plus fortes physiquement », dit Houvion, mes athlètes sont de vraies pionnières, et leur engagement précède leur permet encore d'espérer un bon niveau mondial. Mais qu'une Drechsler se mette à la perche, et elle montera vite à cinq

mètres » (l'actuel record du monde, 4,15 m, est détenu par la Chinoise Sun Caoyun, qui vient de l'emporter cinq fois en deux semaines).

Pour briller, il faut d'abord savoir courir, bien et vite. Puis avoir des dispositions pour le saut. Une fois qu'on a quitté le sol, on devient gymnaste : on travaille sur un agès mobile. Aux Etats-Unis, où la discipline fait son entrée dans les écoles, Melissa Price, une des espoirs du pays, est d'ailleurs une ancienne gymnaste.

Caroline connaît ses limites. Mais elle a sauté si longtemps pour pas grand-chose qu'elle ne renonce pas à ses ambitions. Elle répète la théorie que lui a, un jour, exposée Bubka, mais ne désarme pas. « Il ne comprend pas pourquoi une femme s'imposerait le travail physique que requiert la perche parce qu'il en a bon lui-même », explique-t-elle. Il pourrait même briller en décaïthon tant il sait faire de choses. A la perche, tout le corps est sollicité : les abdominaux, les dorsaux, les jambes et les bras. Parfois on n'en peut plus, mais je dépasserai quand même les quatre mètres sans être aussi bête que lui. »

Houvion se dit bluffé par la force de caractère de ses filles. « Pour venir après son accident, Caro s'est imposé une dose de travail dont je n'avais jamais vu mes garçons capables. » Pour l'instant, Caroline peut y croire. A la fin de la saison dernière, elle figurait au cinquième rang mondial féminin, derrière les Chinoises et les Allemandes, qui, malgré l'absence de compétitions officielles et la non-reconnaissance des records, ont dix ans d'avance en la matière.

« Nos dirigeants et nos organisateurs ont ignoré un phénomène prévisible », explique Houvion. Les femmes gagnent du terrain dans tous les domaines (triple saut, marteau, 10 000 mètres), la motivation de celles qui veulent faire de la perche s'est accrue à cause du manque d'objectifs sérieux qui leur était offert. Aujourd'hui, elles disposent de perches qui leur conviennent. Maintenant, il va sans doute falloir penser à équiper les stades de deux sautoirs à la perche pour que les femmes aient leur propre concours, sinon les compétitions n'en finiront pas. »

Patricia Jolly

Record d'invincibilité pour le FC Nantes

EN ALLANT faire match nul à Saint-Etienne (1-1), jeudi 23 février, en match avancé de la 27^e journée, les footballeurs nantais ont battu le record d'invincibilité depuis le début d'un championnat, avec vingt-sept matches sans défaite consécutifs. Le précédent record appartenait au Paris-SG, champion de France lors de la saison 1985-1986. Le FC Nantes a aussi égalé le record d'invincibilité en cours de championnat, établi par le PSG la saison dernière, de la 6^e à la 32^e journée. Au classement provisoire, avant les autres matches de cette journée qui devaient avoir lieu vendredi 24 février, Nantes compte neuf points d'avance sur le PSG, qui a sévèrement battu Lyon (4-1) au Parc des Princes. Les Parisiens sont désormais seuls deuxièmes, trois points devant les Lyonnais, qui comptent toutefois un match en moins (à rejouer à Metz).

L'Italie se dote d'une loi contre la violence dans les stades

LE SÉNAT italien a définitivement approuvé, jeudi 23 février, un décret-loi destiné à prévenir la violence dans les stades, après le meurtre, le 29 janvier, d'un jeune supporter de l'équipe de football de Genoa par un tifosi de l'équipe du Milan AC. Ce décret prévoit notamment que les supporters violents qui auront fait l'objet de dénonciations ne seront pas admis dans les stades et seront obligés d'aller pointer dans un commissariat de police à l'heure du match. Il stipule aussi que les sociétés sportives participeront aux frais du maintien de l'ordre dans les stades et qu'aucune aide ne pourra être accordée à des clubs dont des supporters auront été préalablement condamnés pour violence.

(AFP)

■ SANCTION : Laurent Moracchini a été suspendu jusqu'au 31 juillet, jeudi 23 février, par la commission de discipline de la Ligue nationale de football. Le joueur bastiais avait donné un coup de pied et un coup de tête au Guingampais Claude Michel, le 14 février, en quart de finale de la Coupe de la ligue. Il avait déjà été l'auteur d'un même geste contre le Monégasque Eric Di Meo le 26 novembre dernier.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS

Demi-finales 7^e journée

POULE A

Udinese-CSKA Moscou 85-88 a. p.

PAOK Salonique-Pesaro 84-79

Real Madrid-Parahimathos Athènes 66-58

Maccabi Tel Aviv-Benfica Lisbonne 86-75

Classement final : 1. Parahimathos Athènes, 24 pts ; 2. Real Madrid, CSKA Moscou et Pesaro, 23 ; 3. Maccabi Tel Aviv, 22 ; 4. PAOK Salonique ; 5. Udinese, 17 ; 6. Benfica Lisbonne, 16.

POULE B

Zagreb-Istanbul 79-59

Limoges-Leverkusen 63-47

Barcelona-Olympiakos Le Pirée 79-64

Budapest-Bologne 60-61

Classement final : 1. Limoges, 24 ; 2. Le Pirée, 23 ; 3. Zagreb et Bologne, 22 ; 5. Istanbul et Barcelona, 22 ; 7. Leverkusen, 18 ; 8. Badalona, 15.

Quarts de finale (9 et 14 mars avec matchs d'appui éventuels le 16 mars) : Pesaro-Limoges ; CSKA

Moscou-Olympiakos Le Pirée ; Zagreb-Real Madrid ; Bologne-Parahimathos Athènes.

COUPE D'EUROPE DES CLUBS

Demi-finales (matchs d'appui) Antibes-Trieste 83-87

Vizhin (Egit-Israël) 70-66

La finale Trieste-Vizhin aura lieu le 14 mars à Istanbul

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1

27^e journée

Paris SG-Lyon 4-1

Saint-Etienne-Nantes 1-1

VOILE

COUPE DE L'AMERICA

Troisième Round Robin

Coupe Citizen : Young-America bat America de 1 min 19 sec.

Classement : 1. Young-America, 25 pts ; 2. Stars and Stripes, 21 ; 3. America, 7.

Retrouvez tous les jours
les pages « Culture »
du nouveau Monde
Pour ne manquer aucun rendez-vous :

ABONNEZ-VOUS !

Par courrier : votre bulletin d'abonnement est dans la page « Agenda » de ce numéro.

Par téléphone : au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par MINITEL : sur 3615 LEMONDE

سكاي جاليجو

Les professionnels du son font le point sur les mutations en cours à l'occasion de leur convention, qui a lieu à Paris du 25 au 28 février

annuelle de l'Audio Engineering Society qui se tient à Paris du 25 au 28 février est l'occasion de faire le point sur toutes ces techniques professionnelles du son, en pleine mutation.

Il y a quelques mois dans le cadre de la production de l'album *Duets* de Frank Sinatra. Il a pu chanter sans se déplacer, de son ranch, en duo, à distance et en direct, avec Liza Minelli, en vacances au Brésil, Gloria Estefan, installée à Miami, et le chanteur Bono, du groupe U2, dans son fief dublois.

Cette expérience annonce les futurs systèmes de diffusion centralisés sur lesquels travaillent de nombreux laboratoires. D'ici à la fin du siècle, soit dans moins de cinq ans, les compagnies cinématographiques prévoient de généraliser aux Etats-Unis la diffusion sous forme numérique des films accompagnés de leur bande-son en reliant par fibres optiques les centres de distribution aux salles de cinéma. Les avantages d'un tel procédé sont multiples : suppression de la programmation en salles « à la carte », en fonction de l'heure de l'affichage, etc., suppression des opérations de copie des films des opérations de distribution aux salles (d'où un gain financier considérable).

Et, pour les adeptes de l'écoute musicale à domicile, les procédés de compression du son permettent de consulter à distance les catalogues de maisons de disques et d'écouter chez soi les œuvres sélectionnées avec un confort d'écoute comparable à celui de la bande FM, les parasites en moins. On peut d'ores et déjà consulter le catalogue du label discographique IUMA (Internet Underground Music Archivists) d'Amsterdam. L'accès aux informations est gratuit, dans un délai d'une instantanée. Les titres de chargement moyennent pour un titre de trois minutes et de l'ordre d'une bonne dizaine de minutes. De quoi apprendre les rudiments de l'écoute.

Denis Fortin

★ Convention de l'AES, du 25 au 28 février. Palais des Congrès, porte Maillot, à Paris. Ouvert de 14 à 18 heures. Entrée à l'exposition 200 F. Entrée aux conférences 1 350 F. Renseignements : (1) 47 34-71-04.

l'écran s'effectue par l'intermédiaire d'une souris ou par les touches du clavier. Bien entendu, les différents réglages sont mémorisables et peuvent être rappelés à tout instant.

L'une des applications les plus intéressantes du procédé *direct to disk* se situe dans le domaine du montage. L'antique paire de ciseaux ou la lame de rasoir utilisées pour couper la bande magnétique ont cédé la place à la méthode du « couper-déplacer-coller ». Il suffit de sélectionner avec un curseur ou une souris la zone affichée sur l'écran corres-

Créée en 1948 aux Etats-Unis, l'Audio Engineering Society (AES) est une société savante internationale qui regroupe près de douze mille membres actifs, chercheurs, acousticiens, ingénieurs du son, industriels, producteurs de disques, étudiants, répartis dans une trentaine de pays. Ses nombreuses activités sont relayées par une revue scientifique de haut niveau disponible uniquement sur abonnement. La publication d'un article dans *The Journal of AES* représente un passage obligé dans une carrière de chercheur en acoustique ou en électroacoustique.

L'AES a également pour vocation l'organisation des études concernant la normalisation des procédures et des standards dans l'industrie de l'audio. Un vaste chantier, lorsque l'on connaît la sophistication et la diversité des systèmes employés dans ce vaste secteur d'activités qui couvre notamment la sonorisation (salles et lieux publics), la production discographique, la diffusion radio et télé, l'acoustique architecturale et la psychoacoustique. En France, le chiffre d'affaires de l'audio professionnel est estimé à 1 milliard et demi de francs, toutes activités confondues.

tallations à risques. Il faut éviter que ne se reproduise l'accident d'irradiation qui, il y a quelques années au Canada, avait provoqué la mort de plusieurs cancéreux par suite du dysfonctionnement d'un appareil. Lors du procès intenté contre les familles des victimes, l'avocat de la défense avait réussi à démontrer que le coupable était un logiciel défaillant.

Actuellement, pour améliorer la sécurité des systèmes informatiques, les efforts portent sur : les composants, qui doivent être protégés des agressions d'un milieu qui peut être hostile (radiations, produits chimiques); les logiciels, sur lesquels sont effectués des études de fiabilité pour vérifier leur stricte de fonctionnement; et l'architecture des ordinateurs, doublée ou triplée pour obtenir des redondances. Pour ce qui est des logiciels, les spécialistes sont unanimes. « On ne sait pas, et on ne le saura jamais, faire des logiciels sans faute », disent-ils. « Nous partons donc de l'hypothèse qu'il y aura de la faute dans le logiciel et les mo-

riels, et que nous saurons les gérer : précise Anne-Marie Lapassart, responsable du programme sûreté des systèmes programmés au STETI.

Actuellement, les techniques « sont arrivées à maturité ». Le mouvement est donc venu de « généraliser des méthodes utilisées avec succès dans l'industrie de pointe, et les simplifier en diminuant les coûts », pour les diffuser vers les industries plus modestes et les PME.

L'enjeu est loin d'être négligeable : le coût des sinistres informatiques en France demeure élevé. Il a doublé, passant, en dix ans, de 6 milliards de francs en 1984 à 11,2 milliards de francs, en 1994, pour l'ensemble des entreprises privées, hors secteur public. Ces chiffres, communiqués par les compagnies d'assurances et le Club (Club de la sécurité informatique français), englobent les fautes accidentelles et les fautes intentionnelles.

Christiane Galus

■ **PHYSIQUE** : le seuil de vaporisation d'un noyau atomique « chaud » a été déterminé expérimentalement par une équipe de physiciens du CNRS et du CEA, grâce au détecteur Indra du grand accélérateur national d'ions lourds (Ganil) à Caen. Qualifiés de « noyaux froids », les atomes stables de matière, ces noyaux instables sont obtenus lors des collisions dans des accélérateurs d'ions lourds. Les chocs énormes qui s'y produisent perturbent l'équilibre des noyaux et en élèvent considérablement la température. Au stade ultime, les noyaux se brisent, se vaporisent en de multiples fragments. Les physiciens ont pu observer ce phénomène au Ganil en projetant les uns contre les autres des noyaux d'argon (un gaz rare) et de nickel. Ils ont pu établir que le seuil de la vaporisation « se situe » aux alentours de 90 milliards de degrés. Ces études sont utiles pour la compréhension des étoiles massives et la formation des étoiles à neutrons.

■ **ARCHÉOLOGIE** : le « trésor » **gallo-romain** découvert à Euzai (Gers) il y a dix ans retrouve sa **racine** d'origine. Composé de centaines de milliers de monnaies, de bijoux d'or somptueux, de coupes d'argent, il est la vedette du nouveau musée créé pour présenter au public les vestiges retrouvés dans la commune lors de fouilles de sauvetage, et doit être inauguré mercredi 1 mars. Ces vestiges sont ceux d'Elusa (aujourd'hui Euzai), fondée au VI^e siècle par des libères et devenue, aux premiers siècles de notre ère, une importante ville commerciale et le siège des premiers évêques d'Aquitains.

des planètes vivent à une distance de 10 à 100 fois celle qui sépare la Terre de la planète la plus proche, l'ASTROLOGIE a une importance capitale. Les molécules d'oxygène, en même temps, sont dans l'un des satellites de Jupiter, Europa. Le télescope spatial Hubble a en effet détecté dans le spectre de l'ultraviolet, et la provenance de cette lueur glacée, les radiations lumineuses caractéristiques de l'oxygène atomique. Selon les chercheurs américains (de l'université Johns Hopkins (Maryland) qui ont dirigé cette étude, cet oxygène provient très probablement d'une réaction entre des électrons et de l'oxygène moléculaire. La découverte de ce gaz essentiel autour d'Europa laisse toutefois peu d'espoir de trouver trace de vie dans la atmosphère et la plus ténue que nous connaissons actuellement dans le système solaire, et la température qui règne à la surface du satellite ne dépasse pas - 135 degrés.

gités
■ **TABAC**: la cigarette de l'année 2000 sera-t-elle dotée d'une batterie, contrôlée par une puce électronique, et sensible à la pression des lèvres ? Ce n'est pas une trouvaille de science-fiction, mais une des multiples thématiques de recherche conduites par un grand groupe de tabaciers américains et étrangers, pour réaliser une cigarette sans fumée. Tenu secret jusqu'à présent, ce projet de cigarette électrique dormait, avec plusieurs douzaines d'autres, à la bibliothèque publique de la ville de New York, où les brevets sont enregistrés sur microfilms. — (*Wall Street Journal*)

Denis Fortier

Manière de voir
Le trimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique

Un atlas raisonné des conflits

Après la disparition du mur de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique, l'ancien ordre international s'est effondré. L'esprit d'un monde plus juste, régi par les Nations unies, est mort en Bosnie, au Rwanda, en Somalie. Partout, le réveil des nations a rapidement revivé d'anciens antagonismes. Les conflits internes menacent la cohésion des Etats. Et d'autres affrontements perdurent, malgré les progrès des négociations en Afrique australe et en Irlande du Nord.

Manière de voir présente un atlas complet, clair et rigoureux du bouleversement du monde, du nouveau paysage géostratégique mondial et une analyse de l'évolution la plus récente de chacun des conflits qui ravagent la planète.

100 pages - 50 cartes en couleur - 42 F

C'est, à peine arrivé, le joueur n'a eu du cesse de faire venir les amis qui lui manquaient tant. Avec la bienveillance complice d'Arvine Weinger - « mon deuxième père » - Monaco va goûter en rings - vers la fin du mois de football hivernal, vers « petits lites ». Outre Maay, deux qui jure désormais à Ali, c'est « pater » a été James Debbah, son cousin, mais aussi le joueur après lui, l'ancien grand vainqueur à l'éthère. Les quatre d'aujourd'hui également Kevin Sebae (Tunisie), Victor Komiha (Cameroun) et d'autres. L'AS Monaco ne pouvait les garder tous, et ils ont commencé avec plus ou moins de bonheur la première et la deuxième division.

Aujourd'hui, le « grand frère » voudrait faire venir le jeune Williams à Hambourg, à propos de quoi il ne fait pas d'illages. Armand est parti chercher fortune au Japon et ne peut plus faire. Alors il s'est tourné vers le PSG, qui a demandé à Louis surprendre cette huitième merveille vanillée par leur vedette.

« Les gens croient
en moi.
C'est mon pays,
je dois l'aider.
J'ai du travail
à faire là-bas »

Quais reflexos tem a crise da energia elétrica e das usinas de Itaipu sobre o preço da carne e dos produtos de origem animal? Wladimir de Almeida explica: sempre a maior George A. Petros, também formado em Economia. Mas o estudante do Instituto de Economia da USP reconhece que a carne pode ficar mais cara. "Se a crise da energia afetar a produção de leite e de ovos, o preço da carne de frango também pode subir", afirma. Mas, segundo ele, a carne bovina não sofrerá impacto direto. "O gado não depende da energia elétrica para se alimentar", afirma. Mas, segundo ele, a carne bovina não sofrerá impacto direto. "O gado não depende da energia elétrica para se alimentar", afirma.

Les rejets sont devenus un élément fédérateur, au point d'être l'élément d'une trêve, les rebelles se joignant à la ligne de front pour combattre une cause commune. Depuis 1989, le mouvement a été dirigé par George Weah et son "United Front", explique l'ancien ambassadeur du Liban en France.

[illegible][illegible]**Ernest Horn**

The following information was obtained from the files of the Internal
 Security Section, New York Office, dated 10/10/50, and 10/11/50, and
 10/12/50, and 10/13/50, and 10/14/50, and 10/15/50, and 10/16/50,
 and 10/17/50, and 10/18/50, and 10/19/50, and 10/20/50, and 10/21/50,
 and 10/22/50, and 10/23/50, and 10/24/50, and 10/25/50, and 10/26/50,
 and 10/27/50, and 10/28/50, and 10/29/50, and 10/30/50, and 10/31/50,
 and 11/1/50, and 11/2/50, and 11/3/50, and 11/4/50, and 11/5/50,
 and 11/6/50, and 11/7/50, and 11/8/50, and 11/9/50, and 11/10/50,
 and 11/11/50, and 11/12/50, and 11/13/50, and 11/14/50, and 11/15/50,
 and 11/16/50, and 11/17/50, and 11/18/50, and 11/19/50, and 11/20/50,
 and 11/21/50, and 11/22/50, and 11/23/50, and 11/24/50, and 11/25/50,
 and 11/26/50, and 11/27/50, and 11/28/50, and 11/29/50, and 11/30/50,
 and 12/1/50, and 12/2/50, and 12/3/50, and 12/4/50, and 12/5/50,
 and 12/6/50, and 12/7/50, and 12/8/50, and 12/9/50, and 12/10/50,
 and 12/11/50, and 12/12/50, and 12/13/50, and 12/14/50, and 12/15/50,
 and 12/16/50, and 12/17/50, and 12/18/50, and 12/19/50, and 12/20/50,
 and 12/21/50, and 12/22/50, and 12/23/50, and 12/24/50, and 12/25/50,
 and 12/26/50, and 12/27/50, and 12/28/50, and 12/29/50, and 12/30/50,
 and 12/31/50, and 1/1/51, and 1/2/51, and 1/3/51, and 1/4/51, and 1/5/51,
 and 1/6/51, and 1/7/51, and 1/8/51, and 1/9/51, and 1/10/51, and 1/11/51,
 and 1/12/51, and 1/13/51, and 1/14/51, and 1/15/51, and 1/16/51,
 and 1/17/51, and 1/18/51, and 1/19/51, and 1/20/51, and 1/21/51,
 and 1/22/51, and 1/23/51, and 1/24/51, and 1/25/51, and 1/26/51,
 and 1/27/51, and 1/28/51, and 1/29/51, and 1/30/51, and 1/31/51,
 and 2/1/51, and 2/2/51, and 2/3/51, and 2/4/51, and 2/5/51, and 2/6/51,
 and 2/7/51, and 2/8/51, and 2/9/51, and 2/10/51, and 2/11/51, and 2/12/51,
 and 2/13/51, and 2/14/51, and 2/15/51, and 2/16/51, and 2/17/51,
 and 2/18/51, and 2/19/51, and 2/20/51, and 2/21/51, and 2/22/51,
 and 2/23/51, and 2/24/51, and 2/25/51, and 2/26/51, and 2/27/51,
 and 2/28/51, and 2/29/51, and 2/30/51, and 3/1/51, and 3/2/51, and 3/3/51,
 and 3/4/51, and 3/5/51, and 3/6/51, and 3/7/51, and 3/8/51, and 3/9/51,
 and 3/10/51, and 3/11/51, and 3/12/51, and 3/13/51, and 3/14/51, and 3/15/51,
 and 3/16/51, and 3/17/51, and 3/18/51, and 3/19/51, and 3/20/51, and 3/21/51,
 and 3/22/51, and 3/23/51, and 3/24/51, and 3/25/51, and 3/26/51, and 3/27/51,
 and 3/28/51, and 3/29/51, and 3/30/51, and 3/31/51, and 4/1/51, and 4/2/51,
 and 4/3/51, and 4/4/51, and 4/5/51, and 4/6/51, and 4/7/51, and 4/8/51,
 and 4/9/51, and 4/10/51, and 4/11/51, and 4/12/51, and 4/13/51, and 4/14/51,
 and 4/15/51, and 4/16/51, and 4/17/51, and 4/18/51, and 4/19/51, and 4/20/51,
 and 4/21/51, and 4/22/51, and 4/23/51, and 4/24/51, and 4/25/51, and 4/26/51,
 and 4/27/51, and 4/28/51, and 4/29/51, and 4/30/51, and 5/1/51, and 5/2/51,
 and 5/3/51, and 5/4/51, and 5/5/51, and 5/6/51, and 5/7/51, and 5/8/51,
 and 5/9/51, and 5/10/51, and 5/11/51, and 5/12/51, and 5/13/51, and 5/14/51,
 and 5/15/51, and 5/16/51, and 5/17/51, and 5/18/51, and 5/19/51, and 5/20/51,
 and 5/21/51, and 5/22/51, and 5/23/51, and 5/24/51, and 5/25/51, and 5/26/51,
 and 5/27/51, and 5/28/51, and 5/29/51, and 5/30/51, and 5/31/51, and 6/1/51,
 and 6/2/51, and 6/3/51, and 6/4/51, and 6/5/51, and 6/6/51, and 6/7/51,
 and 6/8/51, and 6/9/51, and 6/10/51, and 6/11/51, and 6/12/51, and 6/13/51,
 and 6/14/51, and 6/15/51, and 6/16/51, and 6/17/51, and 6/18/51, and 6/19/51,
 and 6/20/51, and 6/21/51, and 6/22/51, and 6/23/51, and 6/24/51, and 6/25/51,
 and 6/26/51, and 6/27/51, and 6/28/51, and 6/29/51, and 6/30/51, and 7/1/51,
 and 7/2/51, and 7/3/51, and 7/4/51, and 7/5/51, and 7/6/51, and 7/7/51,
 and 7/8/51, and 7/9/51, and 7/10/51, and 7/11/51, and 7/12/51, and 7/13/51,
 and 7/14/51, and 7/15/51, and 7/16/51, and 7/17/51, and 7/18/51, and 7/19/51,
 and 7/20/51, and 7/21/51, and 7/22/51, and 7/23/51, and 7/24/51, and 7/25/51,
 and 7/26/51, and 7/27/51, and 7/28/51, and 7/29/51, and 7/30/51, and 7/31/51,
 and 8/1/51, and 8/2/51, and 8/3/51, and 8/4/51, and 8/5/51, and 8/6/51,
 and 8/7/51, and 8/8/51, and 8/9/51, and 8/10/51, and 8/11/51, and 8/12/51,
 and 8/13/51, and 8/14/51, and 8/15/51, and 8/16/51, and 8/17/51, and 8/18/51,
 and 8/19/51, and 8/20/51, and 8/21/51, and 8/22/51, and 8/23/51, and 8/24/51,
 and 8/25/51, and 8/26/51, and 8/27/51, and 8/28/51, and 8/29/51, and 8/30/51,
 and 8/31/51, and 9/1/51, and 9/2/51, and 9/3/51, and 9/4/51, and 9/5/51,
 and 9/6/51, and 9/7/51, and 9/8/51, and 9/9/51, and 9/10/51, and 9/11/51,
 and 9/12/51, and 9/13/51, and 9/14/51, and 9/15/51, and 9/16/51, and 9/17/51,
 and 9/18/51, and 9/19/51, and 9/20/51, and 9/21/51, and 9/22/51, and 9/23/51,
 and 9/24/51, and 9/25/51, and 9/26/51, and 9/27/51, and 9/28/51, and 9/29/51,
 and 9/30/51, and 10/1/51, and 10/2/51, and 10/3/51, and 10/4/51, and 10/5/51,
 and 10/6/51, and 10/7/51, and 10/8/51, and 10/9/51, and 10/10/51, and 10/11/51,
 and 10/12/51, and 10/13/51, and 10/14/51, and 10/15/51, and 10/16/51, and 10/17/51,
 and 10/18/51, and 10/19/51, and 10/20/51, and 10/21/51, and 10/22/51, and 10/

1. SECRET
 2. SECRET
 3. SECRET
 4. SECRET
 5. SECRET
 6. SECRET
 7. SECRET
 8. SECRET
 9. SECRET
 10. SECRET
 11. SECRET
 12. SECRET
 13. SECRET
 14. SECRET
 15. SECRET
 16. SECRET
 17. SECRET
 18. SECRET
 19. SECRET
 20. SECRET
 21. SECRET
 22. SECRET
 23. SECRET
 24. SECRET
 25. SECRET
 26. SECRET
 27. SECRET
 28. SECRET
 29. SECRET
 30. SECRET
 31. SECRET
 32. SECRET
 33. SECRET
 34. SECRET
 35. SECRET
 36. SECRET
 37. SECRET
 38. SECRET
 39. SECRET
 40. SECRET
 41. SECRET
 42. SECRET
 43. SECRET
 44. SECRET
 45. SECRET
 46. SECRET
 47. SECRET
 48. SECRET
 49. SECRET
 50. SECRET
 51. SECRET
 52. SECRET
 53. SECRET
 54. SECRET
 55. SECRET
 56. SECRET
 57. SECRET
 58. SECRET
 59. SECRET
 60. SECRET
 61. SECRET
 62. SECRET
 63. SECRET
 64. SECRET
 65. SECRET
 66. SECRET
 67. SECRET
 68. SECRET
 69. SECRET
 70. SECRET
 71. SECRET
 72. SECRET
 73. SECRET
 74. SECRET
 75. SECRET
 76. SECRET
 77. SECRET
 78. SECRET
 79. SECRET
 80. SECRET
 81. SECRET
 82. SECRET
 83. SECRET
 84. SECRET
 85. SECRET
 86. SECRET
 87. SECRET
 88. SECRET
 89. SECRET
 90. SECRET
 91. SECRET
 92. SECRET
 93. SECRET
 94. SECRET
 95. SECRET
 96. SECRET
 97. SECRET
 98. SECRET
 99. SECRET
 100. SECRET
 101. SECRET
 102. SECRET
 103. SECRET
 104. SECRET
 105. SECRET
 106. SECRET
 107. SECRET
 108. SECRET
 109. SECRET
 110. SECRET
 111. SECRET
 112. SECRET
 113. SECRET
 114. SECRET
 115. SECRET
 116. SECRET
 117. SECRET
 118. SECRET
 119. SECRET
 120. SECRET
 121. SECRET
 122. SECRET
 123. SECRET
 124. SECRET
 125. SECRET
 126. SECRET
 127. SECRET
 128. SECRET
 129. SECRET
 130. SECRET
 131. SECRET
 132. SECRET
 133. SECRET
 134. SECRET
 135. SECRET
 136. SECRET
 137. SECRET
 138. SECRET
 139. SECRET
 140. SECRET
 141. SECRET
 142. SECRET
 143. SECRET
 144. SECRET
 145. SECRET
 146. SECRET
 147. SECRET
 148. SECRET
 149. SECRET
 150. SECRET
 151. SECRET
 152. SECRET
 153. SECRET
 154. SECRET
 155. SECRET
 156. SECRET
 157. SECRET
 158. SECRET
 159. SECRET
 160. SECRET
 161. SECRET
 162. SECRET
 163. SECRET
 164. SECRET
 165. SECRET
 166. SECRET
 167. SECRET
 168. SECRET
 169. SECRET
 170. SECRET
 171. SECRET
 172. SECRET
 173. SECRET
 174. SECRET
 175. SECRET
 176. SECRET
 177. SECRET
 178. SECRET
 179. SECRET
 180. SECRET
 181. SECRET
 182. SECRET
 183. SECRET
 184. SECRET
 185. SECRET
 186. SECRET
 187. SECRET
 188. SECRET
 189. SECRET
 190. SECRET
 191. SECRET
 192. SECRET
 193. SECRET
 194. SECRET
 195. SECRET
 196. SECRET
 197. SECRET
 198. SECRET
 199. SECRET
 200. SECRET
 201. SECRET
 202. SECRET
 203. SECRET
 204. SECRET
 205. SECRET
 206. SECRET
 207. SECRET
 208. SECRET
 209. SECRET
 210. SECRET
 211. SECRET
 212. SECRET
 213. SECRET
 214. SECRET
 215. SECRET
 216. SECRET
 217. SECRET
 218. SECRET
 219. SECRET
 220. SECRET
 221. SECRET
 222. SECRET
 223. SECRET
 224. SECRET
 225. SECRET
 226. SECRET
 227. SECRET
 228. SECRET
 229. SECRET
 230. SECRET
 231. SECRET
 232. SECRET
 233. SECRET
 234. SECRET
 235. SECRET
 236. SECRET
 237. SECRET
 238. SECRET
 239. SECRET
 240. SECRET
 241. SECRET
 242. SECRET
 243. SECRET
 244. SECRET
 245. SECRET
 246. SECRET
 247. SECRET
 248. SECRET
 249. SECRET
 250. SECRET
 251. SECRET
 252. SECRET
 253. SECRET
 254. SECRET
 255. SECRET
 256. SECRET
 257. SECRET
 258. SECRET
 259. SECRET
 260. SECRET
 261. SECRET
 262. SECRET
 263.

[illegible]

LE DÉCLIN DES MAGNÉTOPHONES
Autre exemple, les systèmes de diffusion assistés par ordinateur de la dernière génération contrôlent en permanence les caractéristiques acoustiques du lieu, concevant la sonorisation de façon automatique. L'objectif est d'obtenir une diffusion sélective, adaptée à chaque spectateur quel que soit son emplacement dans le site (lieu couvert ou plein air). Un tel asservissement exige un parfait contrôle tant de la source de diffusion elle-même que de l'ensemble des critères de propagation du son.

Les magnétophones à bande sont pourvus d'un long déclin, entrainé il est par la dérive des traditions techniques, qui ont laissé s'éloigner par les nouvelles techniques d'enregistrement direct du disk. Comme le nom l'indique, ce procédé consiste à mémoriser le son sur le disque d'un micro-ordinateur, en se passant du support de la bande magnétique. Il suffit pour cela d'ajouter une carte de conversion audio-numérique au micro-ordinateur, PC ou Mac. Les avantages de ce procédé d'enregistrement sont nombreux : plus de bande magnétique à rembobiner, accès instantané à l'information, simplisme d'utilisation etc. La durée maximale d'enregistrement dépend de la taille du disque dur ou du disque à mémoire optique également couramment utilisés.

L'entreprise grenobloise Digigram s'est fait une spécialité de ces cartes électroniques, qu'elle exporte dans le monde entier.

4

ESCROQUERIE. Incarcéré, depuis le 20 décembre 1994, pour abus de biens sociaux et escroquerie, le marchand d'art Jacques Melki accuse, depuis la prison de la Santé,

des banques et des collectionneurs d'être coresponsables de la faillite frauduleuse de sa galerie, située rue de Seine à Paris. Plusieurs documents viennent confirmer des pra-

tiques douteuses : tableaux fictifs, fausses ventes, évasion de capitaux... ● EN PLUS du cas Melki, d'autres affaires portent atteinte à la crédibilité du marché de l'art : vol

et recel de tableaux de Chagall, marchands mis en examen ou emprisonnés, feuilleton de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Marcantoni... ● L'EUPHORIE du mar-

ché, dans les années 85-90, puis sa dégringolade, à partir de 1992, ainsi que la mode de l'art durant cette période, expliquent en partie ces « affaires ».

Le galeriste Jacques Melki rend des banques responsables de sa faillite

Tableaux fictifs, fausses ventes, évasion fiscale : incarcéré à la prison de la Santé pour escroquerie et abus de biens sociaux, le marchand parisien révèle les secrets peu avouables d'un certain marché de l'art dans les années 80

OÙ S'ARRÊTERA l'affaire Jacques Melki ? La faillite du marchand parisien, le spécialiste de Poliakoff, avait ébranlé le milieu de l'art en 1993 lorsqu'un passif de 343 millions de francs avait été constaté, pour deux tiers au détriment des banques, mais aussi de collectionneurs, de galeries et du Trésor public. Après cinq mois de cavale au Mexique, Jacques Melki est rentré en France, le 13 novembre 1994, et incarcéré un mois plus tard pour abus de biens sociaux, escroquerie et complicité d'escroquerie à l'encontre du Trésor public. Mais, s'il veut bien plonger, le galeriste ne veut pas être le seul. Et il parle. Des pratiques douteuses ont ainsi été mises au jour : fausses ventes de tableaux, tableaux fictifs, évasion fiscale, complicité de banques et de particuliers qui ont joué le rôle de banquier, fausses domiciliations... Cela en dit long sur le fonctionnement d'un certain marché de l'art, à la fin des années 80, quand les prix se sont envolés avant de dégringoler en 1992.

Dans une lettre envoyée aux trois magistrats instructeurs - vingt feuillets serrés -, Jacques Melki met en cause des banquiers et des particuliers spéculateurs qui, selon lui, ont profité de sa connaissance du marché, avant de lui couper les vivres quand les affaires ont mal tourné. Il les accuse d'être complices des pratiques douteuses de « cavalerie » : achat, vente, revente, prêts d'argent et de tableaux pour « couvrir », en vain, un trou financier qui n'a cessé de se creuser à partir de 1992 tant la cote des tableaux s'effondrait. Melki dit-il vrai ? Le marchand reste le principal responsable de sa faillite frauduleuse, mais nombre de ses accusations semblent confirmées par des documents. Un indice plaide en sa faveur : peu de ses « victimes » ont porté l'affaire devant la justice.

Pour celle-ci une énigme majeure est à résoudre : où sont passées les quelque deux cents œuvres (huiles, dessins, pastels, gouaches, lithographies, bronzes) soigneusement répertoriées dans le livre de police du galeriste ? Où sont les Poliakoff, Miró, Dubuffet, Picasso, Juan Gris, Léger... ? L'ensemble est estimé 160 millions de francs, mais le liquidateur judiciaire n'a trouvé que 10 millions de francs de tableaux dans les locaux de la rue de Seine.

Jacques Melki a dressé la liste des banques et particuliers qui détenaient les tableaux volatilisés. On retrouve les noms de plusieurs établissements financiers (Banque générale de commerce, la Société de banque occidentale - SDBO, filiale du Crédit lyonnais -, l'UBP, la Compagnie financière Edmond de



Rothschild, la Banque Pallas). Le marchand cite également une dizaine de personnes, dont une, à elle seule, détiendrait six Poliakoff (dont *Dame de Liège*), cinq Soulages, un Dubuffet (*Psychosité*), le tout pour une valeur de 26 millions de francs. Le galeriste aurait été contraint de donner ces tableaux en gage pour obtenir des crédits bancaires, voire des prêts avec intérêts venant de particuliers. Il reconnaît également avoir organisé, en complicité avec des prêteurs, un certain nombre de ventes ou acquisitions fictives : un Juan Gris, un Aleshinski, un Adam, une *Composition cubiste* de Fernand Léger... Ainsi, la galerie aurait procédé, de 1990 à 1993, à 30 millions de francs d'achats fictifs qui masquaient des prêts d'argent. Jacques Melki

confirme également que plusieurs tableaux figurant au stock n'ont jamais existé. Par exemple deux huiles de Pincemin, mais aussi des Dubuffet, un Stella.

TABLEAUX FICTIFS

Ces mystifications avaient deux avantages : gonfler le stock de la galerie pour obtenir des prêts bancaires mais surtout monter de fausses opérations d'achat-vente en Suisse pour masquer une évasion de capitaux. Afin de justifier la création de tableaux fictifs, Jacques Melki met en cause ses prêteurs, notamment une banque française, qui aurait profité de l'asphyxie du marchand pour l'obliger à transférer 400 000 dollars (plus de 2 millions de francs) dans une de ses filiales en Suisse. Jacques Melki a

donné le code de son compte suisse : « Ernesto ».

Deux indices plaident pour la version de tableaux fictifs donnée par le galeriste : le fait que nombre de ventes étaient annulées alors que l'argent et le tableau restaient en Suisse. Mais aussi, selon plusieurs documents, les personnes à qui il achetait et vendait les tableaux étaient domiciliées au siège genevois de la société Fretail, spécialisée « dans le transport aérien d'œuvres d'art ». Un exemple : la société Segame (Jacques Melki) a acheté en avril et mai 1991 pour 11 millions de francs deux tableaux en provenance des États-Unis : *Vagueur et Santé*, de Dubuffet et *Composition*, de Frank Stella. L'argent a été versé par Jacques Melki en Suisse, chez Fretail. Un mois plus tard, le

galeriste revend plus cher les toiles : le Dubuffet, acheté 8,4 millions de francs, est cédé à Fretail 9,4 millions de francs. Le tableau de Stella, acheté 450 000 dollars (2,5 millions de francs) est revendu 600 000 dollars (3 millions de francs) à un particulier. Ces ventes sont annulées en décembre 1992. Jacques Melki affirme que les tableaux sont fictifs. On retrouve nombre d'opérations similaires. Pour *Composition abstraite*, de Nicolas de Staël par exemple, ou pour plusieurs tableaux d'Altman. Mais, là encore, les tableaux existaient-ils vraiment ? Au siège de Fretail, on répond laconiquement qu'« il doit simplement s'agir de tableaux à transporter ».

Par ailleurs, Jacques Melki met en cause Jean-Pierre Rein, ancien directeur général de la BGC, licencié depuis, et mis en examen. Le marchand accuse l'ancien banquier de s'être approprié des toiles en garantie tout en sachant qu'elles n'appartenaient pas à la galerie. La justice a d'ailleurs condamné, le 27 octobre 1994, la BGC pour « détention de tableaux sans titre de propriété » et a restitué un Picabia et un Fernand Léger à son propriétaire légitime.

Jean-Pierre Rein est bien en première ligne, dans les attaques de Jacques Melki. Le ton a dû monter plus d'une fois entre les deux hommes, au point que le marchand aurait fait appel au service de François Marcantoni pour se protéger. Le protagoniste de l'affaire Markovic a été incarcéré, en 1994, pour recel de tableaux. A priori, les deux affaires ne sont pas liées, même si Marcantoni et Melki ont les mêmes

avocats, Jean-Marc et Alexandr Varoux. On remarque surtout qu'il François Majault, complice de Marcantoni dans le recel, incarcéré puis libéré le 8 décembre 1994, est un ancien collaborateur de Jacques Melki : il a géré un temps la société Segame (la galerie). Ensemble, ils ont créé Sagemme, spécialisée dans la vente d'antiquités, en liquidation judiciaire depuis 1992.

Reste que l'affaire Melki a déjà fait une première victime officielle. Le commissaire-priseur Pierre Cornette de Saint-Cyr a été condamné par le tribunal de grande instance de Paris, le 30 janvier, à payer 7,1 millions de francs au liquidateur judiciaire de la galerie Melki. Cette somme correspond à la vente de *Nature morte*, de Nicolas de Staël en 1990, effectuée par Pierre Cornette de Saint-Cyr, à la demande de Jacques Melki.

Mais la somme n'avait pas rejoint l'actif de la galerie. « La vente a été annulée », répond Pierre Cornette de Saint-Cyr, qui rappelle que l'acquéreur, une société japonaise installée à Genève, Asaki, n'avait réglé que 1 million de francs. La justice a décidé autrement, constatant que le million avait servi à régler les droits de suite et les frais du commissaire-priseur. Reste à savoir pour quelle raison la mystérieuse Asaki, aujourd'hui introuvable, a versé 1 million de francs sans obtenir un tableau, qui se trouverait aujourd'hui dans les soutes de la SDBO.

Dominique Gallois et Michel Guerrin

Des précédents

● Jacques Melki : le galeriste parisien a été incarcéré, le 20 décembre 1994 pour abus de biens sociaux, abus de confiance et escroquerie. Jean-Pierre Rein, l'ancien directeur général de la Banque générale de commerce, a été mis en examen.

● François Marcantoni : ce célèbre protagoniste de l'affaire Markovic a été incarcéré, en 1994, pour recel de tableaux. François Majault, impliqué dans le recel, incarcéré puis libéré le 8 décembre 1994, est un ancien collaborateur de Jacques Melki.

● Pierre Cornette de Saint-Cyr : le commissaire-priseur a été condamné par le tribunal de grande instance de Paris, le 30 janvier, à payer 7,1 millions de francs au liquidateur judiciaire de la galerie Melki.

● Thierry Salvador : ce galeriste parisien a été mis en examen, incarcéré pour abus de biens

sociaux. Il a été remis en liberté en 1994.

● Affaire Chagall : une cinquantaine d'œuvres de Chagall, des gouaches principalement, ont été volées dans l'atelier du peintre, en 1989. En octobre 1994, plusieurs galeristes sont mis en examen, et certains incarcérés, pour recel.

● Fondation Vasarely : Charles Debbasch, ancien doyen de l'université Aix-Marseille-III et ancien président de la Fondation Vasarely, a été écroué le 28 novembre 1994 pour « abus de confiance » et « escroquerie ». Il a été remis en liberté sous contrôle judiciaire le 15 février.

● Le Magasin de Grenoble : Adeline von Furstenberg, ancienne directrice du centre d'art Le Magasin de Grenoble, a été mise en examen, le 27 octobre 1994 pour abus de confiance.

Comment l'euphorie puis la chute du marché de l'art ont précipité les « affaires » et les scandales

SALVADOR DALI, très heureux de l'anagramme que lui avait attribué André Breton - Avda Dollars -, défilait volontiers sur les rapports nécessaires entre l'art et l'argent. Nombre d'affaires et de scandales récents, s'ils sont minoritaires, viennent rappeler que derrière la création se cachent d'énormes enjeux financiers, voire des pratiques délictueuses qui, aujourd'hui, portent un coup sérieux à la crédibilité du marché de l'art.

En France : l'incarcération de Jacques Melki, le vol et le recel de tableaux de Chagall, le feuilleton de la Fondation Vasarely, l'incarcération de marchands parisiens, la mise en examen de la directrice du Centre d'art de Grenoble. A l'étranger : le blanchiment de l'argent sale, l'évasion de capitaux, les trafics d'icônes en Russie, les pillages des musées africains ou du site d'Angkor au Cambodge.

Ces phénomènes ne sont pas nouveaux. Le marché de l'art, selon les observateurs, est souvent opaque, les transactions ne sont pas toujours déclarées. « Plus l'eau est trouble, plus la pêche est bonne », confiait un marchand il y a déjà

vingt ans. Mais ce qui est nouveau, c'est l'ampleur des affaires, leur fréquence, le rôle des banques et, surtout, l'intérêt de la police et de la justice. Un marché précis est en cause : non pas celui des galeries qui découvrent de jeunes artistes, mais le « second marché », celui où l'on achète et revend des valeurs sûres de l'art moderne et contemporain.

SPÉCULATION

Les affaires, a priori hétéroclites, ont un point commun : l'euphorie qui a gagné le marché de l'art dans les années 80 puis sa dégringolade après 1992. Les banques ont joué - comme dans l'immobilier - un rôle d'accélérateur dans la spirale spéculative. Au plus fort du boom, en 1991, on estimait à 5 milliards de francs les encours des principales banques auprès des galeries. « Vous êtes ma plus belle sœur », déclara un de ces financiers éperdus à un marchand interloqué.

L'amour de l'art avait peu à voir avec cette frénésie. En France, les œuvres échappaient à l'assiette de l'impôt sur la fortune (ISF). Des collectionneurs ont fait fortune, des tableaux ont changé trois fois

de stand au cours d'une foire de Bâle. Des impressionnistes ont changé de propriétaire, sans sortir du port franc de Genève, ni sont stockés des milliers d'œuvres bonnes pour la spéculation. Les « valeurs sûres » n'ont atteint des prix faramineux : un industriel japonais a déboursé 300 millions de francs pour *Les Noces de Pierrette*, de Picasso ; un industriel australien a « mis » 320 millions de francs pour *Les Iris*, de Van Gogh, une toile qu'il n'a pu régler et qui fut discrètement acquise par le Musée Getty de Malibu (Californie).

L'euphorie ne dura guère plus de trois ou quatre ans. Après la guerre du Golfe, le marché s'effondra. Des banques, après avoir incité fortement des marchands à investir, ont coupé les vivres, laissant nombre de galeries sur le sable. L'évolution du chiffre d'affaires de la galerie Melki dit tout : 14 millions de francs en 1985, 287 millions de francs en 1991, 40 millions de francs en 1992.

Autre exemple : huit cents objets d'art ont été importés en France en 1985, près de quatre mille en 1990 pour retomber à mille en 1992. On a vu un jeune artiste dont une

œuvre est passée de 3 000 francs en 1985 à 400 000 francs en vente publique en 1992 pour retomber à 20 000 francs aujourd'hui. Les artistes sont d'ailleurs les premières victimes des contrecoups du marché.

Les banques ont payé au prix fort leur politique aventureuse. La Banque de la Cité (filiale de la BNP), qui avait en compte près de cinq cents galeries, constatait que « deux tiers de [ses] clients avaient des difficultés sérieuses » : la SDBO (filiale du Crédit lyonnais) est impliquée dans l'affaire Melki ; la Banque commerciale privée a déposé son bilan en décembre 1994.

PIÈCES DOUTEUSES

Même une institution comme la galerie Maeght a dû vendre brutalement une partie de son stock aux enchères. Nombre de courtiers en chambre qui ont acheté et vendu l'art au kilo, jonglant avec les lignes de crédit, ont fermé leurs portes. Les faux et pièces douteuses ont également alimenté un marché d'autant plus opaque que les intermédiaires véreux étaient nom-

breux. La galerie Tempon, par exemple, a dû admettre, il y a un mois, s'être laissée refiler des tableaux posthumes de Basquiat. Pourquoi ces affaires éclatent-elles aujourd'hui ? L'effondrement du marché a mis à mal nombre de professionnels qui ont dû sortir de la légalité pour faire face, comme Jacques Melki et Thierry Salvador.

« LACHÉS » PAR LES ÉLUS

Les lieux publics de l'art ont également été montrés du doigt. Pris dans la spirale de l'excitation et de l'engouement, quelques responsables - directeurs de centres et commissaires d'expositions - se sont laissés griser à leur tour. La police et la justice - une première - se sont intéressées à des établissements comme le Magasin de Grenoble, dont la directrice, Adeline von Furstenberg, a été mise en examen pour abus de confiance. Et voilà que le juge Halphen, dans l'affaire des HLM de Paris, épilogue les comptes de l'Association des amis du Centre d'art de Meymac.

Les lieux publics de l'art subissent un retour de bâton politique. De nombreuses collectivités

locales, dans un premier temps ont largement financé des musées et centres d'art sans trop se préoccuper de leur opportunité ou de leur gestion. La crise arrivant nombre d'élus ont « lâché » des lieux difficiles, ont demandé des comptes, ont comptabilisé les visiteurs.

Pendant ce temps, le trafic des pièces volées est en forte augmentation dans le monde, notamment en Russie, où les mafias contrôlent le commerce parallèle d'icônes et de l'avant-garde russe entre l'Est et l'Ouest. Et face au pillage qui vide sites et musées du tiers monde, le Conseil international des musées qui dépend de l'Unesco, a publié deux fascicules qui présentent les fiches de sculptures dérobées sur les sites et dans les musées du tiers monde. Le premier (septembre 1993) fait un relevé des cent pièces les plus importantes qui ont disparu d'Angkor. Le second (octobre 1994) répertorie autant d'œuvres d'art majeures dérobées dans les musées d'Afrique.

Michel Guerrin et Emmanuel de Roux

Jacques Melki

هكذا صاير

La France rend enfin hommage au compositeur Franz Schreker

Le plus célèbre contemporain de Richard Strauss méritait bien cette soirée de Radio-France

Dans le cadre de sa série « Les aventuriers », Radio-France consacre une soirée à l'œuvre d'un musicien interdit par les nazis en raison de ses

origines juives. Schreker mourra d'une crise cardiaque dès 1934, alors qu'il songeait à s'exiler. La France n'a toujours pas monté ses opéras. La

qualité de leur livret et de leur musique leur avait pourtant valu dès leur création un succès incontestable.

IL EST DES ARTISTES qui ratent leur rendez-vous avec l'histoire. Le compositeur viennois Franz Schreker (1878-1934) est de ceux-là. Son destin ressemble à celui de quelques compagnons d'infortune moins célèbres : d'origine juive, il refuse d'expulser les juifs du corps professoral de la Hochschule für Musik de Berlin, qu'il dirige depuis 1920. Peu après l'accession d'Hitler au pouvoir, sa musique sera bannie. Elle rejoindra le sinistre placard des « musiques dégénérées » dont on redécouvrit depuis quelque temps le contenu (de superbes partitions signées Viktor Ullmann, Bertold Goldschmidt ou Erwin Schulhoff, notamment publiées par la belle collection « Entartete Musik » de Decca).

En 1934, effondré par le cours des événements politiques et son bannissement, Schreker succomba à une crise cardiaque, alors qu'il songeait à s'exiler non pas aux États-Unis, comme Schoenberg ou Weill, mais en Argentine.

Schreker occupait cependant un statut différent de celui de ses jeunes collègues, nés au moins une vingtaine d'années après lui. Il est célèbre et adulé, et ses opéras sont davantage joués que ceux de Richard Strauss. Entre 1901 et 1932, Schreker écrit neuf ouvrages lyriques. Comme Wagner, il rédige lui-même ses livrets, souvent sulfureux : drogue, homosexualité, incestes, blasphème en sont les ingrédients. Schreker connaît en 1912 son premier grand succès, avec *Der ferne Klang* (Le son lointain). Mais ses opéras au parfum de scandale lui valent bientôt le désaveu de son protecteur, un aristocrate catholique. Le climat délétère d'un

XIX^e siècle qui n'en finit pas de finir est le ferment de l'univers de Franz Schreker : « Je suis (hélas !) érotomane et j'exerce une influence néfaste sur le public allemand (l'érotisme est man inventé par la plus persennelle, malgré Figaro, Don Juan, Carmen, Tannhäuser, Tristan, Salomé, Rosenkavalier).

« Je suis un spéculateur jouant avec les instincts de la masse (...), un homme qui tire ses forces du désir et de la morbidité. (...) J'écris dans le seul but d'irriter les gens, et, récemment, j'ai eu l'effet de l'intention de m'adresser au Pérou. » Ces mots, volontairement provocants, ont été

phonie de chambre pour vingt-trois instruments (1917), Schreker, joue une carte presque « impressionniste » : ses couleurs irisées (dus à l'emploi du céleste, de la harpe et de l'harmonium) sont à l'opposé du dessin sec et essénel de la Symphonie de chambre op. 9 de Schoenberg (1906).

RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Après la seconde guerre mondiale, les opéras de Schreker ne retrouveront pas leur succès d'antan. Ils seront cependant représentés et enregistrés en Allemagne, en Suisse ou en Belgique. Le Théâtre

Belgique, avant de rejoindre l'Autriche puis l'Allemagne. Sa musique soane avec la latinité propre aux musiciens français pro-nagériens. Par ailleurs, il est intéressant de comparer l'orchestre utilisé par Florent dans la première version de sa *Tragédie de Salomé* (composée en 1907, après la révélation parisienne de la *Salomé* de Strauss) avec celui de la *Symphonie de chambre* de Schreker.

En mars 1914, la *Revue française de musique* fait paraître un article dithyrambique à propos de *Der ferne Klang* que l'Opéra de Paris s'apprête à faire représenter. Mais la guerre éclate, et ce premier rendez-vous manqué ne sera jamais remis, malgré Tolstoun et l'enthousiasme de Jorge Zulueta et de Jacobo Romano, deux Argeoths de Paris fondateurs de la Société Franz-Schreker, en 1986.

Schreker attend toujours. Mais, comme le dit Karl Kraus dans son ultime aphorisme : « Patience, chercheurs ! Les lumières du mystère seront données par celui-ci même. »

Renaud Machart

Sans profession de foi artistique

« Ces derniers temps, on m'a souvent demandé dans quel style j'écris : tonal, atonal, polytonal, linéaire, harmonique, enharmonique, constructiviste et Dieu sait quoi encore (les styles impressionniste et expressionniste sont, Dieu merci, de vieux concepts qui n'ont depuis longtemps aucune raison d'être). Lorsque je réponds de manière évasive, on me fait comprendre qu'une bonne part des nouvelles acquisitions est pourtant issue... de mon école. Je sais, je sais, qu'un attend de moi une position claire, une profession de foi artistique ! Voici ma réponse : il ne faut pas prendre tout cela de manière tragique. Habiller les choses de formules, concepts, orientations, mots-clés, n'est pas du tout et ne fut jamais l'affaire de l'artiste. »

écrit par Schreker en 1919, dans le sillage des aphorismes cinglants et ironiques que Karl Kraus publie dans *Die Fackel* (« le flambeau »).

Contrairement à Arnold Schoenberg (qui l'admire et dont Schreker dirigea en 1912 la première des *Gurre-Lieder*), Schreker ne choisira pas la table rase du dodécaphonisme, cette remise en cause radicale de l'héritage tonal. Son orchestre demeure opulent, somptueux. Jusque dans sa Sym-

royal de la Monnaie de Bruxelles a récemment monté *Der ferne Klang* et *Die Gezeichneten*, deux chefs-d'œuvre que la France n'a toujours pas cru bon faire représenter jusqu'ici. Les liens de Schreker avec la France et le monde latin en général ne sont pourtant pas anodins.

Né à Monte-Carlo (son père, photographe, était le portraitiste officiel de la cour monégasque), Schreker séjourne en France, en

Le jazz des Melody Four, trio burlesque et ingénieux

Les trois Britanniques ne se réunissent qu'épisodiquement. Ils jouent aux Instants chavirés, à Montreuil

THE MELODY FOUR, Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir (M^e Robespierre), le 24. LOL COXHILL/PAT THOMAS et invités, le 25. 20 h 30. Tél. : 42-87-25-91. 35 F, 50 F et 80 F.

Sur scène, les Melody Four organisent souvent un petit sketch. Ils extirpent de leurs sacs saxes, saxophones et clarinettes, quelques objets musicaux indéfinis, trient avec application leurs partitions et s'accordent sur le *Jo du piano* avant de prendre conscience, ahuris et effarés, de la présence du public. Ce numéro classique de music-hall nécessite justesse et intelligence pour faire sourire. Les Melody Four y parviennent sans forcer, renouvelant même le genre. Ils sont trois, musiciens et britanniques, donc forcément drôles. C'est ainsi, mais ce n'est pas tout.

Les saxophonistes Lol Coxhill (1932) et Tony Coe (1934) et le pianiste Steve Beresford (1950) se sont rencontrés au début des années 80 pour former ce trio ingénieux qui ne se retrouve sous son intitulé fantaisiste qu'épisodiquement pour un enregistrement ou de rares concerts.

génériques des feuilletons télévisés des années 60, des thèmes de Henry Mancini, et en premier l'air de *La Panthère rose* qu'interprète Tony Coe depuis le deuxième film de la série cinématographique. Tel quel, ce pourrait n'être qu'un exercice de style un peu vain, mais les Melody Four tont de chacun de leurs airs favoris - qu'ils jouent et chantent - une aventure d'improvisation à la manière de Thelouis Monk, qui sans cesse cherchait dans quelques thèmes le dépassement et le renouvellement.

S'ils sont avant tout musiciens et improvisateurs, les Melody Four défendent aussi un rôle scénique : Coxhill, chauve, ironique et inquietant derrière les verres noirs de ses lunettes ; Coe, rond et maladroit, comme tombé de la Lune ; Beresford, long flandrin flegmatique, s'efforce de passer pour l'élément stable du groupe. Là encore, dans cette envie d'acteur, de comédien, tout est question de dosage. Leurs personnages peuvent s'interchanger, passer de l'un à l'autre.

Aux Instants chavirés, où ils participent aux « Instantanés du label Nato », ces soirées de la compagnie discographique française Nato/Chabada (du 21 au 25 février), qui leur a donné depuis plus de dix ans pleins pouvoirs et libertés, les Melody Four reviennent certes sur quelques-uns de leurs gais, mais surtout sur leur histoire commune, l'une des plus accomplies d'un jazz partageur et ludique.

Sylvain Stielier

Le répertoire s'attache à la parodie : les frères Marx, Tati...

Ne souhaitant appartenir à aucun courant musical, les Melody Four s'intéressent à toutes les musiques. Leurs parcours individuels les rapprochent : pour les deux saxophonistes, le jazz, le *disco*, le *beat*, le *rhythm'n'blues*, la tournée du free européen dans les années 60, le rock dit anglais dans ses connivences avec la « musique concrète », qui fera école derrière Soft Machine... ; pour le pianiste, les mêmes sources, dix ans plus tard, après coup.

Le répertoire du trio s'attache au burlesque et à la parodie. Les Melody Four adorent l'absurde selon les frères Marx ou la poésie de Jacques Tati, les romances écrites pour Doris Day, le jazz latin, les

* Pour Nato et Chabada, les Melody Four ont réalisé cinq disques sous leur nom (*Love Plays Such Funny Games*, *Si Menor*, *TV Mais Oui*, *Hello We Must Be Going*, *Shopping for Melodies*) et participé individuellement à une trentaine d'enregistrements. Distribution WMD.

■ RÉCOMPENSE : Tony Coe s'est vu décerner par le Centre danois du jazz le sixième Jazzpar Prize. C'est la première fois qu'un musicien non américain reçoit ce prix prestigieux. Tony Coe devrait se rendre, dimanche 19 mars, à Copenhague pour recevoir 200 000 couronnes danoises (environ 170 000 francs) et présenter une commande pour l'orchestre de la radio danoise avec en invité le tromboniste Bob Brookmeyer.

recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... ● L'EUPHORIE du mar-

s responsables de sa faillite

é pour escroquerie et abus de biens sociaux, narché de l'art dans les années 80

Le marché de l'art dans les années 80 a été marqué par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent. Les prix des œuvres d'art ont augmenté de manière spectaculaire, attirant de nombreux investisseurs et collectionneurs. Cependant, cette période de prospérité a été marquée par des scandales et des faillites, notamment celle de la Fondation Vasarely. Le recel de tableaux de Chagall, marionnettes mis en examen ou emprisonnées, faillite de la Fondation Vasarely, recel de tableaux par François Larca... L'euphorie du marché de l'art dans les années 80 a été marquée par une euphorie sans précédent

Le saxophoniste Dave Liebman joue Miles Davis

Le musicien américain explore la diversité de celui avec qui il débute

« MES DEUX INFLUENCES sont John Coltrane et Miles Davis. » L'Américain Dave Liebman rappelle d'où est partie sa musique : le saxophoniste pour la recherche de l'expression, le choix de l'instrument - les copies de Coltrane ne pensent qu'au ténor, Liebman adopte en plus le soprano -, le trompettiste pour la richesse des territoires explorés, la capacité à anticiper. Du premier, David Liebman garde d'abord un souvenir. « En club, à New York, j'allais l'écouter avec son quartet au début des années 60. Il a indéniablement rendu ma vie plus riche. J'ai mis longtemps à me raisonner par rapport à cette fascination. » En 1987, alors qu'il a participé à plus d'une centaine de disques depuis 1970 - dont un bon tiers sous son nom - Liebman se sent enfin sûr de lui pour enregistrer *Homage to John Coltrane*, pour Owl Records, compagnie discographique française indépendante. Une face acoustique, une face électrique. Le respect et l'audace extrêmes. Il y a là comme une délivrance, un acte fondateur.

Sept ans plus tard, le nouvel enregistrement de Dave Liebman, toujours pour Owl Records, est consacré à Miles Davis. Entre-temps, il y

eut d'autres solos, des duos, des trios, de la musique de chambre, des standards. Liebman a sabordé le quartet Quest, convaincu qu'il ne pourra, pour un temps, aller plus loin dans l'improvisation totale. Entre 1972 et 1974, Liebman a participé à la tournée électrique du trompettiste. Ce dernier lui donne une liberté d'action qu'il ne tolérera pas toujours des saxophonistes à venir. « Miles m'a appris notamment à me placer au sein d'un groupe. Il m'a montré la diversité de la musique, au-delà du jazz. »

RÉINVENTION

C'est à la tête de son nouveau groupe que Dave Liebman se rapproche du trompettiste. En surface, cette récente formation, un quintet âgé de trois ans, pourrait se relier au courant de la fusion. Mais, loin de débaucher les mélodies faciles sur rythmique binaire, dont le genre se contente depuis une décennie, le quintet de David Liebman s'aventure entre les musiques indienne ou arabe, passe de l'électrique à l'acoustique, des phrases du jazz à ceux du rock. Avec Steve Lacy, Wayne Shorter ou Tony Coe, David Liebman est un de ces solistes d'exception qui savent faire prier cet ins-

trument périlleux qu'est le soprano. Tout au long de ce *Miles Aways*, il enchaîne de courtes notes, d'étranges cris aigus, sans violence. Le batteur, Jamey Haddan, agit en percussionniste. On lui doit la souplesse du groupe. Vic Juris est à la guitare, Phil Markowitz aux claviers. Ils sont jeunes, brillants, ce qu'ils jouent a du sens.

Dave Liebman n'a pas ramené Miles Davis à sa seule période électrique. Il recrée des atmosphères, accentue, sans exagération, certains aspects : *Fall ou Ill*, venus du quintet des années 60 ; plus loin, l'Espagne des *Sketches of Spain*, avec Gil Evans, est rappelée par *Pan Piper*, mélancolique balade acoustico-électrique ; un fantasmagorique *In A Silent Way* y répond. *All Blues*, années 50, dont le cycle lancinant est réinventé. Tout témoigne de la simplicité des airs interprétés par Miles Davis et ses différentes formations. *Miles Aways* n'est pas un simple hommage, mais bien l'un des actes les plus aboutis de la compréhension du trompettiste.

S. Si.

* 1 CD Owl Records 078 830485-2. Distribué par EMI.

JAZZ

CHARLIE PARKER
Charlie Parker With Strings :
The Master Tapes

Sous sa couverture d'origine, le dessin de David Stone Martin - un CD oblige - des aires de miniature. Ce disque, repris dans le coffret des œuvres complètes de Parker sur Verve (83741-2), est un monument (discuté) de l'histoire du jazz. Se trouve-t-il encore quelque chose à croire que le désir de violons, de cordes pour se pendre, est la perdition de Parker, sa sombre concession aux pulsions du mal et du commercialisme, sa soumission aux méchants marchands et aux stupides ? Lui, chinoisé-t-on par *morsem* son désir ? Se trouve-t-il déjà quelque révisionnisme pour aimer le jazz sans Parker (le théâtre sans Shakespeare et Tchekhov, le polar sans Chandler et Hammett, la peinture sans Goya et Rembrandt) ? Se trouve-t-il un homme qui aurait suffisamment le goût du malheur pour ne pas fonder aux envolées lumineuses du Bird dessiné par Stone Martin, sur fond de standards (*April in Paris*, *Summertime*, *Dancing in the Dark*, *Laura*, *What is This Thing Called Love* ?), de nappes sonores et de joie de jouer ?

* 1 CD Verve 523984-2. Distribué par Polygram.

CLASSIQUE

LUDWIG VAN BEETHOVEN
Quatuors opus 18 n° 5 et 6
Quatuor Mosiques

Peut-être découvrirait-on dans les siècles à venir que ces musiciens étaient les égaux des Amadeus. Pour l'heure, ces Autrichiens jouant sur instruments d'époque restent un peu perdus dans l'avalanche des quatuors contemporains. Le Beethoven encore galant des deux derniers numéros de l'*Opus 18* leur va pourtant aussi bien que Haydn : ils y étaient incontestables. La « malicandia » constitue pour cet enregistrement un dénouement tour à tour déchirant et malicieux.

* 1 CD Astrée E 8541.

JOHANNES BRAHMS
Sonates pour violoncelle et piano - Transcription de sept mélodies
Truls Mork (violoncelle) et Juhani Lagerspetz (piano)

Instrument vocal par excellence, le violoncelle donne vraiment l'illusion du phrasé d'un baryton léger quand c'est Truls Mork qui en joue. Un peu léger peut-être pour

le ton héroïque et sérieux de la *Seconde Sonate* de Brahms, d'autant que le pianiste occupe tout au long de cet enregistrement un peu trop souvent le premier plan (sonore et expressif). Le jeune violoncelliste suédois a transcrit à son propre usage sept des plus célèbres mélodies de Brahms. Il faut écouter son legato dans l'immense *Feldensamkeit*.

* 1 CD Virgin Classics VC 545052-2.

MUSIQUE BAROQUE

ESPAGNOLE
Villancicos et cantates baroques espagnoles
Ensemble Al Ayre espagnol, Eduardo Lopez Bonzo (clavessin et direction)

Ce disque est la preuve que Jordi Savall et son ensemble Hesperion XX n'ont pas défriché tous les joyaux du répertoire baroque ibérique. Ce nouvel et talentueux ensemble espagnol fait entendre des splendeurs : un poignant *Villancico de miserrere* de Jose de Torres (ca 1670-1738), des belles cantates en espagnol calquées sur le modèle français. La soprano Marta Almajano rappelle Montserrat Figueras, la technique et la justesse en plus.

* 1 CD Deutsche Harmonia Mundi 05472 77325-2. Distribué par BMG.

DOMENICO SCARLATTI

Treize sonates
Anne Queffelec (piano).

Retour au catalogue d'un des plus enthousiasmants enregistrements scarlattiens, aux côtés de ceux de Marcelle Meyer, Vladimir Horowitz et Christian Zacharias, au piano, ou de Scott Ross au clavecin. En 1969, la toute jeune Anne Queffelec, qui avait remporté l'année précédente le premier prix du Concours de Munich, touchait juste : mélancolie poignante, digitalité gourmande - deux qualités essentielles à ces microcosmes sublimes. Son talent ne devait pas l'empêcher d'être exclue par la suite du catalogue Erato. Un sort qu'elle devait partager avec Catherine Collard.

* 1 CD Erato 4509-96960-2.

LOUIS VIERNE

Intégrale de l'œuvre d'orgue
Pierre Cochereau, George C. Baker (argues de la cathédrale Notre-Dame de Paris et de l'abbatiale Saint-Ouen de Rouen).

Yvette et François Carbou persistent et signent en dehors des sentiers battus avec un enthousiasme et un courage rares. Fidèles à des interprètes peu connus, ouverts aux répertoires inédits, ils font paraître des disques parfois inféconds mais toujours dignes d'intérêt. Reprenant les enregistrements effectués

entre 1975 et 1978 par Pierre Cochereau, les Carbou les ont complétés par ceux, beaucoup plus récents (1993-1994), de l'autre organiste « maison », George C. Baker. L'œuvre de Vierne est foisonnante et centrale dans la tradition de l'orgue symphonique français. Nul doute que Cochereau et Baker en soient les meilleurs serviteurs.

Ces huit disques compacts, sur lesquels figurent aussi les messes avec chœur, ne sont pas vendus séparément : seul regret que pour tout formuler les amateurs d'orgue au budget serré...

* Un coffret de 8 CD FY/Solstice 912 911. Distribué par Wotie Music.

CHANSON

AXELLE RENAI
Magnum et matinales dansantes

Sur des textes sombres et vengeurs signés Boris Bergman (le magnum, le champagne qui cooole), d'autres plus légers d'Olivier Praly (les matinales dansantes, façon Marquis de Sade), Axelle Renai a mis des musiques allongées, composées à grandes foulées, pour échapper à l'étouffement de la coyade. Axelle Renai mène sa barque losommoire d'une voix bien affirmée, mais ombre d'un épaïs mystère. Elle promet d'être un jour dans la cour des grandes - « J'irai tout ce que tu me demandes quand j'en ai lassé, quand j'en ai lassé. Si comme je le suppose les effets sont sans cause, brisons là, vous cantinez sans mal ». Et Axelle Renai de tourner le dos, de repartir solitaire sur des chemins qui croisent ceux de Lisa Germano ou de Björk, en versio sage. La simplicité sied pourtant à Axelle Renai (Toutes les nuits). La Jeune chanteuse pourrait-elle réussir dans un style que Gil Caplan n'a pas su creuser ?

* 1 CD WEA 450-998-198-2

ROCK

LOUIS PHILIPPE
Sunshine

Exilé en Angleterre depuis dix ans, longtemps ignoré par la France, le Normand Philippe Aucclair - dit Louis Philippe - en a profité pour façonner un univers unique, fasciné par la pop ou l'œuvre du leader des Beach Boys, Brian Wilson, comme par les éternels romantiques d'un Michel Legrand, il a mis les traits d'harmonies et l'art du contrepoint au service de miniatures toutes en dentelles et en robes secrets.

Sunshine, son huitième album, est le premier à bénéficier d'une sortie

sur un label français. On y retrouve ce goût de confiseur pour les mignardises musicales, une préciosité de dandy un peu pincé. Une dizaine de musiciens et un orchestre à cordes ont été conviés à l'élaboration d'arrangements minutieux. Il faut prendre le temps de découvrir la richesse des trames mélodiques d'uo des auteurs-compositeurs français les plus doués - et les plus ignorés - de sa génération. Produit avec la complicité de Bertrand Burgalat (déjà remarqué pour son travail avec Dominique Dalcan), ce disque offre aussi quelques-unes des chansons les plus accessibles de Louis Philippe. Sur plusieurs, le chanteur a préféré la langue d'Apollinaire à celle de Ray Davies des Kinks. Simples et chatoyantes, leur séduction est immédiate. Avec *L'hiver te va bien* en particulier - premier simple tiré de l'album -, Louis Philippe semble avoir trouvé la clef qui pourrait lui ouvrir enfin les portes d'une reconnaissance ostionale.

* 1 CD Wotie Music 122-105. Distribué par WMD.

MUSIQUE DU MONDE

MONAJAT YULTCHIEVA
Chants d'Ouzbékistan

Jeune chanteuse ouzbèke âgée de trente-quatre ans, Monajat Yultchieva rend à merveille les nuances des *moquoms* (modes et suites musicales) de la région du Ferghana, qui alimente la nouvelle capitale de la République ouzbèke, Tachkent, créée au XIX^e siècle, en traditions musicales anciennes. Monajat (en ouzbèke : « supplique, imploration ») est née en 1960 dans un kolchoze de coton, où son père était camionneur. Elle apprend à chanter avec la radio et la télévision, avant d'étudier le chant classique avec Shawqat Mirzaeva, fils du compositeur Jan Mirzaev, qui avait introduit le *rahob*, le luth à long manche, en Ouzbékistan. La jeune fille, qui a toujours refusé d'être une artiste officielle, devient rapidement célèbre en son pays. Accompagnée par un orchestre d'une

grande précision rythmique (Shawqat Mirzaev au *rahob* dirige un ensemble de vièle, santour, luth *dutar*, flûte *ney* et tambour *davera*, sur cadre), Monajat sait créer à merveille la tension nerveuse, l'excitation amoureuse par des chants de la tradition soufie ou des poèmes inspirés du désert. La voix de Monajat Yultchieva est superbe : elle vient du dedans, suit les méandres du luth avec une grâce virtuose. Elles nous entraînent aux confins de l'Asie centrale, à l'extrême est de la mer d'Aral, vers l'Inde, où la Perse a laissé tant de traces.

* 1 CD Ocora C 560.060. Distribué par Harmonia Mundi.

JUSTIN VALI

The Truth

Justin Rakotondrasoa, dit Vali, est, comme son compatriote Roset, qui a déjà eu les honneurs de la collection Real World - fondée par Peter Gabriel -, un Malgache des Hauts-Plateaux. Terme de prédilection de la *va-ha*, sorte de harpe cylindrique à cordes métalliques montées sur un bœuf de taille variable, les *inera* qui peuplent la région de Tsimanave tiennent comme à la prunelle de leurs yeux à ce signe d'appartenance à une ethnie, aujourd'hui considérée comme aristocratique, et venue du sud-est asiatique. Mais les rythmes incroyablement rapides inventés par les *côtiers*, plus influencés par l'Afrique, ont depuis longtemps envahi les langues montagnardes, tandis que la *va-ha* gagnait du terrain sur l'île Rouge. Aux côtés d'un guitariste qui accorde sa guitare selon ses envies propres, d'un joueur de *kabassy* (un luth triangulaire d'origine arabe) et d'un percussionniste à priori étranger aux rythmes malgaches puisque italien (l'excellent joueur de tambourin, Carlo Rizzo), Justin Vali bâtit un album curieusement agile, galopant jusqu'à la glissade sur des enfilades ultra-rapides de notes de harpe qui rappellent les sonorités sud-américaines. La voix est un peu frêle, le malgache encore un peu plus hâché qu'à l'habitude, les morceaux instrumentaux impressionnent.

* 1 CD Real World LC 3098. Distribué par Virgin.

TUBE DES TUBES symphoniques jusque dans les années 60, la *Symphonie* de César Franck est moins jouée aujourd'hui. Léopold Benstein et l'Orchestre national de France en avaient donné une interprétation inattendue lors d'un concert public de 1981. Heureusement mise sur disque par Deutsche Grammophon, cette version reparait dans la série « Masters ». A moins de 100 F, il sera impossible de trouver mieux. 1 CD Deutsche Grammophon 445 512-2.

LE QUATUOR YSAÏE publie ce qui est peut-être son plus beau disque au moment où deux de ses musiciens partent. Consacré aux 14^e et 15^e *Quatuors* de Mozart, il a été enregistré, par Decca, à Fontvieux. L'équilibre atteint par les musiciens français confine au miracle. 1 CD Decca 440 076-2.

LES ÉTOILES DE LA CHANSON, l'excellente série conçue par Music Memoria, continue à explorer la chanson française. Vient de paraître un volume consacré à André Jaubert, dit André, né à Marseille en 1907. Comédien (avec Renoir, Carné, Allégret, Melville), Andex a la verve des gens du Sud. Le chanteur au physique de jeune premier faisait ses débuts des ritournelles comme *Bébert*, il avait le charme *slaw* ou *Défilons* (dans un duo hilarant avec Fernandel). Dans la série « Les étoiles de l'écran », Music Memoria publie un compact consacré à Raimu (*Les Deux Sœurs*, avec Henry Poupon, douze extraits de César avec René Sarville...). 2 CD Music Memoria 840 202-2 et 840 203-2. Distribué par Virgin.

VIDÉO

NEUFS OPÉRAS DE MOZART viennent enrichir le catalogue vidéo de Polygram : *Mitridate*, *Lo Finto giardiniere*, *Idoménée*, *L'Enlèvement au sérail*, *Les Noce de Figaro*, *Don Giovanni*, *Così fan tutte*, *La Flûte enchantée* et *La Clemence de Titus*. Ils ont été filmés dans le théâtre de Drottningholm, en Suède, et sont interprétés par de jeunes et excellents chanteurs dirigés par Arnold Oestman, à l'exception de *Mitridate* filmé à Lyon. 150 F environ la cassette vidéo, sous-titrée en français, son haute-fidélité. Deux à trois fois moins cher que des interprétations sur disque compact, sans images donc !

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOI

ASSISTANTE EN COMMUNICATION
26 ans, bacc + 3,
communication et publicité,
expérience de 3 ans :
organisation de salons et de conférences, rédaction d'articles, views et de communications de presse, chef de publicité, Media toutes propositions,
si n° 8794 Le Monde Publicité,
15^e, des Champs-Élysées,
75409 Paris Cedex 08

AGENDA

Automobile

vend GOLF
3 ans, 100 CV, novembre 1992,
modèle 1993, bleu métallisé, verres
intérieurs verres, direction assistée,
climatisation, 12000 km, 22 500 km.
Prix : 63 000 F M. DUNAL
Tél. : 42 05 54 40 (jour)
49 09 57 45 (soir.)

Cours

COURS PRIMAIRES D'ANGLAIS
Cours particuliers intensifs de haut niveau avec un programme d'activités interactives.
Situé dans un centre géré par une famille d'anglais.
SUNDAY 11h
BROADWAY HEADSTREET
E. SUSSEX TN11 9TH
Tél. : 19 44 1435 865022
Fax : 19 44 1435 86721

Tourisme, loisirs

L'Eurostar
ou prix du train-bateau
pour nos clients
Ingrédients
dans le train de Londres
PRO-LINGUA
(Arrivée à 17 h 30)
Tél. : 42 44 34 11

Association

Cours

知道
CADRES et DIRIGEANTS
Amateurs
parler et comprendre
le chinois
Vie et travail en Chine ?
CHINA LANGUAGE EXPRESS
Tél. 46 45 12 65

COURS D'ARABE

tout niveau : 16 h 30, 21 h, 23 h
Samedi : 10 h 30
In. AFAC Tél. : 42 72 20 88

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

appartements ventes

6^e arrondissement

PRIX INTERESSANT

Imm. rénovée, 4 ch, bouc,
belle cave, 2 salles de bain,
loggia, 122 m², VAUGRARD
samedi et dimanche 14 h à 17 h

10^e arrondissement

PRIX INTERESSANT

140 m² TERRASSE
4/5 pièces, 5^e et 6^e étages,
belle cave, 122 m², plus
1 000 000 F, 45 00 03 09

13^e arrondissement

PRIX INTERESSANT

Avenue d'Italie, immeuble gr.
moderne, 120 m², plus
4 loggias, 3 ch, 2 bds, cuisine,
2 WC, cuisine équipée, Port à
part : 2 500 000 F
Tél. : 45 86 79 21

15^e arrondissement

PRIX INTERESSANT

FACE PLACE MAIRIE
VAUGRARD 80 m²

Imm. rénovée, 4 ch, 5^e étage,
belle cave, 2 salles de bain,
loggia, 122 m², plus
samedi et dimanche 14 h à 17 h

RUE FALGUIÈRE

Imm. anc. 2^e et 3^e étages,
belle cave, 122 m², plus
samedi et dimanche 14 h à 17 h
FONCIA - 45 44 55 50

Locations offres

PART. LOUE BON 15^e

100 m², 4 ch, 2 bds, 2 ch.
cuis. équip., 10^e et dernier étage,
cave et belle terrasse. Accès direct
cave et parking. Bonnes prestations
9 600 F + 1 200 F CH/mois
Tél. : 45 47 72 61

*** 1 AFFAIRE 3 P !**

10^e RUE DE LUXEM
Pdt. apprt., 3 ch, meublé, rénové
samedi et dimanche 14 h à 17 h
Tél. : 40 43 08 17

17^e arrondissement

M^e PORTE CHAMPEMRET

meublé, 4 ch, 2 bds, 2 ch.
cuis. équip., 4 pièces,
cave, 122 m², plus
samedi et dimanche 14 h à 17 h
Tél. : 45 86 79 21

box parkings

Propriété, vend PARIS 12^e,
22 pdt., 4 bds, 10^e étage,
130 000 F, 46 28 01 83

PROFESSIONNELS

DE IMMOBILIER

UN CONTACT

POUR REPRENDRE

A VOS QUESTIONS

44.43.77.49

immobilier d'entreprises

VOTRE SÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

ET TOUTES SERVICES

Les annonces classées

du MONDE

Tarif de la ligne H. T. (T.V.A. 18,80 %)

le titre comprend 25 caractères, signes ou espaces.

Rubriques : Offres d'emploi 200 F
Demandes d'emploi 50 F
Propositions commerciales 400 F
Agenda 125 F
Immobilier 125 F

Passer vos annonces par téléphone au :

44-43-76-03 et 44-43-76-28

Fax : 44-43-77-32

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

La danse contemporaine s'expose chez Eve Ruggieri

L'émission dominicale de France 2, « Musiques au cœur », prend, une fois par mois, un coup de jeune en filmant des chorégraphes au travail

■ **FEUILLETON** : Pégérie des pré-adolescents, Hélène Rolles, remplit avec « Le Miracle de l'amour », une nouvelle série que TF1 diffuse à 18 heures, depuis le lundi 20 février.

Les responsables de la chaîne espèrent que cette programmation à 18 heures va servir de promotion à l'émission de Christophe Dechavanne, « Coucou », dont la diffusion passe à 19 heures au lieu de 18 h 50. Ils souhaitent surtout attirer un public jeune qui fait actuellement défaut, et contrecarrer l'émission de Michel Drucker qui, sur France 2, ne cesse, depuis quelques semaines, de gagner des fidèles (Le Monde du samedi 18 février).

■ **RADIO** : RMC propose à ses auditeurs, à partir du lundi 27 février, « Le journal de la présidentielle », à 7 h 22, dans la tranche matinale de la station animée par Jean-Claude Bourret. Pendant la même période, l'émission « Le Crible », à 8 h 15, mettra un invité face à deux journalistes de la rédaction.

■ **DÉPROGRAMMATION** : TF1 a décidé, mercredi 22 février, de déprogrammer l'émission « On n'est pas couché » prévue le mardi 7 mars pour la remplacer par un téléfilm de la série Perry Mason. Une décision motivée par l'audience décevante (23,8 % de parts de marché et 1 859 760 téléspectateurs) réalisée lors de la diffusion, mardi 21 février, du deuxième volet de ce magazine, animé par Yvan Le Bolloch et Bruno Solo. Au même horaire, « Ça se discute », présenté par Jean-Luc Delarue, sur France 2, a été regardé par 2 996 280 téléspectateurs et a gagné 35,2 % de parts de marché. « On n'est pas couché » pourrait revenir sur la grille de TF1 car la chaîne indique « réfléchir à une autre périodicité et à un renforcement du contenu » de l'émission.

EN SEPTEMBRE 1992, « Musiques au cœur » se lançait dans la danse. La célèbre émission d'Eve Ruggieri, habituée à fréquenter les grands événements de musique classique et lyrique, avec robes de cocktail sur fond d'ors et de rouges, est en train de conquérir une image inattendue, parce que résolument contemporaine, avec l'art chorégraphique : choix de sujets de plus en plus pertinents, voire audacieux, avec, en prime, ce qui est rare, une excellente réalisatrice, Marie-Hélène Rebois, dont le talent compte pour beaucoup dans cette réussite.

Les débuts ne furent cependant pas concluants. « Musiques au cœur de la danse » ouvrait la série avec un « spécial Patrick Dupond », puis avec un reportage sur l'école de danse de l'Opéra de Paris, les programmes promettaient alors d'être un lieu d'accueil réservé aux valeurs sûres. La danse à la télévision : éternellement du haut et des pointes, et des Giselle séduites et abandonnées. Un « spécial Nureyev », les relectures des Ballets russes par Angelin Preljocaj, en avril 1993, et de Coppélia par Maguy Marin, en juin de la même année, annonçaient une progression, tout en se situant toujours dans la ligne de la culture classique.

Et puis, coup sur coup, fin 1994, est annoncée une trilogie quasi révolutionnaire. Un numéro est consacré à l'Américaine Susan Buijge, excentrique, solitaire, créant entre Paris et Kyoto des rituels traversés d'éclairs planétaires. En janvier 1995, une émission suit le travail

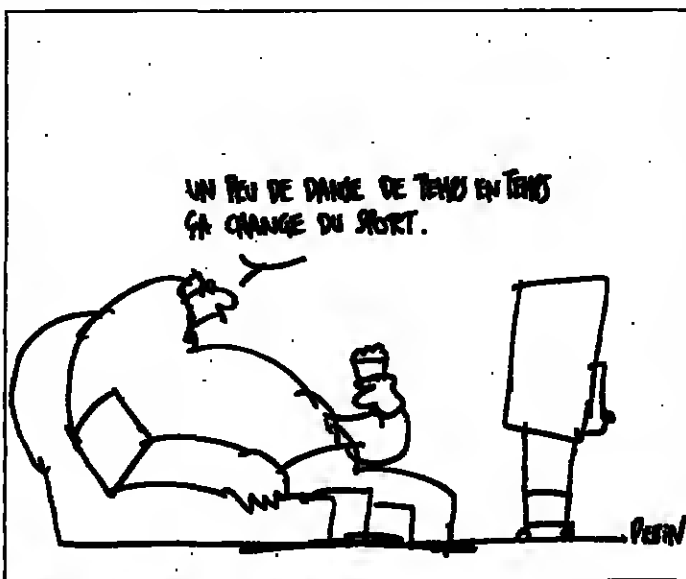
de François Raffinot, le décorateur, phrase chorégraphique à l'appui. Un très bel exercice.

Et, dimanche 26 février, doit être diffusé « L'art en scène », une manifestation qui a eu lieu en mai 1994 à la Cité Internationale, à Paris. La chorégraphe Stéphanie Aubin avait réuni autour d'elle cinq créateurs : Mark Tompkins, le groupe Dunes, Odile Duboc, Georges Appaix, Daniel Larrivé, pas vraiment des têtes d'affiche pour le grand public. Ils avaient pour mission d'exposer devant les participants aux rencontres leur manière de travailler et les rapports qu'ils entretenaient avec les autres arts, tels la musique ou les images.

OUVRIR LES STUDIOS

« Le fil de notre émission est le rapport de la danse avec la musique, explique Eve Ruggieri. Susan Buijge avec le gagaku japonais, François Raffinot avec Pascal Dusapin. Il s'agit, pour moi, de communiquer mon émotion quand je découvre un travail, de dire avec des paroles simples ce que l'image montre avec sophistication. Ces émissions sont nées de la rencontre avec Marie-Hélène Rebois. C'est un peu son territoire, sa passion, ainsi que celle de ma collaboratrice Marie-Christine Gaucher. « L'art en scène » est une initiative de Marie-Hélène Rebois. C'est étonnant de voir des chorégraphes expliquer leurs démarches, leur volonté d'être plus près du public, d'ouvrir leurs studios ».

L'émission, en effet, est colossale. Elle recueille la parole des tenants d'une danse non spectaculaire, d'une danse sans compromis avec le



passé, d'une danse qui a assumé, dépassé, pleinement sa rupture avec le ballet classique.

Daniel Larrivé dit : « Il faut qu'après avoir assisté à une soirée de danse, les spectateurs se sentent dans leur corps, pas dans ceux des danseurs auxquels ils s'identifient. Par la virtuosité, c'est si facile de les tenir éloignés de nous. Il faut, à l'inverse, montrer que nous avons le même corps, que nous leur parlons des choses qui les touchent, les préoccupent. » Stéphanie Aubin confirme auprès d'un public attentif : « Je veux vous montrer ce que la danse fait à mon corps. Je ne veux pas vous prendre aux pièges de la forme, de la

beauté ».

« Musiques au cœur » a déserté l'apparat des divas pour faire découvrir un milieu artistique, plus pauvre, assurément, mais un des plus inventifs du moment. Des créateurs qui dansent ce que la mélodie, la mort, le vieillissement, laissent comme traces dans leur corps. Des artistes féroces aussi, capables de brosser le quotidien avec un humour si noir que la salle est secouée de rires.

« L'art en scène », c'est aussi risqué que de monter, il y a trente ans, Jean-Luc Godard à la télévision. « J'ai filmé « L'art en scène » alors que « Musiques au cœur » avait in-

terrompu la danse. J'ai monté ma propre maison de production, Daphnie, pour tourner ce projet, dit la réalisatrice. Mais Eve Ruggieri a été tout de suite intéressée. Cette liberté, on ne la trouve plus nulle part, même pas à Arte, pourtant réputée pour avoir fait de la danse son fer de lance. Aujourd'hui, quand on présente une idée de film, la chaîne franco-allemande se contente de répondre qu'elle a du stock ! « Musiques au cœur » possède l'avantage de pouvoir jouer avec l'actualité, de tourner vite, de saisir la danse en train de s'élaborer. J'aime montrer la recherche des répétitions, puis le résultat final ».

Une sorte de pédagogie de la danse ? La caméra, intuitive, précise, rend, à chaque fois, le propos passionnant. Que « Musiques au cœur » soit, en 1995 le lieu de la création contemporaine en surprise plus d'un. Certains sceptiques expliquent que tant d'audace est redevable à l'horaire tardif de l'émission.

Eve Ruggieri s'insurge contre cette programmation pour noctambules qu'elle juge non conforme aux missions du service public. Mais plutôt que de livrer combat contre les moulins de l'Audimat, elle préfère parler de sa croisée : « Susan Buijge est une femme extraordinaire qui n'a aucun moyen pour créer. Si elle a besoin d'être aidée, elle me trouvera à ses côtés ! »

Dominique Frérot

★ France 2 : « Musiques au cœur », dimanche 26 février à 8 h 20.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.</p> <p>14.30 Série : La Vengeance aux deux visages.</p> <p>16.15 Série : Le Miel et les Abeilles.</p> <p>16.45 Club Dorothée.</p> <p>17.30 Série : Premiers baisers.</p> <p>18.00 Série : Le Miracle de l'amour.</p> <p>18.30 Série : Dingo de toi.</p> <p>19.00 Magazine : Coucou !</p> <p>Invité : Brigitte Fossey.</p> <p>19.50 La Bêtise Show (et 1.20).</p> <p>20.00 Journal, La Minute hippique, Météo, Traffic Infos.</p> <p>20.45 Téléfilm : Pour l'amour de Thomas. De Claude Gagnon, avec Brigitte Fossey, Mathieu Rozé.</p> <p>22.30 Magazine : Combien ça coûte ?</p> <p>Invité : Pierre Perret.</p> <p>23.55 Série : Agence tous risques.</p> <p>0.45 Magazine : Formule foot.</p> <p>27^e journée du Championnat de D1.</p> <p>1.25 Journal et Météo.</p> <p>1.40 Jeu : Millimètres.</p> <p>2.05 TF 1 nuit (et 3.05, 3.45).</p> <p>2.15 Programmes de nuit.</p> <p>Histoires naturelles (et 3.55, 5.05) ; 3.15, Intrigues ; 4.25, Mémoires ; 4.45, Musique.</p>	<p>13.45 Série : Inspecteur Derrick.</p> <p>14.55 Série : Dans la chaleur de la nuit.</p> <p>15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00).</p> <p>16.40 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Série : Seconde B.</p> <p>17.45 Série : Couper et vous.</p> <p>18.15 Série : La Fête à la maison.</p> <p>18.40 Jeu : Qui le meilleur gagne (et 3.55).</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Magazine : Studio Gabriel.</p> <p>19.59 Journal, Météo, Point route.</p> <p>20.50 Série : Nestor Burma.</p> <p>La Cinquième Procédée, de Joël Séria d'après Léo Malet, avec Guy Marchand, Pierre Tornade.</p> <p>22.30 Magazine : Bouillon de culture.</p> <p>L'argent roi, l'argent criminel.</p> <p>23.35 Variétés : Taratata.</p> <p>Emission présentée par Nagui.</p> <p>Invité : Laurent Voulzy.</p> <p>1.05 Journal, Météo.</p> <p>Journal des courses.</p> <p>1.30 Programmes de nuit.</p> <p>Envoyé spécial (rediff.) : 3.00, Jean-Christophe Averty ; 5.45, Dessin animé.</p>	<p>13.05 Magazine : Vincent à l'heure.</p> <p>Invité : Richard Gotainer.</p> <p>14.45 Série : La Croisière s'amuse.</p> <p>15.35 Série : Magnum.</p> <p>16.30 Les Minijoueurs.</p> <p>17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>Péliculer, d'Yves Bonnefoy et Florian Rodaj.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>A 19.05, Journal de la région.</p> <p>20.10 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.45 INC.</p> <p>20.50 Magazine : Thalassa.</p> <p>Les Piéges de Comacchio.</p> <p>La pêche à l'anguille dans le delta du Pô, et dans la mer Adriatique entre Venise et Ravenna.</p> <p>21.50 Magazine : Faut pas rêver.</p> <p>Invité : Richard Gotainer Papouze : Les hommes perruqués de Tari ; Maroc : La poudre aux yeux ; Pérou : Le vapeur des nuages.</p> <p>22.50 Météo et Journal.</p> <p>23.15 Magazine : Nimbros.</p> <p>L'homme réparé. Les Robots chirurgiens : L'électronique épouse le corps ; Une puce pour marcher ; L'ame de la greffe ; Le vivant répare le vivant.</p> <p>0.10 ► Court métrage : Libre court.</p> <p>La Police, de Claire Simon, avec Colombe Salvares, Clotilde Mollet, François Lebrun.</p> <p>0.35 Cadrans lunaires (15 min).</p>	<p>13.30 Téléfilm : Miss Rodéo.</p> <p>De Jackie Cooper, avec Katharine Ross, Bo Hopkins.</p> <p>17.00 Variétés : Hit Machine.</p> <p>17.30 Série : Guillaume Tell.</p> <p>18.00 Série : Équinox.</p> <p>18.54 Six minutes première édition.</p> <p>19.00 Série : Le Magicien.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Magazine : Vu par Laurent Boyer.</p> <p>20.05 Série : Une nounou d'enfer.</p> <p>20.35 Magazine : Capital.</p> <p>Présenté par Emmanuel Châin.</p> <p>20.45 Téléfilm : Double Trahison.</p> <p>De Richard Colla, avec James Farentino, Parker Stevenson.</p> <p>22.30 Série : Mission impossible.</p> <p>vingt ans après.</p> <p>Les Lions d'or.</p> <p>23.30 Magazine : Sexy Zap.</p> <p>0.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.</p> <p>A vos souhaits.</p> <p>2.30 Rediffusions.</p> <p>Fréquentar : 3.25, Jazz 6 ; 4.20, Coup de génies (Karl Lagerfeld) ; 4.45, La fête de l'emploi ; 5.10, Culture pub ; 5.35, FaxO.</p> <p>20.45 Téléfilm : Double Trahison.</p> <p>De Richard Colla, avec James Farentino, Parker Stevenson.</p> <p>22.30 Série : Mission impossible.</p> <p>vingt ans après.</p> <p>Les Lions d'or.</p> <p>23.30 Magazine : Sexy Zap.</p> <p>0.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.</p> <p>A vos souhaits.</p> <p>2.30 Rediffusions.</p> <p>Fréquentar : 3.25, Jazz 6 ; 4.20, Coup de génies (Karl Lagerfeld) ; 4.45, La fête de l'emploi ; 5.10, Culture pub ; 5.35, FaxO.</p>	<p>13.35 Cinéma : Des hommes d'honneur.</p> <p>Film américain de Rob Reiner (1992).</p> <p>16.05 Téléfilm : Une femme dans la tourmente.</p> <p>De Serge Moati, avec Miou-Miou, Mado Lenoir.</p> <p>18.00 Cinéma : Canaille peluche.</p> <p>En clair jusqu'à 20.35</p> <p>18.30 Ça cartoon.</p> <p>18.40 Magazine : Nulle part ailleurs.</p> <p>Invitée : Tracey Ullman.</p> <p>19.20 Météo : Zérorama.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma.</p> <p>20.35 Téléfilm : Sauvetage en plein vol.</p> <p>De Robert Young, avec Robert Loggia, Scott Bakula.</p> <p>22.05 Flash d'informations.</p> <p>22.15 Magazine : Jour de foot.</p> <p>Buts et extraits des matches de la 27^e journée du Championnat de France de D1.</p> <p>23.00 Cinéma : Les Marmottes.</p> <p>Film français d'Elie Chouraqui (1993).</p> <p>0.45 Cinéma : Pleine lune sur Blue Water.</p> <p>Film américain de Peter Masterson (1988, v.o.).</p> <p>2.15 Le Journal du hard.</p> <p>2.20 Cinéma : Obsessions cachées 2.</p> <p>Film américain, classé X, d'Andrew Blake (1994).</p> <p>3.35 ► Cinéma : Du sang pour Dracula.</p> <p>Film franco-italo-britannique de Paul Morrissey (1974).</p> <p>5.25 Cinéma : Le Règne des Vikings.</p> <p>Film britannique de Don Chaffey (1967, v.o.), (88 min.).</p>	<p>13.30 Défilé. La citoyenneté.</p> <p>14.00 Documentaire : Découvertes.</p> <p>Waronis, nomades d'Amazonie (rediff.).</p> <p>« L'ethnologie d'aujourd'hui » : quelques centaines d'ethnologues qui refusent tout contact avec les Blancs. Ils ont gardé leurs traditions et vivent dans une réserve.</p> <p>15.45 Les Écrans du savoir.</p> <p>Au fil des jours : inventer demain ; Allô la Terre ; Les Grandes Inventions ; Question de temps ; Langues : espagnol et anglais (rediff.).</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Le Corps humain.</p> <p>Le cerveau et le système nerveux.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>Ve nocturne.</p> <p>19.00 Magazine : Confetti.</p> <p>Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. Le snow-board, la planche à neige, qui en fait et où ?</p> <p>19.25 Documentaire : Au pays de Bod.</p> <p>A la recherche de l'ancien Tibet, d'Herbert Habesack.</p> <p>Le monastère de Samling visité par l'ethnologue Christian Schickgruber et le moine tibétain de Katmandou Panto Lama.</p> <p>20.27 Album : Les couleurs.</p> <p>La Course à la mort (France, 1910), couleurs : pinceau sur teintages. Les premières images colorées de l'histoire du cinéma.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Téléfilm : Espoir en danger.</p> <p>De Lili Janowitz (1994), avec Claudia Michelsen, Andreas Harder.</p> <p>22.15 Documentaire : L'Orient, mirage de l'Occident.</p> <p>3 : Le Miroir brisé, de Pierre Zucca. Dernière partie de ce documentaire réalisé par le cinéaste et photographe Pierre Zucca décédé le 15 janvier.</p> <p>23.15 Cinéma : Grand frue.</p> <p>Film espagnol de Juan Antonio Bardem (1956, v.o.).</p> <p>0.45 Magazine : Vivez l'angoisse.</p> <p>Présenté par Valli. Avec Gun's N'Roll, The The (live) (rediff.).</p> <p>2.05 Série : Johnny Staccato.</p> <p>7 : Le Mal, avec John Cassavetes (v.o., rediff., 26 min.).</p>

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TF5. En direct. 20.00 Hébdo. 21.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 17 février. Invité : le groupe 1 am. 22.50 Pulsations. Obésité et chirurgie. Invités : les docteurs Mikou Belachew et C. Desève. 23.45 Journal de France 3. Édition Sor 3 (30 min.).

PLANÈTE 19.35 La Beauté du monde. De Guy Besson (24). Le Pays perdu. 20.25 Tourments d'amour. Guadeloupe. De Régine Dalnoky et Paule Mustelier. 21.15 Les lés aux trésors. De David Cohen (10/13). Le trésor de Catalina. 21.40 Force brute. De Robert Kirk (36/52). Anatomie d'une bataille. 22.30 Les Saisons de la mer. De Howard Hall. 23.20 L'Inlande ou la mémoire d'un peuple. De Claude Pérou (50 min.).

PARIS PRÉSENTÉ 19.00 Paris. Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.45). 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. Depuis le Nif's. 22.00 Musiques en scènes. 22.30 Opéra : La Traviata. De Verdi, enregistré à la Fenice à Venise en décembre 1992 (135 min.).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Monsieur Bogus ; 18.20, Futé-rusé ; 18.25, Belle et Sébastien ; 18.55, Tip top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Tip top clip ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro (30 min.).

CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. 20.30 Série : Les Envahisseurs. 21.20 Série : Le Frelon vert. 21.50 Destination séries. Effets de série : Sherlock Holmes ; Hollywood : Bill Warren a rencontré Matt Frewer, alias Max Headroom. 22.15 Chronique musicale. 22.20 Série : Dream On. 22.45 Série : Seinfeld. 23.10 Country Box. 23.40 Série : M. A. S. H. 0.05 Série : Les Chevaliers du ciel (30 min.).

SÉRIE CLUB 20.00 Série : Les Années coup de cœur. 20.25 Série : Les deux font la loi. 20.50 ► Série : Julien Fontanes, magistrat (et 0.10). 22.30 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI (50 min.).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.00 MCM découvertes (et 20.40). 20.10 MCM Mag. 21.00 L'Invité de marque. Jean-François Bizot et Bernard Zeki, pour le lancement de la série Groovy Bus. 21.30 Autour du groove. Le Groovy Bus. Riga. 22.00 MCM Dance dub. 0.30 Rave On (50 min.).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CinéMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 Party Zone (120 min.).

EUROSPORT 21.30 Eurosportnews. 22.00 Bote. Rêves plume ; Tracy Pattison (E-U). Daryl Hickey (E-U). 23.00 Catch. 0.00 International Motorsport. 1.00 Eurosportnews (30 min.).

CINÉ CINÉFIL 18.55 Éternel conflit. Film français de Georges Lampin (1947, N.). 20.30 Premières armes. Film français de René Wheeler (1949, N.). 21.55 Mariage compliqué. Film américain de Don Hartman (1949, N., v.o.). 23.25 Qui perd gagne. Film américain de Rouben Mamoulian (1942, N., v.o.). 0.55 C'est pas moi, c'est l'autre. Film français de Jean Boyer (1962, N., 90 min.).

CINÉ CINÉFIL 18.45 Téléfilm : Le Déjeuner de Soussac. De Lazare Iglesis (1990), avec Hélène Vincent, Claude Brosset. 20.15 Le Bazar de Ciné-Cinéma. 21.00 Face à face. Film américain de Carl Schenkel (1991). 22.55 Saigon, l'enfer pour deux fils. Film américain de Christopher Crowe (1987, v.o.). 0.35 Horror Kid. Film américain de Fritz Kersch (1983, 95 min.).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Tahar Ben Jelloun (Le premier amour est toujours le dernier). 19.30 Perspectives scientifiques. Les lymphomes. Avec le professeur Gisselbrecht (2). 20.00 Le Rythme et la Raison. Porteurs de tradition, le Québec. 5. Mémoires. 20.50 Le Banquet. Conversations philosophiques : Le plaisir. 21.22 Musique : Black and Blue. Atomic Bass. Avec André Clergeat. 22.40 Les Nuits magnétiques. L'Australie. 4. Retour. 0.05 Du jour au lendemain. Brice Mathieu (Expositions. Pour Walter Benjamin). 0.50 Coda. Euhé Blake (5).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand. (Émis simultanément sur Hessischer Rundfunk et Saarländischer Rundfunk). En direct du Gewandhaus de Leipzig, par Basses du Chœur philharmonique de Prague et l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur : Concerto pour orgue n° 2 op. 117, de Rheinberger ; Michael Schindler, orgue ; Symphonie n° 13 pour basse, chœur d'hommes et orchestre op. 113 « Babi Yar », de Chostakovitch, Sergueï Leiferkus, basse. 22.30 Musique plurielle. Concerto pour piano, de Solal, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Markus Constant, Martial Solal, piano. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Mozart, Beethoven, Schumann, Chopin. 0.00 Jazz club. En direct du club Manhattan à Euro Disneyland Paris. Le pianiste et compositeur Clare Fischer.

Les interventions à la radio

RTL, 7 h 50 : François Léopard (« L'Unité de Michèle Cotta »).

RTL, 18 heures : Nicolas Sarkozy.

JANVIER 1995

Nos amies les taupes

par Pierre Georges

LA PESTE soit de la presse et de ses turpitudes. Dans le joli monde fantasmagorique des taupes, fausses barbes et agents de tout poil, il y a des choses qui ne se font pas. Je t'espionne, tu m'espionnes. Je t'attrape, tu me coïncies la main dans le sac ou le sac dans la main. Mais cela n'empêche pas le sentiment.

Donc, qu'il soit entendu, une fois pour toutes, que les affaires de taupes se règlent entre taupes, entre amis-ennemis, entre services. L'espionnage est chose trop sérieuse pour être confiée à l'opinion publique, sur la place publique. Il y a des romans pour cela ! Et les affaires d'espionnage sont, par définition, d'un domaine trop secret pour s'étaler ainsi comme in-cognita sur papier journal. Silence dans les rangs au monde du silence !

Voilà qui est plaisant et qui ne manque pas de nous faire rire, secrètement, d'un grand rire intérieur. Ainsi donc *Le Monde* - mais cela eût pu être un autre, ce qui peut expliquer la grise mine des autres - a contribué à violer un principe chevaleresque, dans une atteinte odieuse à la sûreté du secret. Il a osé dire, en mauvais français, qu'il y avait, qu'il y a des turbulences entre DST et CIA, et que cinq agents américains venaient de se faire prendre la main dans le pot de confiture, dans le pot aux secrets.

C'était une information. Et cela le reste. Une information fautive ? Non ! Une information sans intérêt ? Non ! Une information désintéressée de la part des informateurs ? Certainement pas ! Alors ?

Alors c'est simple : c'était une information vraie, mais à tair, une vérité pas bonne à dire comme il se fait des scoop pas bons à faire.

La meilleure presse qui puisse être, au monde des taupes, serait celle qui garderait ses informations pour elle, qui les mettrait sous le tapis, confidentiel presse. C'est une manière de voir les choses. Et on peut ne pas la partager. Au risque de décoller quelques costumes diplomatiques, et notamment celle du « pas dit pas pris » qui aide aux conversations d'usage et au maintien des bonnes relations.

Les États-Unis sont nos alliés. Ils le restent. Les gens de la CIA nous espionnent. Nous le leur rendons bien. Ainsi en va-t-il, de toute éternité, entre les nations, adversaires comme alliées. Savoir ce qui se passe chez le voisin, ce qu'il concocte, ses avancées militaires, technologiques ou industrielles, est la moindre des choses. C'est même, simple lapalissade, la justification première des services secrets.

Au grand jeu des taupes, ce Monopoly du renseignement, n'existe simplement pas, sans urgence intérieure, la case presse. Voilà qui peut expliquer l'ampleur de l'émotion franco-française, et plutôt présidentielle-présidentielle, que suscite cette affaire de fuites. Elle serait plutôt comique dans ses effets de manche « scandalisés ». Et elle ne semble pas de nature à ébranler plus que de raison nos chers amis-ennemis américains. Ils vont se fâcher un peu, ou le feindre. Ils vont peut-être même dégouter dans leur manche quelques agents français installés dans le fléau de l'espionnage permanent. Et puis ils vont attendre qu'une élection française se passe !

Le bric-à-brac nazi de M. Cornillau devant la cour d'appel de Paris

Le catalogue ne comprend que quatre petites pages photocopiées, avec, sur la première, un gros titre : « *Filiter pour mille ans, par Léon Degrelle, 170,00 F.* ». Au dos, trois bustes d'Adolf Hitler trônent entre les croix gammées stylisées, les insignes SS et les brassards à croix celtique. « *La SEDC et Cie est heureuse de vous présenter une première sélection d'articles que vous recherchez depuis longtemps* », annonce la brochure.

« *Une première sélection* », ironise M^{re} Stéphane Lili, avocat de l'Union des étudiants juifs de France. Le président de la quatorzième chambre de la cour d'appel de Paris, Jean-Pierre Cottin, regarde une fois encore la « *brochure commerciale* ». En première instance, le tribunal des référés a interdit à la Société européenne de distribution Cornillau de poursuivre la publicité et la vente de nombreux objets du catalogue au motif que ceux-ci pourraient « *entraîner leur utilisation qui revient à véhiculer, sur un mode nostalgique, le souvenir du nazisme* ». Mais l'avocat de la SEDC, M^{re} Eric Delcroix, conteste cette décision « *sans précédent* ».

M^{re} Delcroix en appelle d'abord à « *la liberté du commerce et de l'industrie* ». Des objets de ce type sont en vente dans d'autres sociétés européennes, assure-t-il. Il dénonce

donc le « *privilège négatif* » qui frappe son client. Une mesure d'autant plus injuste, selon lui, que « *la société diffusait ce catalogue sur un fichier privé destiné à des collectionneurs* ».

Quant aux objets, l'avocat regrette que le juge des référés n'ait pas fait la distinction entre les objets « *qui tomberaient, s'ils étaient arborés, sous le coup de la loi* », et les autres. Ainsi la croix celtique : « *Cet insigne existe depuis longtemps dans nos campagnes. Il a d'abord été le symbole des équipes nationales, qui rallièrent la Résistance en 1944.* »

Idéologie nazie
Et puis il y a la casquette dite « *européenne* ». Européenne comme ce Parti nationaliste français et européen (PNFE) que Claude Cornillau dirige depuis longtemps. « *C'est aujourd'hui encore la casquette des chasseurs alpins allemands et des gardiens de parcs en Bavière* », affirme M^{re} Delcroix.

M^{re} Lili reprend un à un ces arguments pour dénoncer ce « *tract politique à visées accessoirement commerciales* ». La confidentialité de la distribution ? L'avocat s'amuse : « *Le bon de commande n'est pas nominatif, il est vierge de toute mention relative aux collectionneurs. Il a suffit que je téléphone à*

cette société, dont les coordonnées sont dans le Minitel, pour me faire envoyer le catalogue. » Les croix celtiques ? « *Je ne peux m'empêcher de constater qu'on les retrouve lors de toutes les profanations de tombes juives.* » Enfin M^{re} Lili s'attaque à la casquette « *européenne* ». Il lit la légende, sur laquelle M^{re} Delcroix était passé rapidement : « *L'antidote aux casquettes météorologiques du genre nazi du Bronx. Ne va bien qu'aux têtes européennes.* » L'avocat poursuit : « *On est en plein dans l'idéologie nazie. Cette mention, à elle seule, provoque un trouble imminent.* »

L'avocat général, Jean-Claude Gallibert, a suivi de près cette argumentation. Oui, il fallait condamner ce « *tract-catalogue qui avait tous les caractères de la publicité et aucun de ceux de la confidentialité* ». Le message qu'il propage, enfin, est bien « *raciste, antisémite* », assurant même « *la promotion du nazisme* ». Il s'est en revanche montré incertain sur la nécessité d'interdire le blason tricolore de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF), cette organisation fondée par Jacques Doriot regroupant les Français désirant se battre contre l'URSS dans les rangs allemands.

Nathaniel Herzberg

M. Pasqua juge « très grave » l'affaire des espions américains

DAKAR

de notre envoyé spécial
Dans une déclaration au Monde, Charles Pasqua, qui effectue une tournée dans cinq pays africains, a jugé « *très grave* », vendredi 24 février, l'affaire des espions américains. Le ministre de l'Intérieur s'est étonné de la manière désinvolte avec laquelle les États-Unis ont de prime abord réagi, laissant entendre qu'elle s'inscrivait dans la campagne électorale française. M. Pasqua affirme que, lorsqu'il a été saisi du dossier, il a rencontré le premier ministre, Edouard Balladur, et le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, qui l'ont chargé de rencontrer l'ambassadeur des États-Unis, Pamela Harriman. En présence de son conseiller diplomatique, Bernard Guillet, M. Pasqua a eu un premier entretien avec M^{re} Harriman, en janvier, « *pour lui dire qu'il fallait que les États-Unis prennent sans attendre les mesures nécessaires pour régler cette affaire* » et souhaiter que l'ambassadeur vienne le revoir.

Quinze jours plus tard, ajoute le ministre, M^{re} Harriman est revenue « *chargée de dire que cette affaire ne relevait pas d'une initiative gouvernementale* » [américaine]. La diplomate ayant cherché à savoir si le gouvernement français tenait absolument à expulser les personnes concernées, le ministre d'État lui a répondu par la négative, tout en répétant que les États-Unis « *devaient prendre les mesures nécessaires pour régler cette affaire* ».

« *J'ai également demandé à l'ambassadeur de respecter la confidentialité* », mais M^{re} Harriman a répondu qu'elle « *ne pouvait le faire parce que beaucoup de services étaient au courant* », a précisé M. Pasqua. Selon lui, « *il y a eu beaucoup de fuites du côté américain* ». « *Un haut fonctionnaire américain est venu à Paris il y a trois semaines pour chercher à obtenir des informations à ce sujet auprès de la police nationale, laquelle s'est refusée à lui dire quoi que ce soit* », a-t-il ajouté.

« *Il n'y a de notre part aucune volonté de publicité. Tout cela est imputable au retard que les États-Unis ont mis à régler cette affaire. Il y a eu des erreurs de leurs services non seulement en France mais dans d'autres pays européens* », ajoute le ministre d'État qui juge ce « *comportement inacceptable venant de services alliés* ».

Le ministre a en outre affirmé qu'avant de prendre l'avion jeudi matin pour Nouakchott, première étape de son périple africain, il avait chargé son directeur de cabinet de chercher à savoir d'où venaient les fuites, dans la mesure où plusieurs ministères étaient au courant du dossier « *depuis un certain temps* ». Selon lui, le Quai d'Orsay avait le dossier en main depuis la fin de 1994.

Jacques de Barrin

Un ancien responsable du CNTS mis en examen pour empoisonnement

GÉRARD JACQUIN, ancien directeur blo-industriel du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), a été mis en examen jeudi 23 février pour empoisonnement dans l'affaire du sang contaminé. Le dossier est instruit par le juge parisien Marie-Odile Bertella-Geffroy.

Gérard Jacquin est notamment l'auteur d'une note adressée au docteur Michel Garretta et datée du 7 mai 1985, dans laquelle il écrivait : « *Cryptococcidites : tentative de vente à l'export ou sur le marché français (avec rabais) afin de diminuer le plus rapidement possible le stock de produits non choqués* ».

Polytechnicien, ingénieur des eaux et forêts, Gérard Jacquin, numéro deux du Centre national de

transfusion sanguine, était responsable des activités de recherches appliquées dont étaient chargés des médecins. Il était le collaborateur direct du docteur Michel Garretta tout comme le docteur Jean-Pierre Allain, condamné en 1992 à quatre ans de prison dont deux avec sursis pour tromperie sur la qualité d'un produit. Le docteur Allain, actuellement en liberté après avoir purgé la moitié de sa peine, est aussi mis en examen pour empoisonnement depuis septembre 1994 par Mme Bertella-Geffroy.

Huit personnes sont aujourd'hui mises en examen dans ce dossier, dont les docteurs Michel Garretta, ancien directeur du CNTS, actuellement en détention, et Bahman Habibi, responsable de la diffusion

au CNTS, pour empoisonnement. François Gros, conseiller scientifique de Laurent Fabius, premier ministre à l'époque des faits, et Claude Weisselberg, conseiller technique d'Edmond Hervé, alors secrétaire d'État à la santé, avaient été mis en examen pour complicité d'empoisonnement.

Lors du procès des quatre responsables de la transfusion sanguine - le docteur Michel Garretta, les professeurs Jean-Pierre Allain, Jacques Roux et Robert Netter -, en juillet 1992 devant la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, M. Jacquin avait déclaré que « *la politique industrielle du CNTS, définie par les pouvoirs publics, exigeait que l'on se prépare au marché européen des produits pharmaceutiques* ». Au sujet de la note de « *stratégie* » de mai 1985 concernant les concentrés sanguins destinés aux hémophiles, il avait ajouté : « *J'avoue que quand j'ai relu quelques années plus tard ces lignes, j'ai été sidéré. C'est une erreur d'appréciation complète de ma part. Je réfléchissais comme un directeur de la production, je dois quand même dire qu'en avril 1985 j'ai considéré ces produits non chauffés comme normaux, entre guillemets* ».

EL PAIS

Il est probable qu'en d'autres circonstances, le conflit aurait été résolu discrètement entre Paris et Washington. Mais pour un Balladur accusé sur le thème de la corruption et critiqué pour son manque de charisme dans une politique quotidienne grise, cet acte énergique contre les États-Unis tombe à point pour lui donner un peu d'air. Il existe un vaste patriotisme français qui, en dehors des partis, est sensible à de tels gestes.

DANS LA PRESSE

Le différend Paris-Washington

THE WALL STREET JOURNAL
La France ne serait pas un endroit aussi charmant si elle ne connaissait de temps à autre quelques écarts par rapport à la pure logique. Il semble que cela arrive particulièrement souvent à l'approche d'une élection. Sans doute est-il malheureux que ces campagnes soient si souvent dévorées d'avantage par « *les affaires* » que par les arguments de fond. Mais qui choisirait de parler des 12,6 % de chômeurs, alors qu'il est beaucoup plus drôle, et à coup sûr distrayant, de se mettre à chercher des revenants derrière la porte ?
Thomas Kahn

FINANCIAL TIMES

Si le ministre des affaires étrangères se dit « *scandalisé* » par la fuite dont a bénéficié *Le Monde* à propos du présumé espionnage américain en France, ce n'est peut-être pas seulement en raison des dommages causés aux relations franco-américaines. En tant que soutien à la candidature présiden-

tielle de Jacques Chirac, Alain Juppé partage sans doute le soupçon selon lequel la fuite avait pour but de détourner l'attention du scandale des écoutes téléphoniques, qui est devenu un sérieux embarras dans la campagne électorale du premier ministre Edouard Balladur.

ALLEMAGNE : Le ministre fédéral de l'Intérieur, Manfred Kanther, a interdit, vendredi 24 février, le parti néo-nazi FAP (Parti allemand libre des travailleurs) et fait procéder à l'aube à des perquisitions et à des saisies dans une quarantaine de locaux du parti. Dans un communiqué diffusé à Bonn, le ministre indique que « *l'interdiction prononcée aujourd'hui est un nouveau signal très clair lancé contre l'agitation et la violence d'extrême droite* ». Le dernier rapport annuel des renseignements généraux indiquait que le FAP était dirigé par un homme de soixante-quatre ans, Friedhelm Busse, et comptait 430 membres fin 1993. - (AFP)

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Bruxelles : les autoroutes de l'information au menu du G7 2
Espionnage : Washington et Paris se refusent à une surenchère 3
Italie : le conseil des ministres adopte un train de mesures d'austérité 4
Afghanistan : trêve inspirée mais fragile à Kaboul 6

FRANCE

Conjoncture : la croissance de l'économie française a atteint 2,5 % en 1994 8
Présidentielle : l'entourage de M. Balladur affiche le calme devant les mauvais sondages ; Lionel Jospin parle sur le dynamisme de sa candidature 7-9
Régions : la Haute-Vienne se mobilise contre les fermetures de classes 10

SOCIÉTÉ

Procès Botton-Noir : Michel Mouillot en contribuable dicton 11
Racisme : l'enquête sur le meurtre d'Ibrahim Ali contredit la thèse du FN 12
Vie quotidienne : la Poste veut redonner aux Français le goût de correspondre par écrit 13

HORIZON

Enquête : les mille violations volés 15
Débats : La société d'information au risque des oligopoles, par Patrice d'Oultremont, Ricardo Petrella et Philippe de Voot ; Infrastructure et partenariat, par Luciano Stanca ; Une chance pour la culture française, par Bruno Oudet 16
Éditoriaux : Israël et l'arme nucléaire ; Reniement pour la France 17

BOURSE

Cours relevés le vendredi 24 février, à 10 h 16 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 17472,90 -2 -11,40
Hong Kong Index 7976,41 +0,85 -2,62

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

17534,00
17039,00
16746,00
16275,00
17780,00

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 2302 2202 fin 94

Paris CAC 40 1627,01 +1,36
Londres FT 100 3049,30 +0,99 -0,32
Zurich 1256,30 +0,69 +1,33
Milan MIB 30 1084 -0,40 -2,04
Frankfurt Dax 30 2118,24 +1,20 +0,95
Bruxelles 1336,41 +0,40 -3,82
Suisse S&P 994,72 +0,91 -4,18
Madrid Ibez 35 282,99 +0,84 -0,70
Amsterdam CBS 277,80 +0,47 -0,07

DEMAIN dans « Le Monde »

Les procès d'Oscar Wilde : il y a cent ans, dans l'Angleterre victorienne l'écrivain et dandy irlandais Oscar Wilde est poursuivi par la vindicte de Lord Queensbury, un aristocrate écossais dont il a séduit le fils. Wilde sera condamné à deux ans de travaux forcés.

Tirage du Monde daté vendredi 24 février 1995 : 503 990 exemplaires

Le Serveur Judiciaire
GROUPE JET LAG
Renseignements sur 2 500 000 sociétés
Fiche d'identité, procédures collectives
(faillites), bilans et analyses, historique,
actionnaires, filiales et participations.
Minitel 3617 L5J
Annonces & déclarations aux Etablissements
Judiciaires et volontaires nationaux.
Minitel 3617 VAE

Retrouvez tous les jours
les pages « Société »
du nouveau Monde
Pour ne manquer aucun rendez-vous :

ABONNEZ-VOUS !

Par courrier : votre bulletin d'abonnement est dans la page « Agenda » de ce numéro.

Par téléphone : au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par MINITEL : sur 3615 LEMONDE